

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14203 - 5 F

MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Le discours de M. Mitterrand à l'ONU et les conséquences de la crise du Golfe

## ● La France associe fermeté et ouverture vis-à-vis de l'Irak

La preuve  
par Saddam Hussein

La guerre est-elle encore évitable? M. Mitterrand ne le croit guère, tant l'obstination et les méthodes de Saddam Hussein sont avérées. Mais il est clair que le président de la République ne la souhaite pas. C'est pourquoi il a offert, lundi 24 septembre, une ultime chance à la paix dans son discours aux Nations unies.

Tel est bien, en effet, le sens de cette intervention. Le passage-clé on est le moment où, s'adressant indirectement au dictateur de Bagdad, il lui a demandé d'affirmer son « intention de retirer ses troupes du Koweït » et de « libérer les otages ». Alors, a ajouté M. Mitterrand, « tout deviendra possible », y compris « le règne de la loi internationale ».

Il est peu probable que Saddam Hussein entende à court terme ce langage. A Bagdad, l'heure est moins que jamais à la raison. C'est en tout cas ce que rapportent en privé tous les candidats à la médiation qui ont rencontré récemment le président irakien. Imprécations, menaces apocalyptiques, refus de toute concession, sont le lot commun des messages les mieux intentionnés qui reviennent régulièrement les mains vides de leurs missions de bons offices.

M. Mitterrand, bien sûr, sait tout cela: il se doute même que Saddam Hussein a interprété comme un signe de « faiblesse » la modicité et la lenteur de la réponse militaire de la France au début de la crise. D'où, pense-t-on à l'Elysée, le test-provocation de la garde présidentielle irakienne contre la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït, qui incite Paris, à lever toute ambiguïté, à envoyer des troupes en Arabie saoudite et à mettre un terme à la prudente « ruse » du « Clemenceau ».

S'il estime que force doit rester à la loi, M. Mitterrand n'en est pas moins prêt à des accommodements, dès lors que les principes auront été respectés. Il va même très loin pour crédibiliser aux yeux de Bagdad les efforts que déploient toujours le roi de Jordanie, sous les feux de la rampe, et, dans l'ombre, le président algérien Chadli et le roi du Maroc Hassan II.

NE se satisfait-il pas, outre de la libération de tous les otages, de la simple promesse de Saddam Hussein d'évacuer le Koweït pour que s'ouvre une vaste négociation dont il est admis que l'Irak sortirait bénéficiaire de rectifications de frontières destinées à lui donner cet accès à la mer après lequel il court depuis des lustres? Ne paraît-il pas aussi faire bon marché de la légitimité de l'émir Jaber en envisageant, dans une seconde étape, « l'expression démocratique des choix du peuple koweïti », autrement dit l'organisation d'un référendum constitutionnel dans un émirat dont Saddam Hussein a déjà fait fuir une partie de la population pour la remplacer par des colons irakiens?

L'ampleur de ces concessions, qui pourraient faire franchir bien des sourcils à Washington, prouve suffisamment que les accusations de « va-t-en-guerre » portées contre M. Mitterrand sont pour le moins hâtives. A moins qu'il ne faille s'incliner devant un prédateur.

M 0147 - 926 0 - 5,00 F



## ● La hausse du brut secoue les places boursières

La hausse continue du pétrole, qui a atteint lundi 24 septembre 40 dollars le baril à Londres, contre 15 avant la crise du Golfe, a provoqué une nouvelle chute des marchés boursiers. La Bourse de Paris retrouve son niveau de décembre 1988. Lundi, devant l'Assemblée générale de l'ONU, M. François Mitterrand a exclu tout compromis tant que l'Irak ne s'engagera pas à quitter le Koweït. Le président français, se plaçant dans une « logique de paix », a présenté un plan en quatre étapes. « Que l'Irak, a-t-il déclaré, affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages et tout devient possible. »



## Wall Street sous le choc

- Lire —
- Le discours de M. Mitterrand aux Nations unies
  - Les réactions dans la presse internationale page 2
  - La majorité du peuple égyptien derrière le président Mubarak
  - L'embarras des islamistes tunisiens page 3
  - Les propositions de M. Giscard d'Estaing page 5

NEW-YORK  
de notre correspondant

Dès les premières heures de la matinée, on savait que le marché pétrolier subirait encore une dure journée le 24 septembre. La veille, M. Saddam Hussein, qui chaque jour ou presque depuis le début du conflit, annonce une initiative ou une menace destinée à enfoncer le front constitué contre ses visées expansionnistes, avait affirmé son intention de pénétrer les champs pétroliers saoudiens, voire ceux de l'ensemble du Golfe, et d'entraîner Israël dans la guerre au cas où l'Irak se sentirait définitivement étranglé.

par l'embargo onusien. Au New York Mercantile Exchange (NYMEX), le plus important marché mondial de contrats à terme sur les produits énergétiques, la menace était prise au sérieux. Chacun sait, ici, que tout ce qui touche l'Arabie saoudite ne peut laisser l'Amérique indifférente.

Aux Etats-Unis, l'influence du pétrole saoudien est déterminante. A l'heure actuelle, l'Arabie saoudite représente 15 % des importations de brut américaines et constitue le plus important fournisseur d'or noir du pays.

SERGE MARTI  
Lire la suite page 21

Autorisé à légiférer par décrets

## M. Gorbatchev pourra imposer l'économie de marché

M. Gorbatchev est investi de pouvoirs étendus pour introduire en dix-huit mois par décrets une économie de marché. Une résolution en ce sens — rapidement transformée en loi par un second vote — a été adoptée lundi 24 septembre par le Parlement de l'URSS. Ces décisions vont « provoquer des conflits entre le Soviet suprême de l'URSS et ceux des Républiques, notamment de la Russie », a déclaré un député radical russe. La Russie a en effet décidé d'appliquer en tout état de cause un programme radical de réformes, alors que les autorités fédérales sont à la recherche d'une « synthèse » entre divers projets.

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

La sortie du communisme, comme son introduction en 1917, se fera dorénavant en Union soviétique par décrets: après deux semaines de débats particulièrement confus, le Parlement soviétique a fini, lundi 24 septembre, par investir M. Mikhaïl Gorbatchev du « droit de promulguer des décrets à caractère législatif conformes à

la Constitution » et portant sur « la propriété, l'organisation de l'économie, le système budgétaire et financier, les prix, les salaires et le maintien de l'ordre public ». Bref, sur toutes les questions-clés autour desquelles se déchirent depuis plus d'un an les voix issues de la perestroïka alors que l'Union se désagrège et que la vie économique est en voie de paralysie.

SOPHIE SHIHAB  
Lire la suite page 8

SCIENCES ♦ MÉDECINE

## Tcheliabinsk ville ouverte

Il y a trente-trois ans, le 29 septembre 1957, à 16 h 25, une formidable explosion secoua la complexe nucléaire de Tcheliabinsk-40. De cette catastrophe, personne n'a rien su à l'époque. Cette ville et son complexe, à l'origine de la première bombe atomique soviétique, devaient rester secrets. L'an dernier, la ville interdite de Tcheliabinsk-40, lieu de la catastrophe, s'est ouverte. Elle doute de l'avenir du nucléaire en URSS, ne sachant comment gérer les quantités de déchets radioactifs hérités de la course à la bombe qui en font un des lieux les plus pollués de la planète.

Lire page 13 le reportage de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
■ La peau avec l'eau du bain ■ L'arbre un et divisible ■ Le lancement de satellites civils: un marché à ciel ouvert pages 13 à 15 — section B

## Un entretien avec le général Jaruzelski

La Pologne doit « passer à une nouvelle étape » page 6

## M. Honoré Baillet élu maire de Nice

Seul candidat à la succession de M. Médecin page 10

## France inquiète, France tranquille

VII. — La passion « verte » d'Andrée Buchmann page 9

## Le nouveau « projet socialiste »

Les dirigeants du PS veulent associer les intellectuels et les citoyens à l'aggiornamento de leur parti page 10

## Chômage et commerce extérieur

Baisse du nombre des chômeurs et aggravation du déficit commercial en août page 21 — section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38 — section C

## René Bousquet ou la justice lente

Au sommet de l'Etat, on ne semble pas pressé de juger l'ancien secrétaire général de la police de Vichy. Pourquoi?

Les plus hautes autorités de l'Etat souhaitent-elles vraiment que soit jugé René Bousquet, quatre-vingt-un ans, l'un des principaux responsables de l'application de la politique antisémite de Vichy entre 1942 et 1944? Les lenteurs de la chancellerie à propos de ce dossier judiciaire constituent à elles seules une réponse. Voilà tout juste un an que M<sup>re</sup> Serge Klarsfeld et Charles Libman ont déposé plainte avec constitution de partie civile contre René Bousquet, ancien secrétaire général de la police nationale de l'Etat français, pour crimes contre l'humanité. Et voilà douze mois

que ce dossier sensible, chargé d'histoire, s'enlise sûrement.

Nombreux sont pourtant les magistrats à l'avoir étudié, soupesé. Dans l'ordre, le doyen des juges d'instruction, les conseillers de la chambre criminelle de la Cour de cassation, les juges de la chambre d'accusation et le procureur général lui-même ont analysé cette plainte et ses conséquences. Prudemment, tous se sont bien gardés de trancher. Encore plus d'aborder l'instruction proprement dite.

Au point que les documents concernant les activités de René Bousquet durant l'Occupation, à

l'époque où il était « l'ami de Pierre Laval » et le proche de Carl Oberg, chef supérieur des SS et de la police en France, reposent toujours aux Archives nationales. Bref, si l'Histoire a déjà désigné les responsables français des grandes rafles du Vel' d'Hiv', en juillet 1942, la justice, pour sa part, tergiverse à affronter, non plus la « collaboration de sang », mais la « collaboration de la haute fonction publique ».

En apparence, le dossier Bousquet ne devait pourtant pas poser de problèmes insurmontables.

LAURENT GREILSAMER  
Lire la suite page 12

## Défense : le plan de la discorde

Rien ne va plus entre la présidence du conseil régional d'Ile-de-France (RPR-UDF) et le gouvernement. L'annonce en plein été, par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, d'un plan d'aménagement du quartier de la Défense compromet le fragile édifice de la concertation Etat-Région qu'avait mis en place le premier ministre, avant la révision du schéma directeur. Prétexte pour un véritable enjeu, dix-huit mois avant le renouvellement du conseil de la première région de France?

Lire page 11 — section B  
les articles de JEAN PERRIN et CHARLES VIAL



## Cool memories II

1987 - 1990

Jean Baudrillard

galilée

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 38 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KSD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 180 HUF ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Suède, 275 F CFA ; Suisse, 14 KRS ; Thaïlande, 1,75 S ; USA (inter), 2 \$.



# LA CRISE DU GOLFE

Mêlant, dans son discours aux Nations unies, la fermeté de principe et des propositions d'ouverture

## M. Mitterrand propose à Bagdad une solution diplomatique en quatre étapes

Peut-on maintenant que le pire n'est pas sûr, qu'il reste, dans la crise du Golfe, une marge de paix, sans pour autant paraître faire des concessions à l'agresseur irakien? M. Mitterrand veut croire que oui, et c'est ce message mêlant subtilement une fermeté de principe et quelques discrètes ouvertures qu'il est venu délivrer, lundi 24 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

NATIONS UNIES  
(New-York)

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a tout d'abord souligné une fermeté de principe: la France reste bien entendue «pleinement solidaire» des résolutions du Conseil de sécurité, et «il n'y aura pas de compromis» tant que l'Irak ne sera pas conforme à ces résolutions, qui lui ordonnent de retirer ses troupes du Koweït et de libérer les otages étrangers. Pas de concessions donc, et c'est ce qu'on s'est efforcé de souligner dans l'entourage du président français, comme pour prévenir toute critique.

Cela dit, l'intention de M. Mitterrand était clairement d'ouvrir des portes plutôt que de les fermer: il constate certes que, du côté de Saddam Hussein, «pas un geste, pas un mot n'ont laissé jus-

qu'ici (...) la moindre place à la moindre esquisse de conciliation». Mais M. Mitterrand refuse de perdre tout espoir, et évite de placer la barre trop haut: «Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, qu'il libère les otages et tout devient possible». Il est question d'une «intention», et non d'un retrait accompli, et il n'est en revanche pas question de la troisième exigence posée par le Conseil de sécurité: que les dirigeants koweïtiens soient rétablis dans leur autorité.

Les nuances apparaissent encore plus clairement lorsque le président français expose les diverses étapes de ce qui pourrait être une solution «diplomatique» propre à éviter «l'embrasement», étant entendu qu'une solution «arabe» serait préférable ou plutôt «aurait été» préférable, si elle avait existé.

Encore faudrait-il que M. Saddam Hussein ait satisfait aux deux conditions posées. Alors pourrait s'ouvrir ce que M. Mitterrand appelle la «seconde étape»: «La communauté internationale qui a sanctionné l'agression serait à même de garantir la mise en œuvre du retrait militaire, la restauration de la souveraineté du Koweït, et l'expression démocratique des choix du peuple koweïtien». C'est là s'efforcer sensiblement de la position américaine, qui exige plus simplement la restauration de l'émir Jaber dans son pouvoir.

Suivrait une troisième étape, celle que l'on «espère» ou que l'on

«redoute», «parce que ce sera l'ère des choix»: M. Mitterrand évite de parler explicitement d'une conférence internationale, telle qu'elle est souhaitée par les Soviétiques et les Arabes, et qui se pencherait sur l'ensemble des problèmes de la région. Mais il indique clairement qu'il faudra à ce stade aller au-delà de la seule problématique du Golfe, et s'intéresser aussi bien au Liban qu'au sort des Palestiniens «en proie à la désespérance et tentés par toutes les aventures pour satisfaire leur légitime aspiration à une patrie», sans oublier la sécurité d'Israël.

Un encouragement à M. Saddam Hussein

Au passage, M. Mitterrand se défend de faire «un amalgame entre des conflits qui ne sont pas de même nature, ni de prétendre régler d'un coup, par quelques recettes magiques, l'ensemble des problèmes». Mais il évite de concentrer exclusivement son attention sur le Golfe, alors que le même jour M. Bush répétait, devant un parterre d'Américains d'origine arabe, qu'il refusait de «se laisser distraire» de la crise du Golfe par la question palestinienne.

Le chef de l'Etat français évoque alors, ou plutôt «imagine» une quatrième étape — celle «qui s'attacherait à la réduction mutuelle et consentie des armements dans cette région» et à «l'amorce d'une coopération qui de l'Iran au Maroc,

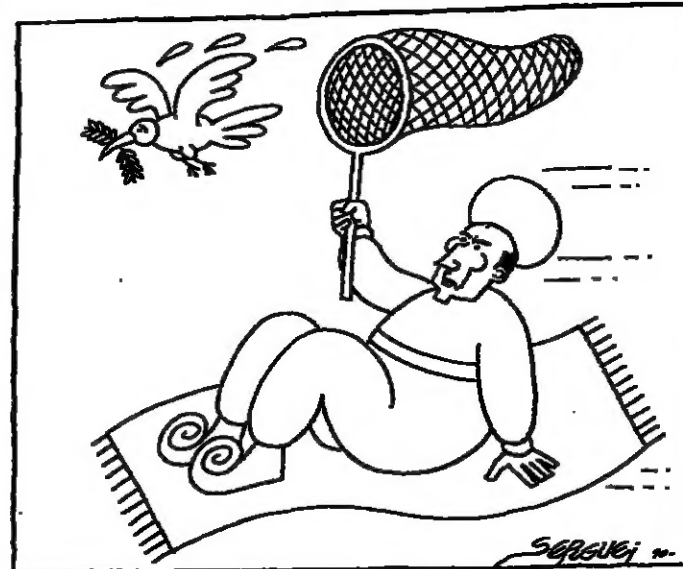
du Moyen-Orient à l'Atlantique, ouvrirait la voie à la stabilité».

Mais à vrai dire cette esquisse d'un plan de paix largement hypothétique n'était peut-être pas l'apport essentiel de cette allocution. C'est surtout le ton qui a frappé, le souci qu'a eu M. Mitterrand d'éviter de paraître agressif ou menaçant à l'égard de l'Irak, son désir aussi de tenir compte des doutes et des interrogations suscitées dans le monde arabe par l'attitude des puissances occidentales.

Ce n'était pas le ton de la conciliation — on s'en défend énergiquement dans l'entourage du président français — mais peut-être celui de l'encouragement, d'une incitation à s'adresser au maître de Bagdad: M. Mitterrand rappelle que «la France entretient de longue date d'amicales relations avec l'Irak», et il utilise pour cela le présent, non sans ajouter pour plus de clarté encore qu'il ne renie pas les liens d'amitié qui ont été noués.

Et quand il explique que la France «applique l'embargo décidé par le Conseil de sécurité et contribue à le mettre en œuvre», il ajoute qu'elle n'a accompli en cela «aucun geste de menace ou de provocation». «Notre action est défensive et non pas offensive, mais elle ne sera ni complaisante ni complique».

Enfin, «une fois leur mission accomplie, nos forces quitteront la zone et rentreront dans leur pays». Mais si M. Mitterrand évoque



l'embargo, il omet curieusement de mentionner l'élargissement de cet embargo au trafic aérien, dont le Conseil de sécurité devrait pourtant débattre au lendemain de son discours, et qui est une suggestion française, formulée en réaction à l'intrusion de soldats irakiens dans la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït.

La «différence» française

Le président français estime-t-il désormais inopportun de revenir sur le sujet? Il fait en tout cas allusion aux excuses présentées récemment par les autorités irakiennes à propos de cet incident, et ne semble pas les rejeter complètement: «S'il y eut méprise, pourquoi le proclamer si tard, pourquoi grossir avec ses victimes le nombre des otages?» Restait à tenter de répondre aux soupçons nourris dans le monde arabe quant à la diligence soudaine montrée par les Nations unies quand il s'est agi de l'Irak, alors que tant d'autres résolutions passées du Conseil de sécurité «sont restées lettre morte». M. Mitterrand reconnaît «quelque raison» à ces reproches, remarque qu'il y a dans cette carence une «fâcheuse référence qui altère la juste autorité de nos récentes décisions» — allusion lapidaire aux résolutions votées de plus de vingt ans et qui enjoignent à Israël d'évacuer les territoires occupés. «Le droit», ajoute-t-il, doit être le même pour

tous, dans son principe et ses effets.

C'est cette notion de «droit», évoquée à de multiples reprises, qui a fourni la charpente à ce discours soigneusement écrit, et remanié, conformément aux habitudes de son auteur, jusqu'au tout dernier moment: une pratique qui présente certains inconvénients majeurs en termes d'impact médiatique, puisque le texte de M. Mitterrand — et encore ne s'agissait-il que du texte français — n'a été disponible aux Nations unies que cinq heures après son allocution, alors que le président français et sa suite étaient déjà rentrés à Paris (M. Mitterrand, arrivé le matin même, a quitté New-York aussitôt après son discours et un bref entretien avec le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar).

Du coup, les députés ont préféré attendre pour exprimer leurs commentaires, tandis que certains représentants des télévisions américaines avaient peine à trouver dans ces propos savamment balancés les éléments de nouveauté susceptibles de retenir l'attention de leur public. Cela dit, on a bien compris que M. Mitterrand avait fait entendre la «différence» française, le jour même où M. Bush, tenant un discours nettement moins sophistiqué, répétait qu'il ne céderait pas d'un pouce quant aux conditions posées à l'Irak.

JAN KRAUZE

## « Que l'Irak affirme son intention de retirer ses troupes, et tout devient possible »

Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, lundi 24 septembre, M. Mitterrand a d'abord salué le «fin du conflit Est-Ouest», affirmant notamment que «désormais, l'affrontement des blocs ne pourra plus servir d'excuse à ceux qui craignent le risque de la démocratie, à ceux qui croient pouvoir remettre à demain ce que l'on attend d'aujourd'hui, et ajoutant qu'il pensait à cet égard aux problèmes Nord-Sud. Puis il a déclaré à propos de la crise du Golfe:

«Le Koweït est un Etat souverain, membre de la société internationale. Au nom de quoi peut-on décider que cet Etat a cessé d'exister? Au nom de la loi des avions, des chars et des canons? Je précise que la France entretient de longue date d'amicales relations avec l'Irak, qu'elle l'a soutenu à l'heure du plus grand danger lors de la guerre contre l'Iran, dans le souci d'aider à préserver, sur cette frontière millénaire, l'équilibre historique entre Perses et Arabes, équilibres dont la rupture aurait eu des conséquences en chaîne sur le monde arabe tout entier, jusqu'aux rives de l'Atlantique. Des liens d'amitié ont été noués, en cette circonstance, entre les peuples irakien et français, que je ne renie pas et dont j'espère, en dépit de tout, qu'ils résisteront à l'épreuve. Mais la France est d'abord au service du droit, tel que le définit ce juge entre les nations qu'est votre insti-

tution. Nous appliquons l'embargo décidé par le Conseil de sécurité, nous contribuons à le mettre en œuvre, nous avons envoyé à cette fin des forces défensives dans la zone du Golfe, mais nous n'avons accompli en cela aucun geste de menace ou de provocation.

«Nous avons informé les autorités irakiennes que nous serions aux côtés de quiconque subirait dans la région une agression nouvelle. Notre action est défensive et non pas offensive, mais elle ne sera ni complaisante ni complique. Une fois leur mission accomplie, nos forces quitteront la zone et rentreront dans leur pays.

«Comment n'aurions-nous pas été révoltés par la prise de milliers d'otages parmi lesquels cinq cents et plus de nos compatriotes, repus naguère par l'Irak, selon son propre aveu, comme des amis confiants dans l'hospitalité d'un noble peuple? (...) Comment pourrions-nous admettre que certains d'entre eux, comme c'est le cas, servent de boucliers de chair aux postes de combat, un combat qui n'est pas le leur?

«Comment pourrions-nous accepter que la résidence de notre ambassadeur au Koweït soit violée, pillée, volée, et ses occupants arrêtés? S'il y eut méprise, pourquoi le proclamer si tard, pourquoi grossir avec ses victimes le nombre des otages?» (...)

Après avoir précisé que les forces

françaises dans le Golfe agissent «en coordination avec les forces militaires américaines, arabes et autres», mais que cette coordination «n'affecte en rien notre autonomie de décision», M. Mitterrand a poursuivi: «Nous restons disponibles pour toutes les chances de la paix et nous les recherchons, car notre logique est celle de la paix contre la logique de la guerre qui semble cependant prévaloir et qu'impose au monde angoissé la politique irakienne. Pas un geste, en effet, pas un mot n'ont laissé jusqu'ici, du côté du président de l'Irak, la moindre place à la moindre esquisse de conciliation. Il ignore ou rejette l'instance suprême, la vôtre (...).

Le président français note ensuite qu'on «ne peut se contenter d'émettre des vœux pieux» à propos d'une solution arabe: «Faute de cette solution dont je répète qu'elle a ma grande préférence ou qu'elle aura ma préférence, examinons dans quel contexte la diplomatie pourrait encore l'emporter sur l'embrasement. D'abord en parlant clair: je dis qu'il n'y aura pas de compromis tant que l'Irak ne se ralliera pas aux vues du Conseil de sécurité. Oui, qu'il se retire du Koweït! La souveraineté de ce pays, pas plus qu'une autre, n'est négociable. Songez à ces hommes, à ces femmes qui vivent sous l'occupation étrangère ou qui doivent choisir l'exil, à ces peuples voisins qui, si on laissait faire,

dépendraient de la volonté d'expansion d'un seul homme ou d'un Etat guerrier. Que l'Irak, en revanche, nous permette de retirer ses troupes, qu'il libère les otages, et tout devient possible.

Dans une seconde étape, la communauté internationale qui a sanctionné l'agression serait à même de garantir la mise en œuvre du retrait militaire, la restauration de la souveraineté du Koweït et l'expression démocratique des choix du peuple koweïtien. Alors s'ouvrirait la troisième étape, celle que tout le monde attend sans trop l'espérer, tant elle paraît aujourd'hui hors de portée, ou que l'on redoute, parce que ce sera l'heure des choix (...).

Après avoir précisé qu'il pense au Liban, dont le territoire est «encore occupé par des troupes étrangères», aux Palestiniens «en proie à la désespérance, tentés par toutes les aventures pour satisfaire leur légitime aspiration à la possession d'une terre qui serait leur patrie et dans laquelle ils pourraient créer les structures étatiques de leur choix», enfin à Israël, «qui vit dans l'insécurité permanente», M. Mitterrand ajoute: «Il ne s'agit pas d'un amalgame entre des conflits qui ne sont pas de même nature, ni de prétendre régler d'un coup, par quelques recettes magiques, l'ensemble des problèmes. Toute démarche globale est irrealiste, donc dangereuse, et offre un prétexte à qui ne veut rien faire. Notre démarche à nous implique le dialogue, le dialogue direct entre les parties prenantes (...).

Une réduction des armements dans la région

Au-delà même, on peut imaginer une quatrième étape, celle qui s'attacherait à la réduction mutuelle et consentie des armements dans cette région, à l'amorce d'une coopération qui, de l'Iran au Maroc, du Moyen-Orient à l'Atlantique, ouvrirait la voie à la stabilité (...).

Le président de la République conclut en répondant aux «interrogations» posées à propos des résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient «qui sont restées lettre morte»: «Cette situation, due, je veux le croire, à la neutralisation réciproque qui résultait de l'antagonisme Est-Ouest (...), nourrit aujourd'hui, avec quelque raison, le procès fait dans le monde arabe à la diligence soudaine montrée par les Nations unies quand il s'est agi de l'Irak. Et c'est vrai qu'il y a dans cette carence une fâcheuse référence qui altère la juste autorité de nos récentes décisions. Je crois impossible de ne pas le dire hautement: le droit doit être le même pour tous, dans son principe et ses effets.

### LE PETIT MONDE DES CAFÉS ET DÉBITS PARISIENS AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

PAR HENRY-MELCHIOR DE LANGLE



Ce petit monde est, au sein de la Grande Ville, un véritable microcosme, qui touche en réalité une population très étendue. Henry-Melchior de Langlé nous le fait revivre avec l'aide des mémoires des contemporains, depuis le policier Canler jusqu'à l'humoriste Alphonse Allais et Marcelin Cazes, le patron de Lipp...

Collection «Histoires» dirigée par Pierre Chamard. Sous couverture illustrée. 248 pages - 160 F.

puif

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## LA CRISE DU GOLFE

Envisageant sereinement l'hypothèse d'une guerre

# L'immense majorité des Egyptiens soutient le « bon choix » du président Moubarak

S'étant résolu et très vite rangé aux côtés des États-Unis, le Caire ne bruit pas des sourdes inquiétudes qui agitent la plupart des capitales arabes et paraît assez peu se soucier des états d'âme d'un monde arabe déchiré, dont les tentatives de médiation ne sont pas la principale préoccupation des autorités.

### LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

Et si la crise du Golfe sauvait l'Egypte de ses plaies ? On en rêve presque sur les bords du Nil, où la tranquille assurance d'avoir fait le « bon choix » aide, dans une certaine mesure, à oublier l'incertitude de l'avenir. Si l'on veut toujours croire qu'une solution pacifique est possible, « ses chances », comme le dit M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères, en sont limitées, mais, si un compromis a été possible après huit ans de guerre avec l'Irak, pourquoi ne le serait-il pas après quarante-cinq jours de crise ?

On n'écarte pas, au fond, la possibilité d'une intervention armée, que l'on souhaite alors décisive et rapide, la seule véritable crainte étant une éventuelle implication d'Israël, qui pourrait ébranler le traité de paix égypto-israélien. Mais à cela on ne veut pas trop penser et l'heure n'est pas à ce problème, alors que les Palestiniens ne sont plus aujourd'hui les bienvenus au Caire.

Certes, affirme M. Boutros-Ghali, « si on obtient une solution, cela ser-

vira de précédent pour le conflit israélo-palestinien », mais, visiblement, la position de l'OLP irrite grandement les autorités, qui affirment en même temps que « la position de l'Egypte n'a pas changé à l'égard du problème palestinien, mais que l'attitude adoptée dans la crise du Golfe par M. Yasser Arafat va obliger à reprendre toutes les négociations à zéro ».

En attendant, les Palestiniens, quotidiennement attaqués avec violence dans la presse égyptienne, font l'objet de multiples tracasseries, et la détention d'un visa en bonne et due forme ne suffit plus pour garantir à nombre d'entre eux l'entrée en Egypte.

De même, la détermination à ramener le siège de la Ligue arabe au Caire apparaît plus, en ce moment, relever, outre son aspect de revanche, d'une volonté de geler les activités de l'organisation plutôt que de désir de lui voir jouer un rôle important. La porte reste entrouverte à l'action arabe — on ne sait jamais — mais ses défenseurs ne sont pas parmi les conseillers les plus écoutés.

L'Egypte joue avec les Grands et, sur cette ligne, le président Moubarak se sent, il est vrai, conforté par une opinion publique qui, dans son immense majorité, appuie son choix, et des partis politiques qui, tenant compte de celle-ci, la justifient plus ou moins. Très sévèrement critiqué au début de la crise, le Parti socialiste du travail, parti d'opposition allié aux Frères musulmans a, dit-on, dû très vite faire marche arrière en raison de son isolement sur ce thème.

Jamais sans doute le consensus autour du rais n'a été aussi grand et on en oublierait presque les menaces,

si souvent évoquées quand on parle de l'Egypte, que font naître la montée de l'islam et le poids des Frères musulmans. Ceux-ci ont d'ailleurs adopté une position qu'ils définissent avant tout comme « neutre », condamnant à la fois, comme l'affirme M. Maamoun el Hodeibi, un de leurs députés, « l'agression israélienne contre le Koweït et l'invasion du Golfe par les troupes américaines. Saddam Hussein n'avait pas le droit de menacer l'Arabie saoudite, dit-il, mais celle-ci n'avait pas plus le droit de ramener ces troupes étrangères qui menacent toute la région ».

### La modération des Frères musulmans

Les Frères musulmans sont-ils favorables à l'envoi de troupes égyptiennes en Arabie saoudite ? « Oui, si c'est pour favoriser une solution pacifique ou servir de force d'opposition, par exemple », nous répond M. Hodeibi. Mais nous craignons des développements. D'abord, il s'agit de défendre l'Arabie saoudite ; maintenant, on parle d'attaquer l'Irak et, malgré le lavage de cerveau de la propagande officielle, personne n'acceptera que dix-huit millions d'Arabes et de musulmans en Irak soient violemment frappés.

L'attitude que pourrait adopter, dans ce cas, « la rue » égyptienne reste cependant difficile à déterminer. L'immense rancœur des Egyptiens contre l'Irak — que ne peut que renforcer l'arrivée de ces cadavres dans la mort est inexpliquée, dénoncée dimanche par le ministre de l'Intérieur (le Monde du 25 septembre) — laisse penser à beaucoup qu'une opé-

ration militaire américaine, pourvu qu'elle soit rapide, ne ferait pas même bouger la rue.

Une chose paraît sûre en tout cas : les appels à la guerre sainte lancés par M. Saddam Hussein ne trompent pas les Frères musulmans égyptiens. « Nous connaissons bien Saddam Hussein et l'idéologie du Baas et nous savons que c'est de la propagande, de leur côté, d'être sensibles à un discours aux accents certes iraniens, mais qui reste au service d'une idéologie fondamentalement contraire à la leur ».

Si, donc, les Frères musulmans, qui reçoivent — comme partout — leurs subsides de l'Arabie saoudite, gardent une attitude très modérée, au Wafd on soutient carrément l'action de M. Moubarak. « Certes, affirme M. Mouna Akram-Elbel, chargée des relations extérieures, la présence américaine nous chiffonne, mais l'Egypte devait prendre position et le président a fait un parcours sans faute. Cette crise a donné lieu à une redistribution des cartes et l'Egypte doit pouvoir la capitaliser, à la fois sur le plan arabe et sur le plan international, puisque les Arabes du Golfe et les Etats-Unis ont besoin de nous ». Ce sentiment, largement partagé, du poids indispensable de l'Egypte, conforte nombre de responsables dans la certitude des aspects positifs d'une crise vécue ailleurs comme un cauchemar. Au sein du Parti national démocratique (PND) au pouvoir, on se réjouit bien sûr de ce consensus, qui renforce la position du président à un moment où la perspective de nouvelles élections se fait plus proche.

### En attendant l'« argent de la crise »

« Les événements du Golfe ne doivent pas bloquer le processus à l'intérieur du pays », affirme M. Mohamed Abdalla, président de la commission des affaires étrangères, dans une référence aux problèmes de la crise du Golfe, le président syrien Hafez El Assad a été conduit à prolonger de vingt-quatre heures sa visite sans précédent dans la République islamique. Alors qu'il aurait dû quitter la capitale iranienne lundi 24 septembre, il ne devait, finalement, partir que mardi 25. Aucune explication officielle n'a été donnée à cette prolongation inattendue qui s'apparente à un « forçage » pour sauver la visite de M. Assad.

Lundi après-midi — après que le chef d'Etat syrien eut rencontré des personnalités de l'opposition irakienne basées en Iran — de nouveaux pourparlers ont réuni les délégations des deux pays conduites par les présidents Assad et Rafsanjani. Selon les observateurs, les pourparlers irano-syriens achoppent sur des difficultés — non explicitées officiellement — qui tiendraient à l'incapacité des deux alliés stratégiques de parvenir à une réponse commune à la situation créée par l'invasion du Koweït par l'Irak. Des divergences sont notamment apparues entre Damas et Téhéran sur l'urgence du retrait

sous forme de projets, sans compter les soldes — 600 dollars pour un soldat — versés au contingent égyptien et qui ne sont sans doute pas étrangères au fait que l'armée ne voit pas d'un mauvais œil son rôle et son importance reconnus, à un moment où elle s'inquiétait quelque peu d'être lésée en raison de la crise économique.

Le Koweït aurait, pour sa part, promis 500 millions de dollars, à débiter en plusieurs versements. L'Egypte devrait bénéficier d'une large part des 2 milliards de dollars prévus par la CEE aux pays touchés par la crise, c'est-à-dire jusqu'à maintenant, outre Le Caire, la Turquie et la Jordanie.

### Aide française

Dans un message en date du 13 septembre, M. Mitterrand a, d'autre part, annoncé à M. Moubarak les mesures très avantageuses que compte prendre Paris en sa faveur. Celles-ci concernent à la fois la signature, qui pourrait intervenir avant la fin de l'année, d'un nouveau protocole financier d'au moins 600 millions de francs, une aide d'urgence à la balance des paiements de 250 millions de francs, une « compréhension totale » que l'Egypte suspende le règlement du service de sa dette à l'égard des créanciers publics jusqu'à un prochain réajustement et, enfin, un accord pour que l'utilisation de la moitié des fonds de contrepartie de l'aide alimentaire française se fasse en faveur de la réinsertion des rapatriés égyptiens, soit une somme de 50 millions de francs.

L'aide française, bien accueillie par le Caire, représentera, sur un an, une somme de 500 millions de dollars. L'Allemagne, l'Italie, le Japon ont, eux aussi, annoncé des gestes substantiels à l'égard de l'Egypte, et toute cette manne inattendue pourrait, grosso modo, affirmer un expert, rétablir, en juin 1991, la balance des paiements égyptienne, ce qui ne s'est pas vu depuis dix ans au moins.

A cela, il faut ajouter que l'augmentation des cours du pétrole a déjà rapporté à l'Egypte 150 millions de dollars en quarante jours, alors que, parallèlement, les cours du blé — dont le Caire est un gros importateur — se sont effondrés.

Cette bouffée d'air frais, dans une économie à la dérive, situation qui a grandement accru l'audience des Frères musulmans, va permettre de relancer de nombreux projets, dont de créer des emplois, et pourrait faciliter, comme l'espèrent les milieux d'affaires, l'adoption de lois plus libérales.

« Les Egyptiens ont promis d'être sérieux dans la gestion de ces fonds », affirme, à cet égard, un économiste. Et il ne fait pas de doute que c'est avant tout sur les retombées matérielles de leur vie quotidienne que les Egyptiens jugeront leurs gouvernants. Comme le dit avec nostalgie un homme de gauche, « ne sous-estimez pas l'état de fatigue des Egyptiens », qui, visiblement, semblent plus concernés aujourd'hui par leur ordinaire que par les grandes idées d'un nationalisme arabe dont ils n'ont subi que les effets négatifs.

FRANÇOISE CHIPPAUX et ALEXANDRE BUCCIANTI

### Les discussions achoppant sur des difficultés

## M. Hafez El Assad prolonge sa visite en Iran

Damas et Téhéran éprouvant apparemment des difficultés à définir une position commune face à la crise du Golfe, le président syrien Hafez El Assad a été conduit à prolonger de vingt-quatre heures sa visite sans précédent dans la République islamique. Alors qu'il aurait dû quitter la capitale iranienne lundi 24 septembre, il ne devait, finalement, partir que mardi 25. Aucune explication officielle n'a été donnée à cette prolongation inattendue qui s'apparente à un « forçage » pour sauver la visite de M. Assad.

Lundi après-midi — après que le chef d'Etat syrien eut rencontré des personnalités de l'opposition irakienne basées en Iran — de nouveaux pourparlers ont réuni les délégations des deux pays conduites par les présidents Assad et Rafsanjani. Selon les observateurs, les pourparlers irano-syriens achoppent sur des difficultés — non explicitées officiellement — qui tiendraient à l'incapacité des deux alliés stratégiques de parvenir à une réponse commune à la situation créée par l'invasion du Koweït par l'Irak. Des divergences sont notamment apparues entre Damas et Téhéran sur l'urgence du retrait

des troupes étrangères et surtout américaines du Golfe — en dépit des déclarations de M. Assad selon lesquelles les positions des deux pays seraient « proches ».

M. Rafsanjani est partisan d'un départ immédiat des troupes étrangères, dont la présence lui paraît interdire le règlement de la crise actuelle par les pays de la région eux-mêmes. Le président Assad estime en revanche que la priorité absolue est le retrait des forces irakiennes du Koweït.

A New-York, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a, pour sa part, affirmé devant l'Assemblée générale de l'ONU : « Tout en condamnant par principe l'occupation du Koweït par l'Irak, la République islamique d'Iran considère que la présence à long terme de forces militaires étrangères dans la région est contraire aux intérêts et à la sécurité des pays de la région ».

Par ailleurs, les autorités iraniennes ont arrêté vingt-neuf personnes qui tentaient de passer en fraude des vivres en Irak. L'Iran a dit à plusieurs reprises qu'il respecterait l'embargo décrété par l'ONU, en dépit des avances irakiennes. — (AFP.)

### En Tunisie

## Les islamistes, embarrassés, dénoncent les positions « simplistes »

Le président Saddam Hussein a reçu, dimanche 23 septembre, le premier ministre tunisien, M. Hamed Karoui, qui lui a remis un message écrit du chef de l'Etat tunisien, M. Zine El Abidine Ben Ali, relatif à la situation dans le Golfe, a indiqué l'agence officielle irakienne INA. Selon celle-ci, M. Hussein a rendu hommage à la « position authentique du peuple et du commandement tunisiens » et transmis ses « salutations chaleureuses » à M. Ben Ali. Pour sa part, le premier ministre tunisien a, selon INA, « réitéré la solidarité de son pays avec l'Irak ». La Tunisie avait condamné l'invasion du Koweït, mais n'avait pas participé au sommet arabe extraordinaire du Caire qui avait cautionné l'envoi de troupes étrangères en Arabie saoudite.

### TUNIS

de notre correspondant

Depuis le début de la crise du Golfe, les partis de l'opposition débordent de sursauts pour mieux capter la vague populiste arabe qui, au fil des jours, a fait du maître de Bagdad une nouvelle idole. Même le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) considéré généralement comme la formation la plus sérieuse, ne demeure pas en reste. Son secrétaire général, M. Mohamed Mouda, de retour de Bagdad, a cru bon de vanter « la clairvoyance, la sincérité, l'assurance, la dignité et le courage » de Saddam Hussein.

Dans ce concert, les islamistes du mouvement Ennahdha sont les seuls à faire entendre une note différente. Leur démarche, depuis le 2 août, n'en est pas moins hésitante et traduit un embarras certain. On a pu le constater à travers les déclarations souvent discordantes de plusieurs de leurs dirigeants et les commentaires très prudents de leur journal *Al Fajr*, qui a reparu, samedi 22 septembre, après trois mois de suspension. Divisions au sein du mouvement ? Utilisation du double langage dont ils sont souvent accusés ? Difficultés de trancher entre le maintien des liens traditionnels avec les régimes du Golfe et la dénonciation de l'« impérialisme occidental » honni ?

« Rien de tout cela, nous a affirmé M. Ali Laaridj, porte-parole officiel d'Ennahdha, notre mouvement a fait

connaître sa position dès le déclenchement de la crise. Le communiqué que nous avons diffusé exprime notre refus catégorique de l'intervention irakienne au Koweït. Il condamne aussi l'ingérence des forces étrangères dans la région, critiquant les politiques pétrolières de certains Etats du Golfe et affirmant que la solution de la crise doit être recherchée dans un cadre strictement arabe et islamique ».

Qui a tort, l'Irak ou l'Arabie saoudite ? « Nous avons fait l'objet de plusieurs campagnes de dénigrement de la part de tous ceux qui se font une représentation simpliste de la crise du Golfe, en étant pour ou contre telle ou telle partie, sans aucune nuance », explique M. Laaridj. Des deux côtés, des erreurs ont été commises. L'Irak s'est trompé en envahissant le Koweït et l'Arabie saoudite davantage en acceptant la présence de forces étrangères dans la région.

Mais le fait est que l'émir du mouvement, M. Rachid Ghannouchi, bien qu'ayant été souvent invité aux Etats-Unis ces derniers temps, appelle à la guerre sainte et s'en prend uniquement aux dirigeants de Ryad. « Nous sommes un mouvement ouvert, évitant le repli sur lui-même et croyant fermement à la vertu du dialogue », répond le responsable islamiste, cela

n'implique ni concordance de vues, ni allégeance ».

La vague pro-irakienne qui se développe en Tunisie est selon lui « en réalité, une vague de refus de l'ingérence américaine et occidentale en général, et de sympathie avec tous ceux qui résistent à l'impérialisme mondial et à son hégémonie dans la région ».

Les islamistes se sentiraient-ils isolés après la marche de soutien à l'Irak, organisée le mois dernier par tous les partis politiques, à laquelle ils n'ont pas participé ? « L'isolement s'apprécie en fonction de la rupture avec le peuple. Or notre mouvement, répond notre interlocuteur, demeure en étroite relation avec les masses, malgré les tentatives conjuguées du pouvoir et de certaines parties qui s'ingénient sans bonheur à nous exclure de la scène politique ». Et d'ajouter : « Nos propres manifestations, organisées sur tout le territoire, visent à exprimer notre vive hostilité à l'impérialisme américain dans la région. Il s'en est suivi plusieurs arrestations dans les rangs de nos militants, alors que toutes les facilités ont été accordées à la modeste marche organisée par le parti au pouvoir. Cela est significatif de la politique d'exclusion observée à notre égard par le pouvoir ».

MICHEL DEURE

### Après plus de trois ans de brouille

## Tunis et Téhéran ont rétabli leurs relations diplomatiques

### TUNIS

de notre correspondant

La Tunisie et l'Iran ont rétabli, lundi 24 septembre, leurs relations diplomatiques rompues depuis le 26 mars 1987. Un communiqué du ministère tunisien des affaires étrangères précise que cette décision illustre « l'attachement à la solidarité islamique et aux dispositions de la Charte des Nations unies » des deux pays, « désireux de promouvoir leurs liens traditionnels d'amitié et de coopération ». De son côté, l'agence Tunis Afrique Presse indique que cette normalisation est « l'aboutissement d'un processus » entamé après l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali en novembre 1987.

La Tunisie avait décidé de rompre avec Téhéran à la suite de la découverte d'un « réseau khomei-

niste » agissant en collaboration avec l'ambassade iranienne à Tunis, qui encourageait politiquement et matériellement les islamistes à la « lutte armée » pour installer dans le pays « un Etat théocratique et moyenâgeux ». Le retentissant procès fait, six mois plus tard, au Mouvement de la tendance islamique (MTI) n'avait pu apporter aucune preuve sérieuse de bien-fondé de ces accusations.

En revanche, les faits ont prouvé que les soupçons des autorités sur le recrutement par l'Iran de Tunisiens vivant à l'étranger pour mener des actions terroristes étaient justifiés. C'est d'ailleurs la découverte par la DST — début 1987 — du réseau terroriste Fouda Ali Saleh qui aurait poussé Tunis à couper les ponts avec le régime de Khomeiny.

M. D.

**A TOUCH OF FRED**  
Parure or jaune, or gris et diamants.

Bague : 25 000 F  
Bracelet : 86 500 F  
Clips d'oreilles : 54 500 F

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.60.30.65  
Le Clandre, 74, Champs-Élysées • Hôtel Manden • Espace « Galeries Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Colas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston.

**JOAILLIER**





# En pharmacie, on achète des cosmétiques sûrs.

Les allergies provoquées par des produits cosmétiques constituent souvent un problème pour les femmes.

Si vous avez la peau sensible ou si vous avez besoin d'un conseil professionnel sur les produits cosmétiques ou sur leur utilisation, entrez dans une pharmacie.

La pharmacie est l'endroit apte à vous aider à résoudre vos problèmes en toute sécurité.

En pharmacie, on achète des produits cosmétiques sûrs.

## KORFF

Cosmétiques Spéciaux pour Pharmacies  
Genève - London - Milan - New York - Paris



# LA CRISE DU GOLFE

## Le contrôle des armes chimiques et du nucléaire est un préalable à la levée du blocus pétrolier

estime M. Giscard d'Estaing

Invité, lundi 24 septembre, de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, M. Valéry Giscard d'Estaing a de nouveau défendu « la logique de blocus » face à l'Irak « contre la logique de guerre » évoquée au début de la crise par M. François Mitterrand, notion qui « comporte la résignation à la guerre ». « Je pense », a expliqué l'ancien chef de l'Etat, que Saddam Hussein cédera. Je crois que le blocus réussira. C'est une affaire de volonté et il faut que tous les grands pays, puisqu'ils sont d'accord, le mettent en application (...). Saddam Hussein, c'est un renard et un renard ne prend pas de risque majeur. Le point important à l'heure actuelle est que, si l'Irak commettait une agression, elle serait détruite et le régime de Saddam Hussein avec. La puissance militaire qui est maintenant installée dans le Golfe (...) est suffisante à l'heure actuelle pour riposter massivement à une agression irakienne.

Parlant sur une évacuation du Koweït, M. Giscard d'Estaing a proposé, pour éviter que l'Irak « ne reconstruise sa défense ou sa force d'attaque », que le Conseil de sécurité décide que « l'embargo pétrolier ne sera levé que lorsque l'Irak aura adhéré à un système de contrôle efficace de ses armements chimiques et nucléaires ». « Le problème le plus contesté », a encore expliqué M. Giscard d'Estaing, sur lequel il faut dire la vérité, c'est l'arme nucléaire (...). En 1975 (...) la France n'a pas fourni de matériels qui soient utilisables pour l'armement nucléaire de l'Irak.

A propos de l'engagement des forces françaises en Arabie saoudite, le président de l'UDF a considéré que celles-ci devaient se donner deux missions : « Riposter à une agression de l'Irak et contribuer à l'application du blocus ». Aussi a-t-il souhaité qu'il y ait « dès maintenant une coordination » entre les différentes armées. « S'il doit y avoir agression », a déclaré M. Giscard d'Estaing, la responsabilité de ceux qui n'auraient pas prévu un dispositif approprié de riposte appartiendra comme d'habitude. Par contre, s'il doit y avoir des initiatives prises par les uns ou par les autres, naturellement il faut garder notre liberté d'appréciation. L'ancien président de la République a demandé enfin « que l'on repense la structure de notre défense nationale, de ses missions et de ses moyens » dans le cadre d'une défense européenne renforcée. M. Giscard d'Estaing s'est dit « frustré » par l'existence de l'Europe dans ce conflit et a préconisé dans l'immédiat une concertation plus étroite avec les Britanniques.

## Les menaces de l'Irak doivent être prises au sérieux

affirme M. Chevènement

La communauté internationale est appelée à « prendre au sérieux toutes les menaces » proférées par l'Irak, a déclaré, lundi 24 septembre, M. Jean-Pierre Chevènement lors d'une conférence de presse à Abou-Dhabi, où il est arrivé dimanche dans le cadre d'une tournée dans le Golfe. « Toute menace doit toujours être prise au sérieux, même si celui qui l'a proférée ne possède pas les moyens qu'il imagine », a ajouté le ministre de la Défense, sans toutefois citer nommément l'Irak. Bagdad a menacé dimanche les Etats-Unis, Israël, les pays pétroliers arabes du Golfe ainsi que leurs alliés d'une guerre totale en cas d'« asphyxie » et de « coup sanglant » contre le peuple irakien (le Monde du 25 septembre).

En réponse à une question sur les capacités de l'aviation irakienne, le ministre français a estimé que « l'Irak n'aurait pas la supériorité aérienne et qu'en cas de conflit, il y a peu d'espoir qu'il puisse l'emporter sur le plan aérien ». M. Chevènement a en outre rappelé : « Notre stratégie est celle d'un embargo efficace qui doit amener l'Irak à se retirer du Koweït. Notre but c'est la restauration du droit. » Dans ce contexte, M. Chevènement a appelé notamment l'Union soviétique à se joindre aux efforts de la communauté internationale pour accentuer la pression sur l'Irak et contraindre ce pays à retirer ses troupes du Koweït.

Le ministre a enfin assuré que la France était disposée à renforcer sa présence militaire dans la région du Golfe « en cas de besoin ». Par ailleurs, le gouvernement français a accueilli, lundi, avec scepticisme les

« excuses » présentées par Bagdad à la suite du viol, le 14 septembre, de l'immunité de la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït (nos dernières éditions du 25 septembre). Paris a ainsi souligné qu'il « ne saurait se satisfaire » des excuses irakiennes et a exigé la libération « immédiate » de tous les otages français et étrangers. « La France n'a reçu aucune confirmation par la voie officielle des excuses annoncées », a indiqué le Quai d'Orsay, ajoutant : « En tout état de cause, elle ne saurait s'en satisfaire et attend de l'Irak la libération immédiate des trois personnes enlevées à cette occasion le 14 septembre, ainsi que la libération de tous les otages, français et étrangers, injustement retenus. »

D'autre part, deux autres ressortissants français ont été pris par les autorités irakiennes au Koweït et emmenés vers une destination inconnue, a indiqué, mardi 25 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay, qui n'a précisé ni les circonstances des arrestations ni leur date.

M. Joxe : « Nous attendons que l'Irak laisse sortir les Français. » — Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a réagi, lundi 24 septembre, aux excuses formulées par Bagdad après la violation des locaux diplomatiques français au Koweït en déclarant : « Des excuses, c'est bien, mais la France attend surtout que l'Irak laisse sortir les Français détenus de façon irrégulière. »

## M. Lecannet est pour « un commandement unique » en cas de guerre

M. Jean Lecannet, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a déclaré, lundi 24 septembre, à propos du commandement autonome français dans le Golfe, qu'en cas de conflit, les forces alliées devraient être coordonnées par « un commandement unique ». « Actuellement, il n'y a pas d'opérations donc le problème ne se pose pas ; si nous en avons en phase militaire, l'autonomie française s'effacera dans l'interdépendance sous commandement unique (...). Les batailles n'ont jamais été gagnées autrement », a ajouté M. Lecannet au retour de la mission sénatoriale qu'il a conduite en Arabie saoudite et dans les Emirats arabes unis.

Un autre membre de cette mission, M. Claude Estier, président du groupe socialiste, a ajouté que la question du commandement unique ne se poserait qu'en cas d'opération militaire et qu'il reviendrait alors au président de la République, chef des armées, de prendre les décisions nécessaires tant sur un éventuel engagement français que sur « la nature du commandement ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

A la demande du Conseil de sécurité

## L'ONU va examiner les demandes d'aide des pays affectés par l'embargo

Le Conseil de sécurité — qui débat de l'extension à l'espace aérien de l'embargo contre l'Irak — a adopté, lundi 24 septembre, à l'unanimité une résolution demandant au comité des sanctions de l'ONU d'examiner toutes les demandes d'assistance qui seront formulées par les pays éprouvant des difficultés économiques en raison de leur respect de l'embargo. La résolution 669 demande à ce comité, composé des quinze membres du Conseil de sécurité, d'examiner la situation économique de tous les pays qui se trouvent dans cette situation en raison de leur respect de l'embargo.

Ce comité devra ensuite faire des recommandations au Conseil de sécurité, lequel décidera d'« actions appropriées ». Les quinze pays — parmi lesquels

la Jordanie, la Bulgarie, la Roumanie, mais aussi le Yémen, Sri-Lanka et l'Inde — ont déjà saisi le comité des sanctions de leurs difficultés économiques résultant de l'application de l'embargo.

D'autre part, les ministres soviétique et britannique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze et M. Douglas Hurd, ont fermement condamné les menaces de M. Saddam Hussein de détruire Israël et les puits de pétrole de la région. A l'issue d'un entretien en tête à tête en marge de l'Assemblée générale, M. Chevardnadze et M. Hurd ont, en termes vagues, estimé que si M. Saddam Hussein mettait à exécution ses menaces, cela entraînerait un désastre dans la région.

Par ailleurs, l'ONU va tenter de porter secours à quelque

17 000 travailleurs vietnamiens bloqués en Irak dont beaucoup, selon Hanoï, sont menacés de famine, a annoncé, lundi 24 septembre, un de ses porte-parole à Genève.

L'organisation internationale a cependant besoin de savoir notamment si l'Irak est prêt à les laisser partir et si la Turquie acceptera de les accueillir en attendant leur rapatriement, a-t-il précisé. « Nous ne savons même pas s'ils se trouvent à Bagdad ou à proximité de la frontière turque », a-t-il ajouté. Le Vietnam a fait savoir lundi au Conseil de sécurité de l'ONU que 17 000 de ses ressortissants risquaient la famine parce que Bagdad cessera de leur fournir des vivres à compter du 1<sup>er</sup> octobre. — (AFP, Reuters)

Un entretien avec le secrétaire général du PPK

## Bagdad poursuit au Kurdistan sa politique de la terre brûlée

nous déclare M. Sami Abdulrahman

« En l'espace de quelques années, la campagne kurde en Irak a été transformée en une terre de désolation où rien ne pousse plus. » M. Sami Abdulrahman, secrétaire général du Parti du peuple du Kurdistan, l'une des quatre principales formations du Front du Kurdistan d'Irak, dont une délégation vient d'être officiellement reçue à Paris, dresse un tableau particulièrement sombre de la situation. « Plus de 4 000 villages ont été rasés au sol et près de 25 villes et bourgades ont été complètement détruites », précise-t-il.

Plus personne n'habite ces régions dévastées où les militaires irakiens ont reçu l'ordre de tirer à vue et sans sommation sur tout ce qui bouge, que ce soient des hommes ou des animaux, précise M. Sami Abdulrahman.

Pourquoi cet acharnement contre une population qui, après tout, fait partie du peuple irakien ? Pour le dirigeant kurde, il fallait d'abord se venger d'une communauté qui persiste à vouloir maintenir intacte son identité culturelle et ethnique. « Je connais personnellement Saddam Hussein. Je sais qu'il est particulièrement vindicatif et impitoyable. » En second lieu, il importait de priver les peshmergas (combattants kurdes de toute possibilité de se confondre avec une population qui, dans son écrasante majorité, leur est hostile.

Plus d'un demi-million de Kurdes irakiens ont fui la région à la suite de cette politique de la terre brûlée. Cent mille d'entre eux se sont réfugiés en Iran, fuyant les bombardements chimiques ; deux cent mille autres y ont été refoulés parce qu'ils étaient chiites.

Villes détruites

D'autres se sont rendus en Syrie, en Turquie ou ailleurs. Là où ils pouvaient se rendre, ajoute M. Abdulrahman, qui poursuit : « Mais notre grande blessure, celle qui nous fait le plus de mal, est le sort des 50 000 disparus — pour la plupart des jeunes — dont nous sommes sans nouvelles. Ont-ils été dispersés dans des camps situés dans le désert qui jouxte la frontière jordanienne et saoudienne, ou se trouvent-ils dans la région semi-désertique dite de Hadari, située au sud-ouest de Mossoul ? Nul ne le sait, et certains prononcent déjà le mot terrible de génocide. »

L'exode intérieur des Kurdes irakiens, précise M. Abdulrahman, a commencé en 1975, lorsqu'ils ont été écartés des régions pétrolières. Il y a eu ensuite la « dékurdisation » des régions frontalières avec la création d'un no man's land.

large d'une vingtaine de kilomètres, puis la dépopulation de la campagne et enfin celle des villes.

Le dirigeant kurde cite à ce propos le cas de Qalaa-Diza, qui comptait près de cent mille habitants et qui est maintenant complètement déserte. Halabjah, qui fut gazée, devait être reconstruite. En fait, les autorités militaires ont construit, à une vingtaine de kilomètres de l'emplacement de la ville qui comptait près de 80 000 habitants, une sorte de campement truffé de postes militaires qui entourent des habitations en dur dépourvues de tout confort. Combles de la dérisoire, cette « nouvelle ville » a été baptisée Halabjah-Sad, « en l'honneur de l'homme qui a tant fait pour les Kurdes ».

Le processus de destruction des villes n'est pas encore terminé, affirme M. Abdulrahman, qui cite

le cas de Merga-Sour, une grosse bourgade de 15 000 habitants dans la région du Badinan, près de la frontière turque, qui a été rasée il y a deux mois. « Si l'objectif de ces opérations de destruction est de démoraliser le peuple kurde et les peshmergas, nous pouvons répondre que nous voulons de combattre est demeurée intacte. Nous avons tout simplement modifié notre tactique et nous opérons avec de petites unités qui se déplacent de nuit et se cachent le jour. »

En définitive, poursuit M. Abdulrahman, les événements du Koweït ont, dans une certaine mesure, facilité notre tâche, puisque la plupart des 150 000 soldats irakiens qui quadrillaient le Kurdistan se sont retirés.

JEAN GUEYRAS

Selon M. Itzhak Shamir

## Israël « se prépare » à l'éventualité d'une attaque irakienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël ne veut ni sous-estimer ni trop mettre en valeur les dernières menaces irakiennes (le Monde du 25 septembre). « Nous nous préparons » à l'éventualité d'une attaque, « à empêcher et dissuader » une telle perspective et « à répliquer si elle devait se réaliser », a déclaré, lundi 24 septembre, M. Itzhak Shamir.

Le premier ministre répondait aux derniers propos du président irakien, qui menace d'attaquer Israël, non plus seulement en cas d'opérations militaires contre l'Irak, mais aussi s'il se voit économiquement « étranglé » par l'embargo. M. Shamir n'en dira pas plus. Les dirigeants israéliens sont soucieux de ne pas faire le jeu de M. Saddam Hussein et de ne pas transformer la crise du Golfe en conflit israélo-arabe.

Si l'on est avare de commen-

taires à Jérusalem, on n'en estime pas moins que les propos de M. Saddam Hussein constituent une « escalade ». « Il est clair qu'il veut faire payer à Israël le prix des sanctions décidées par l'ONU », a dit, à New-York, M. David Lévy, le ministre des affaires étrangères. « Nous espérons que le monde libre l'empêchera de réaliser ses menaces », a-t-il ajouté.

Depuis quelques semaines déjà, plusieurs informations dignes de foi indiquent que l'Irak a déplacé des batteries de missiles à sa frontière avec la Jordanie de manière à pouvoir frapper l'Etat hébreu.

Le danger, souligne le ministre des affaires étrangères, c'est que Saddam Hussein a déjà multiplié les erreurs d'appréciation dans l'affaire du Golfe et qu'il peut en commettre une autre — « qui serait tragique pour lui » — concernant la fermeté d'Israël et ses moyens de réplique.

A. Fr.

D'après la revue britannique de défense « Jane's »

## Le commandement militaire irakien serait affecté par les « méthodes autocratiques » de M. Saddam Hussein

L'armée irakienne, qui dispose d'un équipement « très diversifié », pourrait avoir une « structure de commandement et de contrôle » défaillante en raison « des méthodes autocratiques » et de « l'obsession du secret » de Saddam Hussein, estime dans son dernier numéro le *Jane's Soviet Defence Review*. Pendant la guerre Iran-Irak, estiment les experts de la revue de défense britannique, « Saddam Hussein et le haut commandement militaire étaient tellement obsédés par le secret (de leurs actions) que les informations parvenaient rarement aux chefs d'unités, rendant des attaques généralisées pratiquement impossibles. »

« Etant donné le renforcement autocratique du contrôle de Saddam Hussein, la situation a vraisemblablement empiré », ajoute la revue, selon laquelle l'Irak dispose d'un équipement « d'une diversité surprenante ». Une grande partie est obsolète selon les critères occidentaux et soviétiques, mais « le reste est très capable de causer des dommages aux forces actuellement déployées en Arabie saoudite et autour de ce pays ». L'un des principaux atouts de l'armée irakienne étant l'aviation soviétique Tupolev 16 « Badger », dont le rayon d'action dépasse les 3 000 km. — (AFP)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les éditeurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des éditeurs du Monde  
Le Monde-Entreprises.  
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Carlemany,  
directrice du développement  
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-73  
Tél. MONDPUB 206 136 F  
Tél. 45-55-94-70. Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presses SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composant 36-15 - TAPAS LM

Imprimé  
au « Monde »  
12, St-Germain  
94515 IVRY Cedex.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE PALOUBRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et tirés du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :  
PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37-437  
ISSN : 0395-2017

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE À DOMICILE :  
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## DIPLOMATIE

A la réunion de Palma-de-Majorque

## L'Espagne et l'Italie réclament la création d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) va-t-elle bientôt donner naissance à la conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM)? L'idée en a été lancée lundi 24 septembre par l'Espagne et l'Italie à l'occasion de l'ouverture, à Palma-de-Majorque, d'une réunion de la CSCE consacrée aux problèmes de la *Mare nostrum*. Une conférence à laquelle participent pour la première fois, outre les trente-cinq membres habituels, les sept pays arabes riverains de la Méditerranée ainsi qu'Israël.

PALMA-DE-MAJORQUE

de notre envoyé spécial

Prévue de longue date lors d'une réunion de la CSCE à Vienne en 1986, la conférence de Palma qui prendra fin le 19 octobre devait porter initialement sur le problème des écosystèmes dans la région. Les événements du Golfe lui ont donné une nouvelle dimension. Aux yeux de l'Espagne et de l'Italie, il s'agissait de profiter de cette première rencontre entre pays des deux rives de la Méditerranée pour lancer, sans plus attendre, l'idée d'un mécanisme de consultation entre eux.

« Les événements du Golfe sont venus démontrer de manière dramatique l'absence de système dans cette région pour prévenir et gérer les crises. Nous avons appris à maîtriser nos relations avec l'Est mais pas avec le Sud », a souligné à Palma le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernandez Ordóñez.

## Eviter toute précipitation

Son collègue italien, M. De Michelis, affirmait lui qu'il est illusoire de penser qu'on peut consolider un système stable sur la rive nord de la Méditerranée si l'instabilité grandit sur la rive sud. L'idée d'une structure de contact durable entre les pays de la région n'est pas nouvelle. Elle avait été lancée par le président Mitterrand lors d'un voyage au Maroc en 1983. Depuis, le groupe des quatre pays d'Europe du

Sud (France, Espagne, Italie et Portugal) a réuni, après de multiples réunions, à concrétiser progressivement ce projet. Il a fallu pour cela apaiser des divergences et notamment celles portant sur le cadre géographique d'une telle conférence. La France était partisans de le limiter à la Méditerranée occidentale en faisant valoir qu'un nombre trop élevé de pays participants compliquerait les chances d'accord.

L'Italie, appuyée par l'Espagne, juge au contraire que les événements du Golfe ont démontré qu'il était désormais impossible de débattre des problèmes de sécurité en Méditerranée en les dissociant de l'ensemble de la problématique du Proche-Orient. M. De Michelis a ainsi proposé à Palma que participent à la CSCM tous les pays situés entre l'Iran à l'est, et le Portugal et la Mauritanie à l'ouest. L'Espagne et l'Italie ont en outre avancé une proposition concrète de calendrier : le projet serait lancé lors de la réunion qui vont tenir à Rome, le 10 octobre, les ministres des affaires étrangères des quatre pays de l'Europe du Sud et des cinq Etats membres de l'UMA (Union du Maghreb arabe). Un groupe de travail serait formé avant la fin de l'année qui donnerait naissance dès 1991 au comité préparatoire de la conférence proprement dite. Comme la CSCE, la CSCM comporterait diverses « corbeilles » consacrées respectivement à la sécurité, à la coopération économique et aux « problèmes humains ».

Du côté français on affirme vouloir éviter toute précipitation. Tout en approuvant l'idée d'ensemble du projet, on semble préférer réserver sa position quant aux détails concrets jusqu'à la réunion de Rome. Diplomates espagnols et italiens affirment pour leur part que le temps presse. Alors que la région est en pleine ébullition et que certains évoquent déjà, aux Etats-Unis, la possibilité d'élargir vers le sud la zone d'opération de l'OTAN, il est tentant, estiment-ils, que les pays méditerranéens se mettent à débattre eux-mêmes de leur propre destin.

THIERRY MALINIAK

La visite du président De Klerk à Washington

## Les Etats-Unis n'entendent pas encore lever les sanctions envers l'Afrique du Sud

WASHINGTON

correspondance

A l'issue de l'entretien que M. De Klerk a eu, lundi 24 septembre, à Washington, avec M. George Bush, l'entourage du président sud-africain s'est déclaré satisfait de ce qui paraît être une démonstration publique de confiance de la part du chef d'Etat américain. « Ce qui sépare les Etats-Unis de l'Afrique du Sud est

La rencontre entre M. Li Peng et le général Giap à Pékin

## Une poignée de main historique

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, et le vice-premier ministre vietnamien, le général Vo Nguyen Giap, ont échangé, lundi 24 septembre à Pékin, une poignée de main historique scellant la réconciliation des deux pays après douze années de brouille. La rencontre, d'une durée d'une heure, a eu lieu en milieu d'après-midi dans un salon d'apparat du Palais du peuple, le Parlement chinois, devant des journalistes de la presse internationale. Le général Giap est, en outre, apparu samedi, en grand uniforme, à la télévision chinoise, à l'occasion de la cérémonie solennelle d'ouverture des Jeux asiatiques au Stade des ouvriers. Lundi, au Palais du peuple, il a remercié son hôte d'avoir pris le temps de le recevoir, « malgré un emploi du temps particulièrement chargé ». Le général Giap doit quitter la Chine mercredi. (AFP)

maintenant éliminée », a déclaré M. Pik Botha, le ministre des affaires étrangères.

Tout en couvrant de fleurs son interlocuteur, le président Bush a indiqué qu'il n'envisageait pas de modifier les conditions posées à la levée de la législation américaine sur les sanctions. « Nous pensons que le processus de changement en Afrique du Sud est irréversible », a-t-il dit en ajoutant que la levée des sanctions dépendait de conditions bien définies qui n'avaient pas encore toutes été remplies.

Le président Bush a encouragé M. De Klerk à persévérer dans ses « efforts courageux » afin de bâtir, après quatre décennies de quarantaine, la rentrée de l'Afrique du Sud dans la « famille des nations ». « Nous ne reviendrons pas en arrière, a promis son interlocuteur. Les nouvelles négociations débouleront sur une nouvelle Constitution qui assurera tous les droits politiques ».

M. De Klerk ne pouvait s'attendre à un accueil chaleureux de la part des représentants de la communauté noire. Ainsi, au Congrès, le « black caucus », réunissant les parlementaires noirs, a renoncé à rencontrer le chef d'Etat sud-africain.

HENRI PIERRE

M. De Klerk aux Pays-Bas le 23 octobre. — Le président Frederik De Klerk fera une visite officielle aux Pays-Bas du 23 au 25 octobre à l'invitation du gouvernement néerlandais. Le chef de l'Etat sud-africain sera reçu par la reine Beatrix. Le premier ministre des Pays-Bas, M. Lubbers, a qualifié de « signal important » le fait que M. De Klerk soit reçu par la reine, ce qui aurait été, selon lui, « inimaginable » il y a quelques temps. (AFP)

## EUROPE

POLOGNE

## Un entretien avec le président Jaruzelski

« Le besoin se fait sentir de passer à une nouvelle étape »

Le général Jaruzelski, qui vient de demander la réduction de son mandat présidentiel, s'appuie à céder le pouvoir. Au moment de partir, il justifie, dans un entretien accordé au Monde, dix ans aux commandes de la Pologne en se présentant comme l'homme qui a conduit le pays à la démocratie. Ainsi, l'état de guerre « fut un malin mal » qui permit d'éviter l'effondrement.

VARSOVIE

correspondance

— Votre décision ne constitue pas une surprise, dans la mesure où vous vous êtes dit, à plusieurs reprises, prêt à raccourcir la durée de votre mandat présidentiel. Mais pourquoi avoir choisi ce moment ?

« Cette décision confirme, une fois de plus, la logique de mon action, ma philosophie politique. Le choix du moment n'a rien d'extraordinaire. A mon avis, le système politique actuel fonctionne normalement. La collaboration entre le président et le parlement, le premier ministre et le gouvernement, est correcte. Nous ne sommes pas dans une situation de crise. Non, tout simplement, le besoin se fait sentir de passer à une nouvelle étape. Malheureusement, la Pologne n'a guère de traditions démocratiques. Les expériences du système présidentiel, avant la guerre comme après la guerre, furent plutôt tristes.

Je voudrais rappeler que, lorsqu'il a été question de me confier le poste de président, j'ai refusé. Ce n'est qu'après de vastes consultations que j'ai accepté cette lourde tâche. Je savais, d'ailleurs, qu'il s'agissait d'une situation particulière, transitoire.

Je me devais, ayant été à l'origine de la « table ronde » et en tant que président, d'assurer le caractère évolutif et pacifique des transformations. Il est évident aujourd'hui que ces transformations sont irréversibles, que s'est cristallisée une situation politique et économique telle que l'on peut passer à une nouvelle construction qui corresponde pleinement à l'esprit de

l'époque. C'est ainsi que l'a traduit notre parlement, en décidant d'élaborer un calendrier de l'évolution future de la démocratie. Il était donc normal que j'écrive à la Diète pour me dire prêt à quitter plus tôt mes fonctions, tout en indiquant une formule de renouveau qui corresponde aux nécessités de ce passage à une nouvelle étape.

— Vous avez écrit à la Diète à l'issue d'une rencontre qui s'est tenue chez le primate de Pologne. Faut-il y voir une confirmation du nouveau rôle de l'Eglise ?

— En Pologne, l'Eglise a joué et joue un rôle éminent. Elle a contribué au compromis de la « table ronde ». Elle en a été, en quelque sorte, le garant moral. C'est pourquoi j'ai accepté tout naturellement l'invitation du primate de Pologne à retrouver, à la veille d'un important débat politique, des personnalités qui jouent un rôle de premier plan dans l'Etat et au parlement. Il s'agissait de trouver un terrain qui nous permette de mieux nous comprendre, de trouver un consensus dans des questions essentielles.

## Une page tournée

— Vous êtes le premier dirigeant de cette partie de l'Europe qui fixe lui-même les règles de son départ de la scène publique. Avez-vous le sentiment de tourner une page de l'histoire ?

— Au risque de paraître immature, j'en ai le sentiment. Cet acte est conforme au rôle que la Pologne et ses transformations ont joué ces dernières années. C'est une nouvelle confirmation de notre volonté de procéder à des changements de système dans un esprit de dialogue, de respect mutuel, d'harmonisation de la continuité et du changement. Bref, d'effectuer des changements révolutionnaires sous une forme évolutive, civilisée.

— Durant ces dix dernières années, vous avez été le principal personnage politique de l'Etat. Un regret, au moment de quitter le poste ?

— En forme de boutade, je dirai que mon principal regret c'est d'être aussi âgé, compte tenu des temps que nous vivons. Je regrette



SZKAPKA

également d'avoir dû, sous l'effet du destin, quitter l'uniforme pour revêtir le costume d'un homme politique.

Je sais très bien que tous ceux qui portent un jugement sur la politique que j'ai menée mettent en avant l'état de guerre. Je me suis exprimé à plusieurs reprises sur ce sujet. Aujourd'hui, je voudrais me borner à affirmer que nous aurions effectivement connu un grand bonheur si nous avions pu éviter cette décision dramatique. Malheureusement, en politique, le bonheur n'est jamais simple. Je regrette que la situation de la Pologne à l'époque, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, était telle que cette décision était malheureusement inévitable. Et si je parle de regret, c'est avant tout parce que je me suis trouvé impliqué dans des processus qui devaient inéluctablement aboutir à une telle solution. Mais, finalement, ce fut un moindre mal.

## Le danger du populisme

Vu d'aujourd'hui, on ne peut pas oublier que l'instauration de l'état de guerre n'a pas été une cassure de notre évolution historique. Ce fut, je l'ai déjà dit, passer par un purgatoire afin d'éviter de se retrouver en enfer. Si étrange que cela puisse paraître, la « table ronde » a été, dans une certaine mesure, le résultat de ce drame. Ce drame nous a beaucoup appris, à

nous, adversaires de l'époque ; il nous a permis de mieux nous comprendre et, en fin de compte, d'aboutir à une entente. Regret, donc, que nous ayons dû parcourir un chemin aussi dur, aussi douloureux. Mais, en même temps, satisfaction de ne pas nous être égarés ou retrouvés dans une impasse.

— Comment voyez-vous la situation de la Pologne à la veille d'importantes campagnes électorales, en pleine crise économique et dans un environnement international particulièrement tendu ?

— Le choc de grandes espérances et de lourdes menaces. Par nature, je suis un optimiste modéré et je pense que nous saurons saisir nos chances. Ce qui ne veut pas dire que je sous-estime les menaces. Elles découlent de la fragilité de notre démocratie, des dangers du populisme, du nationalisme, de la brutalisation de la vie, des manifestations de haine et de règlements de comptes.

— Vous partez, mais quittez-vous la vie politique ? Deux campagnes électorales vont s'ouvrir en Pologne. Avez-vous l'intention d'y participer ou, en tout cas, de défendre des idées auxquelles, il y a encore peu, vous vous déclariez attaché ?

— Pour l'instant, c'est naturel, humain, je me dis, non sans soulagement, qu'après tant d'années de travail intensif, je vais pouvoir lever le pied, trouver plus de temps pour moi, pour mes proches. Bien sûr, je ne conçois pas que je puisse me désintéresser de ce qui fait la vie de notre peuple, de notre pays. Je le vivrai comme tous mes concitoyens.

Il me serait plus difficile de déterminer aujourd'hui le degré et le champ de mon engagement éventuel. L'estime qu'en tant que président en fonction, je devrais, dans la campagne présidentielle, faire preuve de la plus grande retenue. Pour ce qui est de la campagne législative, je n'exclus pas d'y exposer mes convictions. En m'efforçant d'agir dans l'intérêt de la Pologne, tout en restant fidèle aux valeurs qui m'ont paru et me semblent encore essentielles — les valeurs de la gauche, du progrès et de l'humanité.

Propos recueillis par GABRIEL MERETIK

ROUMANIE : fin de la grève des dockers à Constanza

## « Joss, cu ei ! »

CONSTANZA

de notre envoyé spécial

« Joss, cu ei ! » (à bas eux !), ce fut le dernier slogan chanté sur l'air des lampions par quelque deux mille ouvriers de Constanza lors du meeting qui a clos, lundi 24 septembre, la grève d'un semaine qui a paralysé le premier port roumain. « Joss », ce sont les principaux dirigeants du port et des sociétés maritimes dont les grévistes demandaient la démission. « Nous ne leur reprochons pas leur manque de professionnalisme mais leur manque de moralité, leur manière de se comporter comme une véritable mafia, leur non-respect systématique des législations, leur souci de privilégier d'abord leurs amis », estime Popovici Silvestru, porte-parole du Syndicat des dockers roumains.

A en croire les sourires satisfaits des grévistes, leurs cris de « victoire », et même leur volonté affirmée de mettre désormais les bouchées doubles pour tenter de combler le déficit de la production créé par la grève, ils ont obtenu satisfaction. « Ils » vont s'en aller pour laisser la place à des gens aussi compétents et moins corrompus.

Le ministre des transports, M. Doru Pana, applaudi par les grévistes, et dont un dirigeant syndical a même proposé qu'il soit fait citoyen d'honneur du port, semblait toutefois plus circonspect. Le protocole d'accord signé avec les syndicats,

quelques minutes avant la réunion publique, spécifie uniquement qu'une commission d'enquête gouvernementale va être créée pour examiner la gestion des dirigeants incriminés. Ceux-ci seront pourtant vraisemblablement suspendus en attendant la mise en place de nouvelles structures, c'est-à-dire de sociétés commerciales, premier pas vers une « privatisation » des activités du port.

Il sera de toute manière difficile au gouvernement de M. Petre Roman, à moins de risquer un nouvel échec de violence dans le port, de ne pas s'en tenir à l'esprit de ce protocole. La grève de Constanza marquera sans doute une date importante dans l'histoire de la Roumanie d'après Ceausescu car en demandant, et en obtenant, sous bénéfice d'inventaire, le départ de responsables qu'ils accusaient de perpétuer les méthodes de l'ancien régime, les syndicats du port ont réussi là où plusieurs mois d'agitation politique, des élections générales, une série de procès avaient échoué : la mise à l'écart d'une nomenclature omnipotente et qui bloquait toute tentative de réforme en profondeur de la société roumaine.

Si le mouvement de Constanza fait tache d'huile, et si les dernières directives de M. Petre Roman aux préfets, leur demandant avec une fermeté inhabituelle de se débarrasser des anciens cadres du régime, sont suivies d'effets, le 24 septembre marquera peut-être le début de la deuxième révolution roumaine.

JOSE-ALAIN FRALON

Le chef de la police relevé de ses fonctions. — Le général Corneliu Diamandescu, secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur et chef de la police roumaine, a été « démis de ses fonctions ». Le général Diamandescu avait été nommé à ce poste le 25 avril dernier. Par ailleurs, quatre mineurs et deux policiers ont été arrêtés et emprisonnés pour des « méfaits » commis lors des événements de la mi-juin contre les contestataires de la place de l'université à Bucarest. (AFP)

## Dans la boue des docks...

Dino Dascalu, Mircea Tomeche, Dumitru Vechiuc, Nita Miha. Quatre dockers qui vivent ensemble dans une chambre tout juste assez grande pour accueillir leurs lits et un réchaud sur lequel bouillent quelques pommes de terre. Sur les murs lépreux, un poster d'une femme nue et un tableau naïf. Sur des cordes tendues à travers la chambre sèche le linge qu'ils ont lavé eux-mêmes dans la « salle de bains » commune.

Au premier étage de l'« hôtel », qui accueille deux cent quatre-vingt dockers célibataires, le « club social », une dizaine de bancs en bois et une télévision, peut tout juste contenir vingt personnes. « Le dimanche, nous faisons nos courses, c'est-à-dire la queue devant quelques magasins, nous jouons aux cartes, nous lavons notre linge, mais souvent nous travaillons », explique Dino.

## Brouettes percées

Originaires de Moldavie, il est à Constanza depuis six ans et retourne chez lui tous les trois mois. Son salaire ? 6 000 lei par mois. « Mais je ne peux même pas m'acheter une paire de chaussures, qui vaut 1 500 lei, car il n'y en a plus dans les magasins ». « Le matin, nous nous levons, à 5 heures-5 h 30, car nous sommes obligés d'aller à pied jusqu'aux docks qui sont à plusieurs kilomètres de là. Le pire, c'est que nous devons y aller dans nos vêtements de travail qui sont complètement pourris. Quand nous arrivons et qu'il pleut, nous sommes trempés jusqu'aux os. »

Chaque docker décharge en moyenne un wagon et demi par jour, soit mille cinq cents sacs de 50 kilos. Pratiquement sans aucune protection : leurs gants sont troués et les « chaussures » pour entourer leurs souliers ressemblent à des chiffons. La plupart du temps, ils transportent de la soude caustique ou du soufre. « Attention si vous passez plusieurs fois en voiture devant les entrepôts, vous n'aurez bientôt plus de pneus », plaisante un docker. Leurs outils sont totalement inopérants : des brouettes rouillées dont le fond est percé, des câbles déchirés. « Quand il fait froid, nous nous blasons souvent en essayant de les réchauffer, commente un chef d'équipe qui nous invite à venir voir « l'infirmerie ». Il ouvre une armoire : elle est entièrement vide !

« A midi, nous mangeons du pain et du salami sur les docks. Il y a bien sûr une cantine mais ce que l'on nous donne est tellement mauvais, une soupe qui n'est que de l'eau chaude colorée et du chou rance, que nous préférons faire nous-mêmes à manger le soir dans nos chambres ! » Leurs conditions de vie se sont-elles améliorées depuis la chute de Nicolae Ceausescu ? « Non, au début, nous y avons cru, mais la bureaucratie est la même, qui donne toujours des avantages à ses amis. Pourtant nous ne demandons pas grand-chose : de meilleurs salaires, bien sûr, mais surtout des vestiaires propres, de véritables douches, un peu de béton sur le sol devant les docks pour éviter la boue, et des vestiaires pour que nos habits ne soient pas constamment sales... »

J.-A. F.



150 من الاصل

EUROPE

le président Jaruzelski



Lech Wałęsa, leader of the Solidarity movement, is seen in a black and white photograph. The text below the image discusses the political situation in Poland and the role of the Solidarity movement.

Lech Wałęsa

Lech Wałęsa, leader of the Solidarity movement, is seen in a black and white photograph. The text below the image discusses the political situation in Poland and the role of the Solidarity movement.



L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits. Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau. Notre hérisson en témoigne.

**Du Pont et la vie.**

Notre nouvel herbicide ALLIE\* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie. Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

\* Marque déposée de Du Pont de Nemours.





## EUROPE

De nouvelles révélations posthumes de Nikita Khrouchtchev

## Fidel Castro aurait conseillé une attaque préventive contre les Etats-Unis en 1962

« Nous reçûmes un télégramme de notre ambassadeur à Cuba. Il disait que Castro tenait de bonne source que les Américains se préparaient à attaquer Cuba dans les heures à venir, (...) Castro suggérait qu'il fallait empêcher la destruction de nos missiles, nous lançons une attaque préventive contre les Etats-Unis. »

Telle est la principale révélation contenue dans une version non expurgée des Mémoires de Khrouchtchev dont l'hebdomadaire américain Time publie des extraits. Selon l'ancien chef du gouvernement soviétique, Fidel Castro ne tarda pas à démentir avoir jamais préconisé la guerre nucléaire en 1962, lors de la crise provoquée par l'installation de missiles soviétiques dans son île.

Khrouchtchev n'en maintient pas moins sa version, et révèle qu'il dut recourir aux notes de l'interprète pour confondre le leader cubain, lors de la visite de ce dernier à Moscou en 1963. « Fidel fut embarrassé. Il n'avait pas réfléchi aux conséquences évidentes d'une proposition qui plaçait la planète au bord de l'annihilation. L'expérience lui donna une bonne leçon », ajoute l'ancien dirigeant du Kremlin. Ce nouvel épisode des Mémoires, qui sera publié par les

éditions Little Brown aux Etats-Unis, tout comme l'avaient été les deux volumes plus « officiels » sortis en 1970 et 1974, inclut des passages que les proches de Khrouchtchev avaient censurés à l'époque, explique Time, « de crainte de le voir aller trop loin dans ses critiques du système soviétique, dans sa dénonciation de personnalités encore vivantes et dans son étalage de secrets d'Etat ».

On y apprend encore que Staline avait tenté, sans succès, d'approcher Hitler en 1942, pour lui offrir de garder le territoire qu'il occupait alors en URSS en échange de la paix (il s'agit là en fait d'une confirmation, la presse soviétique ayant déjà révélé ces derniers temps que Beria avait organisé un contact secret en ce sens, via la Bulgarie) ; que les époux Rosenberg, exécutés en 1953 aux Etats-Unis pour espionnage, avaient bien aidé l'URSS à acquérir plus vite la bombe atomique ; Staline les avait « chaudement cités » en présence de ses proches, dont Khrouchtchev ; enfin que Mikoyan supplia Khrouchtchev de ne pas intervenir en 1956 en Hongrie, mettant même une menace de suicide dans la balance...

Tout cela ne va pas sans quelques contradictions. Ainsi, tou-

jours selon Khrouchtchev, Staline considérait le retour de Maurice Thorez en France, accepté par de Gaulle en 1944, comme « le début du vrai travail en France », d'autant que le PCF « avait des caches d'armes ». En même temps toutefois, il dissuadait Togliatti de déclencher une insurrection communiste en Italie. De même Gottwald, le nouveau patron de la Tchécoslovaquie en 1948, proposa ni plus ni moins d'incorporer son pays à l'URSS en 1948. Mais lorsque Staline le sonda sur un éventuel envoi de troupes soviétiques, il le supplia de ne rien faire pour ne pas « créer des difficultés impossibles à notre parti communiste ». Les successeurs de Gottwald, dans la Tchécoslovaquie « normalisée » de 1968, n'eurent pas ces scrupules.

Une réaction des fils des Rosenberg. — Les fils de Julius et d'Ethel Rosenberg ont qualifié lundi de « totalement absurdes » les propos tenus par Nikita Khrouchtchev selon lesquels leurs parents auraient aidé l'URSS à fabriquer sa première bombe atomique. « Si l'un d'eux en a une, elle a été insignifiante », a déclaré Robert Meeropol, l'un des deux fils adoptifs du couple exécuté en 1953. — (AFP.)

## M. Gorbatchev pourra imposer l'économie de marché

Suite de la première page

Le président soviétique a obtenu en outre « le droit de créer des structures gouvernementales pour accélérer la formation d'un marché commun à l'Union ». C'est-à-dire que le Conseil économique qui siègerait les représentants des républiques soviétiques qui souhaitent participer à ce futur marché (le Monde du 15 septembre). Il pourrait précéder, expliquent des députés dans les couloirs, la formation de ce gouvernement fédéral à l'américaine sans premier ministre, qui serait à la base du Traité de l'Union que M. Gorbatchev souhaite faire signer à la fin de l'année.

Tous ces pouvoirs sont donnés à M. Gorbatchev pour dix-huit mois, jusqu'au 31 mars 1992. Et dans la mesure où rien dans les textes votés n'indique le contraire, il peut en user sans attendre l'approbation par le parlement d'un programme unique de passage à l'économie de marché, la fameuse « synthèse » introuvable entre deux plans que leurs auteurs, ainsi que nombre d'experts étrangers, persistent à qualifier d'inconciliables.

Cette sanction parlementaire n'est cependant pas totalement évacuée : une autre résolution adoptée lundi matin par le parlement charge finalement le chef de l'Etat de la lourde tâche de présider à la rédaction de cette synthèse entre « thérapie de choc » et réformes (sous contrôle de ce qui reste d'appareil bureaucratique). Le texte devra en être soumis au parlement avant le 15 octobre.

C'est là une autre victoire pour M. Gorbatchev qui, après avoir déclaré sa « préférence » pour une réforme radicale, a choisi d'appeler à une synthèse pour éviter, ne fût-ce que provisoirement, une démission de son premier ministre, Nikolai

Rykov, qui fait figure de « garde-fou ». Les récentes déclarations des dirigeants du FMI mettant en garde contre les conséquences d'une libéralisation de choc à l'échelle de l'URSS n'y sont sans doute pas étrangères.

M. Boris Eltsine — qui peut, il est vrai, invoquer son récent accident de voiture — n'était pas présent lundi au parlement soviétique. Et la forte mise en garde qu'il avait lancée la veille contre l'attribution de nouveaux pouvoirs à son rival n'ont pas impressionné les députés fédéraux : c'est par 305 voix contre 36 qu'ils ont voté le texte sur les décrets dans la foulée d'une intervention de M. Gorbatchev. Ce dernier a affirmé l'existence dans le pays d'un consensus en faveur d'un « renforcement de l'autorité exécutive » et fustigé ceux qui cherchent à torpiller par des « jeux politiques » l'adoption de lois « qui ne peuvent plus attendre ».

## La grogne des députés de Russie

Les chefs de file de l'opposition radicale, comme les maires de Moscou et de Leningrad, MM. Gavril Popov et Anatoli Sobtchak, ont soumis plusieurs amendements visant à renforcer le contrôle parlementaire sur les futurs décrets mais aucun ne reçut les voix nécessaires. La résolution, transformée en loi par un vote ultérieur, affirme seulement que le Soviet suprême peut « recommander une modification ou une annulation des décrets présidentiels ».

La bataille n'est certainement pas terminée. Le parlement russe de M. Eltsine, qui devait se réunir en session plénière pour riposter au vote attendu du parlement fédéral, n'a finalement pas siégé lundi. Mais quelques dizaines de ses députés se

sont réunis pour signer un texte dénonçant « le retour à des formes totalitaires de direction », annonçant « la levée inévitable de l'opposition, des forces politiques et des larges masses populaires », ainsi que la « probabilité d'un recours à l'armée ». Ils appellent en conséquence les militaires à « refuser d'obéir à tout ordre criminel, comme de tirer sur le peuple ».

Dans le même temps, au parlement soviétique, un député demandait des explications sur l'arrivée de quatre divisions de l'armée autour de Moscou. D'abord rabroué par M. Gorbatchev, qui déclara que ces informations « ne sont pas confirmées officiellement », le député finit par obtenir une réponse du chef du KGB, Vladimir Krioutchev : oui, dit ce dernier, deux divisions de gardes-frontières, dépendants du KGB, se trouvent bien aux portes de la capitale, mais l'une est là pour participer aux récoltes et l'autre se prépare au défilé du 7 novembre sur la place Rouge.

Signe de l'extrême tension qui gagne le pays : les députés russes proches de Boris Eltsine expliquent que leur propre commission parlementaire préparait des projets de loi, l'un sur la « défense de la souveraineté de la Russie », l'autre calqué sur les décisions du Parlement soviétique, donnant à M. Eltsine les mêmes pouvoirs, notamment celui de bloquer l'application sur son territoire des décrets du président soviétique.

Tout se jouera donc encore plus clairement qu'avant sur la poursuite ou non des compromis passés entre MM. Gorbatchev et Eltsine, chacun cherchant ses propres alliés dans les républiques. Il reste au premier à prendre des décisions, dans le domaine économique, qui ne remettent pas en question le plan Chara-line, c'est-à-dire le programme de choc largement décentralisateur déjà adopté par le Parlement russe. Pour qu'il aient une chance d'être enfin appliqués.

SOPHIE SHIHAB

## BULGARIE

## Rose rouge contre étoile rouge

Le Parti socialiste bulgare (ex-communiste) vient de décider d'enlever l'étoile rouge qui surplombe le bâtiment stalinien de son siège, en plein cœur de Sofia, et de remplacer ce symbole de l'internationalisme prolétarien par la rose rouge. Pour justifier cette décision, les anciens communistes ont expliqué que « le symbole du parti ne doit plus être placé plus haut que les armoiries du pays qui se trouvent sur les bâtiments de la présidence de la République et du conseil des ministres ». Quant au choix de la rose, il « signifie en bulgare le changement », selon le premier ministre, M. Andrei Loukanov. — (AFP, Reuters.)

P. J.

## RFA : l'inquiétude de la communauté juive

## Le président du CRIF satisfait de ses entretiens à Bonn

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a été reçu, lundi 24 septembre, à Bonn, par le ministre des affaires européennes, M. Lutz Stavenhagen, auquel il souhaitait faire part de la préoccupation des juifs français devant l'absence, dans le préambule du traité d'unification des deux Allemagnes, de références aux événements de la période 1933-1945. Selon M. Kahn, le ministre allemand a accueilli favorablement la démarche de ses interlocuteurs.

Lors de la réunion des deux Chambres est et ouest-allemandes, le 4 octobre prochain, le président von Weizsäcker et le chancelier Kohl

reconnaîtraient, dans leur discours, les responsabilités dont le nouvel Etat s'estime dépositaire vis-à-vis des victimes de la politique hitlérienne. Une résolution confirmant ce principe pourrait être soumise, alors, au vote des deux Chambres.

D'autres dispositions, relatives à l'enseignement de l'histoire, à la pédagogie de l'antiracisme et à l'ouverture des archives venues de l'Allemagne de l'Est, pourraient faire, aussi, l'objet d'un accord. Celui-ci serait officialisé lors d'une entrevue prévue pour le mois de décembre entre le chancelier Kohl et les représentants de la communauté juive française.

## AFRIQUE

GABON : après les émeutes du mois de mai

## Accroissement de la manne pétrolière grâce à la crise du Golfe

PORT-GENTIL

de notre envoyée spéciale

Suait sous leur bérêt kaki, les deux jeunes militaires, l'un juché sur le toit du consulat de France, l'autre planté dans la cour, n'ont qu'à attendre que les gros lézards au museau orangé qui bafouillent avec lenteur au pied des badamiers. Le calme est depuis longtemps revenu dans les rues de Port-Gentil. Le contingent français, appelé en renfort lors des émeutes du mois de mai, a fondé de moitié début juillet. De source diplomatique, on affirme qu'il ne reste plus aujourd'hui qu'une seule compagnie aux côtés du sixième bataillon d'infanterie de marine, soit environ cinq cents hommes.

Le déroulement du premier tour des élections législatives a donné lieu, bien sûr, à une virulente controverse. Mais, pas plus ici qu'à Libreville, ne s'est levé le moindre vent de colère bagarreuse. Sur le marché du bord de mer, où l'on vend côte à côte des tranches de poisson, des cadavres de singes et des jupes 501, une radio hurle à tue-tête son refrain de nouvelles, informant les badauds des tout derniers rebondissements de l'épopée électorale. Non loin de la rési-

dence présidentielle dont les restes calcinés font face à l'océan piqué de derrick, une main a tracé ce slogan pragmatique : « Votez ESSO ! »

La capitale économique du Gabon, reine de cet or noir qui constitue plus de 70 % des recettes d'exportation, n'a que peu souffert des turbulences du mois de mai. La société Elf-Gabon, qui avait suspendu sa production pendant trois ou quatre jours et dont certains contrats doivent, dit-on, arriver à terme en mars, suscite rumeurs et convulsions.

## Les bénéfices s'envolent vers l'étranger

L'activité pétrolière, que l'on avait cru menacée depuis la fin 1985 par la baisse du prix du baril, a reçu un coup de fouet salvateur avec la crise du Golfe. Shell-Gabon, principal concurrent de Elf et qui aura produit entre cent quarante-huit et cent cinquante mille barils/jour en 1990, espère augmenter sensiblement sa production en 1991. La flambée des prix du pétrole, véritable catastrophe pour la plupart des pays africains, est une aubaine pour le Gabon. Selon certains experts, dans l'hypothèse

d'un baril à 25 dollars, le gain pourrait atteindre les 150 milliards de francs CFA par rapport à 1990 : de quoi couvrir, en théorie, le déficit budgétaire de cette année.

Mais les mœurs propres à l'économie gabonaise laissent à penser qu'il n'en sera rien. La fraude « institutionnelle » aurait représenté, en 1990, près de 290 milliards de francs CFA, soit près d'un quart du PIB. Les bénéfices du pétrole ou de l'import-export s'envolent plus facilement vers les comptes étrangers qu'ils n'atterrissent dans les caisses de l'Etat. Même si l'époque est révolue où l'on voyait certains parvenus « prendre l'avion de Paris pour aller s'acheter des cigarettes », le luxe insolent affiché çà et là par la caste dirigeante est de plus en plus mal supporté par une population qui, sans être misérable, n'en rêve pas moins d'une répartition plus équitable des richesses.

La balbutiante victoire du multipartisme et les pressions en faveur de la démocratie n'ont pas d'autre sens que de redonner aux régions (et aux ethnies) mises à l'écart jusqu'à présent une plus juste place dans la course au bien-vivre.

CATHERINE SIMON

## AFRIQUE DU SUD

M<sup>me</sup> Winnie Mandela sera jugée le 4 février

JOHANNESBURG

de notre correspondant

C'est en compagnie de son époux que M<sup>me</sup> Winnie Mandela s'est présentée, lundi 24 septembre, devant le tribunal de Port Elizabeth. Celle que les militants appellent, il y a peu, « la mère de la nation », est maintenant « l'accusée n° 8 ». Inculpée d'enlèvement et de coups et blessures avec préméditation, dans l'affaire du jeune Stompie, un adolescent assassiné en décembre 1988 (nos dernières éditions du 25 septembre), elle passera en justice le 4 février.

M<sup>me</sup> Mandela n'avait pas comparu lors du procès de M. Jerry Richardson, l'entraîneur du Mandela Football Club, condamné à mort, le 8 août, pour le meurtre de Stompie (le Monde du 11 août). Au cours de ce procès, les trois jeunes qui avaient été maîtrisés en même temps que Stompie, avaient affirmé que l'épouse du vice-président du Congrès national africain (ANC) était bien présente à son domicile dans la nuit du 29 décembre 1988 et qu'elle avait non seulement assisté à l'agression des quatre adolescents mais démarré elle-même l'« interrogatoire » de Stompie, soupçonné d'être un indicateur de police.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## EN BREF

■ CANADA : Jesse Jackson empêché de rencontrer les Mohawks. — L'armée canadienne a interdit lundi 24 septembre au pasteur noir américain Jesse Jackson de rencontrer la cinquantaine d'Indiens Mohawks qu'elle encercle à Oka, près de Montréal. Jesse Jackson s'était présenté comme journaliste pour réaliser une enquête sur le sort des Amérindiens, destinée à son émission télévisée The Jesse Jackson Show, sur le réseau américain NBC. — (AFP.)

■ COTE-D'IVOIRE : troubles à l'université d'Abidjan. — L'armée et la police vont être « mobilisées » à l'université d'Abidjan, où la sécurité doit être assurée, a indiqué, lundi 24 septembre, le ministre de l'Éducation nationale. Il a aussi annoncé la radiation définitive de soixante étudiants et l'arrestation de quarante-huit auteurs d'actes de vandalisme. — Lundi, des groupes de jeunes, hostiles à la reprise des cours, avaient brisé à coups de pierres et de bâtons les vitres des facultés et endommagé au moins une vingtaine de véhicules. — (AFP.)

■ ESPAGNE : coup de filet antiterroriste. — Neuf personnes soupçonnées de collaboration avec l'organisation indépendantiste basque ETA ont été arrêtées lundi 24 septembre, dans le nord de l'Espagne, en Navarre et dans la province de Guipuzcoa. Ces interpellations ont eu lieu à la suite de la découverte

de documents trouvés la veille, lors de l'arrestation, à Biarritz, du dirigeant de l'ETA Jose Javier Zabalea Elosegui, dit « Waldo », considéré comme le numéro deux de l'organisation. — (AFP.)

■ IRLANDE DU NORD : un protestant tué par erreur. — Le groupe protestant clandestin des Combattants de libération de l'Ulster (UFF) a adressé, lundi 24 septembre, ses condoléances à la famille d'un homme abattu par erreur lors de l'attaque d'un pub, dimanche en Irlande du Nord. L'UFF a déclaré que la cible recherchée était un informateur de police. — (Reuters.)

■ KENYA : le rapport sur l'assassinat de Robert Ouko. — Le rapport de Scotland Yard sur l'assassinat, en février, au Kenya, de Robert Ouko, ancien ministre des affaires étrangères, a été remis, lundi 24 septembre, au procureur général, M. Matthew Muli, par l'inspecteur John Troon, chargé de l'enquête. On ignore si ce rapport sera rendu public. Après la mort d'Ouko, des rumeurs selon lesquelles un ou plusieurs membres du gouvernement l'auraient fait assassiner, s'étaient propagées dans le pays. — (Corresp.)

■ MAURICE : remaniement ministériel. — M. Prem Nababsing, chef du Mouvement militant mauricien (MMM), vient d'être nommé vice-premier ministre et ministre de la santé. Quatre autres parlementaires du MMM entrent au gouver-

## ASIE

## PAKISTAN

M<sup>me</sup> Benazir Bhutto est citée à comparaître en justice

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Détournement de fonds secrets pour corrompre des parlementaires, « multiplication des écoutes téléphoniques à l'encontre de personnalités de l'opposition, mais aussi de son propre parti : telles sont les nouvelles charges retenues contre M<sup>me</sup> Benazir Bhutto, citée à comparaître devant la Haute Cour de Lahore. Si elle est reconnue coupable, l'ancien premier ministre pourrait perdre ses droits civiques pendant sept ans. Elle serait ainsi « disqualifiée » pour les prochaines élections générales, prévues pour le 24 octobre.

Selon ces accusations, M<sup>me</sup> Bhutto aurait prélevé une somme de 70 millions de roupies (environ 17,5 millions de francs) des fonds des services secrets, les 25, 26 et 28 octobre 1989, afin d'acheter des parlementaires de l'opposition : le 1<sup>er</sup> novembre 1989, l'ancien premier ministre avait échappé de justesse (à douze voix près) à une motion de censure précédée par d'intenses marches

d'opposition. L'ancien chef des services secrets, M. Massoud Sharif Khan, a affirmé qu'il avait opéré le retrait de ces fonds sur instruction verbale du conseiller spécial de M<sup>me</sup> Bhutto, l'ancien général Nasirullah Babar.

La cour de Lahore a indiqué que, pour la première fois, le gouvernement indienne avait fourni des preuves pour étayer ses accusations contre M<sup>me</sup> Bhutto. L'ancien premier ministre pourrait passer en jugement à propos d'une autre affaire de corruption, dès le 9 octobre. La loi pakistanaise autorise cependant à l'accusée de se faire représenter au cours des débats.

Entre-temps, pour ce qui concerne la préparation des élections, alors que le PPP (Parti du peuple pakistanais) de M<sup>me</sup> Bhutto a conclu une alliance électorale avec deux autres petites formations politiques, ses adversaires de l'Alliance démocratique islamique (IDA) continuent de se diviser et ne pourront pas présenter de candidat commun contre celui du PPP dans un grand nombre de circonscriptions.

LAURENT ZECCHINI



AFRIQUE

Enrichissement de la manne pétrolière grâce à la crise du Golfe

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre), l'islam intégriste (19 septembre), le racisme (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), les peurs d'une ville, Lyon (22 septembre), le sida et les maladies graves (25 septembre), l'auscultation de la société française continue avec l'écologie.

ASIE

M- Benazir Bhutto en a comparant en ju

Benazir Bhutto, première ministre du Pakistan, a comparé la situation de son pays à celle de l'Inde. Elle a souligné les difficultés économiques et politiques du Pakistan, notamment la corruption et la pauvreté. Elle a également mentionné les tensions religieuses et ethniques dans le pays.

Benazir Bhutto a déclaré que le Pakistan était un pays riche en ressources humaines et naturelles, mais qu'il manquait de leadership et de vision. Elle a appelé à une réforme constitutionnelle et à une amélioration de la situation économique. Elle a également mentionné les tensions avec l'Inde et les États-Unis.

ENQUÊTE

France inquiète, France tranquille

VII. - La passion « verte », selon Andrée Buchmann

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre), l'islam intégriste (19 septembre), le racisme (20 septembre), les chômeurs et les marginaux (21 septembre), les peurs d'une ville, Lyon (22 septembre), le sida et les maladies graves (25 septembre), l'auscultation de la société française continue avec l'écologie.

RHINAU (Bas-Rhin)  
de notre envoyé spécial

Exubérantes, les lianes tressent des guirlandes entre les troncs géants. Les ormes, les frênes et les bouleaux pointent leurs cimes si haut que la voûte de leurs frondaisons ressemble à la nef de la cathédrale de Strasbourg. Les subépinés refusent de végéter en buissons ! Elles se font

arbres à part entière. La jungle, alentour, bruit de mille mystères. On dirait une forêt sortie d'un conte de fées. Des taillis impénétrables, où les grives dansent la sarabande avec les rouges-gorges ; on s'attend à voir surgir la légendaire licorne.

Pourtant, ce fleuve qui, là-bas, depuis des millénaires, féconde par ses crues cette luxuriante végétation tropicale squattant son lit capricieux n'est que le Rhin. Mais plus le Rhin fantastique que chantait Goethe : le Rhin asservi, banalisé, canalisé de l'Alsace de 1990. Et cette fabuleuse forêt de l'île de Rhinau, si irréaliste sous nos latitudes, n'est que l'une des reliques de la forêt alluviale qui accompagnait, jadis, la course du Rhin, du Rhône et du Danube à travers l'Europe, dans une immensité telle que, selon les chroniqueurs de l'époque, les princes mérovingiens pouvaient chasser de Bâle à Strasbourg sans voir le soleil ! Il n'en reste plus que sept mille hectares, alors

qu'il y en avait encore seize mille au début du siècle. Pourquoi se bat-elle pour préserver ce sanctuaire ? Par peur de voir disparaître les dernières loutres ou les balbuzards pêcheurs ? Elle rit quand on lui demande si elle a peur. Quand on se bat depuis longtemps contre un ennemi identifié, on n'a plus peur. Elle se bat depuis son adolescence pour protéger sa terre natale contre la bêtise humaine. Tout simplement parce que cette terre, qui est la sienne, elle l'aime.

Elle, c'est cette jeune Alsacienne au menton volontaire et aux yeux bleus qui promène sur le monde un sourire aussi épanoui qu'un croissant de lune et qu'on a vu souvent à la télévision chaque fois qu'il a été question, cet été, des écologistes opposés à l'implantation d'une usine de production d'acide citrique dans la forêt voisine de Marckolsheim. Devenue porte-parole du mouvement des Verts, adjointe d'Antoine Waechter, conseiller régional et conseiller municipal de Strasbourg, Andrée Buchmann n'est pas une passionaria.



Un modèle « archaïque »

De son enfance à la ferme familiale, dans les collines et les vergers du Sundgau, elle a gardé un bon sens inébranlable. Si elle se bat pacifiquement, chaque fois que c'est nécessaire, depuis la grande mobilisation alsacienne contre la centrale nucléaire de Fessenheim, c'est parce que sa vie quotidienne lui a appris qu'il suffit parfois d'un peu de volonté pour changer le cours des choses, mais qu'il convient de se méfier toujours des promesses politiques. Elle aime faire découvrir au visiteur ébahi la forêt de l'île de Rhinau parce que cela lui permet de témoigner, à propos des assurances prodiguées en haut lieu dans l'affaire de Marckolsheim, provisoirement conclue par un compromis, que l'Etat, ici, ne tient pas bien ses promesses. « Le plan de protection de la forêt alsacienne date de 1978, rappelle-t-elle. Cela fait donc douze ans que nous attendons que cette forêt soit classée parmi les réserves naturelles. C'est EDF qui s'y oppose, parce qu'elle y entasse des boues. »

Quand elle voit le ministre de

l'agriculture et des forêts se présenter comme le meilleur ami des écologistes et jurer que, cette fois, l'implantation industrielle de Marckolsheim sera « la der des der », Andrée Buchmann sort une lettre officielle du 12 avril 1990, dans laquelle Henri Nallet préconise de « supprimer les directions régionales de l'équipement et de l'agriculture », les administrations qui donnent le plus de fil à retordre aux Verts... Post-scriptum d'Andrée Buchmann : « Si le Parti socialiste continue sur cette voie, non seulement il ne deviendra jamais le premier parti écologiste de France, comme le veut Laurent Fabius, mais il sera le premier à tomber pour des raisons d'écologie. »

Epaule par son mari, Maurice Wintz, le président départemental de l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN), Andrée Buchmann craint surtout que les responsables politi-

ques de l'Alsace ne s'enfoncent dans l'erreur. « Depuis 1984, dit-elle, on voit ressurgir les schémas d'aménagement des années 60, élaborés par des fonctionnaires qui n'avaient aucune connaissance réelle des réalités alsaciennes et qui avaient tout prévu : l'Alsace devait être la Ruhr de la France ; donc, il fallait industrialiser toute la vallée du Rhin, déplacer les populations vers le piedmont des Vosges, tracer de grands axes autoroutiers Nord-Sud avec des transversales d'Ouest en Est, prévoir dans les interstices des zones agricoles où l'on pratiquerait des productions extensives. »

Andrée Buchmann souligne que « la mobilisation des Alsaciens contre le projet initial de Fessenheim, puis contre le premier projet industriel de Marckolsheim, mais, surtout, la crise économique avaient obligé les administrations à ranger ces schémas dans leurs tiroirs ». « Si nos élus ressortent aujourd'hui, ce modèle archaïque de développement et si les socialistes ne font que marcher dans les traces de leurs prédécesseurs, cela signifie qu'ils n'ont rien compris aux enjeux de notre temps, juge-t-elle. L'Alsace est aujourd'hui une région riche, en pleine expansion économique ; nous pouvons réfléchir sereinement à notre développement, sans précipitation, en faisant des choses qui correspondent effectivement à nos besoins et qui tiennent compte de la protection de nos ressources. »

Le « contrat de nappe »

Andrée Buchmann et les Verts alsaciens disposent d'un atout majeur : ils ont déjà fait la preuve de leur capacité à traduire leurs discours en actes, et leurs actes les situent déjà à l'avant-garde de l'écologie scientifique. C'est ainsi que, pour la première fois en France, les industriels brasseurs de bière, les élus du conseil régional, les chercheurs de l'Université, les administrations, les services techniques et les écologistes ont fait cause commune pour aboutir, le 1er juin dernier, à la signature d'un « contrat de nappe », qui a retenu deux opérations-pilotes, autour de Niederhergheim-Rustenhart (Haut-Rhin) et de Barr-Stotzheim (Bas-Rhin), pour la protection de la nappe phré-

tique de la vallée du Rhin, ce réservoir naturel de 2 800 kilomètres carrés et 50 milliards de mètres cubes, qui constitue l'un des patrimoines les plus précieux, mais les plus fragiles, de l'Alsace. Seize millions de francs seront consacrés, en trois ans, à un programme qui devrait permettre, grâce à la concertation de toutes les parties intéressées, de placer les sources d'eau potable à l'abri des pollutions d'origine agricole, qui ont tendance à augmenter depuis l'extension de la culture du maïs, avides d'engrais chimiques.

Andrée Buchmann et ses amis sont fiers, également, d'avoir contribué à améliorer la protection de la population alsacienne contre les risques de pollution atmosphérique, en faisant voter par le conseil régional, l'an dernier, plus de 1 million de francs de crédits pour la mise en place d'un réseau de mesure de la radioactivité de l'air. Une première balise d'alerte a été installée à Cronembourg, en juin 1989, et trois autres le seront bientôt, l'une à Munchhausen, deux dans le Sud et les Vosges.

Elle n'est pourtant pas du genre à se prendre au sérieux, Andrée Buchmann, même si elle se retrouve, aujourd'hui, sur le devant de la scène nationale, au côté de son vieux complice Antoine Waechter. Elle a d'ailleurs un secret : quand elle a un coup de cafard, elle prend la route du Sud, dépasse Colmar et s'arrête à Pfaffenheim, chez les Frick, une famille de fameux vignerons, pionniers de la viticulture biologique, qui n'ont pas leur pareil pour amener leurs coteaux à produire des merveilles...

Là, sous la magie du riesling muscaté, qui favorise si bien l'expression du parler alsacien, elle laisse s'épancher librement la nostalgie des papillons multicolores de son enfance, qui ont disparu de ses chers villages en même temps que leurs ceintures de prairies et de vergers.

ALAIN ROLLAT  
Prochain article :  
En Thiérache, la fin d'un terroir.

L'Aude redécouvre le poids de l'eau

CARCASSONNE  
de notre envoyé spécial

« Même les peupliers qui bordent la route de Couiza perdent leurs feuilles », constate le maire d'Alet-les-Bains, petite station thermale de la haute vallée de l'Aude. Pourtant, M. Charles Bernat (div. d.) l'admet, sa commune n'a pas de véritables raisons de se plaindre. Desservie par deux sources, dont une d'eau minérale, qui désaltèrent non seulement les clients des restaurants de la région, mais aussi les joueurs de l'Olympique de Marseille et alimentant la piscine municipale, Alet-les-Bains peut même s'offrir la luxe d'en donner aux communes voisines avant d'en rejeter le surplus dans l'Aude. A ceci près, toutefois, que plusieurs écartés, plusieurs hameaux de cette commune, ont vécu sans eau, cet été, pendant plusieurs semaines...

En fait, la situation d'Alet est assez représentative de celle de beaucoup d'autres communes du département de l'Aude, où, hormis le cas très préoccupant du Lauragais, l'approvisionnement en eau potable est resté, dans l'ensemble, à peu près assuré, même si quelques communes ou hameaux isolés ont dû être secourus par le service départemental d'incendie. Et s'il n'y a pas eu de catastrophe, c'est en raison du sang-froid dont ont su faire preuve les Audois.

La lessive à Quiribajou

Ainsi, à Quiribajou, petite commune d'une trentaine d'habitants située sur les hauteurs de Belvianes, si le village est demeuré approvisionné, c'est au prix d'une sévère autolimitation de la consommation. « Pendant un mois, je n'ai plus utilisé ma machine à laver, avoue cette ancienne conseillère municipale ; j'apportais ma lessive à ma cousine de Belvianes, qui me la faisait. Grâce aux efforts de tous, la citerne communale, qui était déjà vide l'an dernier à pareille époque, ne l'est pas cette année. L'installation de l'eau courante dans toute les maisons, précise-t-elle, puis l'équipement progressif des familles en machines à laver et en salles de bains, ont profondément modifié notre rapport à l'eau. Autrefois, parce que l'on devait aller la chercher au puits ou à la fontaine, l'eau avait un poids, un sens propre comme au sens figuré, et, spontanément, les gens en faisaient une consommation réellement adaptée à leurs besoins. Habités par la suite à la gaspiller, ils redécouvrent que c'est un bien rare ; ils ont peur de voir remis en cause leur confort, et cela leur est insupportable. »

La situation hydrométrique de l'Aude ne cesse de se dégrader depuis deux ans : le département n'a reçu que 50 % des précipitations normales saisonnières, les deux derniers hivers ont été doux et secs, sans neige, et, en dépit des efforts qui ont été faits depuis 1978 par le conseil général, l'Etat et la région en matière d'aménagement hydraulique - la

multiplication des retenues collinaires, l'aménagement d'une réserve pluriannuelle dans le Lauragais, la construction des barrages des Cammazes et de Laprade, qui ont augmenté de près de 50 millions de mètres cubes les réserves, - le déficit s'est accumulé.

Les conséquences économiques de cette sécheresse persistante sont déjà dramatiques : le nombre d'hectares de cultures irriguées a considérablement diminué, et les agriculteurs ont dû incliner à modifier leur assolement et leurs techniques de culture. Ainsi, nombre d'entre eux ont abandonné la culture des maïs semenciers, forte consommatrice d'eau - elle représentait une surface de près de 2 000 hectares l'année dernière, contre 200 aujourd'hui - pour privilégier celle du tournesol, des céréales à pailles et, pour certains, celle du sorgho. L'accent a été mis sur les cultures d'hiver aux dépens des cultures d'été, et les cultures maraîchères ont fortement diminué. Les pertes de revenus provoquées par ces modifications sont importantes. Seule consolation des responsables agricoles, pour la viticulture, l'année 1990 devrait être exceptionnelle.

Le pastis est saut

Les responsables du tourisme sont, eux aussi, inquiets, car ils savent que la canicule peut être un facteur déterminant dans le choix d'une destination : ils redoutent beaucoup les conséquences de la publicité donnée aux mesures de restrictions prises par les autorités administratives, car les touristes, aujourd'hui, sont non seulement de plus en plus exigeants sur le niveau des prestations offertes, mais les vacances sont aussi pour eux la période de l'année où ils sont le moins disposés à supporter des contraintes de quelque nature que ce soit. Autre exemple, l'annonce hivite, début août, de l'arrêt de la navigation sur le canal du Midi, alors que seule la section Toulouse-Carcassonne était fermée, a conduit à l'annulation par de nombreux touristes étrangers de leur réservation.

Finalement le fait le plus remarquable, de l'avis même de la plupart des élus locaux, c'est la grande sérénité des Audois, même si la presse locale, a donné plus d'ampleur que nécessaire à quelques pompages « pirates » sur l'Aude. On trouve même la force de sourire de la situation : ainsi, le 1er avril dernier, l'un des responsables du Syndicat des cafetiers-limonadiers de Carcassonne avait annoncé que, très probablement, le pastis allait bientôt devoir être servi avec de l'eau minérale en bouteilles en raison d'un arrêté préfectoral sur le point d'intervenir, provoquant ainsi un renchérissement sensible de son coût, donc un relâchement probable de sa consommation. Devant l'effacement de nombreux collègues à la dû rapidement les rassurer et leur annoncer qu'il s'agissait d'un poisson... d'avril.

DIDIER LE FERRAND

PARIS-LONDRES



Nathalie Delalande, conseiller financier sait qu'on peut faire des économies avec une certaine classe.

2160 F L'ALLER/RETOUR EN BUSINESS CLASS.

Nathalie Delalande est bien placée pour savoir que la Business Class sur Paris-Londres est synonyme d'économies : économie d'argent, 2160 F seulement l'aller/retour, économie de temps : liaison directe par train express Gatwick Airport - Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes. Mais si elle utilise la Business Class d'Air Europe pour traverser le Channel, ce n'est pas uniquement par déformation professionnelle : Air Europe

vous propose 7 vols par jour aujourd'hui, 8 vols à partir du 1er novembre dont les premiers à 7 h 50 et 8 h 45, salons d'attente privés à Roissy et Gatwick, enregistrement jusqu'à 10 minutes avant le départ. A bord, cabine Business Class séparée, fauteuils espacés, cuisine raffinée, bar gratuit. 2160 F seulement l'aller/retour. Consultez votre agence de voyages ou Air Europe (1) 49 27 91 00.

La Business Class de ceux qui savent.  
**air europe**



## POLITIQUE

Ouvrant le débat sur le « projet » du PS

## M. Charzat propose de définir « un nouvel horizon pour la France et le socialisme »

M. Michel Charzat, qui est chargé, au secrétariat national du PS, de la préparation du nouveau « projet » du parti, présentera au comité directeur, le 29 septembre, un texte destiné à servir de point de départ au « grand débat » que les socialistes se proposent d'avoir, pendant un an, à la fois entre eux et avec tous ceux qui voudront y participer. Intitulé « Pour un agglomérat socialiste : faire face aux défis de l'an 2000 », ce document d'une cinquantaine de pages propose un « état des lieux » après dix années marquées, pour les socialistes, par leur présence totale ou partielle au pouvoir et par le bouleversement de leurs repères théoriques et historiques.

« A quoi sert la politique ? A quoi sert la France ? A quoi sert le PS ? Ces trois questions résument, selon M. Charzat, les interrogations que partagent les socialistes et, plus généralement, les citoyens actifs. Pour y répondre, le PS a engagé, depuis le printemps, une consultation « ouverte à tous les courants de la pensée contemporaine, à tous les secteurs de la société », invitant « plus de cinq cents personnalités à [lui] faire part de leur regard sur la France d'aujourd'hui et de demain ». A partir du mois de novembre, les militants seront conviés à prolonger cette consultation « sur le terrain », par des entretiens et des réunions ouvertes à tous. La synthèse des matériaux ainsi recueillis permettra d'élaborer un avant-projet, soumis au comité directeur en mai 1991 et qui, au terme d'un débat interne, aboutira, au mois d'octobre suivant, à la réunion d'une convention nationale chargée d'adopter le texte définitif.

M. Charzat souligne que le texte qu'il présente au comité directeur est « une sorte d'état des lieux », une « invitation à l'ouverture d'un grand débat », et qu'il « ne saurait préjuger en rien » les conclusions de celui-ci.

## La pensée progressiste doit se réformer

Il s'intéresse, en premier lieu, aux concepts qui caractérisent la « pensée progressiste », opposée à la « pensée conservatrice », pour relever les « méconnaissances de l'idéologie progressiste », victimes de ses avarices socialistes, positivistes, déterministes et de sa visée universaliste, qui se heurte à la « forte résurgence des réalités identitaires traditionnelles ». Ces méconnaissances favorisent, selon M. Charzat, un « anti-humanisme », qui rencontre le néo-libéralisme dans son rêve d'une « société automatisée », régie par la « main invisible du marché » et gérée par un « Etat sans politique ». Or, observe-t-il, « la société n'est pas capable de s'auto-insérer » : il n'y a pas une conscience politique qui lui présente des perspectives d'organisation, et « l'individu, s'il n'est pas partie prenante à un projet politique, ne saurait participer à la vie de la société ».

La pensée progressiste doit se réformer et, même, selon M. Charzat, s'imposer « une véritable ascèse ». Il lui faut, d'abord, « concilier l'intelligibilité du monde », qu'elle postule, « avec le respect de sa complexité ». « La pensée progressiste, écrit-il, habituée à raisonner en termes exclusifs, doit apprendre à concilier plusieurs idées différentes, admettre que certaines questions n'ont pas de réponse évidente ou définitive, bref, s'ouvrir à l'intelligence du pluralisme. Elle doit, notamment, abandonner cette chimère qui la portait à annoncer, après la « rupture », la résolution des contradictions. Qu'il s'agisse des antagonismes de classes, de générations, de sexes, de goûts culturels, de convictions morales ou religieuses, le conflit est normal et irréductible ».

Affirmant que « le premier des droits de l'homme est celui de son existence politique », le député de Paris estime que « la constitution d'un véritable espace public de discussion (...) révoque (...) la loi de la culture politique ». Il observe que « cette exigence démocratique moderne rencontre la tradition républicaine française, qui veut que l'opinion qui détermine la volonté générale soit authentique, c'est-à-dire personnellement et rationnellement motivée ». Le rôle de l'école est, ici, essentiel, et M. Charzat souligne que si « l'Etat ne peut [ni] ne doit tendre au monopole de l'éducation, il lui revient, en revanche, de promouvoir une système d'instruction laïque qui n'empêche pas les choix spirituels et idéologiques ». « L'école publique, rappelle-t-il, ne choisit pas ses élèves et est tenue d'accueillir tous les enfants ». Elle est d'autant plus nécessaire, souligne-t-il, que « l'inégalité

entre les enfants qui trouvent dans leur famille un soutien culturel et ceux qui sont abandonnés au petit écran s'accroît » et que, « ainsi, se renforce la monopolisation du savoir, donc du pouvoir, par une minorité ».

## Le retour de l'histoire

Le responsable du projet socialiste étudie, en deuxième lieu, la « grande transformation du monde » que nous vivons, aujourd'hui, « après celle des années 30 ». Entre autres changements, M. Charzat relève que la « révolution de l'intelligence » a pour conséquence que « la notion de productivité devient problématique » et « la théorie socialiste de la valeur-travail, évanescence ». « La mondialisation de la technologie et de l'économie de l'information a provoqué, écrit-il, une vaste redistribution des rôles dans la planète, ainsi qu'une transformation du capitalisme. (...) Avec la mondialisation de l'économie, il devient difficile d'identifier une seule « territorialité » juridique, économique, technologique. L'entreprise acquiert, notamment, une légitimité

nouvelle, proche de celle jadis réservée aux Etats, tandis que ces derniers se trouvent engagés dans la compétition économique mondiale alors qu'ils manquent, le plus souvent, des procédures adéquates d'évaluation et de décision ».

Soulignant le « retour de l'histoire » (contre la thèse de la « fin de l'histoire »), le député de Paris observe que, sur notre continent, « il n'y a plus ni mur ni frontière étanche, mais un espace européen immense, dont l'organisation politique relèvera de la volonté commune ». C'est « l'ère des blocs », selon lui, qui apparaît comme une « parenthèse historique », faisant place à un monde caractérisé par « l'instabilité et l'imprévisibilité ». Celles-ci tiennent d'abord, en Europe, à « l'incertitude sur l'avenir de l'Union soviétique » ; ensuite, à la « gravité des déséquilibres entre le Nord et le Sud ». « Peut-on confier à un seul Etat, le plus puissant économiquement et militairement, la fonction impériale d'assurer le minimum de régulation mondiale ? demande M. Charzat. Doit-on, au contraire, inventer ou rendre effectifs de nou-

veaux modes de gestion des crises, associant la communauté internationale tout entière ? » Le responsable du projet s'interroge, en troisième lieu, sur la situation et le rôle de la France, en jugeant que « l'attachement aux valeurs collectives, l'aptitude à répondre aux défis [y] font, désormais, question » et que « l'identité nationale et républicaine de notre pays n'est plus acquise ».

## Résister

## à l'« hypnose économique »

Il analyse l'évolution des classifications sociales, en soulignant, notamment, que « les prolétaires, privés de leur qualité d'agent historique, redevenant des pauvres », « Pour certains, écrit-il, la France des années 90 sera, de plus en plus, dominée par des classes moyennes salariales, dépourvues de croyances religieuses et incapables d'adhésions idéologiques profondes. Ne peut-on pas penser, au contraire, que l'assimilation de la modernisation, dans une nation aussi ancienne et une société aussi complexe que la nôtre, déterminera de nouveaux antagonismes et de nouveaux clivages ? » Il observe, d'autre part, que « depuis une décennie, le creuset national remplit moins bien son office » d'intégration des immigrants.

M. Charzat esquisse, en dernier lieu, « un nouvel horizon pour la France et le socialisme ». Il affirme que les socialistes, « qui ont eu la lucidité, le courage de refuser le choix de Moscou, et leurs héritiers sortent indemnes de la gigantesque faille du grand mensonge communiste » et qu'ils n'ont pas à se faire pardonner des complaisances passées, comme ces anciens adhérents de la révolution mondiale, aujourd'hui reconvertis dans l'idolâtrie du marché et le cultisme des bons sentiments. Le député de Paris souligne, cependant, que « l'histoire a donné raison au socialisme démocratique contre le bolchevisme et ses différents avatars, mais [qu'il] n'a pas eu raison du capitalisme ». Aussi doit-il, selon lui, se garder de l'« hypnose économique », car il n'y surviendrait pas.

Le responsable du projet estime que les socialistes doivent « tirer au clair leur rapport avec la question nationale » et « définir un nouvel horizon, qui redonne à la gauche son identité en conservant la sienne à la France ». Le chantier ouvert devant eux est, selon M. Charzat, celui du « redressement de l'économie, [qui] demandera encore beaucoup d'efforts », de la « modernisation sociale » et de la « modernisation politique ». « La France, écrit-il, est à la recherche d'un modèle de modernisation qui fournirait la souplesse et la mobilité désormais nécessaires, tout en restant compatible avec l'essentiel de ses valeurs civiques. (...) Le PS, au parti du mouvement, doit impliquer tous ceux qui reculent les conséquences du libéralisme économique, la régression culturelle, la décadence de l'argent, le poids du conformisme ».

Invité de « L'heure de vérité »

## M. Giscard d'Estaing reproche au gouvernement de « contourner les problèmes sans jamais les résoudre »

Après une période de réchauffement sensible dans la période 1988-1989, M. Valéry Giscard d'Estaing est entré, à l'égard de M. François Mitterrand, dans une période de glaciation comme l'a montré son « Heure de vérité », lundi 24 septembre, sur Antenne 2. C'est vrai sur la politique extérieure, où malgré un déploiement de précautions oratoires, il a reproché à son successeur « sa logique de guerre » dans l'affaire du Golfe, synonyme à son avis « de résignation à la guerre », et son retard « à tracer une ligne française d'une manière plus nette et plus rapide ».

C'est vrai surtout en politique intérieure. Moins contenu par les exigences de « l'intérêt supérieur du pays », M. Giscard d'Estaing a laissé parler son cœur et son amertume. Le gouvernement, à l'entendre, ne ferait que s'inspirer de la méthode Queuille : « Il contourne les problèmes sans jamais les résoudre ». Ne partageant pas l'optimisme des responsables économiques actuels, toujours convaincu que M. Mitterrand a été élu en 1981 sur une phrase et une promesse — « je vais créer un million d'emplois » — le président de l'UDF pense que « le chômage est le grand échec des socialistes ». Pour redonner à la France « un dynamisme économique », il préconise le transfert aux régions de

la totalité de la formation professionnelle, l'abaissement d'un point du taux moyen de TVA et de substantielles économies de fonctionnement dans le train de vie de l'Etat. M. Giscard d'Estaing a été particulièrement sévère sur la politique agricole, ou plutôt, selon lui, l'absence de politique agricole du gouvernement. « On est en train, a-t-il dit, de laisser l'agriculture française tomber en faillite et on le fait avec désinvolture et indifférence ». Et en matière d'éducation, il a reproché aux socialistes « d'avoir bloqué le système ».

M. Giscard d'Estaing a expliqué qu'avec M. Jacques Chirac, il était « en train de travailler à donner à l'opposition la structure, l'altitude

d'une force politique d'alternance ». Que l'heure n'était pas « au combat présidentiel individuel ». Les sondages, à l'en croire, ne le préoccupent nullement et il affiche sa confiance en la désignation par l'opposition, d'un candidat commun. Favorable, bien entendu, au renouvellement des hommes de l'opposition, M. Giscard d'Estaing ne s'est pas fait faute de souligner que « les dirigeants du monde qui ont accumulé une expérience ont entre soixante et soixante-cinq ans » et qu'il était « un peu plus jeune qu'eux ». Bref, que son ardent désir de revenir au pouvoir « n'avait rien d'extraordinaire ».

DANIEL CARTON

□ Polémique au Conseil de Paris. — Lundi 24 septembre, au Conseil de Paris, le président du groupe socialiste, M. Georges Sarre, a reproché à M. Chirac d'avoir « donné trop facilement un blanc-seing à la célébration des thèses du FN » en ouvrant les pelouses du parc de Bagatelle au parti de M. Le Pen pour sa fête « Bleu-blanc-rouge » le week-end dernier. « N'est-ce pas banaliser la fête d'un parti que vous condamnez », a ajouté M. Sarre. N'est-ce pas céder à la complaisance devant ce que vous dites réprouver ? M. Chirac a

répliqué : « Combattre l'intolérance par l'intolérance, c'est un procédé extrêmement dangereux et il n'appartient pas à un démocrate de s'y engager ». Le maire de Paris, observant que le maire de Cochin (Jean Saint-Honore) (M. Michel Rocard), a « immédiatement accordé » une salle au leader du Front national pour y tenir une réunion électorale s'est interrogé : « Au nom de quel peut-on affirmer qu'un maire ne doit pas donner une salle ou un terrain pour les manifestations d'un mouvement politique ? »

## M. Honoré Baillet (RPR) élu maire de Nice

NICE

de notre correspondant régional

M. Honoré Baillet, sénateur (RPR) des Alpes-Maritimes et premier adjoint assurant l'intérim, a été élu, mardi 25 septembre, maire de Nice au premier tour de scrutin avec 50 voix sur 51 suffrages exprimés (dont un bulletin blanc). Dix-huit conseillers n'ont pas pris part au vote (11 gauche et 7 FN). Il succède à M. Médéric, ancien maire (CNI), qui avait été élu en février 1986 et reconduit, depuis, sans interruption, dans ses fonctions jusqu'à sa démission, le 16 septembre dernier.

M. Baillet, ancien négociant en viandes, est âgé de soixante-dix ans. Il avait été élu sur la liste de M. Jean Médéric en 1985 et réélu, depuis cette date, sans interruption.

Il a été successivement adjoint à la voirie et aux services du nettoyage, pendant vingt ans, puis adjoint aux finances et enfin, depuis 1989, premier adjoint. Conseiller général du canton de Lantosque de 1973 à 1979, il avait été élu sénateur des Alpes-Maritimes en septembre 1989.

M. Paul Guerrier, âgé de soixante-huit ans, ancien trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes, entré au conseil municipal en 1989 et qui occupait les fonctions d'adjoint aux finances (sans étiquette), a été élu premier adjoint, avec 50 voix sur 51 suffrages exprimés. M. Michel Falicon a été confirmé dans ses fonctions de deuxième adjoint avec 47 voix sur 51 suffrages exprimés.

G. P.

## L'Argentine ne protégera pas M. Médéric contre la justice française

affirme M. Carlos Menem

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

L'intention exprimée par M. Jacques Médéric, ancien maire de Nice, samedi 22 septembre lors d'une conférence de presse en Uruguay, de couler des jours tranquilles en Amérique du Sud, singulièrement en Argentine, a du mal à se concrétiser. Il n'y est guère le bienvenu.

Le président argentin, M. Carlos Menem, a déclaré, lundi 24 septembre, que « l'Argentine répondrait aux demandes que pourrait lui faire la justice française ». En d'autres termes, bien que les deux pays ne soient pas liés par un accord d'extradition, si Paris demande que l'ancien maire de Nice lui soit livré, Buenos-Aires ne se fera pas prier.

Le coup est rude pour M. Médéric qui se prévalait de l'amitié du président Menem. Celui-ci laissait entendre que le terme d'« ami » pour qua-

lifier ses liens avec M. Médéric n'était pas le plus approprié. Il admettait bien que M. Médéric s'était rendu en Argentine pendant la campagne électorale de 1989, « mais il était alors le maire de Nice. Il n'était pas un fugitif poursuivi par la justice française. Les choses ont maintenant changé ».

M. Médéric a aussi tenté sa chance en Uruguay qui n'a pas non plus d'accord d'extradition avec la France. Mais on voit mal comment le gouvernement d'un pays traditionnellement francophile prendrait le risque d'envoyer ses relations, excellentes, avec Paris.

M. Médéric, qui n'a pas pu être contacté depuis sa conférence de presse, samedi dernier, à Punta del Este en Uruguay, ne s'est pas présenté au vol d'Uber, au départ de Buenos-Aires et à destination de Madrid, le 24 septembre, sur lequel il avait une réservation.

EDITH CORON

## La préparation du vingt-septième congrès du PCF

## M. Marchais juge « excessivement optimiste » l'analyse de M. Fiterman

M. Georges Marchais a estimé, lundi 24 septembre, au cours d'une conférence de presse, que l'analyse du rapport de forces dans le monde et de la situation en URSS faite par M. Charles Fiterman était « excessivement optimiste » alors que celle de la direction est, selon lui, « réaliste ».

« En ce qui concerne la perspective politique offerte par notre parti, a ajouté le secrétaire général du PCF, je ne vois pas bien où est le désaccord. Nous voulons rassembler toutes les forces, nous le disons clairement et fermement dans le texte du comité central. Charles Fiterman le dit aussi à sa manière. Sur cette question je ne vois pas de raison de ne pas se mettre d'accord ».

L'appel de deux cents militants de Seine-Saint-Denis devrait être

publié, comme le texte de M. Fiterman, dans la tribune de discussion de l'Humanité et de Révolution.

En revanche, le texte des « reconstruteurs » présenté par M. Claude Popereau et Félix Danette ne le sera sans doute pas. Selon M. Marchais, ce texte « provoque la colère », car « c'est un texte qui se veut tout à fait provocateur ».

Interrogé par RTL, M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF, a affirmé qu'il n'y avait « aucune sanction » contre les « réformateurs » regroupés autour de M. Fiterman. « Aucun responsable ne sera mis en cause parce qu'il a exprimé une opinion différente », a souligné le député de Seine-Saint-Denis.

Dans les Hautes-Pyrénées

## « Les militants sont vaccinés »

TARBES

de notre correspondant

Les communistes des Hautes-Pyrénées se portent bien. Leur « petite fête de l'Humanité », samedi 22 et dimanche 23 septembre, à Bordes-sur-Echez, près de Tarbes, a réuni plus de cinq mille personnes. Le secrétaire fédéral, M. Jean Portejoie, qui revendique deux mille huit cents adhérents dans un département meurtri par les suppressions d'emploi et la baisse démographique, avait bien entendu le sourire. « Nous sommes, disait-il, bien dans notre peau de communistes ».

Les frictions du comité central entre M. Fiterman et M. Marchais ? Elles n'ont pas pesé sur la fête. M. Portejoie, fidèle à la ligne majoritaire, s'est montré catégorique : « Les choses sont claires pour les militants de base. Ils ont été piégés une fois avec l'histoire Juquin, maintenant ils ont l'expérience ; ils sont vaccinés contre toutes ces divergences qui, si elles sont légitimes, n'en demeurent pas moins disproportionnées dans leur médiatisation », soulignait M. Portejoie. C'est vrai qu'il y a une divergence de fond sur l'analyse de la politique intérieure et interna-

tionale entre Charles Fiterman et Georges Marchais mais il n'y a rien de dramatique entre les diverses composantes du parti. Chacun peut donner son point de vue. Il suffit de ne pas l'imposer à l'autre. Si Charles Fiterman réclame plus de démocratie, il doit aussi se plier aux lois démocratiques. Le problème n'est pas nouveau. La masse tranchera ».

Seule ombre au tableau pyrénéen : la rupture est consommée, au conseil municipal de Tarbes, entre les socialistes et radicaux de gauche, d'une part, et le populaire maire communiste de la ville, M. Raymond Erraçarret, gentiment surnommé « Pepone » par ses concitoyens. Et tout le monde pense déjà aux futures échéances électorales. Surtout les militants du PCF, très présents sur le terrain. « Ce matin encore nous sommes intervenus contre une expulsion, ajoutait fièrement M. Portejoie. Ce n'est pas toujours simple, surtout avec tous ces bouleversements à l'Est, mais nous assumons nos responsabilités ».

JEAN-JACQUES ROLLAT



# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 5

12. Aux assises de Paris : l'erreur de René Tournier  
La papauté et les universités catholiques

13 à 15. Le Monde Sciences-Médecine  
16. Musiques : Mory Kanté le conquérant

16. Danse à Lyon sur une musique de Zappa  
17. Les Enfants Tanneur au Théâtre de la Bastille

La révision du schéma d'aménagement de l'Ile-de-France

## Les projets d'extension du quartier de la Défense sèment la discorde entre l'Etat et la région

M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, vient de convoquer pour le 9 octobre les élus franciliens. Ordre du jour : les conditions qui permettront à l'institution régionale de participer « utilement » à la révision du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de l'Ile-de-France, engagée le 19 juillet par le premier ministre.

Les dernières semaines ont été agitées. M. Michel Rocard avait à peine achevé de tisser le fragile échiquier de la concertation avec les élus régionaux, à majorité RPR-UDF, que M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, jetait au début

d'août un gros pavé dans la mare en annonçant un vaste programme de développement de la Défense : 600 000 nouveaux mètres carrés de bureaux, 1 200 000 mètres carrés de logements, 300 000 mètres carrés liés à la formation, aux universités et à leurs activités annexes.

S'estimant mis devant le fait accompli, les élus régionaux grognent. M. Krieg coupe les ponts avec le gouvernement : il ne participera plus, dit-il le 6 septembre, aux réunions préparatoires à la révision du schéma directeur. L'affaire tourne à l'aigre, si bien que, le 11 septembre, M. Olivier Philip, préfet de

région, est obligé de rappeler très officiellement : « L'offre faite par l'Etat de préparer en commun avec le Conseil régional le nouveau schéma directeur reste valable ».

Mais les propositions de M. Delebarre ont également irrité les élus socialistes de l'Est parisien qui s'interrogent sur la volonté réelle du gouvernement de rééquilibrer la région Ile-de-France. « Y a-t-il compatibilité », demande M. Jean-Paul Planchou, député de Seine-et-Marne, entre la priorité affirmée en direction de l'Est parisien et le vaste projet d'aménagement

du quartier de la Défense que vient de présenter le gouvernement ? De son côté, M. Jean-Paul Fourré, président de l'établissement public de Mame-la-Vallée et député du même département, déclare aussi : « Je ne peux considérer, sans décisions complémentaires, que ce soit ainsi que l'on rééquilibre réellement l'Est parisien ». La vieille querelle de l'équilibre de la région parisienne n'en finit pas de rebondir et, comme le déclare M. Krieg dans l'entretien qu'il nous a accordé, il s'agit, encore une fois, de « remettre les pendules à l'heure », entre l'Etat et la région.

J. P.

En vue des élections régionales de 1992

## Les grandes manœuvres commencent

M. Michel Delebarre n'est pas homme à ignorer les lois de la météorologie politique. En présentant un 1<sup>er</sup> août son plan pour le nouveau quartier de la Défense, il prêtait le flanc à l'accusation d'avoir profité de la canicule pour fonder un mauvais coup. Pourquoi avoir pris ce risque ? La préparation du nouveau schéma d'aménagement de l'Ile-de-France y survivra-t-elle ?

Depuis un an, les travaux du « chantier » de l'Ile-de-France ouvert par le premier ministre avançaient. Livre Blanc, consultations, mise en place de commissions : toutes les étapes avaient été franchies avec succès. Le crédit dont disposait le projet de loi, M. Olivier Philip, n'était pas étranger à cette marche en avant. Le dialogue s'était noué entre Matignon et l'Etat-major RPR et UDF du conseil régional.

Chacun y avait mis du sien : le gouvernement avait accepté que l'élaboration du schéma directeur soit copiloté par l'Etat et la région, tout en se réservant le droit de trancher en cas de blocage. Quant aux élus de droite comme le président Pierre-Charles Krieg (RPR), les vice-présidents Jean-Pierre Fourcade (UDF) et Charles Ceccaldi-Raynaud (RPR) ainsi que Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, ils avaient vite compris que s'ils refusaient de s'associer à la table des discussions, la région serait jugée faite court-circuitée et l'Etat contraint de traiter avec les seules communes et départements.

Or la région Ile-de-France a déjà du mal à s'imposer. L'arbitrage politique au sein du conseil régional exige des alliances pour éviter la paralysie : la majorité RPR-UDF est si courte qu'elle a besoin, soit de l'appui du Front national, soit de tout le moins de la neutralité de la gauche. Lors du vote du budget 1990, les socialistes se sont abstenus, permettant ainsi son adoption. Ce qui facilita le rapprochement majorité-opposition.

Si bien qu'en juillet dernier, à la sortie d'une longue entrevue avec le premier ministre, M. Krieg et ses vice-présidents avaient pu déclarer : « Il n'y a pas de désaccords fondamentaux entre le gouvernement et nous sur les points essentiels ». La préparation du schéma directeur remplaçant celui de 1965, qui sera décisif pour l'Ile-de-France des trente années à venir, pouvait s'encadrer. C'est ce fragile édifice, typique de la « méthode Rocard », que le projet de la Défense vient d'ébranler. Ebranler, mais non ruiner.

Des maladroites ont été commises, et pas seulement à l'égard de l'opposition, comme l'atteste la proposition de deux députés socialistes de l'Est parisien, MM. Jean-Paul Planchou et Jean-Pierre Fourcade. A l'évidence, il y a eu défaut de concertation à l'intérieur même du parti au pouvoir. La droite s'est-elle mieux traitée ? Le préfet de région a reconnu dans le Monde du 18 août que M. Krieg n'avait pas été informé ou consulté, « ce qui est une erreur ». Mais il ne dit pas que d'autres élus, plus directement concernés, ceux des Hauts-de-Seine, ne l'ont pas été non plus. Et l'on a pu remarquer, dans le concert des protestations, le silence éloquent de MM. Jean-Pierre Fourcade et Charles Pasqua.

Ce conflit autour de l'aménagement du quartier de la Défense ne devrait donc pas remettre fondamentalement en cause le projet de concertation. M. Delebarre et le gouvernement ne manquent pas d'arguments. L'arrière-Défense, celle qui s'étend au-delà de la Grande Arche jusqu'à l'Ile de Chatou, sur la Seine, était devenue au fil des ans un véritable dépotitoir. On y a creusé, bâti, taillé, sans aucune vision d'ensemble. Il y avait urgence à mettre de l'ordre dans cet enchevêtrement de voies ferrées et de routes à sens unique, avec une université émietlée et une prison en construction. La municipalité à direction communiste de Nanterre, où se trouvent les terrains à aménager, campe sur ses positions. Le site définit « secteur stratégique » par M. Rocard en juillet dernier devait être au plus vite protégé par ce projet d'aménagement, dont le mérite est d'introduire de la cohérence et de servir de « grain à moudre » pour la concertation.

**Un prétexte pour la droite**

Une autre raison poussait à l'accélération. La société Esso, qui possède le plus ancien immeuble de bureaux de la Défense, veut le revendre et s'installer à Rueil. L'Etat a fait traîner la transaction, car un passage de la compagnie pétrolière nécessiterait une énorme plus-value et l'établissement public estimait légitime d'en récolter une part, puisqu'il a investi et participé à l'enrichissement des terrains sur la colline. Un accord a donc été conclu et l'Etat percevra 1 milliard de francs qu'il pourra utiliser à l'aménagement de la nouvelle Défense. Si les raisons d'aller vite ne manquaient pas pour le gouvernement, il reste qu'un pré-

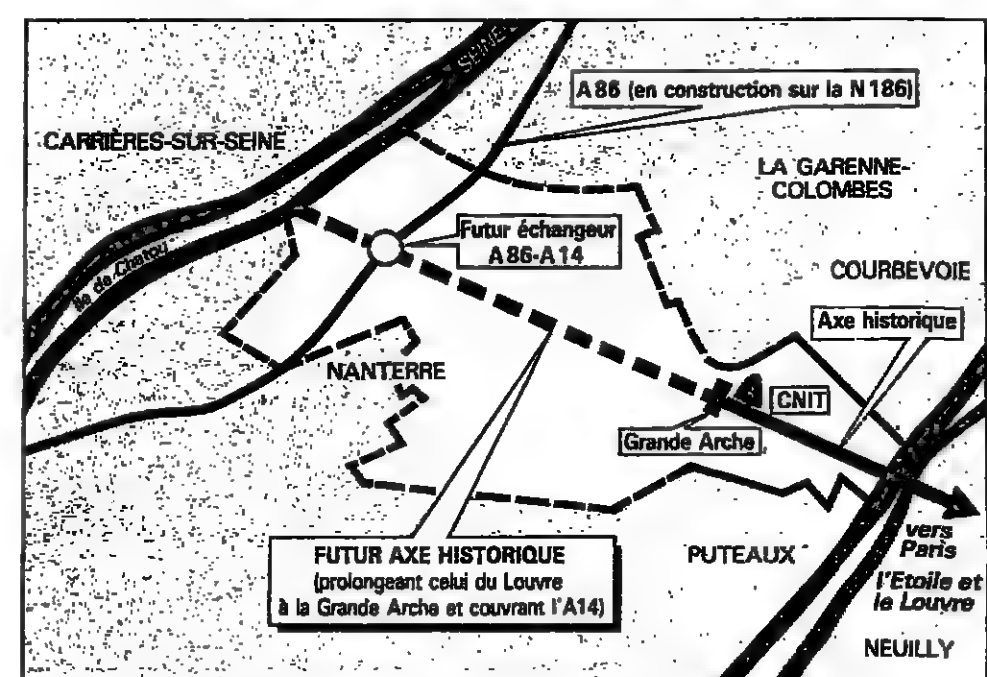
texte a été donné à la droite pour frapper du poing sur la table. Ce n'est pas un hasard si les réactions hostiles ont été exprimées avec le plus de vigueur par un proche de M. Chirac, son premier adjoint à la Mairie de Paris, M. Jean Tiberi. La Ville de Paris n'a pas le même besoin que la région périphérique d'exister en tant qu'interlocuteur du gouvernement et de faire contre-poids à sa puissance. Elle peut très bien ne pas voir d'un bon œil le premier centre d'affaires d'Europe grandir encore, aux portes de la capitale, sur les terres d'élection de M. Pasqua.

Bref, il y a les froncements de sourcils, tout relatifs d'ailleurs : la droite veut boycotter la grande commission de synthèse des travaux préparatoires au schéma directeur, mais elle ne déserte pas les commissions à thèmes (transports, logement, etc.). Et puis, en toile de fond, existe la perspective des élections régionales du printemps 1992 : les socialistes, qui ne détiennent aucune présidence de conseil général dans la région parisienne, sont bien décidés à améliorer leur représentation. La droite veut obtenir une majorité moins acrobatique.

Aussi chacun cherche-t-il, d'un côté comme de l'autre, à se placer, dans le jeu des élections, sur une position défensive. M. Pierre Jose sillonne la région, pour se faire connaître d'elle, semble-t-il, au moins autant que pour la connaître. M. Michel Giraud (RPR), qui fut le premier président du conseil régional, conserve une bonne connaissance des dossiers de la région, et il le rappelle à l'occasion. Les grandes manœuvres ont commencé.

CHARLES VIAL

## La Défense-Ouest, un travail pour dix ans



L'aménagement de la Défense, dit « Défense-Ouest », présenté le 1<sup>er</sup> août par le ministre de l'équipement, s'étendra sur plus de 80 hectares, doublant ainsi la surface actuelle du quartier d'affaires. Le site ira de la Grande Arche, du côté opposé à Paris jusqu'à l'Ile de Chatou sur la Seine. Il s'organisera autour d'une sorte de colonne vertébrale prolongée d'une longue rue sensiblement égale à l'axe historique actuel qui, sur 3 000 mètres, court du Louvre jusqu'à l'esplanade.

Ce « nouvel axe historique » sera large de 120 mètres (10 de plus

que l'avenue Foch à Paris, 50 de plus que les Champs-Élysées). Il couvrira l'autoroute A 14 dans son tronçon hors péage (jusqu'à l'échangeur avec l'autoroute A-86, « périphérique de l'Ile-de-France », qui doit être achevée en 1992).

L'implantation de l'université Paris-X-Nanterre sera remodelée et ouvrira sur l'axe historique. 300 000 m<sup>2</sup> supplémentaires lui seront attribués, et elle accueillera, outre la nouvelle école d'architecture, divers centres de formation professionnelle.

La Défense-Ouest s'édifiera en

dix ans. 600 000 m<sup>2</sup> de bureaux (60 000 par an, alors que le seul département des Hauts-de-Seine en crée 1 million actuellement) seront construits et, selon la règle édictée par le gouvernement, deux fois plus de logements, soit 1 200 000 m<sup>2</sup>. Ce qui représentera 12 000 logements, dont 60 % à 80 % seront des logements sociaux. Cet habitat bénéficiera de la proximité du RER, du prolongement de la ligne 1 de métro jusqu'à l'esplanade, de nombreuses lignes de bus et de la ligne Eole que commence à réaliser la SNCF.

C. V.

## Un entretien avec M. Pierre-Charles Krieg

« Nous ne nous prêterons pas à un simulacre de concertation », nous déclare le président du conseil régional de l'Ile-de-France

« A l'issue de votre entretien du 12 juillet dernier avec le premier ministre, vous avez déclaré : « Il n'y a pas de désaccords fondamentaux entre le gouvernement et nous sur les points essentiels ». Pourquoi ce coup de colère qui vous a conduit à suspendre votre participation aux travaux préparatoires de la révision projetée ?

— Le premier ministre avait semblé prêter une oreille attentive aux préoccupations que j'exprimais. La concertation doit être sincère, loyale. Or, pour l'élaboration du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'Ile-de-France, la structure de concertation était à peine mise en place, que le gouvernement, en la personne de M. Delebarre, annonçait, sans la moindre consultation, le programme de développement de la Défense.

— Tout le monde voit bien la manœuvre politicienne. Si le gouvernement, sur une question comme le SDAU qui déterminera la place et l'avenir de notre région pour les vingt prochaines années, veut utiliser les pouvoirs d'Etat dans la seule perspective des élections de mars 1992, il est de mon devoir de le mettre en garde. C'est la raison pour laquelle, avec le soutien des responsables des autres collectivités locales de la région, quelle que soit leur étiquette politique, nous avons décidé de suspendre notre participation aux travaux de révision du schéma directeur, en attendant la réunion du conseil régional du 9 octobre.

— Ne craignez-vous pas que, désormais, les relations entre la région et l'Etat soient plus difficiles et ne prenez-vous pas le risque de voir les pouvoirs publics traiter directement avec les communes et les départements ?

— C'est un risque que nous avons mesuré, mais la décision de suspendre le dialogue avec l'Etat a été prise en concertation avec les départements. Il y a une nécessaire solidarité entre tous les élus face aux remises en cause, régulières et souvent pernicieuses, de la décentralisation.

— Evidemment, le gouvernement est embarrassé devant cette cohésion des collectivités locales de la région. Aucune d'entre elles, et nous non plus, ne veut pourtant rompre les ponts. Avec le gouvernement, chacun est prêt à collaborer à la satisfaction des intérêts des habitants de l'Ile-de-France. Nous sommes d'ailleurs les mieux placés, chacun à notre niveau, commune, département, région, pour apprécier ces besoins et y répondre. Il faut que la collaboration avec l'Etat soit loyale, que la concertation soit effective.

— Qu'attendez-vous de la réunion du 9 octobre ?

— Le conseil régional s'est beaucoup investi sur le dossier de l'aménagement de la région. Il y a plus d'un an et demi, il a arrêté un projet régional d'aménagement pour l'Ile-de-France, largement diffusé. Sur cette base, nos experts et ceux de la Ville

de Paris ont pu améliorer très sensiblement le Livre blanc que le premier ministre a fait rédiger. Le conseil s'est exprimé devant le préfet sur les qualités et les insuffisances de ce document. Enfin, j'ai souhaité que les conseillers, à la proportionnelle des groupes, participent aux commissions thématiques chargées de la préparation du SDAU.

— Mais cette participation ne doit pas être un théâtre d'ombres. Les habitants de l'Ile-de-France seraient en droit de nous demander des comptes de la confiance qu'ils nous font, si nous nous prions, avec l'Etat, à un simulacre de concertation. C'est vrai pour la région comme pour les départements et les communes. Il faut donc remettre les pendules à l'heure. Il est encore temps puisque la « machine à élaborer le SDAU » n'a pas encore pris son rythme de croisière.

**Un million de personnes à loger**

— Etes-vous toujours favorable à la création d'une sixième ville nouvelle près de Roissy, de deux rocade de voies ferrées autour de la capitale et d'un quatrième périphérique au-delà de la Francilienne ?

— Les faits imposent la création d'une nouvelle ville. Les dernières études issues du recensement font apparaître un accroissement de population supérieur à celui que nous pou-

vions initialement prévoir. Si le phénomène migratoire de la province vers Paris est largement stoppé, il y a, par contre, un auto-accroissement de la population, lié à une reprise de la natalité et à l'allongement de la durée de vie. C'est une population de l'ordre de 1 million de personnes qu'il faudra loger à terme.

— Il faut éviter le mitage de l'espace rural et les nuisances qu'il occasionne, ainsi que l'urbanisme sauvage. La meilleure solution demeure donc celle d'une nouvelle ville — et non d'une ville nouvelle — issue de la coopération volontaire des communes sur le territoire desquelles elle se développera.

— En matière de transports, il faut aussi prévoir à l'échelle régionale et européenne. C'est en ce sens que nous défendons les projets des rocade ferrées de raccordement entre les différents réseaux à Massy, à la Défense et à Roissy. Le quatrième périphérique est aussi en perspective. Nous bouclons ces jours-ci la Francilienne à l'Est et nous voyons enfin poindre les décisions que nous attendions de l'Etat en ce qui concerne l'Ouest.

— Comment financer le « Fonds d'action logement » pour aider les communes qui construisent et que vous proposez de lancer ?

— Avec l'aide du gouvernement, qui a la responsabilité du logement social. On construit de moins en moins de logements. Le gouvernement Chirac avait réussi à renverser la tendance. Depuis, la courbe s'est à

nouvellement inversée et le gouvernement socialiste n'atteindra pas, cette année, 50 000 constructions, alors que les besoins sont estimés à 80 000.

— Dans ce contexte, chaque collectivité locale s'efforce de trouver un remède. Les communes et les départements font déjà beaucoup pour bloquer les spéculations, offrir des terrains aux constructeurs, réserver des logements. La région aussi s'est engagée dans ce sens. Nous voulons franchir une nouvelle étape, avec les départements s'ils le veulent et avec les communes. Ce Fonds d'action logement, doté par les collectivités locales et l'Etat, s'il le souhaite et s'il le peut, pourra concourir à l'achat de terrains constructibles.

— Comment l'adjoint au maire de Paris et le maire du IV<sup>e</sup> arrondissement que vous êtes voit-il le rôle de la capitale dans l'Ile-de-France de demain ?

— Paris et l'Ile-de-France ne sauraient vivre l'une sans l'autre : si l'on parle de Paris comme grande ville d'affaires, en fait on se tourne vers la Défense. Si l'on met en avant son rôle de porte ouverte sur le monde, c'est Roissy. Paris, première ville de salons spécialisés, c'est Villepinte. Et bientôt, l'intersection des réseaux de TGV qui irrigueront l'Europe, ce sera Massy. Il y a osmose constante entre Paris et la région.

Propos recueillis par JEAN PERRIN



## SOCIÉTÉ

Un militant nationaliste corse devant la cour d'assises de Paris

## « L'erreur » de René Tomasi

René Tomasi, trente-cinq ans, comparaît, depuis le lundi 24 septembre, devant la cour d'assises de Paris pour répondre de l'assassinat d'un coiffeur de soixante-neuf ans, André Schoch, commis le 8 février 1983 à proximité d'Ajaccio. Un crime que le militant nationaliste corse reconnaît, tout en le présentant aujourd'hui comme « une erreur », imputable à son « manque d'éducation et de formation politique ». La chambre criminelle de la Cour de cassation avait ordonné que l'affaire soit jugée à Paris « pour une bonne administration de la justice ».

Petit, brun, élégant dans son costume bleu, René Tomasi apparaît très calme, même si, par moment, le procès semble l'agacer. Oui, il reconnaît avoir tué M. Schoch pour le punir d'avoir refusé de payer « l'impôt révolutionnaire » et, surtout, d'avoir prévenu la police du lieu et de l'heure où devait être remis l'argent exigé. Certes, ses amis ont écarté le piège, mais Tomasi n'admettait pas que le coiffeur soit revenu sur sa parole. Mais il ajoute : « En prison, j'ai fait mon autocritique, j'ai appris à découvrir M. Schoch. C'est un homme. Si c'était à refaire, je ne le refais pas ».

Alors, qu'est-ce que le président Jean Saurat veut de plus ? « J'étais seul, affirme Tomasi. Le FLNC n'est lié en aucune façon aux faits qui me sont reprochés. » Cette fois, il pense bien en avoir terminé. Mais le magistrat veut savoir pourquoi il a

quitté le FLNC en 1982. Tomasi lève les yeux au ciel et lâche : « Pour divergences d'opinion ! (...) A l'époque, j'étais persuadé que le problème corse pourrait se résoudre d'une manière militaire. » A l'instruction, il avait même indiqué qu'à son avis le FLNC devait « passer à un stade supérieur en procédant à des éliminations physiques ». Toutefois, devant la cour, il admet : « J'ai commis l'erreur de penser qu'un acte isolé pouvait faire avancer notre lutte ».

## Une extrême discrétion

Le président ne semble pas satisfait et lit ce communiqué du FLNC diffusé en avril 1983, qui cite Tomasi, parmi quelques autres noms, en évoquant l'infiltration du Front « par certains repris de justice, pour donner à certaines opérations de racket une coloration politique ». Et le texte qualifie l'affaire du coiffeur de « fait divers, encouragé par la police pour discréditer le mouvement ». Le magistrat lit aussi cette lettre écrite par Tomasi en prison, après une tentative de suicide, où il exprime son « dégoût » pour « les imposteurs à la tête de l'organisation », qui sont « des traîtres et des pseudo-intellectuels politiques » et qui lui ont coûté « une éducation de traître ». Tomasi soupire : « A l'époque, je le pensais. Je n'avais pas saisi tout le sens du communiqué ».

Les mains crispées sur le bord du box, Tomasi espère bien avoir maintenant tout dit. Mais le président lit le communiqué diffusé le 31 mai 1983 par un « commando militaire de la Grava », composé de trois

hommes, qui avait reçu l'ordre du FLNC d'exécuter le coiffeur. Le texte du communiqué raconte l'exécution avec une étonnante précision et présente Tomasi comme le chauffeur de l'expédition. « J'étais seul ! s'agace celui-ci. C'est peut-être une intoxication policière, visant à criminaliser le mouvement. » Avec toutes ses questions, le président a tout compris et la version de Tomasi n'est plus crédible. Aussi, il saisit la perche tendue par le magistrat, qui envisage la possibilité d'une manipulation : « Avec le recul, je pense que oui. Elle a eu lieu dans le choix de la cible... »

Sur les faits eux-mêmes, Tomasi est d'une extrême discrétion. Sachement, il raconte comment il a emmené M. Schoch à huit kilomètres d'Ajaccio. « Il a nié, il voulait pas admettre qu'il avait monté un piège à mes compatriotes. Devant ce refus d'admettre la vérité, j'ai pris mon fusil et voilà, j'ai tiré. » Le coup de fusil à pompe, calibre 12, chargé de chevrotines tirées à moins de dix centimètres de l'oreille, a fait éclater la tête du coiffeur. « Je regrette profondément, car tout ce à eu des conséquences néfastes », déclare Tomasi. Il ne parle pas de cet homme de soixante-neuf ans, qu'il a tué sans l'avoir jamais rencontré auparavant, pour en épingler « une ténacité », vêtements une feuille de papier portant l'inscription : « Affaire M. Schoch terminée ».

Verdict mercredi 26 septembre.

MAURICE PEYROT

## René Bousquet ou la justice lente

Suite de la première page

Durant dix années, de 1978 à 1989, les activités criminelles de son adjoint, Jean Leguay, n'avaient-elles pas été mises en évidence par plusieurs juges d'instruction, permettant à la justice de progresser considérablement ? Cela semblait faire à peu de doute que M. Marc Doungou, représentant du procureur de la République de Paris, pouvait écrire l'année dernière dans son réquisitoire que les instructions transmises par Leguay « au nom de sa hiérarchie sont autant d'actes positifs volontairement accomplis dans le dessein (et avec le résultat) de faciliter l'éducation des opérations criminelles alors en cours à Paris et sur l'ensemble du territoire français ».

Mais en juillet 1989, le décès de Jean Leguay, délégué de Bousquet pour la zone occupée, devait mettre un terme à cette information judiciaire interminable quoique éclairante. Du coup, M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, se décidait en septembre 1989 à déposer plainte contre René Bousquet, le supérieur hiérarchique de Leguay. Bousquet n'avait pas déclaré au juge d'instruction, en 1985, que son subordonné « n'avait aucun pouvoir de décision ». Ne s'était-il pas mis en avant, en précisant : « Il était chargé de transmettre les informations et les ordres des autorités SS à moi-même ou au ministre de l'intérieur » ?

## L'Elysée et la « paix civile »

Dans l'esprit de M. Klarsfeld et Libman, bientôt rejoint par M. Jos Nordmann et Alain Levy, conseillers de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP), la plainte contre l'ancien secrétaire général

de la police du régime de Vichy visait donc à prendre le relais de l'instruction Leguay sur le point d'aboutir à un procès.

Un an après, force est de constater que la machine judiciaire est restée inerte même si le garde des sceaux déclare à la cantonade : « Je me dois de veiller avec une extrême attention à ce que l'action de la justice se poursuive jusqu'à son terme. » La plainte Bousquet, en réalité, n'a pas progressé d'un iota et M. Nordmann se demande si l'on ne « cherche pas à gagner du temps en attendant la mort du futur inculpé ».

Partie du bureau du doyen des juges d'instruction en septembre 1989, elle est arrivée à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui l'a accueillie, en mars 1990, vers la chambre d'accusation de Paris, laquelle a ordonné, le 16 mai, que « la plainte et les pièces subsistantes soient communiquées à M. le procureur général près la cour d'appel de Paris, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra ». Depuis lors, le dossier Bousquet n'intéresse plus que le procureur général lui-même, M. Pierre Truche, son ministre, M. Pierre Arpaillange, et M. François Mitterrand, pour qui les affaires judiciaires, lorsqu'elles touchent de près à l'Histoire, sont comme un appendice à son domaine réservé naturel : la diplomatie et la défense nationale.

Or cette fois la volonté politique qui fut si déterminée à l'occasion de l'arrestation de Klaus Barbie — responsable des services de renseignements de la Gestapo à Lyon durant l'Occupation jugé en 1987 — n'est plus la même. « L'Histoire a ses droits mais la paix civile aussi », fait remarquer un proche de l'Elysée.

En d'autres termes, la France ne saurait vivre trop régulièrement sous le coup de grands procès mettant à vif de vieilles blessures. D'autant que le dossier de Paul Touvier, ancien chef milicien à Lyon, est à l'instruction ainsi que celui de Maurice Papon, ancien préfet et ancien ministre, accusé d'avoir contribué à la déportation de 1 690 juifs dans la région de Bordeaux. Le débat a eu et aura encore lieu, semble-t-on penser, pourquoi l'alimenter encore ?

## Difficultés réserves et réticences

Le dossier Bousquet offre évidemment quelques difficultés juridiques propres à nourrir, le cas échéant, ces réserves, voire ces réticences. Arrêtons-nous aux deux principales :

1) Le fait que René Bousquet ait déjà été jugé. En juin 1949, après une période de six mois d'inactivité, la Haute Cour de justice a en effet examiné les activités du secrétaire général de la police nationale sous le régime de Vichy.

Les chroniqueurs judiciaires de l'époque le décrivent « à l'aise, comme dans un salon ». A chaque argument du ministère public, il oppose ses interventions en faveur de la Résistance. Péniblement semble-t-il, la Haute Cour établit qu'il signa de nombreuses circulaires contre les résistants, contribua au démantèlement des réseaux de radios clandestines en zone sud mais qu'il s'employa aussi à prévenir les chefs maquis d'opérations dirigées contre eux. Bien que son action anti-juive ne soit pas au centre des débats, il se défend d'avoir mal agi en expliquant qu'il avait tenté de limiter l'action du commissaire général aux questions juives, Louis Darquier de Pellepoix, tout en faisant mine de le soutenir.

Finalement, au terme d'un procès rapide, René Bousquet, poursuivi pour aide à l'Allemagne et actes de nature à nuire à la défense

nationale, est condamné à une peine de cinq ans de dégradation nationale dont il est immédiatement relevé pour services rendus à la Résistance. Un arrêt du Conseil d'Etat, en 1957, annule le décret l'excluant de la Légion d'honneur.

Dans ces conditions, un nouveau procès n'est possible aujourd'hui que si la justice est confrontée à un fait nouveau. Dans sa plainte, M. Klarsfeld attire l'attention sur une conférence tenue le 2 juillet 1942 concernant le sort des juifs de la région parisienne. Au cours de cette réunion, René Bousquet donne son accord aux chefs SS pour que la police française participe aux rafles. Quinze jours plus tard, cette décision rendra possibles les grandes rafles parisiennes des 16 et 17 juillet 1942 au cours desquelles 12 884 juifs sont internés au Vel' d'Hiv avant d'être déportés. En outre, M. Klarsfeld a révélé que René Bousquet, fin août 1942, a fait annuler plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des rafles certaines catégories d'enfants juifs.

2) Le fait que Bousquet ait été secrétaire général sous le régime de Vichy. L'ancien statut de René Bousquet, quasiment assimilé à un ministre sous l'administration de Vichy, présente, lui aussi, quelques difficultés. Saisie par le doyen des juges d'instruction, la chambre criminelle de la Cour de cassation a ainsi décidé, le 21 mars dernier, de désigner « la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris qui pourra être chargée de l'instruction ». Cette dernière, en décidant à son tour de communiquer le dossier au procureur général, montre à l'évidence qu'elle doute de sa compétence.

## Blocage

« d'ordre sociologique »

Or seules deux juridictions peuvent instruire le dossier Bousquet : la chambre d'accusation ou l'ancienne... Haute Cour de justice constituée après la Libération pour juger les ministres et les secrétaires généraux. Certains juristes considèrent en effet que cette Haute Cour, dans sa formation spéciale, n'a jamais été dissoute. Mais son jury, composé à l'époque de membres du conseil de la République et de l'Assemblée nationale, devrait être désigné parmi les élus du Sénat et de l'Assemblée nationale d'aujourd'hui.

A ce stade, on mesure que les arcanes judiciaires offrent d'innombrables écueils à ceux qui désirent éviter le procès de René Bousquet. S'il est exact que la chancellerie s'apprête à demander au procureur général de requérir la saisine de la chambre d'accusation, il est également probable que la Cour de cassation ait à nouveau son mot à dire. Ainsi passent les semaines et les mois...

Quarante-cinq ans après la Libération, René Bousquet profite en somme une dernière fois d'avoir été préfet et secrétaire général régnant sur la police française. Il jouit des privilèges dont l'Etat se montre prodigue pour ses très hauts serviteurs. Ne pas avoir été un fonctionnaire mais « seulement » un fonctionnaire de la collaboration administrative lui vaut les égards que le droit réserve habituellement en France aux grands clercs.

Ainsi M. Klarsfeld peut-il parler d'un « blocage d'ordre sociologique ». « Il existe, dit-il, une répugnance à mettre en cause des personnalités respectables par leurs titres, par tout un ensemble de signes sociaux, et encore plus à les traîner devant la justice. » Ce qui fut vrai en 1949, avant que Bousquet ne reprenne une brillante carrière au conseil d'administration de la Opéra du Métro et de directeur général adjoint de la Banque d'Indochine, sans compter d'innombrables postes d'administrateur, semble devoir le rester en 1990.

LAURENT GRELSAMER

## RELIGIONS

Liberté de recherche, mais lien renforcé avec l'Eglise

## Le pape fixe des règles du jeu aux universités catholiques

Jean-Paul II a rendu public, mardi 25 septembre au Vatican, une constitution apostolique destinée aux universités et autres établissements supérieurs (un millier au total dans le monde) catholiques.

Huit années de discussions auront été nécessaires pour aboutir à la rédaction de cette « grande charte », signée par le pape, qui manquait aux établissements d'enseignement supérieur catholiques, dont les statuts sont diversifiés. En avril 1989, trois cents délégués (représentant à parité les épiscopats concernés et les universités catholiques) s'étaient rendus à Rome pour amender un troisième projet de texte et désigner une commission d'une dizaine de personnalités, dont M. Michel Falise, recteur de Lille, président de la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC), qui compte 175 établissements dans tous les continents (1).

Ce travail de concertation a lentement porté ses fruits. Le texte final ressemble à un habile compromis entre l'aspiration libérale des responsables universitaires, soucieux d'autonomie, et la volonté de contrôle des instances ecclésiastiques. Une polémique avait éclaté en 1988, après l'instruction romaine condamnant toute forme de procréation artificielle, entre le Vatican et des établissements hospitaliers universitaires catholiques de France (Lille), de Belgique (Louvain) et des Pays-Bas (Nimègue) qui pratiquaient des fécondations en éprouvette. Les universités catholiques d'Amérique du Nord sont réputées pour

être plus rebelles encore à l'autorité de Rome.

« L'université catholique se caractérise par sa libre recherche de toute la vérité relative à la nature, à l'homme et à Dieu », souligne d'entrée Jean-Paul II, qui entend respecter « la liberté académique de chaque professeur dans la discipline de sa compétence ». Les enseignants sont appelés à manifester « l'intégration entre foi et culture, entre compétence professionnelle et sagesse chrétienne », écrit le pape, ajoutant : « Tous les professeurs seront inspirés par les idéaux académiques et par les principes d'une vie authentiquement humaine ». Soit des critères de recrutement plutôt vagues, de nature à rassurer les responsables d'établissements supérieurs catholiques qui craignent des normes plus sévères.

## La responsabilité des évêques

Retrouvons parfois les accents de son discours à l'UNESCO de 1980, le pape fait de l'université catholique un lieu d'intersection entre l'Eglise et la société contemporaine, la science et l'éthique, la foi et la raison, l'Évangile et la culture moderne. Tout au plus lui fixe-t-il comme priorités : « l'examen et l'évaluation, d'un point de vue chrétien, des valeurs et des normes dominantes dans la société et dans la culture moderne », ainsi que « la responsabilité de communiquer à la société ces principes éthiques et religieux qui donnent tout son sens à la vie humaine ».

La tonalité de ce texte est donc libérale, mais le pape entend néanmoins que soit réaffirmé le lien « institutionnel » entre l'Eglise et

l'université catholique. De ce rapport, il tire pour conséquence « la fidélité de l'université au message chrétien, la reconnaissance et l'adhésion à l'autorité magistérielle de l'Eglise en matière de foi et de morale ».

Les évêques auront une responsabilité particulière à exercer, pour que s'instaure avec les établissements universitaires catholiques « une confiance réciproque, une collaboration cohérente, un dialogue permanent ». Les normes générales qui concluent ce document du pape rappellent même, dans une incise ajoutée à l'ultime version, « le droit d'intervention du Saint-Siège lorsque cela s'avère nécessaire ».

Liberté surveillée, donc. L'université catholique est appelée à jouer un rôle dans la société, dans le pays et même dans la région où elle s'insère. Elle est en droit d'attendre, écrit le pape, « de la société civile et des autorités publiques la reconnaissance et la défense de leur autonomie institutionnelle, ainsi que de leur liberté académique ». Mais pour l'Eglise elle-même, et ses prises de position dans les débats de société, le potentiel de réflexion et de recherche (dans des disciplines séculières comme l'économie, la science, la médecine ou le droit) que représente l'enseignement supérieur catholique, semble ici largement, et injustement, sous-estimé.

HENRI TINCO

1) La France compte cinq grandes universités catholiques à Paris, Lyon, Lille, Angers et Toulouse, comptant au total environ 50 000 étudiants.

## SPORTS

FOOTBALL : Gérard Gili nouvel entraîneur des Girondins de Bordeaux. — Gérard Gili sera le nouvel entraîneur de l'équipe de football des Girondins de Bordeaux. L'ancien Marseillais s'est lié pour dix-huit mois avec le club bordelais, lundi 24 septembre. Gili, trente-huit ans, a été l'entraîneur de l'Olympique de Marseille jusqu'à l'arrivée au stade vélodrome de l'Allemand Franz Beckenbauer. Il a démissionné de son poste au soir du match de Coupe d'Europe entre l'OM et les Albanais de Tirana, mercredi 19 septembre. Son départ pour Bordeaux était envisagé depuis plusieurs semaines (le Monde du 15 septembre).

TENNIS : Les Etats-Unis et l'Australie en finale de la Coupe Davis. — Les Etats-Unis et l'Australie disputent la finale de la Coupe Davis de tennis du 30 novembre au 2 décembre en Floride. Les Australiens s'étaient imposés face aux Argentins (5-0), dimanche 23 septembre, à Sydney. Quant aux Américains, ils sont difficilement venus à bout des Autrichiens (3-2), lundi 24 septembre à Vienne. Les deux équipes étaient à égalité (2-2) dimanche soir lorsque le match entre Michael Chang et l'Autrichien Horst Skoff a été interrompu par la nuit. Le lendemain, le jeune Américain s'est finalement imposé (3-6, 6-7, 6-4, 6-3). Par ailleurs, les barrages pour l'accès au groupe mondial ont vu les qualifications de la France (le Monde du 23 septembre) face à la Grande-Bretagne (5-0), de l'Espagne, du Mexique, de la Suède, du Canada, de la Belgique et de la Yougoslavie.

CARTES '90, le Salon des professionnels de la carte  
25-26-27 septembre 1990  
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS  
5 conférences internationales  
CAM'90 (5-tour carte à mémoire)  
MONÉTIQUE '90  
CARTES SANTÉ '90  
CARTE DANS L'ADMINISTRATION  
CARTE VILLE '90  
Analyse et Synthèses :  
14, av. de Corbière, Paris-12.  
Tél. : 46-28-82-10

Frère Roger, de Taizé  
Amour  
de tout amour

Ce petit livre du fondateur de Taizé éclaire le secret d'une des aventures spirituelles les plus créatrices du XX<sup>e</sup> siècle.  
128 pages - 44 FF  
Taizé  
Diffusion : Le Seuil



## Le trafic d'armes entre le Liban et la France

## Des responsables de l'ambassade française à Beyrouth mis en cause par TF 1

Les responsables de l'ambassade de France à Beyrouth « ont laissé faire » le trafic d'armes entre le Liban et la France, a affirmé, lundi 24 septembre sur TF 1, un homme dont le visage était masqué et la voix maquillée. Présenté comme un « haut fonctionnaire des affaires étrangères longtemps en poste au Liban », ce personnage a ajouté : « L'ambassadeur Christian Graeff [aujourd'hui en poste à Téhéran] m'a dit : « Le Quai d'Orsay s'est rendu compte que les CRS se livraient à des trafics de toute sorte. Les armes étaient la partie émergée de l'iceberg, mais en dessous on ne

sait pas, y a-t-il eu de la drogue ? » Selon ce témoin, « du côté de l'ambassade, soit Coulas, soit Letrange, soit Vidal, soit l'ambassadeur, soit le premier conseiller qui était Logel, ils étaient tous au courant que les CRS grenouillaient ».

TF 1 a précisé que MM. Eric Coulas et Guy Letrange étaient agents de la DGSE en poste à Beyrouth, M. Gilles Vidal étant premier secrétaire de l'ambassade de 1983 à 1985. Le témoignage semblait d'un ancien haut fonctionnaire en poste à l'ambassade de Beyrouth à récemment été publié dans nos colonnes (le Monde du 10 août).



## SCIENCES • MEDECINE

# Tcheliabinsk-40 sort de quarantaine

Au sud de l'Oural, une ville interdite est ouverte aux visiteurs étrangers. On y fabriquait du plutonium, elle subit une catastrophe nucléaire. Aujourd'hui, les déchets radioactifs l'empoisonnent

**T**CHELIIABINSK-40. Un nom, un chiffre, une boîte postale pour une ville qui n'existe pas. Et pourtant, elle est là, avec ses quatre-vingt-trois mille habitants, aux portes de la grande plaine sibérienne, discrètement noyée dans des forêts de pins et de bouleaux, sous les premiers contreforts sud de l'Oural.

Ne cherchez pas. Tcheliabinsk-40 n'apparaît pas sur les cartes. Elle est comme gommée des atlas, bien à l'abri derrière son épais mur d'enceinte et ses rouleaux de fils de fer barbelés qui forment une zone de 14 kilomètres de diamètre totalement coupée du monde extérieur. Car, ici, on vit replié sur soi, l'entreprise pourvoit à tout. Mayak - le Phare (1) - a ses écoles, ses hôpitaux, sa troupe de théâtre, ses marionnettistes, ses garderies d'enfants, ses magasins et... ses usines nucléaires.

Ce complexe militaro-industriel, dont le site fut choisi en 1946 par le père de la première bombe atomique soviétique, Igor Kourichtov, est ultra-secrète. Du moins le fut-il jusqu'à l'an dernier pour le commun des mortels. Mais, pas pour les services de renseignement américains qui, dans les années 60, payèrent leur curiosité de la destruction en vol d'un avion espion U-2 piloté par Gary Powers. Construite à partir de 1946, à l'époque du ministre Lavrenti Beria, Tcheliabinsk-40 avait la lourde charge de réaliser dans les délais les plus brefs une version soviétique du fameux projet Manhattan (2).

La réussite fut totale. Mayak parvint à monter en dix-huit mois seulement un petit réacteur de 100 mégawatts (Aouatchka, Petite Annie), qui produisit le plutonium nécessaire à l'explosion du premier engin nucléaire soviétique en août 1949. Mais cette prouesse technique, cet avertissement à la face du monde, paraît aujourd'hui bien dérisoire lorsque l'on sait le prix payé pour l'obtenir.

Les souffrances des centaines, peut-être des milliers de prisonniers condamnés à la construction de la ville champignon et de son complexe nucléaire. Celles aussi des habitants des environs où eut lieu, le 29 septembre 1957 à 16 h 25, l'un des plus graves accidents nucléaires de l'histoire de l'humanité connu comme la catastrophe de Kychym. Les souffrances de la nature, enfin

les remords et les angoisses des responsables de Mayak, aujourd'hui héritiers d'un stock de déchets radioactifs dont ils se seraient passés, gardiens de zones vides et polluées qu'ils ne savent comment gérer.

Le temps est bien loin où des privilégiés du régime vivaient à l'abri des « malheurs » du monde dans le confort douillet et contraignant de ce cocon artificiel. La ville s'est ouverte. L'an dernier des experts américains y ont pénétré. On a changé son nom, son matricule. Elle est officiellement appelée Tcheliabinsk-65. Mais pour ses habitants c'est Sorokovka.

### Berceau de la première bombe A

Depuis, le vent de la glasnost a balayé les beaux romans de l'histoire officielle et les Soviétiques découvrent avec stupeur que Tcheliabinsk-40 n'a pas seulement été le berceau de la première bombe atomique soviétique mais qu'elle est devenue l'une des régions les plus polluées d'URSS. Cette réalité n'a pas échappé aux services secrets occidentaux mais, pendant plus de trente ans, les Soviétiques n'ont rien su. Ni de l'existence du complexe ni même de la catastrophe nucléaire qui, en 1957, a frappé Tcheliabinsk. La répression était alors impitoyable et l'information formidablement muette.

A tel point que le biologiste soviétique Zohres Medvedev parla de Kychym, une petite bourgade historique de vingt-cinq mille habitants distante d'une vingtaine de kilomètres du lieu de l'accident, quand, réfugié à Londres, il révéla en 1976 l'existence de la catastrophe. Comment, en effet, aurait-on pu affirmer qu'un accident nucléaire avait eu lieu à Tcheliabinsk-40 puisque le complexe industriel ne figurait sur aucune carte ? « On a su à l'époque ce qui s'était passé », témoigne un journaliste de Tcheliabinsk-40, mais nous n'avons pas eu le droit de le publier... »

Mais, en dépit du secret, les habitants de la région ont dû se poser bien des questions. On sait aujourd'hui que vingt-trois villages ont été évacués - 10 200 personnes dont certaines ont attendu un semaine - pour éviter le formidable nuage de particules radioactives qui finit par contaminer une zone de 1 000 kilomètres carrés. Le parlement sovié-



que a rendu l'affaire publique l'an dernier (le Monde du 18-19 juin et du 27 août 1989).

Sur place la nature a repris ses droits et triomphé de la radioactivité qui a considérablement décliné. Mais, la zone interdite couvre encore 19 000 hectares, et en certains points la radioactivité atteint encore 4 000 curies (Ci) par kilomètre carré !

### Un record planétaire de la pollution

Ailleurs, « les terres ont été rendues à la culture et à l'élevage », précise M. Guenadi Romanov, directeur du laboratoire de dosimétrie de Tcheliabinsk-40. Mais il reconnaît que « des mutations génétiques ont été observées dans les premières années. Elles n'étaient heureusement pas stables et ont disparu du fait de la sélection naturelle des espèces. Au point que certains animaux sauvages des zones irradiées sont capables de résister aujourd'hui à des doses de

radiations une fois et demie supérieures à la dose létale » (3).

Cependant, M. Romanov ne triomphe pas même si, à la périphérie des zones contaminées, cinq fermes-laboratoires pratiquent la culture et l'élevage sur des terrains où la radioactivité varie entre 2 et 100 Ci au kilomètre carré. « Car il faut », explique-t-il, le sourire contraint, ne pas avoir peur de la radioactivité, mais savoir la respecter... »

Que n'a-t-on appliqué plus tôt ce principe ? Au regard de l'histoire, Staline et ses ingénieurs ont joué les apprentis sorciers en faisant de la région de Tcheliabinsk un des endroits - avec Tchernobyl - les plus pollués de la planète. Pour fabriquer rapidement la bombe et doter le pays d'un armement nucléaire, on n'a pas hésité à déverser des déchets hautement radioactifs dans seize cuves de 160 mètres cubes chacune dont aucune n'avait de couvercle ! Lorsque les pluies étaient trop fortes, les cuves déborda-

ient sans qu'on s'en aperçût toujours.

« Les instruments de contrôle », reconnaît M. Eugène Drozhko, responsable de la sûreté nucléaire, n'étaient pas efficaces. Le système de refroidissement de ces installations n'était pas des meilleurs et il était impossible de mesurer avec précision le niveau des cuves et l'hétérogénéité des matières nucléaires qui y baignaient. Alors, raconte-t-il, quand les cuves débordaient, le système de refroidissement se contaminait et on devait l'arrêter pour le nettoyer... »

« C'est au cours d'une telle opération, le 29 septembre 1957, raconte M. Alexander Souslov, ingénieur en chef de Tcheliabinsk-40, que le contenu d'une des cuves s'est mis à bouillir, que les nitrates et les acétates ont précipité au fond de la cuve, sont montés en température sous l'effet des déchets radioactifs et se sont enflammés brusquement - à cause d'un court-circuit ? - répandant dans l'environnement quelque 20 millions de curies. Sous l'effet de cette explo-

sion, correspondant à celle d'une charge de 500 tonnes de TNT, 90 % des matières retombèrent à proximité immédiate du site de stockage, créant une zone où la radioactivité atteignait 300 renikens par heure dans un rayon de 10 à 20 mètres... »

### Jusqu'à l'océan Arctique

« Le reste, 2 millions de curies, composé essentiellement de particules de strontium, de césium, de cobalt, de niobium, de ruthénium et de rhénium, fut emporté par les vents et contaminait 1 000 kilomètres carrés de bois, de lacs et de cultures. » Commencèrent alors les opérations de décontamination au cours desquelles cette fois, affirment les responsables de Mayak, aucun prisonnier ne fut utilisé. Les déchets restants furent repompés et transvasés dans un endroit plus sûr. L'histoire pourrait s'arrêter là. Mais des pollutions radioactives plus redoutables encore sommeillent à Tcheliabinsk-40.

Les responsables du centre avaient fini par stocker leurs déchets les plus radioactifs dans des cuves, parce que, pendant quatre ans, entre 1948 et 1951, ils avaient déversé sans aucune précaution tous leurs rejets de basse et moyenne activité dans une rivière proche, la Techa. Tout le bassin de l'Ob dans laquelle elle se jette était pollué jusqu'à l'océan Arctique pour un diamètre de plus de mille kilomètres !

« Les rives de la Techa, constate amèrement M. Drozhko, sont encore aujourd'hui toujours contaminées. On y mesure des taux de radioactivité de l'ordre de 100 micro-renikens par heure et il est interdit sur environ 200 kilomètres d'y pêcher ou d'y boire. » Et comme si cela ne suffisait pas, la Techa est aussi victime d'une pollution chimique, ce qui explique que l'on ait dû déplacer une certaine époque 28 000 personnes qui vivaient là. Certaines, comme à Tchernobyl, sont malgré tout revenues car il est difficile de contrôler une zone aussi sauvage.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
Lire la suite page 14.

(1) Nom choisi en raison de la formidable concentration de césium installés là pour faire la bombe atomique.  
(2) Le plan Manhattan a permis la réalisation des premières bombes atomiques américaines.  
(3) Qui tue 50 % d'une population témoin.

## La peau avec l'eau du bain

L'épidermolyse bulleuse héréditaire atteint des milliers de personnes en France. Un traitement à partir de greffe de peau humaine reconstituée « in vitro » est à l'étude

**A** PRES l'appel lancé par le jeune Cédric Rochereau, au cours de l'émission de FR 3, « C'est pas juste », l'association de lutte contre l'épidermolyse bulleuse (1) relance ses activités sous les auspices de M<sup>me</sup> Hélène Dorhaac, secrétaire d'Etat chargée de la famille. L'épidermolyse bulleuse héréditaire figure parmi les maladies cutanées d'origine génétique les plus sévères. Le plus souvent, elle se manifeste, dès la naissance, par un décollement de la peau au moindre traumatisme. Une simple friction et le corps du nouveau-né se couvre de « bulles », de grosses ampoules remplies de sérosité.

Depuis 1985, l'association qui lutte contre cette affection cherche à sensibiliser la population et les pouvoirs publics, à promouvoir la recherche ainsi qu'à venir en aide aux personnes atteintes. « Les malades doivent non seulement faire face aux handicaps qu'entraîne cette maladie mais aussi aux préjudices de l'entourage frappé par nos cicatrices peu esthétiques », remarque M. Jean-Marc Rigade, président de l'association.

On estime entre dix et quinze mille le nombre de personnes atteintes, en France, par cette affection qui recouvre, en réalité, dix-huit types différents d'épidermolyse bulleuse. Ces types se répartissent en trois groupes distincts suivant la localisation du décollement de la peau au niveau de l'épiderme, du derme ou enfin de la zone de jonction entre le derme et l'épiderme.

Les formes les plus graves sont celles qui atteignent la jonction « dermoépidermique ». Les bulles ne cicatrisent pas et ont tendance à

s'étendre en laissant de larges zones dénudées. Elles gagnent très vite l'osphage et empêchent une alimentation normale. Les déperditions de protéines au niveau des plaies aggravent cette malnutrition. L'enfant décède rapidement des suites de cachexie ou de septicémie provoquée par la surinfection des blessures.

Beaucoup moins graves, les épidermolyse bulleuses « intraépidermiques » provoquent des décollements cutanés qui cicatrisent rapidement sans laisser de marque. Entre les deux, les formes « dermoépidermiques », dont les décollements siègent au niveau du derme, sont sévères. Les cicatrices, parfois mutilantes, peuvent entraîner une fusion des doigts ou des oreilles. L'atteinte des muqueuses, et particulièrement de la bouche et de l'osphage, est source de malnutrition, d'anémie et de retard de croissance.

### Mener une vie normale

« Nos blessures s'apparentent à celles des grands brûlés et notre fragilité cutanée nous impose des contraintes permanentes », explique M. Rigade, lui-même atteint d'une épidermolyse bulleuse dermoépidermique. Je ne peux pas prendre de bain, par exemple, sous peine d'y laisser une partie de ma peau. Le poids des vêtements au niveau des zones de friction comme les épaules provoque également des plaies... »

Aujourd'hui, il se bat pour mener une vie normale. Son métier d'analyste-programmeur est compatible avec son handicap. Il vient d'avoir un fils dont le diagnostic anténatal a confirmé qu'il n'était

pas atteint d'épidermolyse bulleuse.

Dans les formes graves, cette affection se transmet sur le mode autosomique récessif : deux parents, porteurs du gène défectueux, ont un risque sur quatre, à chaque grossesse, de mettre au monde un enfant atteint. Pour les formes plus simples, c'est un parent malade qui transmet, statistiquement, à un enfant sur deux, la maladie. On parle de mode « autosomique dominant ».

### Des greffes de « peau vivante »

« L'introduction du diagnostic anténatal a profondément modifié la vie des familles à risque. En l'absence de diagnostic, les couples à risque ont tendance à éviter ou à interrompre une grossesse », explique le docteur Claudine Blanchet-Bardon, qui pratique ces diagnostics depuis 1982 au centre d'étude et de traitement des maladies génétiques à l'expression cutanée (hôpital Saint-Louis, Paris).

Des fragments de peau, prélevés sur l'embryon à la maternité de Port-Royal, à partir de vingt semaines de grossesse, sont analysés par le centre afin d'établir le type d'épidermolyse bulleuse en cause. Pour l'heure, l'absence d'identification des gènes impliqués dans cette maladie - on pense qu'il existe un gène différent pour chaque forme d'épidermolyse - ne permet pas de faire de diagnostic plus précis.

Il n'existe pas, actuellement, de traitement spécifique des épidermolyse bulleuses héréditaires. La mise au point des techniques de reconstitution de peau humaine in

vitro ouvre toutefois des perspectives thérapeutiques pour les formes dermoépidermiques et épidermiques bulleuses. Un programme de recherche, développé par l'équipe du professeur Louis Dubertret, directeur de l'unité INSERM 312, vise à greffer une peau humaine reconstituée suivant la technique du derme-équivalent.

Tout d'abord, le derme est obtenu en laboratoire à partir de fibroblastes, les cellules constitutives du derme, mélangés à du collagène. Ensuite, l'épiderme est reconstitué sur ce derme-équivalent, à partir de cellules épidermiques prélevées sur le malade. Développée depuis quelques années en France, cette technique a déjà donné lieu à plusieurs greffes de peau chez les grands brûlés et les patients atteints de nevi géants, de grandes taches cutanées. Elle a donné des résultats intéressants en autogreffe - les fibroblastes sont prélevés sur le malade lui-même - mais on connaît mal le degré de tolérance d'une greffe de fibroblastes d'un sujet à un autre.

« Des travaux américains ont montré qu'il n'existait pas de rejet chez le rat mais ce problème de compatibilité devra être résolu chez l'homme. Et, il faudra attendre plusieurs années avant de préciser cet espoir de guérir localement les lésions cutanées en remplaçant les fibroblastes défectueux par des fibroblastes normaux », estime le professeur Louis Dubertret.

MARTINE LAROCHE

(1) Epidermolyse bulleuse : association d'entraide (EBAE), BP 171, 35003 Rennes CEDEX. Tél : (091) 53.82.37.

## Nucléaire : la Suisse prend son temps

BERNE

de notre correspondant

Sans claque la porte au nucléaire, les électeurs suisses ont assez clairement exprimé, dimanche 23 septembre, lors d'un triple vote sur la question, la méfiance, sinon les craintes, que leur inspire l'énergie atomique (le Monde du 25 septembre).

Par 52,9 % de « non », ils ont certes rejeté une initiative populaire réclamant la désaffectation des cinq centrales actuellement en service. En revanche, par 54,6 % de « oui », ils ont approuvé un moratoire de dix ans pour la construction de centrales ou de nouveaux réacteurs thermiques. Plus nettement encore, ils se sont prononcés par 71 % de « oui » pour un article constitutionnel visant à promouvoir les économies d'énergie.

A Genève, 65 % des votants se sont prononcés en faveur de l'abandon du nucléaire, et 69,2 % pour le moratoire. La proximité du surdéfendeur de Creys-Malville, situé à soixante-dix kilomètres de la ville de Calvin, n'est sans doute pas étrangère à ce résultat. Paradoxalement, les communes de Suisse alémanique, où se trouvent les centrales nucléaires, n'ont pas affiché les mêmes inquiétudes.

Malgré l'importance de l'enjeu pour l'avenir énergétique du pays, la participation au scrutin n'a pas dépassé 39,2 % pour l'ensemble de la Confédération. S'ils n'ont pas entièrement

atteint leurs objectifs, la gauche et les écologistes, qui avaient lancé ces deux nouvelles initiatives pour « sortir du nucléaire », se montrent satisfaits. Ils ont réussi à faire passer leur projet de moratoire. Ce résultat est d'autant plus remarquable que c'est la dixième fois seulement qu'une proposition de révision partielle de la Constitution fédérale a été demandée par cent mille citoyens - fait la majorité du corps électoral et des cantons.

Dans leur campagne, les anti-nucléaires ont mis l'accent sur les dangers inhérents à l'élimination des déchets et sur l'intérêt d'une autre voie - les énergies renouvelables - pour la production d'électricité « rationnelle et compatible avec l'environnement ». Rappelant que l'énergie nucléaire fournit environ 40 % de la production d'électricité du pays, le gouvernement avait fait valoir qu'il était illusoire de prétendre remplacer en peu de temps le nucléaire par des énergies de substitution.

« En cas d'abandon du nucléaire, expliquaient les compagnies d'électricité, la Suisse devrait importer encore davantage, ce qui serait hypocrite, puisque le courant acheté en France est, en grande partie, produit par des centrales atomiques... »

Malgré les moyens mis en œuvre par le lobby nucléaire, qui aurait investi près de 60 millions de francs suisses dans sa campagne, ces arguments n'ont été que partiellement entendus.

JEAN-CLAUDE BUHRER



# L'arbre un et divisible

Les végétaux ligneux figurent parmi les organismes les plus complexes du monde vivant. On commence tout juste à le découvrir

Il y eut cette hypothèse, étonnante, selon laquelle le bois d'un arbre n'est pas un tout homogène. Il y eut une étude réalisée dans le Nord canadien, où l'épave d'un avion permet de retracer les grandes phases climatiques des six cents dernières années. Il y eut, surtout, cette découverte extraordinaire d'un zoologue sud-africain : en cas d'agression, l'acacia serait capable, par messages chimiques, de prévenir du danger les arbres qui l'entourent (le Monde du 14 septembre 1990). Bref, il y avait des révélations, des polémiques et beaucoup de travail en perspective lors du deuxième Colloque international sur l'arbre, organisé du 10 au 15 septembre par l'Institut de botanique de Montpellier.

Organisé par le même Institut en 1985, le premier Colloque international sur l'arbre avait donné le coup d'envoi à une nouvelle approche des végétaux ligneux. Le second, qui a réuni plus de deux cents spécialistes du monde entier, confirme avec force cette tendance : l'arbre n'est plus considéré désormais comme la somme de ses parties, mais comme un individu à part entière. Un être comptant parmi les plus complexes du monde vivant, dont les us et coutumes, pour l'essentiel, restent à découvrir.

L'arbre, un inconnu... Qui l'eût cru? Même un enfant s'y tromperait, qui, d'une main sûre, trace le tronc, les branches et les feuilles. Mais, pour les chercheurs, il en va tout autrement. Comment la plante, à partir d'une graine, est-elle capable d'acquiescer à une cime majestueuse à l'état adulte, puis de régresser lors de la sénescence? Quelles sont les étapes de ces transformations? Quelle est la structure d'un arbre, comment se

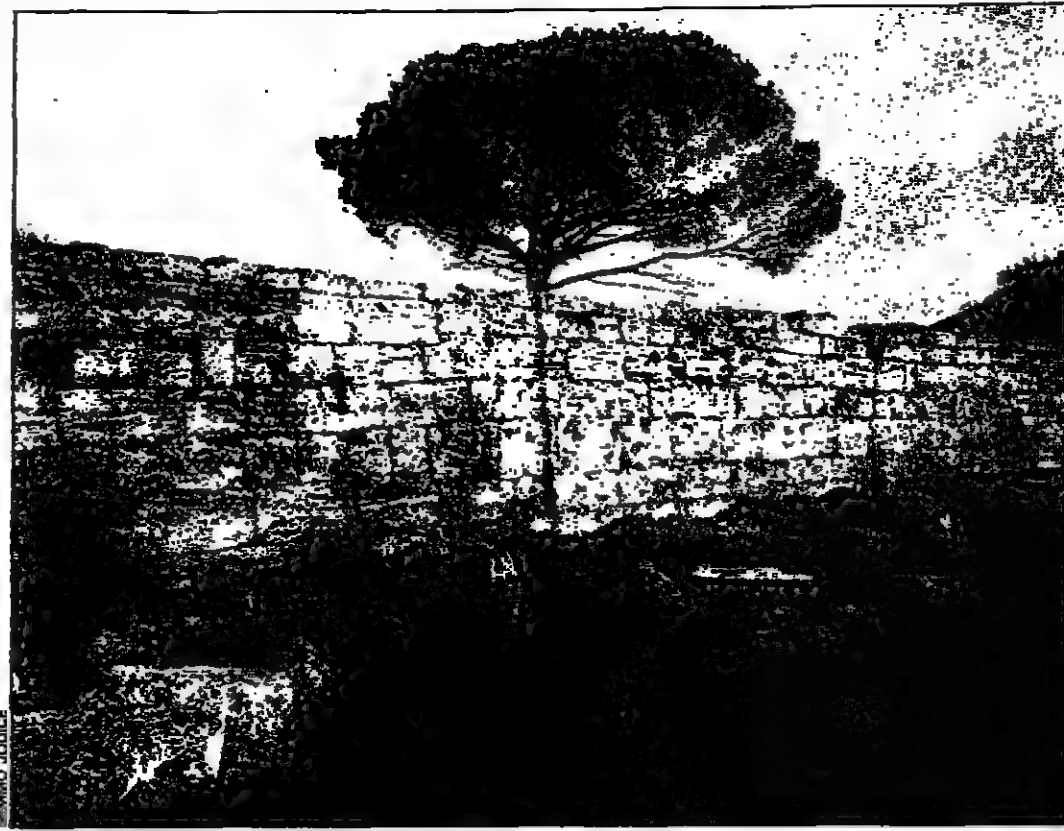
développe-t-elle? A toutes ces questions, la science commence tout juste à apporter un début de réponse.

« Nul n'est capable, par exemple, de décrire avec exactitude l'architecture d'un chêne ou d'un hêtre! », s'exclame Claude Edelin, botaniste à l'Institut de Montpellier et coorganisateur du colloque. « On est donc loin de savoir comment ces formes se mettent en place et de comprendre ce qui les détermine! » Enjeu économique et écologique, l'arbre devient également un véritable défi scientifique, dont certains n'hésitent pas à affirmer que « son étude nous apportera des données de base aussi importantes que la biologie moléculaire dans les années 1960 ».

L'aube de ce renouveau, en fait, remonte à une vingtaine d'années. Jusqu'alors, l'arbre en tant qu'être vivant n'avait guère retenu l'attention des scientifiques, trop occupés à percer les mystères de sa floraison, de sa croissance ou de sa reproduction. Les plus calés en la matière restaient finalement les sylviculteurs et les arboriculteurs, dont la « main verte » transmet, au fil des générations, une connaissance empirique accumulée depuis des siècles.

## Modèle architectural

Tout change au début des années 70, avec les travaux réalisés par deux botanistes, le Français Francis Hallé (université de Montpellier) et le Néerlandais Roeloff Oldeman (université de Wageningen). Etudiant la croissance d'espèces tropicales, les deux chercheurs émettent l'hypothèse suivante : les arbres, à en croire leur architecture, peuvent être classés en une vingtaine de grandes familles.



« Seulement une vingtaine, alors qu'il existe des milliers et des milliers d'espèces », se récrient aussitôt les sceptiques. « L'ingratitude de la nature », confinent les deux iconoclastes. Et d'expliquer aux incrédules le concept-clé de leur théorie, que les botanistes du monde entier qualifient désormais de « modèle architectural ».

Décrire l'architecture d'un arbre, cela consiste à définir les rapports existant entre ses multiples organes, aux différentes étapes de sa vie. La tige, structure de base, est surmontée d'un méristème, ensemble de tissus indifférenciés qui donnera naissance aux feuilles ou aux fleurs. Partant de là, tout ou presque semble possible : la tige peut pousser en longueur, donner naissance à des branches plus ou moins nombreuses, plus ou moins ramifiées, plus ou moins feuillues... Pour peu que l'on tienne compte également de l'orientation que prennent ces axes — tronc et branches — les uns par rapport aux autres, on obtient, apparemment, en combinant ces différents paramètres, une quantité incalculable de modèles architecturaux.

La intervention, précisément, la surprenante découverte de Hallé et Oldeman : loin d'atteindre des mille et des cents, vingt-trois de ces modèles suffi-

sent en réalité pour décrire l'ensemble de la flore. En d'autres termes, l'arbre adulte, quels que soient la complexité et l'apparent désordre de sa forme, peut être subdivisé en unités élémentaires, identiques les unes aux autres et appartenant à l'une des vingt-trois familles de base. C'est à partir de cette forme élémentaire que les arbres grandissent et se diversifient selon ce que les botanistes appellent un phénomène de « réitération ».

Trop simple pour être vrai? La réalité, certes, est un peu plus complexe. « Ces vingt-trois modèles ne constituent pas des entités que l'on ne peut transgresser, précisent les spécialistes (1). Chez certains végétaux, par exemple, comme l'agave, on constate que les individus changent de mode à un moment précis de leur vie. Chez d'autres, comme le cecropia, l'architecture paraît intermédiaire entre celles de plusieurs modèles. Il n'empêche : en offrant pour la première fois aux chercheurs un outil capable d'appréhender dans son ensemble la croissance des végétaux, la théorie des modèles architecturaux promettrait, dès son élaboration, de révolutionner la science de l'arbre ».

Vingt ans plus tard, c'est chose faite. « Après un temps d'incertitude, cette vision radicalement nouvelle a fini par secouer l'ensemble de

la communauté scientifique », raconte Claude Edelin. On s'est brusquement rendu compte qu'étudier une fleur ou un bourgeon hors de son contexte biologique — ce que l'on faisait depuis des décennies — revenait à étudier un pied humain sans tenir compte du reste du corps! A remettre ainsi les pièces du puzzle dans leur cadre, les chercheurs eurent rapidement d'agréables surprises. En matière de floraison par exemple, domaine dans lequel ils obtenaient jusqu'alors, à force d'oublier de considérer l'arbre dans sa globalité, des résultats apparemment incompatibles.

Grâce au mariage des modèles architecturaux et informatiques, il suffit désormais d'un écran d'ordinateur pour simuler la croissance d'une plante, prévoir son comportement et sa production. Une mine de renseignements pour les agronomes ou les paysagistes, de plus en plus nombreux à recourir au logiciel mis au point, à Montpellier, par une équipe du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) (2).

Mais il ne suffit pas, hélas, de simuler la pousse d'une plante sur ordinateur pour comprendre les lois biologiques sur lesquelles elle repose. En matière de morphogénèse végétale, rien ne remplace l'étude expérimentale, la recherche sur le terrain. « Prenez les racines », poursuit Claude Edelin. « Ce que l'on sait d'elles, aujourd'hui, se résume en un énorme point d'interrogation! » Il paraît beaucoup plus simple, en effet, de lever la tête pour étudier les branches que de creuser la terre...

## La timidité des arbres

« A force de ne pas les étudier, on a longtemps cru qu'on pouvait faire l'arbre n'importe quel aux racines, rattaché à Claire Edelin. Et l'on commençait seulement à réaliser que celles-ci, beaucoup moins opportunistes qu'on ne le soupçonnait, possèdent leurs propres caractéristiques qui les rendent plus ou moins aptes à s'adapter à tel ou tel milieu. » Chercheuse à l'Institut de Montpellier, Claire Edelin est une des rares botanistes à avoir eu le courage de s'attaquer à l'étude du système racinaire. Platanes ou espèces tropicales, elle extrait patiemment les mille et une racines des arbres adultes. Un travail d'archéologue en herbe, qui commence à la pelle et se termine, bien souvent, à la brosse à dents...

De ces recherches, encore balbutiantes, ressort déjà l'essentiel : comme la partie aérienne, le système racinaire des arbres possède ses propres lois architecturales que l'on pourra sans doute, d'ici quelques années, simuler sur ordinateur. A mesure que l'arbre retrouve — sur le plan scientifique — son intégrité, apparaissent ainsi différents niveaux d'organisation. L'architecture de l'arbre adulte, on l'a vu, peut en effet se ramener à la répétition en plusieurs exemplaires d'un « mini-arbre » de base. Individu unique au début de sa croissance, l'arbre devient ainsi une « colonie » de structures élémentaires.

Après la cellule végétale, la structure élémentaire et l'arbre entier, apparaît enfin, avec la forêt, un quatrième niveau d'organisation du vivant. Au cours du colloque de Montpellier, Roeloff Oldeman évoquait ainsi l'étrange « timidité » de croissance dont les arbres forestiers font preuve les uns par rapport aux autres, comme s'ils se partageaient équitablement l'espace d'une même « éco-unité ». Un groupe d'individus au sein duquel l'existence de communications chimiques, similaires à celles que l'on vient de découvrir chez l'acacia, pourrait alors prendre tout son sens.

CATHERINE VINCENT

(1) La Recherche n° 207, février 1989.

(2) Baptisé AMAP (Atelier de modélisation de l'architecture des plantes), ce logiciel compte parmi les plus performants dans ce domaine. Basé sur les lois de probabilité du modèle architectural considéré, il permet de visualiser, sous forme d'images de synthèse, les étapes de croissance d'une douzaine de plantes.

## Tcheliabinsk-40 sort de quarantaine

Suite de la page 13

On aurait pu trouver la leçon suffisante. En 1991, les déchets de moyenne activité rejetés dans un lac voisin, le lac Karachay. « 120 millions de curies ont ainsi été déposés dans ce lac », regrette M. Droskko, qui ajoute que, pour des raisons techniques, il servira de poubelle jusqu'en 1994. La situation est dramatique car la pollution du lac a déjà atteint les nappes phréatiques et migre sur plusieurs kilomètres. Aujourd'hui, les responsables du centre s'attendent qu'une rivière proche, la Michelak, soit à son tour touchée. Les Américains qui, dans les années 40 et 50, ne furent pas des modèles d'écologie connaissent des problèmes identiques dans les zones où sont installés leurs centres nucléaires militaires. A preuve : le centre de Hanford qui a récemment défrayé la chronique.

### Le lac Karachay

L'ampleur du problème est telle que les Soviétiques en sont réduits à prendre des mesures provisoires avant de pouvoir mettre en place un vaste plan de décontamination. En attendant, ils déversent des blocs de béton pour diminuer la surface du lac et réduire ainsi les échanges eau-atmosphère. Le lac Karachay qui, dans les années 50, occupait une surface de 45 hectares, n'en mesure plus aujourd'hui que 20. La radioactivité, qui s'élevait à 60 rems par heure, est encore forte : 10 rems par heure. Les équipes de surveillance, protégées par des vêtements spéciaux et malgré l'épaisseur de la glace d'hiver, ne peuvent y rester plus de quelques heures.

Dans ces conditions, comment s'étonner que les Soviétiques soient avides de discuter, voire de coopérer, avec tous les spécialistes de la décontamination nucléaire? D'autant que leurs soucis ne se cantonnent pas seulement à la gestion de l'accident de Kychym et à la pollution insupportable du lac Karachay. Le lessivage par les pluies des rives et du bassin de la rivière Tcha leur crée quelques soucis supplémentaires.

Pour éviter que la contamination de cette rivière ne s'étende, les Soviétiques l'ont détournée de son cours en amont de la pollution pour la faire se déverser dans un canal de dérivation qui, une fois la zone dangereuse évitée, se jette quelques kilomètres plus loin dans le lit de la rivière. Cette mesure a contraint toutefois les autorités à créer, dès 1951, une série de barrages sur l'ancien lit de la Tcha. Quatre ont été érigés et un cinquième est prévu pour recevoir les trop-pleins des précédents.

De cette manière, les responsables du centre estiment que 90 % des radionucléides attachés par les intempéries aux rives polluées de la rivière sont retenus dans les 380 millions de mètres cubes d'eau de ces réservoirs, porteurs, hélas! de 200 000 curies de matières dangereuses (4). Comment

s'en débarrasser? Le plan que les Soviétiques avaient projeté ne peut plus être appliqué du fait de la très grande méfiance des habitants de la région à l'égard des techniciens de Tcheliabinsk-40.

Ils envisageaient en effet de construire à proximité du troisième réservoir deux réacteurs surgénérateurs de 800 mégawatts (BN-800). Cette centrale nucléaire, baptisée Oural sud, aurait alors fourni de l'électricité à une région qui en manque mais aurait surtout pompé et évaporé l'eau polluée des réservoirs pour récupérer ainsi la forme solide plus facile à traiter.

Malheureusement pour les technocrates, la vérité sur l'accident de Kychym, la pollution de Tcheliabinsk-40 et la catastrophe de Tchernobyl ne favorisent pas l'implantation d'une telle centrale. Le chantier de ces deux réacteurs a donc été aussitôt stoppé, laissant un sacré problème sur les bras des responsables du centre (5).

### Ne pas être rejetés

« Nous avons hérité d'un problème bien délicat », commente, l'acajou, M. Evgeni Rychkov, spécialiste de l'écologie et responsable depuis peu d'un poste tout nouvellement créé de relations publiques. Mais, sous prétexte de cette terrible pollution héritée d'une époque où seule la politique décidait, il ne faut pas que les gens de ce centre deviennent des outiliés, des exclus. Nous sommes désormais des nettoyeurs et nous ferons notre boulot le mieux que nous pourrions. »

Une situation difficile à supporter. D'abord parce que ceux qui habitent dans les environs du centre savent que des recherches militaires se poursuivent à Tcheliabinsk-40 et qu'il existe un atelier de reconditionnement des combustibles irradiés produits dans les réacteurs civils VVER-440, les brise-glaces et les sous-marins nucléaires d'une capacité de 400 tonnes/an. Ensuite parce que la moitié des techniciens de ce centre, qui était à la pointe de la technologie et l'un des chouchous du gouvernement, vont devoir, du fait des accords de désarmement, se reconverter dans la fabrication moins noble d'aimants, de fibres optiques, de moteurs électriques pour la hi-fi, etc. Un constat amer : au moment où la ville secrète de Tcheliabinsk-40 s'ouvre, ce sont les autres qui se ferment.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(4) Le premier d'entre eux servait de bassin de refroidissement aux cinq réacteurs de production de plutonium du centre. Du fait de l'indivisible fissuration de quelques gaines de combustible, ces installations contribuaient légèrement à la contamination de ce réservoir. Et ce récemment encore puisque, dans le cadre des accords sur le désarmement, le dernier de ces cinq réacteurs ne s'arrêtera que le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

(5) Le premier réacteur devant être mis en service en 1991.

## L'envol des zéolithes

Sur un satellite soviétique, une expérience française a permis la fabrication de zéolithes en apesanteur

A quelque chose malheur est bon. Les derniers avatars de Columbia, la navette spatiale américaine, ont permis à deux groupes de recherche du CNRS des écoles de chimie de Mulhouse et de Montpellier de prendre encore un peu plus d'avance dans le domaine de la cristallisation des zéolithes, des matériaux capables de sélectionner les molécules à partir de leur taille et de leur forme.

Les deux laboratoires ont en effet mis au point une expérience de croissance cristalline de zéolithes en apesanteur. Celle-ci vient d'avoir lieu dans l'espace, à bord d'un satellite soviétique placé en orbite à quatre cents kilomètres de la Terre par un lanceur Soyuz. L'engin a décollé le 7 septembre dernier, pour un voyage orbital de deux semaines. Nom de code de l'opération : CASIMIR, pour Catalyst Studies for Industry Through Microgravity Research.

L'expérience a été orchestrée par le CNRS, avec le soutien du CNES qui a investi 2,9 millions de francs, et de la société française Carrat en charge de la construction de l'appareil embarqué. Elf-Aquitaine, Michelin et Rhône-Poulenc, des groupes qui ont des intérêts dans le développement de ces recherches, ont également participé. L'ensemble de ces partenaires ont pris en charge 30 % du coût de l'opération, le reste du financement étant assuré par des laboratoires italiens, espagnols, allemands et japonais. Ceux-ci ont profité de la manipulation française

pour embarquer le matériel nécessaire à leurs propres expériences dans une confidentialité absolue. Ils ont été recrutés par la société Iatopace, un consortium européen dont 17 % des capitaux sont français.

Dans l'industrie, les zéolithes sont utilisées comme catalyseurs pour transformer des mélanges moléculaires, notamment dans le raffinage du pétrole. Ces cristaux, percés de trous, laissent passer certaines molécules tout en retenant d'autres. Ils permettent ainsi, par exemple, de supprimer la paraffine qui fige le gazoil brut à basse température, en filtrant les molécules indésirables. On utilise dans le raffinage pétrolier quelque 100 000 tonnes de cristaux de zéolithes par an.

### Des cristaux écologiques

Chaque année, 500 000 tonnes de zéolithes sont également utilisées dans les lessives comme agents anticatcalaires. Dans un détergent, ils vont piéger les ions calcium (qui ne moussent pas) pour ne conserver que les ions sodium (ceux qui moussent). Autrement dit, ils lavent l'eau avant de laver le linge, et ne gardent que les ions actifs, rôle jusqu'alors dévolu aux phosphates avec les problèmes de pollution que l'on connaît. Les zéolithes, eux, sont écologiques et récupérables. Ils peuvent encore être utilisés dans la fabrication de parfums, ou comme absorbants, pour sécher des gaz dans le cas d'un double vitrage. Et leurs applications pourraient bientôt être

étendues à la recherche médicale.

A bord du satellite soviétique, les chercheurs français ont fait placer un four en aluminium composé d'électrodes, dans lesquelles ont été déposés plusieurs tubes en inox remplis de gel. La cristallisation effectuée dans l'espace, en microgravité, a été réalisée par chauffage de ces tubes, sous la régulation d'un ordinateur spécialement conçu pour l'expérience. Tous les appareils avaient subi à terre des tests extrêmement poussés, afin de pouvoir résister à la montée en puissance des réacteurs et aux frottements de la rentrée dans l'atmosphère.

Pendant que se déroulait l'expérience en apesanteur, un appareil identique effectuait la même manipulation, en temps réel, dans les locaux parisiens de la société Carrat. L'objectif : simuler les chocs et les variations de température produits par l'envol de la fusée. Une fois récupérées, les informations fournies par les disquettes de vol permettront de réaliser une troisième expérience au cours de laquelle les universitaires reproduiront, cette fois-ci, les conditions réelles de perturbations enregistrées à l'intérieur du satellite.

### Une longueur d'avance

Si tout se passe bien, cette expérience devrait permettre de produire des cristaux plus gros et plus parfaits que ceux obtenus dans des conditions de gravité terrestre. La formation de zéolithes est habituellement altérée par l'instabilité du milieu ambiant, ce qui ne doit pas être le

cas dans l'espace. S'il s'avérait que les zéolithes créés en apesanteur étaient similaires à ceux obtenus en laboratoire, les chercheurs en déduiraient qu'ils ont atteint leur seuil optimal de fabrication.

Dans le cas contraire, ils pourraient enfin disposer de cristaux de référence. L'analyse des résultats permettra également de vérifier si l'organisation des cristaux dans l'espace répond aux mêmes phénomènes convectifs que ceux observés sur Terre. Rien ne dit en effet que les cristaux se formeront de la même manière et que leur structure sera identique : dans l'espace, tous les composants des zéolithes possèdent le même poids, ce qui n'est pas le cas sous l'effet de la gravité.

Autant d'incertitudes auxquelles les chercheurs vont sans doute pouvoir bientôt répondre, même si les applications industrielles de ces nouveaux échantillons, en tout état de cause, ne sont pas pour demain. Quelle que soit l'issue de cette première mondiale, le CNRS est actuellement le seul organisme de recherche à avoir créé des cristaux de zéolithes en apesanteur. Une sérieuse longueur d'avance pour la France sur ses concurrents directs américains qui, handicapés par les priorités données aujourd'hui aux militaires et à l'exploration spatiale, n'ont pas encore pu pousser aussi loin qu'ils le souhaitaient leurs travaux dans ce domaine.

JACQUES MONIN

555 من الرصيد

Un m

Elle

Dans toi  
Paris



SCIENCES • MEDECINE

# Un marché à ciel ouvert

Les Américains et les Européens négocient pour se partager le secteur des lancements de satellites civils

**D**U département d'Etat à celui du commerce en passant par celui de la défense, les États-Unis sont représentés. Une quinzaine de délégués américains se sont rendus lundi 24 et mardi 25 septembre au siège de l'Agence spatiale européenne (ESA) à Paris. Face à eux, des membres du Conseil de l'ESA (1), et des responsables des services administratifs et juridiques de l'Agence européenne. But de la réunion : enterrer définitivement une vieille querelle. La première d'une longue série de négociations officielles pour tenter de définir les règles de la route, comme disent les Américains. Le « code de la route » — ou, plutôt, de bonne conduite — du marché des lancements de satellites civils sur lequel les deux continents s'affrontent depuis plus de six ans avec, pour l'instant encore, un net avantage à l'Europe.

L'ouverture de ces pourparlers officiels marque la reconnaissance tardive de l'étonnant succès européen. « Quand, en 1978, nous avons lancé les études qui devaient aboutir à la création d'Arianespace, la première compagnie de lancement de satellites de droit privé au monde, la majorité des spécialistes trouvaient cette idée totalement saugrenue », se souvient M. Frédéric d'Allest, initiateur et ancien PDG d'Arianespace. Pourtant, dès 1981, un an après sa naissance, Arianespace signait son premier contrat pour le lancement d'un satellite américain. Et, en 1985, la société européenne avait conquis de haute lutte 50 % du marché mondial, une part que, depuis, elle n'a jamais lâchée (2).

Il faut reconnaître que les Américains avaient, pour leur part, fait le mauvais choix en misant tout sur la navette qui, affirmait-ils, devait diviser par dix le coût des lancements. Aujourd'hui, la NASA a dû se rendre à l'évidence : un vol de navette revient (d'après les chiffres officiels) à environ 450 millions de dollars, contre 120 millions de dollars pour un tir du modèle le plus puissant d'Ariane. Sans parler des problèmes techniques qui cloquent actuellement au sol Columbia et ses sœurs.

## Contre-attaque américaine

Les industriels de l'espace américains réagissent assez violemment face à ces Européens entrepreneurs venus chasser sur leurs terres. Le 9 juillet 1984, Transpace Carriers Inc., une société privée — disparue depuis — qui tentait de s'implanter sur le marché des « transports spatiaux », attaquait Arianespace pour concurrence déloyale. La requête accusait la firme européenne d'être indirectement subventionnée par les États membres de l'ESA, ce qui lui permettait, estimait Transpace Carriers Inc., de pratiquer des prix de dumping pour conquérir le marché américain.

Cette démarche aboutit à l'ouverture d'une enquête administrative par les services du commerce américains. Un an de tracasseries, ponctuées d'auditions devant le Sénat et la Chambre des représentants américains, commençaient pour les responsables du spatial européen. « Nous avons joué le jeu, et ouvert tous nos dossiers », se souvient M. Georges Van Reeth, directeur administratif de l'ESA. Difficile de faire autrement sans risquer de perdre les premiers acquis. La patience des Européens fut récompensée : le 17 juillet 1985, le président Ronald Reagan signait une déclaration précisant que les pra-

tiques des États membres de l'ESA « ne constituent pas une gêne ou une restriction pour le commerce des États-Unis ».

L'affaire était apparemment classée. Mais les industriels américains n'ont jamais vraiment enterré la hache de guerre. Ils continuent de mener autour d'Ariane — et pour les mêmes raisons — une guérilla similaire à celle qui vise l'avion européen Airbus. « Nous discutons depuis quatre ou cinq ans autour de ce thème, explique M. Van Reeth, un petit jeu du style tango : deux pas en avant, un pas en arrière. Mais il s'agitait seulement de consultations. Nous engageons lundi, pour la première fois, des négociations officielles. Une conséquence directe de la « commercial launch policy » définie par le président Bush il y a quelques semaines. Un document qui donne formellement aux représentants américains du commerce la mission de négocier des « règles de la route » avec les Européens ».

## Prise de contact

Cette première rencontre ne donnera lieu à aucune décision. « Nous nous contenterons probablement, dans un premier temps, de tenter de définir les limites : où finit le développement et où commence la commercialisation », estime M. Van Reeth.

C'est précisément le cœur du problème. Car les Américains estiment que les liens privilégiés d'Arianespace avec l'ESA et le CNES lui permettent de bénéficier de subventions déguisées. Mais, souligne un responsable d'Arianespace, dans tous les pays du monde, États-Unis compris, le développement (mise au point du prototype) d'un lanceur est subventionné par l'Etat. Comme ses concurrents américains (Martin Marietta, McDonnell Douglas et General Dynamics), Arianespace bénéficie par ailleurs d'installations de lancement (Cap Canaveral pour les premières, Kourou pour la seconde) dont elle n'a pas eu à payer les coûts de construction. Et si Ariane dispose, en principe, de la clientèle des États membres de l'ESA, les firmes américaines de transport spatial bénéficient des commandes du Pentagone, un marché autrement plus fermé, et important.

Si l'on place à part la navette, qui, de toute façon, ne lance pratiquement plus que de très gros satellites militaires ou scientifiques, les industriels américains et européens semblent, en fait, être à cet égard dans une situation équivalente. Ce que reflètent d'ailleurs les prix qu'ils pratiquent, comparables à quelques pour cent près. Cette entente tacite devrait donc pouvoir être concrétisée assez facilement dans des règles définies en commun accord, pour peu que la volonté politique y soit.

Les deux parties ont d'ailleurs tout intérêt à faire bloc face à la menace extérieure. Et l'irruption sur le marché occidental de concurrents comme les Chinois et l'Union soviétique ou l'émergence du Japon seront très certainement à l'esprit des négociateurs. « Cela n'est pas à l'ordre du jour, mais nous aurons probablement des échanges informels sur le sujet », reconnaît M. Van Reeth.

Le lanceur japonais H-2, en cours de développement, sera probablement un redoutable concurrent pour Ariane et le Titan-3 de la compagnie américaine Martin Marietta. Mais il ne sera pas prêt avant 1993 au plus tôt. Pour l'instant, le danger vient plutôt de pays comme la Chine et l'URSS, où l'industrie spatiale, totalement financée par l'Etat et étran-

gère aux lois du marché libéral, peut pratiquer des prix de dumping pour s'implanter en Occident.

Ainsi, la Chine a déjà lancé pour le consortium de télécommunications AsiaSat (basé à Hongkong) un satellite de fabrication américaine (le Monde du 10 avril), et elle doit mettre sur orbite, en 1991 et 1992, deux autres satellites fabriqués par la firme américaine Hughes Aircraft pour le compte de la compagnie australienne Ausat. Les pays de la Ligue arabe aimeraient par ailleurs que la fusée chinoise Longue marche 3 puisse assurer le lancement du troisième exemplaire du satellite de télécommunications (3), fabriqué pour eux par l'Aérospatiale (maître d'œuvre), Ford Aerospace, et quatre autres entreprises. Rien d'étonnant à cela : Pékin a financé le lancement d'AsiaSat 30 millions de dollars, environ la moitié du prix pratiqué par les Américains ou Arianespace !

S'ils offrent des places payantes aux astronautes étrangers dans leur station spatiale Mir, ou commercialisent l'emport d'expériences scientifiques sur Mir ou sur certains de leurs satellites, les Soviétiques ont, en revanche, échoué pour l'instant dans leurs tentatives de s'implanter sur le marché occidental des lancements avec leur fusée Proton, qu'ils proposent à des prix inférieurs de 20 à 30 % à ceux d'Arianespace. C'est que le gouvernement américain, invoquant la protection de technologies sensibles, s'est toujours vigoureusement opposé à laisser des satellites de fabrication américaine franchir le rideau de fer.

## Des fusées soviétiques en Australie

La parade a peut-être été trouvée avec l'apparition d'un projet, lancé récemment par la société australienne CYSA (Cape York Space Agency), à la stupéfaction des experts spatiaux du monde entier. Il s'agit, ni plus ni moins, de construire de toutes pièces un centre spatial privé à Cape York, au nord de l'Australie, pour y exploiter des fusées achetées aux Soviétiques, avec des capitaux australiens, japonais et britanniques ! CYSA a déjà signé avec la société soviétique Glavcosmos un accord lui assurant l'exclusivité de la commercialisation hors d'URSS du lanceur Zenith, aux performances comparables à celles du plus gros modèle d'Ariane-4. USBI, filiale de la firme américaine United Technologies (fabricant des propulseurs d'appoint de la navette), candidate pour assurer la construction et la gestion de ce futur centre spatial, a reçu du gouvernement américain une autorisation valable dix-huit mois pour effectuer une préétude sur le projet, affirme un responsable d'Arianespace. Cape York bousculerait toutes

les données du marché des lancements, et fascine visiblement les milieux de l'espace européen et américain. M. Claude Goumy, PDG de Matra Marconi Space a même révélé récemment qu'Auspace, filiale australienne de la société qu'il dirige, désirait participer à cette aventure, et que Matra allait assurer la compatibilité des satellites qu'il fabrique avec la fusée Zenith (4). Des déclarations qui plongent visiblement dans l'embarras les responsables du groupe Matra, actionnaire d'Arianespace, et fabricant de la case à équipement (le « cerveau ») d'Ariane.

Chez Arianespace comme à l'ESA, on affiche une solide inébranlabilité face au projet de la CYSA. Avec pour argument principal le coût prohibitif que représenterait pour des entrepreneurs privés soucieux de rentabilité la construction d'un centre de lancement que ni Arianespace ni ses concurrents américains n'ont eu à supporter : Kourou a été bâti par le CNES, Cap Canaveral par la NASA. Les promoteurs du projet de Cap York avancent le chiffre de 500 millions de dollars. « Cela me paraît très optimiste », affirme un expert européen. Et, surtout, le risque est énorme : tout est basé sur l'interdiction d'exportation des satellites américains en URSS. Que les Américains changent d'avis, et tout le projet s'écroule, car les Soviétiques seront forcément moins chers qu'eux.

Les événements qui secouent le monde rendent cette éventualité envisageable. L'exemple chinois fait d'ailleurs jurisprudence : l'accord américain pour le lancement de trois satellites leur a été échangé contre la promesse de cesser de vendre leurs missiles Silkworm à l'Iran, assure un expert européen.

Toutes ces incertitudes amènent naturellement l'ESA à aborder prudemment ce chapitre de leurs négociations avec les États-Unis. « Il faut évidemment que nous adoptions plus tard une attitude commune face aux pays qui n'appliquent pas l'économie de marché. Mais il me semble prématuré d'aborder cette question aujourd'hui », déclare M. Van Reeth. Puisse-t-il d'abord voir comment les États-Unis vont réagir à l'offre de Cape York, ou à la demande d'ArabSat pour un lancement en Chine.

JEAN-PAUL DUFOUR

- (1) Étaient mandatés par le Conseil de l'ESA : France, Grande-Bretagne, Italie, RFA, Suède et Suisse.
- (2) Avec 37 satellites à lancer, le carnet de commandes d'Arianespace est actuellement complet pour quatre ans.
- (3) Les deux premiers ont été lancés respectivement par Ariane en février 1986, et la navette quatre mois plus tard.
- (4) Air et Cosmos daté du 8 septembre 1990.

**L'ALBUM 90**  
**Le Monde**  
**PLANTU** est paru  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# RENAULT Clio

21 versions

Une Gamme Complète

Essence

3 Portes :

8 Versions

5 Portes :

8 Versions

Diesel

3 Portes :

2 Versions

5 Portes :

3 Versions

A partir de 51 800 F TTC  
RENAULT CLIO RL 1,1 L  
3 portes  
(Année modèle 1991  
Prix tarif au 13.9.1990)



**RENAULT**  
LES VOITURES  
A VIVRE

Clio à l'essai.  
Elle vous en met  
plein la vie.

Dans tout le Réseau Renault  
Paris Ile-de-France.

© PUBLICIS Paris - Ile-de-France



## CULTURE

## Mory Kanté le conquérant

Sortie de « Touma », le nouvel album du Guinéen.  
Un disque pour porter le chant mandingue dans le monde entier

Bien avant sa sortie, *Touma*, le nouvel album de Mory Kanté, a beaucoup fait jaser le village africain-parisien. On disait le musicien mandingue incapable de donner une suite à *Akwababa Beach* ! son album de 1988, dont avait été extrait *Yéké Yéké*, son unique et remarquable tube.

Les estimations les plus séduisantes circulaient à la fois sur le budget et sur la valeur artistique de *Touma*. Pour les producteurs de rumeurs, il fallait surtout exorciser la nostalgie des espoirs toujours frustrés de la *World Music*. A sa manière, conquérante, c'est ce qu'a fait Mory Kanté. Il a eu les moyens et il les a utilisés : *Touma* est un disque remarquable, par son contenu autant que par son histoire, celle d'une méthode mise au point par un artiste, Kanté, un label, Barclay, et un producteur, Nick Patrick.

Au printemps 1988, le Top 50 ressemblait à un hall d'aéroport : se croisaient une Israélienne d'origine yéménite (Ofra Haza), un Ivoirien

établi au Sénégal (Alpha Blondy), un Sud-Africain blanc (Johnny Clegg) et un Guinéen arrivé à Paris via Bamako. Avec *Yéké Yéké*, rythme diabolique et mélodie sinieuse, Mory Kanté faisait entrer le chant des griots mandingues dans les boîtes de nuit.

Tout de suite après le succès de *Yéké Yéké*, Barclay a voulu faire reprendre à Mory Kanté le chemin des studios. Mais le musicien, chef d'une immense famille qui comprend sa parentèle et celle de ses musiciens, a préféré tourner et accumuler les cachets. Finalement, ce n'est qu'en décembre 1988 qu'Eric Clermont, directeur artistique de Barclay, réussit à obtenir que Mory Kanté se mette à la réalisation de maquettes : « Je lui ai fait un cadeau intéressant », explique Clermont, « un studio domestique huit pistes ». Sur cet instrument Mory Kanté élabore une soixantaine de titres.

En trio avec Nick Patrick, le producteur britannique d'*Akwababa Beach*, Kanté et Clermont se lan-

cent dans un long processus d'élimination au cours duquel sont repêchés deux anciennes chansons du temps du Rail Band de Bamako et l'idée est du directeur artistique - *Wimowé*, un classique zoulou plus connu en France sous le titre *Le Lion est mort ce soir*. « C'était dur de m'imposer jusqu'à une chanson zoulou », dit Mory Kanté, « de garder l'initiative sur une chanson étrangère ». Le griot a écrit un texte en mandingue, un hommage à Nelson Mandela et s'est réapproprié le titre.

Carlos Santana  
à 1 200 dollars

Après la sélection, Mory Kanté et Nick Patrick ont passé trois semaines en studio, à Bruxelles, en préproduction, sans enregistrer mais en donnant aux titres retenus leur forme définitive. « Mon travail est de faire en sorte que la musique de Mory soit accessible aux oreilles occidentales », explique Nick Patrick. « Si on enregistre toutes les percussions en une seule prise, comme les Africains, ce serait un fouillis. C'est pour ça que nous avons eu recours aux ordinateurs, à la technologie des studios. »

Mais, dès le départ, la volonté de Barclay et du producteur était claire : en aucun cas on ne voulait empiéter sur le caractère africain de la musique de Mory Kanté. L'album est de bout en bout chanté en mandingue, les rythmes et les mélodies, une grande partie de l'instrumentation même (kora, balafon), sont celles de l'Afrique de l'Ouest. Ce respect croissant à mi-chemin l'esprit conquérant

du musicien : « Quand James Brown a sorti *Live At The Apollo*, dans le moindre de nos villages, là où il n'y avait pas même une ampoule électrique, les enfants en connaissaient les paroles. Je veux que le monde entier connaisse le mandingue. »

Une fois terminée la phase de préproduction, l'enregistrement a commencé à Bruxelles et s'est poursuivi à Los Angeles. Résultat, un glorieux prestige (Carlos Santana à la guitare sur un titre, Jeff Porcaro, le batteur de Toto sur deux autres) et de très lourds soupçons sur l'intégrité artistique de l'album. Eric Clermont défend ainsi son choix américain : « Il s'agissait d'abord de trouver une section de cuivres capable de maîtriser les rythmes africains. En Belgique, nous travaillions dans un studio voisin de celui du producteur de Carlos Santana. Santana est un fan de Mory, il est venu jouer pour le minimum syndical, soit 1 200 dollars. »

Le budget total du disque, environ 1 million de francs, est impressionnant, si l'on s'en tient aux critères de l'industrie française. Ce chiffre, plus du double du coût d'*Akwababa Beach*, s'explique essentiellement par les trois semaines de préproduction, beaucoup moins par l'excursion californienne. Résultat, un disque clair et puissant, immédiat et intègre. S'il trouve son public, il restera comme un poteau indicateur pour les musiciens du tiers-monde.

THOMAS SOTINEL

► *Touma* : disque, cassette, CD Barclay.



Mory Kanté a réalisé un disque « clair, puissant et intègre »

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINUTEL 36.15 CODE A37  
puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY  
Mardi 16 octobre 1990 à 13 h 30  
En un seul lot :  
**APARTEMENT**  
13, rue de Cal-Rolland  
Dans une immeuble sis  
au BOURGET (93)  
au 2<sup>e</sup> étage du bât. A composé de :  
entrée, sal. à manger, 2 chambres,  
cuisine, WC, cab. toil., cave double  
Cave au sol du bât. A  
Mise à prix : 70 000 F  
S'adresser à M<sup>rs</sup> PIETRUSZYSKI,  
avocat à l'ANJ, 28, rue Scanducci  
SCP SCHMIDT-GUIBÈRE,  
Société civile d'expertise  
à PARIS-17, 76, avenue de Wagram,  
Tél. : 47-63-20-24. - Au tribunal de  
grande instance de BOBIGNY.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE (92)  
le Jeudi 18 octobre 1990, à 14 h 30, en un seul lot :  
Dans un immeuble sis à LYON-4 (Rhône)  
16, rue Jacquard  
**APARTEMENT DE 2 PCES PRINCIPALES**  
au 2<sup>e</sup> étage, maison sur cour, avec cave  
Mise à prix : 150 000 F  
s'adresser à M<sup>rs</sup> WISLIN,  
avocats, 7, avenue de Mairie, 92100 NEUILLY-SUR-SEINE  
M<sup>rs</sup> JOHANET, avocats associés de la SCP V. NEYVEY, 43, avenue Hoche,  
75008 PARIS, tél. 47-66-03-40 (jusq. à 16 h, de 10 h à 12 h)  
M<sup>rs</sup> SEGARD, avocats, jud. 130, rue du Bâton-194, 92200 NANTERRE, au Greffe  
du Trib. de Gde Inst. de NANTERRE où le cah. des charges est déposé. Pour visiter  
les lieux, sur place le 15 octobre 1990, de 14 h à 15 h.

Vente aux enchères, Palais de Justice PARIS, lundi 1<sup>er</sup> octobre 1990 à 14 heures.  
**APARTEMENT à PARIS-16<sup>e</sup>**  
150, rue de la Pompe - 105 m<sup>2</sup> environ  
au 9<sup>e</sup> étage de l'immeuble sis au 150, rue de la Pompe  
entrée spacieuse - Salon - S. à manger - 2 chambres - deux débarras  
département - Cuis. - S. de bain - WC Chauffage central individuel  
CHAMFÈRE et de deux C. C. V. au sous-sol  
**LIBRE DE LOCATION - M. à P. : 2 500 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> COPPER-ROYER, avocats à PARIS-17, 42, rue Ampère,  
Tél. : 46-22-26-15. - Pour vis. s/p, place, le 26 septembre, de 14 heures à 16 heures.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS  
le Jeudi 18 octobre 1990, à 14 h 30, en un seul lot :  
**à VILLEMOMBLE (Seine-Saint-Denis)**  
**PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
18-20, boulevard ANDRÉ  
et un BAIL DE CONSTRUCTION  
de longue durée - 2, rue des Lilas  
**LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION**  
Mise à prix : 500 000 F  
M<sup>rs</sup> Yves TOURAINE, avocats à PARIS-8, 48, rue de Cligny,  
Tél. : 48-74-45-85 - M<sup>rs</sup> Lella BELHASSEN, liquidateur à PARIS  
144, rue de Rivoli - Visites les 6, 11, 16 octobre de 15 h à 16 h.

Vente aux enchères, Palais de Justice PARIS, lundi 1<sup>er</sup> octobre 1990 à 14 heures.  
**APARTEMENT AVEC CAVES à PARIS-13<sup>e</sup>**  
247, rue de Tolbiac et 50, rue Boussingault - 40 m<sup>2</sup> env. au 3<sup>e</sup> étage  
**LIBRE DE LOCATION - M. à P. : 400 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> COPPER-ROYER, avocats à PARIS-17, 42, rue Ampère,  
Tél. : 46-22-26-15. - Pour vis. s/p, place, le 26 septembre entre 11 heures et 13 heures.

Vente aux enchères publiques, Palais de Justice PARIS, lundi 1<sup>er</sup> octobre 1990  
à 14 heures en un seul lot :  
**42, rue du Cardinal-Lemoine à PARIS-5<sup>e</sup>**  
**APPT. au 4<sup>e</sup> - 3 p. - 27 m<sup>2</sup> - 4 m<sup>2</sup> au 5<sup>e</sup> étage  
au 5<sup>e</sup> étage de gr. p. - 4 m<sup>2</sup> au 5<sup>e</sup> étage  
**PIECE**  
**LIBRE DE LOCATION M. à P. : 350 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> COPPER-ROYER, avocats à PARIS-17, 42, rue Ampère,  
Tél. : 46-22-26-15. Vis. de jour entre 16 heures et 17 heures.**

Vente sur saisie, Palais de Justice PARIS, jeudi 4 octobre 1990 à 14 h 30 en un seul lot :  
**2 APPARTEMENTS à PARIS-10<sup>e</sup>**  
74, rue du Faubourg-Saint-Denis et 53, bd de Strasbourg  
répartis en 1 seul - 4 Pces Princs - Bât. C et 1 au 2<sup>e</sup> étage  
CAVE au sous-sol  
**Mise à prix : 100 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> J.-F. GUYOT, avocats à PARIS-2<sup>e</sup>,  
22, boulevard Saint-Germain - Tél. : 45-48-15-78

Vente s/p, Palais de Justice CRÉTEIL (94), jeudi 11 octobre 1990, à 9 h 30  
**APARTEMENT à CRÉTEIL (94000)**  
USE CAVES - 2 m<sup>2</sup> PARKING ET UN EMPLACEMENT DE PARKING  
14, rue Châtelet - Type 3 PIECE - 1<sup>er</sup> étage, Bât. 14, n<sup>o</sup> 3, 3 Pces Princs - Loggia Couvert  
**Mise à prix : 100 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> TH. MAGLO  
à CRÉTEIL (94000), 4, allée de la Toison-d'Or - Tél. : 49-80-01-85

Vente s/surection Palais de Justice PONTAISE (93), jeudi 4 octobre 1990, à 14 h  
PARCELLES DE TERRAINS ET DE BOIS à PISCOP (93330)  
dépendant d'une propriété « Le Chateau Vert » - Chemin vicinal n<sup>o</sup> 3  
**Mise à prix : 946 000 F**  
S'adresser à M<sup>rs</sup> ALANOU-FERNANDEZ, avocats associés à PONTAISE (93300)  
30, rue Pierre-Buile - Tél. : 30-30-34-34

## DANSE

## Un Angelin passe

Né en exil, Angelin Preljocaj  
rejoint les rêves du Nouveau Monde  
C'est « Amer America »

LYON

de notre envoyée spéciale

Fuyant l'Albanie, les parents d'Angelin Preljocaj ont attendu en France, pendant un an et demi, leur visa pour l'Amérique. Finalement, ils sont restés et Angelin est né.

Tout petit, il a été marqué par des histoires cent fois racontées d'exil, d'espoir, de déchirure. Il a entendu parler d'Ellis Island, devant New-York, où transiteront de 1892 à 1954 dix-huit millions de candidats au Nouveau monde, où se suicideront trois mille « refusés ».

Il a voulu parler un peu de tout cela dans *Amer America*, le spectacle qu'il vient de créer au Quartz de Brest, après un mois de résidence avec sa compagnie dans un ravissant manoir des environs, prêt par la municipalité. « Mourir un peu, c'est bien de cela qu'il s'agit, d'une fêlure de l'âme », dit-il.

Adieu  
à notre vieux monde

Le décor de Thierry Leproust est très beau, pas le contraire de ceux de Richard Peduzzi, complément suprême. Un qui, ouvert au fond sur le ciel et la mer (pourquoi pas la rade de Brest) ? occupé sur les côtés par des amoncellements de moellons noircis, de ballots, de caisses, de gros sacs de jute.

Les danseurs utilisent très bien ce décor, ils s'y affalent, s'y cachent ou en jouent, à la fin ils déménageront ces éléments pour édifier devant nous une muraille, peut-être une façon de dire adieu à notre Vieux Monde.

Lumières poétiques de Jacques Châtelet : des aurores mauves et roses, des matins blafards, une brume légère, des crépuscules vénéneux. Musique très prenante de Laurent Petit-Gand (qui collabore au film de Wim Wenders *Les Ailes du désir*), traversée d'appels mystérieux, de mugissements d'océan ou de bateaux lointains.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT :

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

## Zappa à l'Opéra

Le Lyon Opéra Ballet  
et trois chorégraphes américains  
pour la Biennale de la danse

LYON

de notre envoyée spéciale

Nous devons l'idée de cette soirée de ballets, sur les musiques orchestrales de Frank Zappa, à Kent Nagano, directeur musical de l'Orchestre de Lyon. Françoise Adret, qui dirige depuis 1984 le Lyon Opéra Ballet, et l'orchestre Loukos, son codirecteur artistique, ont obtenu l'accord de Lucinda Childs, Karole Armitage et Ralph Lemon, qui, s'il est inconnu en France, n'est peut-être pas le moins doué des trois.

Lucinda Childs ouvre le bal sur *Perfect Stranger* : c'est parfaitement raté ! L'infatigable marcheuse qui nous enchante de ses grandes enjambées plus sophistiquées qu'un programme informatif pour aller sur la Lune a créé des pas d'un académisme que ne démentirait pas Serge Lifar. Seules les couleurs des justaucorps dansent dans les lumières, éblouissantes, de Howell Binkley.

Les provocations  
de Karole Armitage

Karole Armitage a composé son travail sur du rock, réligant la musique symphonique pour un finale de dix minutes. Comme d'habitude, le meilleur côté de la pire par manque de sévérité dans

ses choix. Partant du principe que le folklore a depuis toujours nourri la danse, elle affirme qu'une go go dance, patrimoine américain s'il en est, peut jouer aujourd'hui le même rôle qu'une mazurka polonaise jadis. Elle ne se prive donc de rien, subvertissant les codes et les petits gestes symboliques des danses années 60, jusqu'au morceau final, un hymne aux cow-boys et à la high society bostonienne de la fin de siècle, avec un effet de miroir qui renvoie à l'Europe, à la *Dame aux camélias* et aux apaches des forêts.

Karole Armitage expose sa danse avec provocation et panache, mais elle en annule pour moitié l'intensité par des costumes surchargés de références, qui finissent par donner le mal de mer, à l'exception des maillots signés par Nikos.

Ralph Lemon, repéré il y a quatre ans au Centre américain dans un programme consacré aux chorégraphes noirs new-yorkais, donne ici la pleine mesure d'un talent original qui combine expressionnisme (il a été formé par la lignée Wigman aux États-Unis), formalisme et sens musical aigu.

Pieds nus, garçons et filles habillés indifféremment de pantalons larges ou de robes fluides, dans une gamme de couleurs allant du vert au jaune, interprètent avec émotion une chorégraphie très sensuelle.

Tremblements  
et franges

La gestuelle glorifie des poses venues en direct d'Hollywood ou des bas-reliefs de l'art déco. Les entrées et les sorties de scène, qui jouent avec les silences musicaux, sont particulièrement étudiées. Les alignements des danseurs sont rompus par des tremblements, des trancs, des évanouissements, des gorges renversées et des baisers.

Une lutte exquise entre le chaos et l'ordre, traversée d'une touche d'humour en accord parfait avec la grandiloquence volontaire de la musique. Ralph Lemon read supportable la musique de Zappa : « une avant-garde plutôt dépassée, du sous-Varèse », selon Karole Armitage, qui, pour cette raison, a choisi le versant rock du compositeur.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Le 25 à l'Auditorium Maurice-Ravel, 20 h 30. Lucinda Childs et sa compagnie danseront au TNP les 27 et 28, à 20 h 30.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amélie,  
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 208 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

سكنا من الوطن



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Le quotidien décalé de Muriel Robin

En trois ans, Muriel Robin a présenté deux « one woman show », l'un pendant six mois au Tintamarre, l'autre de même durée, au Splendid. La voici de nouveau seule sur scène, mais à l'Olympia.

Tête carrée, cheveux roux et ras, yeux ronds, voix rauque, son nom, Muriel Robin est une comédienne douée qui utilise un sens naturel de l'observation, une espèce de boulimie de la vie et de la tendresse derrière la bouffonnerie. Un peu Fregoli, un peu clown, elle livre une série de pièces en un acte peuplées des personnages familiers dont elle rend les névroses, les singularités, voire le tragique détourné par le jeu. Elle travaille en finesse, et prend comme champ d'invention le tissu d'un quotidien à peine appuyé, à peine décalé.

Muriel Robin construit des petites comédies de mœurs, en décalant les mots figés par l'usage (le Dictionnaire), ou bien, avec un débit de mitraillette, raconte des histoires à rebondissements multiples qui vont dans tous les sens, sautant du salon de coiffure au restaurant, à la surprise-partie...

A l'Olympia, dans un spectacle presque sans pauses, constamment réjouissant, Muriel Robin propose le meilleur de ses deux précédents « one woman show » (dont l'étonnante transformation de Ne me quitte pas, la chanson de Jacques Brel, en lettre de rupture) et cinq nouveaux sketches conçus, comme toujours, avec Pierre Palmade.

CLAUDE FLEOUTER  
► Olympia, 20 h 30, jusqu'au 30 septembre. Tél. : 47-42-25-49.

## Dans une neige d'un bleu éternel

Joël Jouanneau met en scène « les Enfants Tanner » de Robert Walser : du théâtre pur

Rarement le théâtre nous donne quelque chose d'aussi beau. Les Enfants Tanner, du Suisse allemand Robert Walser, adapté par Joël Jouanneau et Jean Launay, mis en scène par Joël Jouanneau.

Théâtre à l'état pur. Une scène vide, juste la place de jouer. Autour, des toiles peintes. Arbres, montagnes, ciel. Fais un peu à la va-vite, sans insister.

Par moments, un écran de toile transparent qui permet à des sources de lumière - lampes, bougies - de changer l'image des acteurs (ils sont sept, trois femmes et quatre hommes). Visions nettes, puis silhouettes indécises, ombres la nuit sur le mur de la chambre, traces d'un rêve ou le jet brusque d'une toile réelle, d'un tourment.

A ce moment, l'écoute et la vue de notre vie sont déblayées. Et notre for intérieur se retient à deux fils : une voix, une apparition.

Une voix. Les Enfants Tanner, c'est la voix de Robert Walser, l'une des grandes voix que nous sommes à même d'entendre. Et, quelle chance, « passé » en français par un traducteur inégalable, Jean Launay. Plutôt qu'un traducteur il fait penser à un « passeur », en effet : dans sa barque, il fait monter le poète et le conduit sur l'autre rive. En dou-cœur, sans moteur, et même sans voile. A la main, avec une branche qui effleure l'eau. D'un langage à l'autre.

La voix de Robert Walser - ne vous braguez pas tout de suite - dit une douleur. Clairement la douleur de devoir vivre. La douleur, pour certains, presque cha-

que jour, liée à chaque acte qu'il faut accomplir dès que l'on veut, par ses propres moyens, se nourrir, se couvrir, s'allonger sur quelque chose les heures de la nuit.

Juste derrière l'horizon des pages de Robert Walser, juste derrière ses arbres, se tient, voilée mais bien là, la multitude des personnes qui n'ont pas d'emploi, pas de salaire, qui ne mangent pas, n'habitent pas. Des exilés pour une grande part, mais des natifs aussi. En France, des millions. Cachés. En Suisse, en Allemagne, partout.

Et la biographie de Robert Walser nous apprend que lui-même, en 1929, a laissé tomber (il était né en 1878), et que, plutôt que dans le suicide ou dans un taudis ou dans un taillis, il s'est sauvé, réfugié, recroquevillé en boule, dans un asile. Où il est resté jusqu'au bout - sauf le matin de sa mort - il a ouvert la porte et il a couru droit devant, dans la neige. Mais ce n'est pas comme la sœur de Claudel, Camille, qui à l'hôpital psychiatrique a refusé de sculpter : Robert Walser, à l'asile, a continué d'écrire.

### Un vrai grand magicien

Ne pas avoir peur. Oui, lorsqu'il s'agit d'un réfractaire à ce point-là, d'un damné, l'entendre est pénible, d'habitude. Mais ici, entre en jeu un « signe particulier » de Walser : l'entendre fait du bien, au contraire. Vraiment, même physiquement. Tant d'émotion, dense, lumineux, paisible. Et, si l'on peut dire : d'un bleu éternel.

Une dépossession qui rejoint une espérance.

La voix de Robert Walser, de par son élévation, claire, secour, presque échantée, quoiqu'elle soit d'un timbre dur, comme la voix du Livre de Job, de saint Jean l'Évangéliste, ou bien de Kafka.

L'apparition. Nous la devons à la mise en scène de Joël Jouanneau, qui se confirme l'un des vrais poètes du théâtre. Et aux artistes dont il sait s'entourer et qu'il sait orienter, le peintre Jacques Gabel, la costumière Jeanne Gonzales, l'éclairagiste Franck Thévenon.

Et les acteurs : Philippe Demaric, généreux, inspiré, casse-cou, enchanté, conteur-funambule, alter ego de Tanner, météore inadaptable ; Marie Guitier, image, semblerait-il, d'une sœur de Walser, actrice d'une réserve violente, exprimant d'une seule blancheur, d'un seul abîme crispé, l'obésité d'une vie et l'insurrection de quelques bouffées d'air volées ; David Warrilow, dont l'art d'acteur à la précision, l'invention, la fièvre, l'« orient », de telles planches de Rembrandt, de Goya, - la voix de viol de gambe en plus ; et Yvette Théral, d'une rare élégance intérieure à manifester des instincts, des élans ; et Christian Ruché, Michel Raskine, Virginie Michaud.

L'irradiation de cette soirée repose néanmoins sur le maître d'œuvre, le metteur en scène Joël Jouanneau. Il est le contraire d'un metteur en scène de gros décor, de gros tambour, de grosse affiche, de gros tapage. Il est un vrai grand magicien de théâtre médité, sensi-

ble, sincère, de théâtre voyageur et contagieux.

Ses toiles peintes, ses lampes à alcool, ses apparitions et ses ombres, ses aveux déchirants ou consolants dans la nuit, savent, par le seul don d'artistes et d'acteurs, peupler vingt mètres de planches de tout un univers d'existences espérées ou anéanties, ou qui ont tout usé à la longue, à force. Tout cela jeté aux fibres par des gestes de mains, des éclats, par ces étincelles d'échanges entre des comédiens et des auditeurs qui sont venus ce soir, chercher quoi ? Joël Jouanneau, le théâtre, c'est tout.

MICHEL COURNOT

► Théâtre de la Bastille, salle du bas, du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 17 heures. Jusqu'au 28 octobre. Tél. : 43-57-42-14 ou Festival d'automne : 42-96-12-27.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5355

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

1. Ce ne sera certainement pas lui qui accueillera notre dernier souffle. II. On ne peut certes pas dire qu'elle ne ferait pas de mal à une mouche. Ne révèle aucune identité. - III. Nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à en faire tout un plat. Donne lieu à d'incessants passages. - IV. On lui donne du fil, certes, mais pas à retourner. - V. N'a pas l'habitude d'agir à la hâte. Contenant, ou contenu. - VI. Note. Qui n'a donc certes pas été épousée. - VII. Abréviation. N'ont pas à craindre de se faire rabattre le caquet. - VIII. Qui ne brûle donc pas facilement. - IX. A au l'occasion de faire plus d'une touche. Sigle. - X. Importante voie d'eau. Est plus ou moins coulant. Avec lui, tout est possible. - XI. Constituait un moyen d'accès.

VERTICALEMENT

1. Fut dans l'obligation de prendre le taureau par les cornes. Employé pour l'entretien. - 2. Mal vu par celui qui a fait certaines réserves. A ne pas mettre entre les mains de celui qui veut jeter la pierre. - 3. Ce n'est pas pour jouer qu'on y donne les cartes. - 4. Note. Prouve qu'on a peut-être frappé trop fort. Pris en main pour mettre sur pied. - 5. Est tout près de l'eau. Placée sur certaines « îloles » et « carafes ». - 6. Aide à voir plus clair. Qui a donc fait plus que soulever un coin du voile. A fait connaître de belles choses. - 7. Formé pour exécuter. - 8. Rien d'étonnant à ce qu'elles soient sur le gril. - 9. Spécialités d'huîtres et de moules. De quoi être gonflé.

Solution du problème n° 5354

Horizontalement

1. Révisions. - II. Éléante. - III. Tornade. - IV. Ré. tre. Pl. - V. Avisées. - VI. Union. Nus. - VII. Serment. - VIII. Enorme. - IX. Enns. Néon. - X. Anet. - XI. Amène. Su.

Verticalement

1. Retrousser. - 2. Eloi. Ne. - 3. Ver. Air. Nom. - 4. Ignivomes. - 5. Saennan. An. - 6. Indes. Nonne. - 7. Oie. Entrée. - 8. Né. Peu. Mots. - 9. Miss. En.

GUY BROUTY

## BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

## Qu'en pense Bénazet ?

vignoble réputé du Médoc, et donnant, devant le château de Beycheville refait à neuf, un concert de clavecin baroque. Pour l'heure, la GMF, holding de la FNAC, entre autres affaires culturelles, garde 60 % du cru et anime sur place une mini-Villa Médicis ; mais à terme ? Le descendant des Frontenac se défendant de croire au « péri jeune » tout en le redoutant, se souvenant de xénophobie et y cédant, parce que, enfin, si Langon devenait Osaka, ce serait fait d'un certain humanisme vieillu en fûts depuis Montaigne... Cet article, quel régal c'eût été !

L A formation de l'opinion ne pût pas seulement du manque de chrétiens lyriques comme Mauriac, ou Clavel à sa suite. De Gaulle parlait du haut d'un autre Absolu, la France : quels commentaires lui auraient dictés, sur le Golfe, son attachement pour les Arabes et son antiaméricanisme ? D'autres transcendances ont perdu la voix, telle le marxiste, depuis que son incarnation sur terre, la Russie, plétine les théories fondatrices. Du coup, plus aucun dialecticien matérialiste n'ose incriminer le poids du complexe militaro-industriel américain dans les décisions de M. Bush ; et pourtant !

Naguère, quelque « anar » fort en gueule aurait insinué que les états-majors occidentaux, délivrés des ennemis à l'Est, privés de méchants « rouges » pour leurs manœuvres d'automne, et ayant horreur du vide autant que la nature, étaient peut-être en manque de démons à terrasser, raison d'être de leur métier et de leurs budgets. Un pacifiste aurait fustigé une certaine manie de la gauche exaltationnaire. « Quoi ? Vous poignardez nos soldats dans le dos ? », se serait indigné le Barres de service ; à cela près qu'il y a dorénavant pléthore de barresillons pour jouer ce rôle.

Ces vaines disputes n'auront plus lieu. La taille des systèmes clés en main a discrédité les généralistes, les assauts de principes sacrés, les beaux cris et autres blabla, jetés avec l'eau du bain, d'où la vérité ne sort plus qu'habillée à la dernière mode médiatique. Nos bons esprits sont occupés à « communiquer », paraît-il. Néant de pensée garanti, cette « communication », nouvel alibi de la propagande ! Qu'importe : on ne peut pas tout faire à la fois, « concevoir » et cogiter.

J E remuais cette nostalgie des forums, en shootant dans les marrons de la route, l'autre soir, quand je me suis avisé qu'un de nos grands philosophes, Michel Serres, partageait ma promenade, entre le château japonais de Beycheville et la Gironde, vers qui nous attirait une même hantise des appareillages.

## DIAGONALES

### «D» OMMAE, nous ne lirons jamais l'raison funèbre que lui aurait inspirée la mort de de Gaulle !

Ce fut un des premiers commentaires, quand survint, il y a vingt ans, la mort de François Mauriac. De fait, lorsque de Gaulle disparut à son tour, deux mois après son défenseur le plus éloquent, plus vibrant que Malraux lui-même, la fameuse voix rauque manquait au concert. La vie de l'esprit est pleine de paroles qu'on aurait rêvé d'entendre, et dont nous privent, à très peu près, les chassés-croisés du destin.

A propos des événements, aussi, on enrage de certains silences. Vivant aujourd'hui, Mauriac aurait-il fini par lever le nez de ses manuscrits, par porter le regard au-delà de la char-mille de Malagar, et par évoquer le Golfe ? Il est tentant de risquer un pastiche du Bloc-Notes :

«... De jeunes amis me pressent de parler, en cet automne admirable, à l'heure où commence la vendange (trop de sécheresse, me dit-on, le cru ne sera pas mémorable). Parler ! Il y a si longtemps qu'on m'en prie, à propos de toutes choses, et que je m'y contrains, alors que rien n'a plus d'importance pour moi, désormais, que la Vérité au bout de mes mains tétanisées, que le roi de lumière sous la porte... » Et l'oracle serait tombé quand même, ni plus ni moins informé que d'autres, à peine mieux raisonné, mais évidemment repris par des milliers de lecteurs influents, parce que conçu solitairement et selon des références n'appartenant qu'à lui.

Le style de Mauriac, reconnaissable entre tous, donnait une force particulière à son opinion, mais il n'aurait pas agi à ce point sans le réseau de constantes qui soutenaient, chez lui, fond et forme. On a beau dire, cela aide à élever le débat, et à convaincre de relater la moindre actualité à une transcendence, à de l'intemporel. Rapports aux chuchotements d'une messe matinale rue de la Source, à la vaillasse rouge des tabernacles, à des souvenirs de première communion, les bruits et les fureurs du monde prennent un éclairage plus majestueux, outre que la distance ainsi prise fût la prose. La pensée gagne en ampleur et en drapé si la référence au Ciel se double d'allusions à un terroir chéri, aux travaux des champs, à la ronde des saisons. La foi en un Dieu réglementant et pardonnant nos conduites, c'est pain béni pour dire le Bien et le Juste. Il n'y a guère de jugement fort à attendre de qui n'exerce pas, contre soi, quelque contrainte.

Réflexion faite, Mauriac eût été meilleur sur la basilique de M. Houphouët-Boigny et sur l'inauguration par le pape de ce Saint-Pierre en sucre d'orge qu'au sujet du Golfe. Il aurait donné libre cours à son goût pour la correction fraternelle, à son mépris des compromissions pharisiennes. Un autre événement symbolique lui aurait frotté la sang et la plume : la semaine dernière, à deux pas de Malagar, des Japonais prenant des parts dans un

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

FONDATION ROYALMONT (Val-d'Oise) Samedi 29 septembre Rens. : (1) 30-35-30-18 (p.a. Nord-Paris) Musique)	<b>HAENDEL</b> 17 h : « HAENDEL SANS PERLUCE » Bott. Ragon, Maigret, Zylberajch, Cocart 19 h : TAMERLANO Orch. Symphonie de la C.E. Romen, Chéris, Eshman, Adès, Smith, Launay
SALLE GAVEAU Lundi 1 <sup>er</sup> octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	J.M.F. Prod. <b>ERIC LE SAGE</b> 1 <sup>er</sup> prix Schumann 89 BETHOVEN, SCHUMANN
TH. CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 1 <sup>er</sup> octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	<b>MUSCZYŃSKI</b> <b>HORSZOWSKI</b> BACH - BETHOVEN CHOPIN
SALLE GAVEAU Mardi 2 octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	J.M.F. Prod. GRAND RENDEZ-VOUS Mons <b>LYMPANY</b> Piano CHOPIN - SCHUMANN DEBUSSY
THEATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 2 octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	<b>BACH VARIATIONS</b> <b>GOLDBERG</b> <b>FELTSMAN</b> Piano
ÉGLISE St-MEDARD Mardi 4 octobre 20 h 45 Rens. : tél. 43-23-21-75 (p.a. Val-de-Marne)	<b>FETES D'AUTOMNE</b> du V <sup>e</sup> arr. <b>SOREE BACH</b> avec la Grande Église et la Chambre de Roi PAUL ESSWOOD Contre-Ténor
CHATELET Théâtre Mardi 4 octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	<b>ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA</b> Dir. Jeffrey <b>TATE</b> Sol. : Mitsuko <b>UCHIBA</b> BETHOVEN 1 <sup>er</sup> -Cto, 3 <sup>e</sup> symph.
Salle PLEYEL 7 oct. 17 h Loc. Salles Pleyel (Klesger)	<b>KUENTZ</b> <b>HAENDEL</b> FEUX D'ARTIFICE <b>MOZART</b> <b>REQUIEM</b>
CHATELET Théâtre Mardi 4 octobre 20 h 30 (p.a. Val-de-Marne)	<b>INDIE MUSICALE</b> Françoise <b>POLLET</b> CLAUDE LAVOIX Piano DUPARC, WOLF - STRAUSS
AUDITORIUM CHATELET Mardi 9 octobre 19 h (p.a. Val-de-Marne)	Mania <b>DEVIA</b> Piano MOZART - ROSSINI BELLINI
Salle PLEYEL Mardi 30 octobre 20 h 30 Loc. Salles 11 h à 13 h 15 h à 18 h 18 h à 20 h FNAC Vierge-Share Ez. Chéris (Val-de-Marne) (p.a. Montargis)	<b>ORCHESTRE philharmonique de VIENNE</b> Dir. : Riccardo <b>MUTI</b> BETHOVEN - BRAHMS La tournée de l'orchestre Phil. de Vienne est présentée par DANIELS-REIZ

**MAISON DE LA POESIE**  
Lectures  
spectacles  
expositions  
**36 15 POEM**

**EGLISE SAINT-EUSTACHE** - Merc. 26 Sept. 20 h 30  
REGITAL EXCEPTIONNEL  
**JEAN GUILLOU** piano et orgue  
Rens. : 45 22 28 74

**SALLE GAVEAU** - VENDREDI 12 OCTOBRE 20 h 30  
UNIQUE REGITAL  
**SETSUKO IWASAKI**  
CLAUDE DEBUSSY : 24 préludes 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> livre  
Location : Salle Gaveau - 45, rue la Boétie, 75008 PARIS  
par correspondance 15 jours à l'avance, et par tél. 49 53 05 07

Zappa à l'Opéra











## ALFA 164 ❀. LA SPORTIVITÉ NE S'IMPROVISE PAS.



### NOUVELLE ALFA 164 3.0 V6 QUADRIFOGLIO.

- Nouveau moteur 3.0 V6 pour un meilleur rendement, plus de puissance et des performances encore plus exceptionnelles : l'Alfa 164 Quadrifoglio est la plus puissante des Alfa Romeo.
- Nouvelle boîte de vitesse optimisant chaque rapport et dotant la voiture de reprises stupéfiantes à toutes les allures : l'Alfa 164

Quadrifoglio est la plus sportive des Alfa Romeo.

- Nouvelle direction assistée équipée d'amortisseurs de rappel pour une totale stabilité de direction.
- Nouvelle suspension à contrôle électronique de l'amortissement permettant de réguler les amortisseurs automatiquement en fonction des conditions d'utilisation : l'Alfa 164 Quadrifoglio est la plus technologique de toutes les Alfa Romeo.
- Nouveaux équipements de série, climatiseur

automatique, intérieur cuir, direction assistée, ABS : l'Alfa 164 Quadrifoglio est la plus confortable de toutes les Alfa Romeo. Venez admirer chez votre

concessionnaire l'Alfa 164 Quadrifoglio, venez l'essayer, c'est un monde à part. Pour en savoir plus : 36.15 Alfa Romeo.



Copyright Alfa Romeo

Garanties : totale 1 an/moteur 2 ans (dans la limite de 100 000 km), anticorrosion 6 ans. Lubrifiant Agip. Alfa Romeo financement.

ALFA 164. UNE CLASSE A PART.

صكرا من الادب



23 Les réunions du FMI et de la Banque mondiale  
Réactions syndicales à la CSG

23 Plus de produits pharmaceutiques en grande surface  
36 Rapprochement de Pinault SA et CFAO

36 Marchés financiers  
37 Bourse de Paris

## L'envolée des cours du pétrole provoque la chute des marchés boursiers

### Ondes de choc

Le Petit Robert donne les définitions suivantes du mot choc : « rencontre violente » et « ébranlement qui en résulte ». Du troisième choc pétrolier, on n'a encore vu que le début. L'ampleur de l'ébranlement dépendra d'abord du prix où se stabilisera le pétrole, ensuite des réactions des agents économiques.

A 40 dollars le baril, quels sont les effets sur l'économie française ? Les seuls qu'il soit possible d'évaluer avec une certaine précision sont ceux produits sur le commerce extérieur et l'inflation directe.

Sur le commerce extérieur, 5 dollars de plus par baril représentent 20 milliards de francs de déficit commercial supplémentaires. Les calculs qui ont été faits sur le baril à 25 dollars prévoyaient 103 milliards de francs de déficit extérieur en 1991. Pour 40 dollars le baril, on arrive à 163 milliards en 1991. Rappelons que le pire déficit commercial que la France ait connu, en 1982, ne dépassait pas 93,5 milliards de francs.

Pour l'inflation, 5 dollars de plus par baril c'est 0,3 % de plus d'indice, et cela très rapidement. Si le baril se maintenait à 40 dollars les prochains mois, la hausse des prix de détail serait non pas de 3,4 % en 1990 mais de 4,3 %. Cela pour les effets dits « de premier tour », qui traduisent les répercussions mécaniques des hausses : à la pompe, dans les entreprises... Il est trop tôt pour évaluer pour 1991 les effets dits « de deuxième et troisième tour » (évolution des salaires, des marges des entreprises...). C'est là qu'interviendront les politiques économiques et les comportements des firmes, qui peuvent découpler ou au contraire absorber le choc pétrolier.

En termes de « prélèvement énergétique » (la facture de l'énergie rapportée au produit intérieur brut), le choc 1990 ne serait que de 1 point, grâce à la faiblesse du dollar. Le prélèvement passerait donc de 1,4 % à 2,4 %. Lors du premier choc pétrolier, il avait été de presque 2,5 points (de 1,6 % du PIB à 4 %), et lors du second choc (1979-1981) de 2,2 points, passant de 2,9 % à 5,1 %.

S. Gh. et Al. V.

Entrés dans leur neuvième semaine de crise depuis l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août, les marchés financiers mondiaux s'enfoncent chaque jour un peu plus dans la déprime, et rien ne semble pouvoir actuellement arrêter cette descente aux enfers. Et pour cause, la plupart des journées depuis près de deux mois sont rythmées par des nouvelles inquiétantes : déclaration belliqueuse du maître de Bagdad, renforcement des troupes dans le Golfe, crainte de reprise de l'inflation, spectre de la récession aux États-Unis et surtout flambée des prix du pétrole.

La nouvelle escalade des prix du baril, lundi 24 septembre, a provoqué une nouvelle dépression sur les marchés boursiers, une poursuite de la hausse des taux d'intérêt et une nouvelle hausse de l'or. Le dollar continuait son recul,

les intervenants ayant été déçus par la réunion du G7 à Washington. A Tokyo, mardi 25 septembre, il s'échangeait à 136,70 yens, en recul de 0,63 yen. A Paris, il s'établissait au fixing à 5,22 contre 5,2340 la veille.

Lundi, à New-York, l'indice Dow Jones a chuté de 59,41 points (-2,36 %) à 2452,97 points, atteignant son plus bas niveau depuis juillet 1989. En même temps, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor ont continué de s'apprécier fortement, avoisinant les 9,2 %. Sur le marché de l'or, le contrat de décembre a clôturé à 408,30 dollars l'once, en hausse de 13,80 dollars par rapport au vendredi précédent. Même tendance sur les places européennes, dont les indices boursiers avaient déjà enfoncé leur plus bas niveau de l'année jeudi 20 septembre. La chute des

valeurs était extrêmement forte à Paris (-2,64 %) avec un indice CAC 40 revenu à son niveau du 21 décembre 1988, à Londres (-1,9 %) où le Footsie en passant sous la barre des 2000 points a retrouvé son niveau de février 1989, et à Francfort (-2,11 %).

Le 25 septembre, la Bourse de Tokyo, fermée le premier jour de la semaine en raison des fêtes de l'Équinoxe, a réagi vivement. L'indice Nikkei s'est déprécié de 1,76 % dans un marché toutefois peu actif. Ainsi depuis le début de cette crise internationale la place japonaise a perdu 23 % de sa valeur. Quelques heures plus tard, la Bourse de Paris enregistrait un repli de près de 2 % (lire page 38).

D. G.

### Le prix du baril au plus haut depuis dix ans

Les États-Unis vont-ils se décider à utiliser leurs stocks stratégiques ? C'est en effet la seule initiative qui puisse calmer l'emballement des marchés pétroliers, désormais complètement affolés. Lundi 24 septembre à Londres, les cours ont dépassé pour la première fois depuis dix ans le seuil des 40 dollars par baril, tandis qu'à New-York le brut de référence grimpeait de deux dollars en quelques heures et clôturait à 38,25 dollars par baril.

Les prix du brut ont désormais retrouvé leur niveau maximum de la fin de 1979, au plus fort du second choc pétrolier. A une différence près : la valeur du dollar, qui depuis lors

s'est largement érodée du fait de l'inflation. Pour les économies occidentales le choc de 1990 reste donc, pour le moment encore, moins violent que celui de 1979.

Les calculs effectués par les services du ministère français de l'Industrie montrent que pour la France le prix moyen d'approvisionnement maximum, (en dollars constants de 1989), avait atteint 49,4 dollars en 1981. Exprimé en francs par tonne, le coût des importations a été multiplié par 2,4 depuis le mois de juin, passant de 609 F à 1 460 F, mais il reste encore éloigné du maximum absolu (2 004 F).

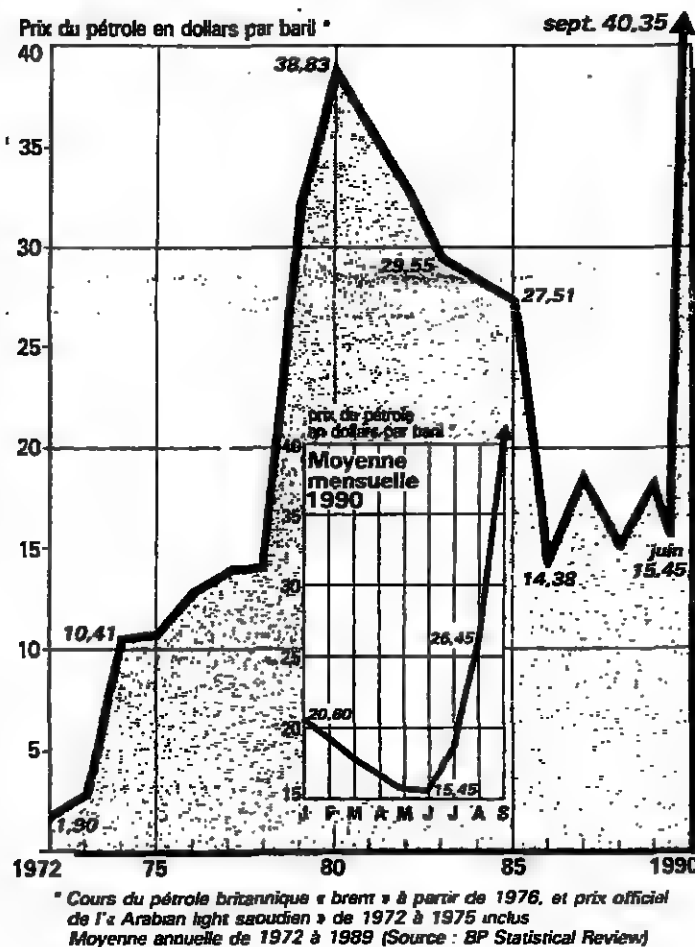
Les causes de l'envolée actuelle sont connues : d'un côté, le blocus de l'Irak et du Koweït a retiré du marché plus de pétrole et de produits raffinés que les autres producteurs ne peuvent fournir. De l'autre, la demande a augmenté d'une quantité d'ailleurs inconnue du fait des anticipations des consommateurs à la veille de l'hiver et du pont sériel militaire.

Sur le marché physique du plus en plus tendu, les menaces pesant sur la sécurité du Golfe nourrissent la hausse. Toute montée de tension politique réelle ou présumée provoque une nouvelle poussée de fièvre. Ce d'autant que les mauvaises nouvelles se multiplient par ailleurs. Ainsi la baisse de la production soviétique se confirme de jour en jour : le rythme d'extraction a chuté au premier semestre de 4,8 %, soit presque deux fois plus vite qu'en 1989 (2,8 %), tandis que les exportations vers l'Occident diminuent de 10 %. De même les travaux prévus sur les oléoducs de la mer du Nord devraient en décembre réduire brièvement la production britannique d'un cinquième, aggravant la tension du marché.

Dans un environnement aussi délicat, la seule chose qui puisse calmer la hausse est l'utilisation par les États-Unis, l'Allemagne et le Japon des stocks stratégiques d'État constitués depuis 1979. Car les compagnies, vu les menaces de pénurie, l'approche de l'hiver, et la valorisation continue du brut, n'ont, elles, aucun intérêt à puiser dans leurs propres stocks.

La décision d'utiliser ou non les stocks stratégiques sera débattue vendredi 28 septembre à Paris dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie. Jusqu'ici toutefois les États-Unis, qui possèdent les réserves stratégiques les plus importantes, sont apparus fort réticents à les utiliser. D'une part car les gouvernements, comme les compagnies, ont tendance à repousser cette décision de crainte d'une pénurie encore plus grave liée à une guerre par exemple... au cours de l'automne. D'autre part, car la libération desdits stocks stratégiques pose des problèmes techniques non négligeables. Enfin parce qu'une action isolée ne servirait à rien : tous les pays doivent agir ensemble pour calmer le jeu. Ce qui repose le problème du partage du fardeau entre Washington et ses alliés.

VERONIQUE MAURUS



### Wall Street sous le choc

Suite de la première page

Cette situation a de quoi conforter les détracteurs de l'hymne à la défense des libertés entonné par Washington depuis le début de la crise et selon lesquels les G. I. dépêchés en hâte aux frontières avec l'Irak ont surtout pour mission de veiller à la sécurité des approvisionnements des États-Unis.

#### « Le double si la guerre éclate »

Depuis, la courbe du prix du brut est montée en flèche sur les marchés mondiaux tandis que celle de l'indice Dow Jones des valeurs industrielles remonte était perceptible bien avant l'annexion du Koweït par son puissant voisin. Début juillet, le baril de pétrole se traitait à 17,18 dollars et il atteignait les 20 dollars le 27 juillet dernier lors de la réunion de la OPEP à Genève au cours de laquelle les pays-membres décidaient de porter le prix du brut à 21 dollars alors que l'Irak exigeait 25 dollars. C'est d'ailleurs le prix que M. Saddam Hussein obtenait des marchés mondiaux quarante-huit heures après son raid sur Koweït-City.

Quinze jours plus tard, ballotté par

le sort des otages, les propos guerriers du Pentagone et l'envoi d'une force multinationale, les cours grimpaient à 28 dollars et continuaient à s'envoler. A la veille du week-end dernier, ils se hissaient à 35,60 dollars pour le West Texas Intermediate, la qualité de référence sur le marché américain et les traders avaient bien raison d'escompter une nouvelle flambée pour lundi matin. Dès l'ouverture du marché, à 9 h 45, le brut se hissait à 35,60 dollars et le mouvement allait en s'amplifiant puisqu'en clôture, le pétrole brut pour livraison en novembre prochain s'échangeait à 38,25 dollars le baril.

A ces niveaux, le pétrole brut a désormais doublé son prix par rapport à la période de l'avant-crise. Il se situe à son plus haut niveau depuis dix ans. Encore convient-il de relativiser ces comparaisons. Les dollars de 1990 ne sont pas ceux du second choc pétrolier et pour retrouver l'équivalent des 45 dollars atteints au plus fort de la crise, le prix du baril, calculé en termes réels, devrait se situer actuellement à 80 dollars, rappelent certains économistes.

« 80 dollars, nous n'en sommes pas loin », estime toutefois un spécialiste « Crude Oil » du NYMEX, revêtu d'une ravissante veste vert pomme, frappée aux armes de sa firme, et qui, depuis tout à l'heure s'époumonne pour trouver le vendeur qui acceptera ses conditions. « Ça peut encore monter, trente-huit dollars en période de paix », ça veut dire le double si la guerre éclate », assure-t-il en s'épongeant le front.

Installé à quelques mètres de la cage aux fauves située au cœur du World Trade Center, à la pointe sud de Manhattan, le président du New York Mercantile Exchange s'efforce de calmer les esprits. Ou tout au moins de dissiper cette idée ancrée dans certains médias et au Congrès et selon laquelle les marchés à terme, loin de freiner une hausse à caractère spéculatif, ne feraient qu'accroître les écarts.

#### Les marchés à terme en procès

Le rôle des marchés à terme n'est pas politique. Nous conduisons nos affaires avec une totale neutralité et ce ne sont pas tant les cours proprement dits que la volatilité du marché qui sont le moteur de notre action », explique M. Lou Guttman. « Quant au procès sur la spéculation des marchés à terme, c'est une vieille histoire. En 1930, lorsque l'Irak a envahi l'Iran, le cours du pétrole est passé de 12 à 40 dollars en quelques semaines. Or, le contrat à terme du pétrole brut

n'existait pas encore au NYMEX. Il n'a été créé qu'en avril 1983, justement pour répondre aux besoins des intervenants. A l'époque, nous n'avions qu'un contrat sur le mazout. Alors, vous voyez... »

De l'autre côté de la rue, à Wall Street, c'est tout vu. D'entrée, le Dow Jones est tombé à son plus-bas niveau de l'année et su son de cloche final, le baromètre favori du New York Stock Exchange chutait à 2 452,97 points, en baisse de près de 60 points sur la précédente séance. Sous les colonnes du Temple, l'inquiétude est à son comble. L'embrasement du prix du brut, la reprise de l'inflation, la farce de la négociation Congrès-Administration sur le déficit budgétaire américain... Tout y passe. « Saddam Hussein est à bout de nerfs », indiquait lundi soir un spécialiste de la Brookings Institution, un organisme d'analyses de Washington, pour expliquer les dernières foucades du dictateur de Bagdad.

A New York, au bas de la ville, là où le cœur financier bat trop souvent la chamade depuis près de deux mois, les opérateurs sont à bout. « Si vous étiez trader en ce moment, quelle décision prendriez-vous face à la situation actuelle ? » s'entend demander M. Lou Guttman. La réponse du patron du troisième marché à terme américain (après ceux de Chicago) ne se fait pas attendre : « Je prendrais deux mois de vacances ; c'est le seul moyen de rester en vie ! ».

SERGE MARTI

### Légère détérioration du commerce extérieur en août

Les résultats commerciaux de la France ont subi une légère détérioration en août. Selon le communiqué de la direction des douanes publié mardi 25 septembre, le solde des échanges s'est établi, en données corrigées des variations saisonnières, à -5,343 milliards de francs, contre -5,07 milliards en juillet (chiffre corrigé).

En données brutes, le déficit s'élève à -3,15 milliards en août, contre -4,2 milliards en juillet. Le lourd déficit d'août a été enregistré en dépit d'une amélioration du solde des échanges de produits manufacturés - y compris matériel militaire - (-6,3 milliards en données corrigées des variations saisonnières, contre -8 milliards en juillet), liée à la vente de sept Airbus pour un total de 1,8 milliard de francs. En juillet, la France n'avait vendu aucun Airbus.

Traditionnellement, les résultats d'août doivent être analysés avec précautions, en raison de la faiblesse du volume des ventes et des achats, et des difficultés de traitement statistique qui en découlent. Il est cependant indéniable que le chiffre d'août est porteur d'une bonne et d'une mauvaise nouvelle. D'une part le résultat cumulé des huit premiers mois de l'année reste nettement meilleur que celui de l'an dernier : -33,3 milliards de francs, contre -31 milliards au cours de la même période de 1989. Mais, d'autre part, le déficit mensuel paraît désormais installé

depuis avril autour d'une moyenne mensuelle de 5 milliards de francs (à l'exception du très bon résultat de juin), ce qui représente un « trou » annuel de 60 milliards de francs.

L'alourdissement prévisible de la facture énergétique au cours des prochains mois rendra certainement difficile toute amélioration du commerce extérieur de la France au deuxième semestre, surtout dans le contexte du net ralentissement de la demande outre-Atlantique, et dans certains pays d'Europe. Le mois d'août a encore peu accusé la flambée du brut. Le pétrole acheté par la France a coûté en moyenne 21 dollars par baril (contre 15 dollars en juillet), mais le coût a été allégé par la baisse du cours du dollar. Le déficit du poste énergie s'est élevé à 7,6 milliards de francs, contre 6,1 milliard en juillet, et 6,9 milliards en moyenne mensuelle l'an dernier.

Mais, en septembre, le baril de pétrole importé par la France coûtera, selon toute vraisemblance, 27 ou 28 dollars. Ces prix, qui reflètent le coût réel de l'approvisionnement physique de la France, sont inférieurs aux cours constatés sur les marchés internationaux (lire ci-contre), lesquels correspondent à des qualités de brut spécifiques. Toute augmentation de 5 dollars du prix du baril coûte 20 milliards de dollars par an à la France en année pleine.

### Baisse du chômage de 0,7 %

En données corrigées des variations saisonnières, le chômage a baissé de 0,7 % au mois d'août, soit de 18 300 personnes, selon les données publiées le 25 septembre.

En un an, 44 100 demandeurs d'emploi ont disparu des listes, contre une moyenne de 60 000 les mois précédents. La diminution se ralentit, qui passe de plus de 2 %, en moyenne annuelle, à 1,7 %. Le taux de chômage, par rapport à la population active, demeure à 8,9 %. En données brutes, la hausse habituelle à ce moment de l'année est de 3,2 %, qui correspond à un faible recul de 30 000 chômeurs en douze mois, c'est-à-dire à -1,2 %.

Pour cette première estimation du chômage après la crise du Golfe, qui aurait dû permettre de connaître les réactions des employeurs, les statistiques fournies par le ministère du travail manquent de clarté. Les chiffres globaux sont toujours perturbés par les incidents informatiques survenus lors de la publication des données de juin dernier. Tout au plus peut-on dire que la décroissance du chômage se ralentit, et qu'elle coïncide encore moins que les mois précédents avec le mouvement de création d'emplois.

#### Moins de sorties de l'ANPE

Apparemment, le comportement des entreprises a été attentiste, compte tenu de la période estivale. Elles procèdent peu à des licenciements économiques, qui continuent de régresser avec 14,1 % de moins en un an.

D'ailleurs, l'ensemble des nouvelles inscriptions à l'ANPE au cours du mois enregistrent une baisse de 6,5 % en données brutes et de 6,3 % en données corrigées. En revanche, il semble que les recrutements de demandeurs d'em-

ploi aient pu subir l'amorce d'un contrecoup qui se confond avec la baisse saisonnière.

Les sorties de l'ANPE pour une reprise d'emploi sont, en données brutes, de 22,4 % moins nombreuses que le mois précédent, et de 25 % moins nombreuses que l'an passé. Au total, l'ensemble des départs de chômeurs ont reculé de 3,9 % en données brutes et de 1,1 % en données corrigées. Ainsi que le souligne le communiqué de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, la tendance n'est pas encore affectée par « un ralentissement de l'activité amorcé bien avant que ne s'amorce le nouveau choc pétrolier ».

Coincidence ou non, ce sont les dispositions gouvernementales ou des mesures techniques qui empêchent que la situation sur le front du chômage ne se dégrade vraiment. Si, globalement, le volume des entrées en stage diminue de 39,4 % en un an, certaines formules fonctionnent à plein. C'est le cas des contrats de qualification pour les jeunes et des nouveaux contrats de retour à l'emploi (CRE) pour les chômeurs de longue durée. Mais c'est aussi le cas pour les TUC, créés de 47 000 entrées contre 19 000 en juillet dernier, alors qu'ils devaient être supplantés par les contrats solidarité emploi, moins avantageux pour les collectivités locales et les associations. Parallèlement, les opérations de conversion connaissent une bonne croissance, les dépenses de recherche d'emploi pour les plus âgés augmentent et, brusquement - mais c'est le mois d'août - les radiations explosent avec +236 % en un an.

Le chômage de longue durée, qui dure en moyenne trois cent soixante-dix-sept jours, ne s'est aggravé que de trois jours par rapport à l'an passé, rompant ainsi avec son rythme antérieur.

ALAIN LEBEAUE



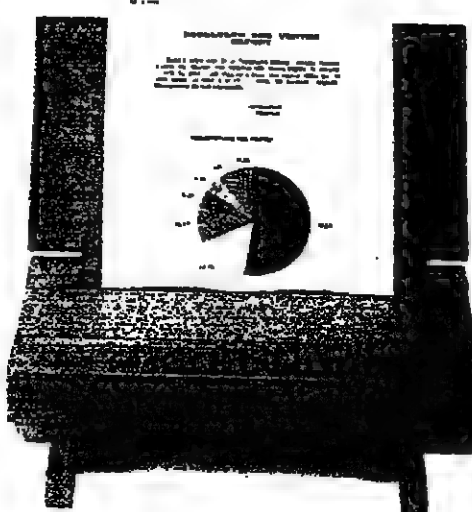


Le Per... à l  
du Fujel



Chez moi, je n'ai pas besoin d'une imprimante qui n'aime que le travail précis. J'ai besoin d'une obsédée de la précision : ma bubble jet Canon.

L'imprimante à bulles d'encre Canon BJ-10e travaille sans bavure et ne demande aucun entretien grâce à son système à cartouche qui permet de remplacer toute la tête d'impression à chaque changement d'encre. Connectable directement sur micro-ordinateur ou sur minitel, très silencieuse, elle ne se fait remarquer que par son travail : incomparable.



Canon Affaires privées. NUMERO VERT 16.05.389.389

صكر ا من الواصل



## ÉCONOMIE

### ÉTRANGER

A la veille de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale

## Les pays riches veulent aider les victimes de la crise du Golfe

A la veille de l'ouverture de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale à Washington mardi 25 septembre, on tenait pour probable l'annonce, dans la capitale fédérale, d'un accord sur la réduction des dépenses budgétaires entre la Maison Blanche et le Congrès. A l'occasion des réunions préliminaires, notamment celle du comité intermédiaire lundi, les pays riches sont convenus d'étudier des aides spécifiques en faveur des pays souffrant le plus directement de la crise du Golfe. Le FMI et la Banque mondiale envisagent en outre de renouveler leurs relations avec la Chine.

#### WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Profitant des réunions monétaires de Washington, l'administration américaine pourrait annoncer, d'ici à la fin de la semaine, un

important accord sur la réduction du déficit budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès. Cet accord devrait comporter une diminution des dépenses programmées de 30 milliards de dollars pour l'exercice commençant au 1<sup>er</sup> octobre et la renonciation à 500 milliards de dépenses pour les cinq années suivantes. En échange d'une diminution (chère au président Bush) de l'impôt sur les plus-values, le taux maximal de l'impôt sur le revenu serait augmenté de 28 % à 31 %. L'accord, s'il est conclu, comprendrait aussi une modification des procédures existantes qui laissent le chef de l'exécutif pratiquement désarmé en matière budgétaire. Ira-t-on jusqu'à lui donner un droit de veto effectif? La question en tout cas est posée.

M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor, entend bien se servir des réunions monétaires en cours pour faire pression sur les parlementaires américains. Après le communiqué du groupe des sept pays industrialisés (le Monde du 25 septembre) de dimanche, celui du

« comité intermédiaire » de lundi estime que « la nécessité de mesures crédibles de réduction des déficits budgétaires reste urgente ».

Outre la perspective d'un accord américano-américain sur la réduction du déficit budgétaire, la réunion du comité intermédiaire a été l'occasion d'un débat sur le troisième choc pétrolier. Une différence notable entre celui qui s'annonce et les deux précédents est que conscience a été prise que les réactions intempestives à la hausse sont encore plus dangereuses que la hausse elle-même. Lors du comité intermédiaire, les Mexicains et les Saoudiens ont discuté ferme pour éviter que le communiqué mette risque d'inflation et risque de récession sur le seul dos, si l'on peut dire, du pétrole, comme la facilité (et la recherche de l'alibi) y poussait les rédacteurs occidentaux. Ils y sont parvenus dans une certaine mesure. Le texte officiel y a gagné en vigueur et en vérité. « Les tentatives visant à isoler les prix intérieurs de l'énergie, au moyen de subventions ou de réglementations des prix, ont à compenser le renchérissement du pétrole par un relèvement des salaires nominaux, ne feraient qu'intensifier les anticipations inflationnistes et exigeraient un durcissement des politiques budgétaires et monétaires à un stade ultérieur », lit-on dans le communiqué du comité intermédiaire.

Devant les journalistes, M. Bérégovoy a reconnu que la proposition qu'il a faite au G7 (groupe des sept), puis au comité intermédiaire, de réfléchir ensemble sur les moyens de « mettre un peu d'ordre » dans le marché du pétrole a été sans doute écoutée avec intérêt mais qu'elle « n'a pas été entendue ». Le ministre ne semble pas avoir été découragé pour autant, se rappelant le temps qu'il avait fallu pour faire accepter l'idée d'une coopération en matière de change.

#### Renouer avec la Chine

Pour aider, dans les circonstances présentes, les pays dits à revenus intermédiaires bas (Côte-d'Ivoire, Gabon, Honduras, Salvador, Philippines...), il est envisagé, à mots feutrés, dans les communiqués publiés à Washington, des formules faisant appel à des « contributions volontaires » de la part de pays (jamais nommés mais qui sont le Japon, l'Allemagne ou l'Arabie saoudite) ayant déjà soutenu de nombreux engagements. Leur souci a été de ne pas se lier les mains en acceptant formellement d'autres. Une des idées envisagées avait été de bonifier au bénéfice de ces pays les prêts ordinaires du FMI, actuellement accordés au taux de 9,6 %. La bonification aurait été financée par les généreux contributeurs. Aucun engagement précis n'a été pris.

Une réunion doit se tenir par ailleurs mercredi à Washington sous la présidence du secrétaire adjoint au Trésor, M. Mulford, pour déter-

#### INSOLITE

##### Les ministres à la rue

Quelque cent-cinquante ministres des finances et leurs collaborateurs sur le trottoir pendant une bonne dizaine de minutes : c'est le spectacle qu'ont vu les badauds de Washington lundi après-midi. Les réunions du FMI et de la Banque mondiale ont en effet été interrompues par une alerte à l'incendie qui a entraîné, pendant quelques instants, l'évacuation de l'ensemble des délégations.

Quitte les sujets économiques brûlants et les propos enflammés sur les déficits budgétaires, les experts ont pu, en attendant patiemment les vérifications d'usage, jouir du beau soleil brillant à Washington, à la grande satisfaction des journalistes présents, qui ont profité pour faire quelques interviews. L'évacuation du bâtiment a été provoquée par une alerte à l'incendie et non pas par une alerte à la bombe, a précisé un porte-parole du Fonds. Le déficit budgétaire américain et la dette du tiers-monde sont peut-être des bombes à retardement, mais nul ne songe à évacuer le FMI pour ces alertes-là.

NICOLE BONNET

#### Inflation stoppée, récession totale

## Le Pérou à l'heure du « Fujichoc »

Le « Fujichoc » (sobriquet donné à l'ajustement économique lancé le 8 août par le président Fujimori) a freiné sec l'hyperinflation. Après le taux de 100 % enregistré en juillet et le « plafond » de 400 % d'août, qui a porté à plus de 20 000 % l'inflation annuelle, septembre devrait boucler avec un taux inférieur à 15 %. Mais il est encore trop tôt pour crier victoire, d'autant plus que l'envers de la médaille montre une alarmante paralysie de la production, avec, pour corollaire, plus de la moitié de la population, péruvienne en quête d'aide humanitaire...

#### LIMA

de notre correspondant

C'est par le biais des prix et des tarifs (3 000 % d'augmentation pour l'essence et 1 000 % pour l'eau et l'électricité) que le gouvernement a cherché à stopper la spirale inflationniste. Simultanément, il a éliminé le cours subventionné du dollar pour laisser flotter la devise américaine sur le marché. Au lieu de se « dollariser », l'économie s'est vue « pétérolisée », car le coût des denrées alimentaires, des médicaments, et, en général, de tous les produits a suivi une montée en flèche parallèle à celle des carburants, alors que la cotation de la devise américaine restait à la traîne (430 intis-dollar à la mi-septembre, au lieu de 600 et même 800 selon tous les pronostics), à cause du flux des « cocadolars », qui ont broyé une fois de plus les calculs financiers.

Cet ajustement paraissait bancal, car il ne fixait ni taux de change, ni droits de douane, ni taux d'intérêt bancaires, ni augmentations de salaires. Les experts mettaient ces lacunes sur le compte de l'improvisation, le chef de l'Etat ayant modifié son équipe économique quinze jours seulement avant son investiture.

#### A jour de ses créances

Il semble plutôt que celles-ci relevaient d'une stratégie bien définie - qualifiée de « cruelle » par l'ex-président Alan Garcia - pour drainer la liquidité d'intis dévalorisés et de dollars thésaurisés par les particuliers, tandis que l'Etat se portait acquéreur de devises à bon marché. L'objectif a été atteint puisque le président Fujimori a annoncé avoir renfloué ses caisses avec 200 millions de dollars en un mois, grâce, en partie, au recouvrement du monumental impôt indirect pesant sur la vente des carburants.

Cette disponibilité de devises lui a permis, entre autres, de se mettre à jour de ses créances face à l'ALADI (Association Latino-amé-

ricaine d'intégration), à qui le Pérou devait 110 millions de dollars, et d'abandonner au FMI 28 millions de dollars pour le compte d'amortissement de sa dette de 1 milliard de dollars (sur un montant global de 20 milliards) ... Le premier ministre et ministre de l'économie, M. Juan Carlos Hurtado Miller, se rendra d'ailleurs à Washington, à la fin du mois, pour l'assemblée annuelle du Fonds, afin de présenter son plan de redressement : le « Fujichoc » est une bonne carte de visite pour que le Pérou, qui est membre non éligible du Fonds, récupère son statut de membre à part entière.

Preuve a été faite que juguler l'inflation et colmater la brèche fiscale n'était qu'un jeu d'enfant. Reste à savoir comment faire fonctionner un pays avec des prix japonais et des salaires africains ?

Le salaire de base mensuel a été réajusté à l'équivalent de 40 dollars, une somme qui ne suffit à couvrir que l'achat quotidien de vingt petits pains, ou le cinquième d'un panier de survie, de la ménagère. Et il faut préciser que seul le dixième « privilégié » de la population active est actuellement censé gagner ce SMIC... Le ministre du travail a d'ailleurs annoncé que le coût social de l'ajustement pourrait se traduire par un demi-million de nouveaux chômeurs avant la fin de l'année.

La récession a immédiatement ruiné les petits industriels, les « informels », les artisans, les commerçants. Aujourd'hui, elle commence à frapper les grands : la mine Castrovirreyna vient de fermer ses portes ; la fabrique de bière Backus-Johnston a congédié une partie de son personnel ; les magasins à grande surface ont diminué les heures d'ouverture ; enfin, la compagnie aérienne Aeroperu s'apprête à licencier le tiers de ses employés (ce qui serait la première opération massive de dégraissage du secteur public) ... Une récession qui se traduit en chiffres par la baisse de 70 % des ventes (vêtements et chaussures principalement) et par la chute de 50 % de la consommation d'énergie.

Le coût social de l'ajustement était « inévitable », la récession sera « passagère », soutient le président Fujimori, qui a, semble-t-il, adopté le raisonnement : « Plus le traitement est draconien, plus prompt est la guérison ». Le chef de l'Etat est pourtant face à un dilemme : comment provoquer la relance sans faire redémarrer l'inflation ? Le secteur exportateur était censé se convertir en moteur de la reprise économique, mais les chefs d'entreprise exigent, comme condition pour investir, un taux de change plus favorable (1 dollar à 600 et même à 800 intis) afin de compenser les coûts de production qui ont été « pétrolisés ». Mais la hausse du dollar ne manquera pas de provoquer une nouvelle flambée des prix et obligerait à l'application d'un nouveau « Fujichoc ».

### SOCIAL

A l'exception de la CFDT

## Unanimité syndicale contre la contribution sociale généralisée

Mise à part la CFDT, les syndicats rejettent la contribution sociale généralisée (CSG) qui doit être présentée le 3 octobre au conseil des ministres.

Les critiques les plus virulentes proviennent de la CGT et de FO qui considèrent que les revenus du capital ne sont pas suffisamment sollicités. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, devait remettre mardi 25 septembre au chef de l'Etat une note très critique sur la CSG. « Nous verrons bien si le président de la République acceptera que le projet soit présenté au conseil des ministres », estime M. Blondel, qui dénonce par ailleurs une « éviscération » de la Sécurité sociale.

Pour sa part, la CFE-CGC

s'alarme des conséquences que cette réforme du financement de la protection sociale devrait avoir sur les cadres et de la création d'une cotisation-vieillesse déplaçonnée qui pèsera davantage sur les hauts revenus. La CFTC prend la défense des familles et s'inquiète d'une « perte de ressources » pour la branche des allocations familiales.

En revanche, la CFDT considère que faire obstacle à l'instauration de la CSG, « c'est prendre la responsabilité de pérenniser un financement inégalitaire de la protection sociale, c'est refuser de s'engager dans la voie de la solidarité qui a pourtant été le choix des pères fondateurs de la Sécurité sociale ».

### DISTRIBUTION

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

## Les produits pharmaceutiques interdits à la vente dans les grandes surfaces

Parce qu'ils sont des médicaments, l'alcool à 70 degrés, les tampons alcoolisés, l'eau oxygénée, les crèmes à l'arnica, à la sauge et au camphre, les comprimés Biomédic et la lotion Nivéa doivent être vendus par des pharmacies et non dans les magasins de grande surface.

Ainsi en a décidé la cour d'appel de Paris qui a condamné, le 24 septembre, dix directeurs d'hypermarchés installés en Creuse, en Corrèze et en Haute-Vienne, à payer 3 000 francs de

dommages et intérêts au Conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Cet arrêt intervient à l'issue d'une procédure judiciaire qui avait vu, en 1987 et en 1988, les tribunaux correctionnels de Limoges, de Guéret, de Brive et de Tulle déclarer que les produits en cause étaient des médicaments ; puis la cour d'appel de Limoges avait estimé, le 18 novembre 1988, que tel n'était pas le cas. Saisie du dossier, la Cour de cassation avait cassé cet arrêt, en estimant que les produits concernés correspondaient à la définition du médicament donnée par l'article L. 511 du code de la santé : « Toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales ».

Les centres Edouard Leclerc ont qualifié cette décision de justice de « véritable coup d'arrêt à la libre concurrence », en demandant au gouvernement « de rectifier la définition française du médicament aux fins de la rendre plus raisonnable ».

TGV : Paris à 55 mn...

...Tours vient de faire un grand pas.



Septembre 90, le TGV Atlantique renforce la position de Tours comme carrefour de l'Ouest Européen. Notre ville ne se contente pas d'être une des villes les mieux desservies de France. Centre International de Congrès haut de gamme, quartier d'affaires de part et d'autre de la gare TGV. Technopôle autour de l'Université et des Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce, Téléport et Centre International de Transport et de Logistique seront ses nouveaux atouts. Pour Tours, faire un pas, c'est bien, en faire plusieurs, c'est avancer vraiment.

A Tours, la matière grise prend des couleurs. TOURS





B.N.P.

Au cours du premier semestre 1990, la production nouvelle du groupe s'est élevée à 3,13 milliards de francs. Pour leur part, les encours financiers moyens ont augmenté de 9 % sur ceux du premier semestre 1989, générant une progression identique des produits bruts.

Le bénéfice consolidé d'exploitation (avant provisions et amortissements) ressort à 181 millions de francs, soit une baisse de 12 %, résultant de l'évolution des marges. Pour sa part, le bénéfice financier consolidé s'est élevé à 42 millions de francs sur la période.

CFAO

PINAULT

Le Conseil d'Administration de PINAULT et celui de CFAO (Compagnie Française de l'Afrique Occidentale) se sont réunis le 24 septembre 1990 sous la présidence de François Pinault. Sur proposition de ce dernier, ils ont décidé, à l'unanimité de leurs membres, le principe de la fusion des deux sociétés. Cette décision sera soumise prochainement aux Assemblées Générales Extraordinaires de leurs actionnaires.

Le rapprochement sera réalisé au moyen juridique d'une fusion absorption de CFAO par PINAULT. La dénomination sociale de CFAO sera conservée au sein du nouveau Groupe afin de qualifier la filiale qui regroupera ses activités traditionnelles dans le domaine du négoce international, spécialement en Afrique.

Les Groupes CFAO et PINAULT occupent aujourd'hui des positions complémentaires et de tout premier plan dans la distribution spécialisée, dans l'industrie du bois et du meuble, dans le négoce international et la distribution en Afrique.

Leurs réseaux de distribution s'adressent à des clients voisins, leurs méthodes commerciales sont analogues, leurs équipes ont sensiblement le même profil. Dans l'industrie et en Afrique, leurs expériences respectives se complètent.

D'emblée, sont réunis les éléments qui concrétisent la vocation du nouveau Groupe à renforcer sa place de leader dans ses principaux métiers et à progresser sur ses marchés en développement.

En 1990, le nouveau Groupe aura un volume d'activité qui peut être évalué à 32 milliards de francs, essentiellement réparti entre la distribution spécialisée (58 %), l'industrie (17 %) et le négoce (11 %).

Fort de 34 000 salariés, il sera présent dans plus de 30 pays.

Par son chiffre d'affaires, le nouveau Groupe se placera parmi les 30 premiers groupes français.

A ce jour, les éléments communiqués aux Conseils des deux sociétés leur permettent de proposer une partie d'échange de 8 actions PINAULT pour 5 actions CFAO.

Comme il est d'usage pour une fusion, cette parité a été arrêtée à partir de la comparaison de différents critères : cours de bourse, dividende, actif net et résultat.

CFAO

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

## RÉSULTATS SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 24 septembre 1990 sous la présidence de François Pinault, afin d'examiner le résultat au 30 juin 1990, ainsi que la situation consolidée du premier semestre.

Le Chiffre d'affaires consolidé de 11,7 milliards de francs est en recul de 23,4 % à structure réelle et en progression de 1 % à périmètre constant.

Les bénéfices nets atteignent 496 millions de francs (dont 496 millions part du Groupe) contre 275 millions (dont 210 millions part du Groupe) au 30 juin 1989, après 675 millions de francs de résultat exceptionnel avant impôts contre 108 millions.

Le semestre est marqué par l'accélération de la politique de recentrage des activités avec la cession de plusieurs sociétés, dont La Ruche Méridionale. Les comptes enregistrent également 300 millions de francs de dotations exceptionnelles de provisions au titre des filiales africaines du Groupe.

A ce jour, les réalisations et les prévisions annuelles laissent augurer une progression des bénéfices pour l'ensemble de l'exercice.

PINAULT

## RÉSULTATS SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration réuni le 24 septembre 1990 sous la présidence de François Pinault a arrêté les comptes du premier semestre.

Le Chiffre d'affaires consolidé, de 4 613 millions de francs est en progression de 7,53 % à structure réelle et de 3,01 % à périmètre comparable.

Le résultat net ressort à 424,9 millions de francs contre 164,5 millions au 30 juin 1989, soit une progression de 150,7 %.

Parmi les événements significatifs de la période figure l'augmentation de la participation au capital de CFAO qui atteint 32,94 % au 30 juin 1990. L'impact consolidé de la mise en équivalence de CFAO est de 59 millions de francs avant frais financiers.

De même, le Groupe a cédé ses intérêts dans la CHAPELLE-DARINLAY.

Enfin, une dizaine de sociétés ont été acquises au cours du semestre ; elles concernent les différentes branches d'activité du Groupe.

## PERSPECTIVES

Compte tenu de la structure du Groupe au 30 juin, les perspectives de résultats pour l'exercice 1990 sont de l'ordre de 700 millions de francs, part du Groupe.

634 000 LECTEURS  
CADRES SUPÉRIEURS,

le Monde est  
la première source d'information  
des cadres supérieurs.

(IPSOS 90)



## RÉSULTAT NET : + 30 % AU PREMIER SEMESTRE 1990

Le conseil d'administration, réuni le 21 septembre 1990, a examiné les comptes au 30 juin 1990 ainsi que les prévisions pour l'ensemble de l'année en cours.

Malgré un ralentissement d'activité en Amérique du Nord, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre a atteint 7,3 milliards de francs, en raison notamment de l'élargissement du groupe.

L'annuité d'amortissements s'élève à 443 millions de francs, en hausse de 32 %, et le résultat d'exploitation progresse de 27 %.

Après des charges financières exceptionnelles accrues du fait de la croissance externe, en partie compensées par des produits exceptionnels, le bénéfice net consolidé ressort à 515 millions de francs.

(en millions de francs)

	1 <sup>er</sup> semestre 1990	1 <sup>er</sup> semestre 1989	%
Chiffre d'affaires	7 293	5 626	+ 29,6
Résultat d'exploitation	1 178	928	+ 26,9
Résultat net total	515	394	+ 30,5
dont part du groupe	402	377	+ 6,7
Capacité d'autofinancement	945	773	+ 22,2

Le résultat semestriel de CEMENTS FRANÇAIS est de 408 millions de francs et la capacité d'autofinancement de 533 millions de francs.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, pour l'année 1990, devrait à nouveau progresser au-delà du résultat de 1 milliard de francs atteint en 1989.

CIMENTES FRANÇAIS sur Minitel : 3616 CLIFF

# Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

BIDERMANN S.A.

ENELFI-BRETAGNE

Les actionnaires de BIDERMANN S.A. et d'ENELFI-BRETAGNE réunis le 19 septembre 1990 en assemblées générales extraordinaires ont approuvé le traité d'apport partiel d'actif de BIDERMANN S.A. à ENELFI-BRETAGNE.

Cet apport est rémunéré par la création de 2 040 983 actions ENELFI-BRETAGNE remises à BIDERMANN S.A. De ce fait, le capital d'ENELFI-BRETAGNE est porté de 63 035 487,50 francs à 211 006 735 francs, BIDERMANN S.A. détenant désormais 70 % du capital.

A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration de la société s'est réuni et a enregistré les démissions de MM. André AZOU-LAY, Hervé COUFFIN, Gilbert GRANCHET, Jean-François POUPINEL, Hubert PREBAY, Roger PROST, représentant la société UNIFER, de leurs postes d'administrateurs. Il a coopté MM. Maurice ZYLBERBERG BIDERMANN, Georges JOLLES, Jean-Jacques AUMONT, Aimery LANGLOIS-MEUNIER, Loïc LE FLOCH-PRIGENT, Didier RENAUDIN en qualité d'administrateurs. M. Pierre SCHMIDT a remis son mandat de président du conseil d'administration à la disposition du conseil. Le conseil, à l'unanimité, a désigné M. Maurice ZYLBERBERG BIDERMANN en qualité de président-directeur général et M. Georges JOLLES en qualité de vice-président. Le conseil entend proposer à une prochaine assemblée générale la nomination comme administrateurs de MM. Jean-Jacques DELORT, Nathalie MEYOHAS, Bernard SURET, Jeffrey STERNER, ainsi que de M. François SIMONNET comme conseil.

En outre, le conseil d'administration a pris la décision de transférer le siège social de la société à 114, rue de Turenne, Paris (3<sup>e</sup>), à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1990. Par ailleurs, par une application en bourse du 20 septembre 1990, BIDERMANN S.A. a acquis de la FINANCIÈRE SAULNES-CHATELON 279 977 actions ENELFI-BRETAGNE au prix unitaire de 550 francs, portant ainsi sa participation à 79,75 %.

Enfin, et faisant suite à ces opérations, BIDERMANN S.A. se portera acquéreur au prix unitaire de 550 francs, de toutes actions ENELFI-BRETAGNE à travers une procédure de maintien de cours présentée et garantie par le CRÉDIT LYONNAIS du 25 septembre 1990 au 15 octobre 1990 inclus.

845 000 LECTEURS  
CADRES,  
le Monde  
est le premier  
titre  
d'information  
des cadres.

(IPSOS 90)



SOCIÉTÉ DU GROUPE EXON

RÉSULTATS D'ESSO S.A.F.  
POUR LE PREMIER SEMESTRE 1990

Le résultat net comptable du premier semestre 1990 est une perte de 165 millions de francs, qui se compare à un bénéfice de 566 millions de francs au premier semestre 1989 et à un bénéfice de 316 millions de francs pour l'exercice 1989. Après la prise en compte des éléments exceptionnels et d'un effet prix sur stocks négatif de 534 millions de francs reflétant la baisse des prix du brut et du dollar, le résultat courant économique des activités raffinage/distribution du premier semestre 1990 est un bénéfice de 376 millions de francs, en nette amélioration par rapport au résultat de 25 millions de francs réalisé au premier semestre 1989, et supérieur au résultat de 351 millions de francs obtenu sur l'ensemble de l'exercice 1989.

La forte augmentation des prix du brut et des produits finis résultant de la crise du Golfe a créé une perspective particulièrement incertaine pour le second semestre, en particulier en ce qui concerne l'effet prix sur stocks. Les résultats seront grevés par des surcoûts d'approvisionnement et par les délais de répercussion des variations de prix vis-à-vis des consommateurs. Par contre, la poursuite du redressement des marges de raffinage observée depuis plusieurs années et confirmée au premier semestre 1990, ainsi que la stratégie de qualité de la Société bien adaptée aux besoins du marché, permettent d'aborder cette période de turbulence avec confiance.

## RÉSULTATS D'ESSO S.A.F. :

Millions de Francs	1 <sup>er</sup> SEMES. 1990	1 <sup>er</sup> SEMES. 1989	1989
Résultat d'exploitation	(196)	669	970
Résultat financier	38	(53)	152*
Résultat courant comptable	(158)	616	1 122
Éléments exceptionnels	(7)	(50)	(806)
Résultat net comptable	(165)	566	316
* Y compris dividende Esso Rep			
ACTIVITÉS DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION :			
Résultat courant comptable	(158)	616	1 122
Élimination de l'effet prix sur stocks	534	(591)	(820)
Élimination du dividende d'Esso Rep	-	-	(151)
Résultat courant économique raffinage/distribution	376	25	351
Effet prix sur stocks	(534)	591	820
Amortissements	196	222	424
Autres éléments	(72)	(83)	(186)
Capacité d'autofinancement comptable	(34)	755	1 209
Vente sur le marché intérieur (Milliers de tonnes)	4 550	3 947	8 340

FOUGEROLLE

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Fougère pour le premier semestre de 1990 s'est accru de 25 % et a atteint 6,3 milliards de francs HT.

La progression de l'activité a été marquée en France dans les branches bâtiment-génie civil ainsi que dans l'électrique, alors que la branche routière a enregistré une stagnation dans un marché dégradé. La situation des sociétés concessionnaires et des sociétés de promotion immobilière est restée satisfaisante.

En Europe, les prises de participation réalisées dans les entreprises belges Delens et Duchêne ont entraîné une progression importante du chiffre d'affaires qui viendra renforcer au second semestre la part du groupe dans la société hollandaise IGB, spécialisée dans les travaux de bâtiment. Outre-mer, les opérations sont restées très limitées en dehors de la poursuite du programme d'Ajakuta au Nigeria.

Le bénéfice net consolidé du semestre a atteint 76 millions de francs contre 54 millions pour la période correspondante de 1989, cette variation étant au demeurant peu significative dans les activités exercées par le groupe. Le bénéfice de la société mère Fougère s'est élevé à 207 millions de francs (136 millions au premier semestre 1989).

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre 13,3 milliards de francs et le bénéfice net consolidé être voisin de 330 millions de francs.

Le conseil d'administration de Fougère a décidé le versement en décembre 1990 d'un acompte sur dividende de 29 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 14,50 francs.

AUJOURD'HUI,  
SI VOUS  
NE CONNAISSEZ PAS  
LES RÈGLES  
DE L'EMPLOI  
VOUS SEREZ VITE  
HORS JEU

Le Monde  
INITIATIVES  
CARRÉ • EMBOI

CHAQUE MARDI  
numéro  
date mercredi

150 من الاموال



## TECHNOLOGIES

Entraide régionale université-entreprises

# Un réseau de laboratoires dans les biotechnologies

A travers la péninsule bretonne, un réseau de laboratoires de recherche publics et privés relie des équipes régionales et internationales dans le domaine des biotechnologies. Grâce à l'impulsion du conseil régional.

RENNES

de notre correspondant

Première région agroalimentaire française, la Bretagne a choisi d'investir sur le moyen terme pour accompagner grâce aux biotechnologies la mutation de sa principale activité économique vers l'agro-industrie. En mai 1987, un rapport du Comité économique et social insistait sur l'importance de ce nouvel enjeu. Le conseil régional confiait alors la réalisation d'une étude préalable au cabinet consultant belge Biosurvey, et, en janvier 1989, était décidé le lancement du programme Britta, du nom de la déesse celtique des sources. Objectifs de ce programme

inscrit dans le contrat de plan Etat-région 1989-1993 : mobiliser les acteurs économiques autour des biotechnologies et permettre à l'industrie agroalimentaire, de se renforcer en prenant en compte l'évolution des technologies. Doté d'une enveloppe annuelle de 35 millions de francs de fonds régionaux, Britta privilégie cinq filières portées (lait, mer et eaux douces, végétal, élevage, chimie fine) et s'articule sur trois volets : renforcement de la recherche fondamentale et appliquée, fourniture d'outils et soutien financier aux industriels bretons, aides à l'implantation en Bretagne de nouvelles activités en biotechnologie (1).

Un crédit de 16 millions de francs a été affecté en 1990 au renforcement des équipes de recherche. « Notre volonté est de développer les réseaux et de décloisonner la recherche. Nous souhaitons impliquer différentes disciplines scientifiques sur un même projet en faisant appel aux compétences régionales mais aussi extérieures », note Jean-Luc

Grosbois, responsable de la mission Britta au conseil régional. Ainsi pour le programme fibres alimentaires conduit par l'Association pour le développement de la recherche appliquée aux industries agroalimentaires (ADRIA) de Quimper en liaison avec des laboratoires de recherche britannique et néerlandais, et pour lequel la région est intervenue en complément d'un financement européen.

A la mi-octobre, le Centre régional d'innovation et de transfert de technologie (CRITT) participera à Lisbonne à une conférence sur les transferts et animera un atelier portant sur la mise en place d'un réseau européen de transfert de technologie en biologie. « Nous disposons déjà d'un répertoire comprenant deux cent cinquante laboratoires de recherche ou centres de transfert européens », précise Jean-Luc Grosbois. En matière de recherche, Britta s'appuie sur les pôles importants qui sont en Bretagne l'INRA et l'IFREMER, ainsi que sur les équipes du CNRS installées à l'université de Rennes. L'école nationale supérieure d'agronomie de Rennes, le Centre de recherche et de formation en chimie d'extraction, l'institut des lipides et l'institut technique du gruère, tous correspondants de la mission Britta.

Mobilisateur et fédérateur en direction des laboratoires de recherche et des centres de transfert de technologie, Britta a aussi une double fonction auprès des industriels : sensibiliser et apporter des outils techniques et financiers. « La crédibilité du programme

passé par la fiabilité des outils que nous proposons », insiste Jean-Luc Grosbois. Alors que le cabinet Biosurvey est chargé d'une veille institutionnelle au niveau européen, Britta assure en liaison avec l'ARIST-Bretagne une veille technologique coordonnée par le CRITT biotechnologie-chimie fine. Depuis juin 1990, cent trente industriels reçoivent gratuitement ce fichier qui recense les inventions, études et nouvelles méthodes publiées en Europe ou en Amérique du Nord. Ces fiches pratiques sont réalisées depuis mai 1990 par les centres de transfert à raison de six par semaine. Second outil concret à destination des industriels et des chercheurs, un « fichier recherche » qui présente quatre-vingt laboratoires bretons, en précisant pour chacun les disciplines et thèmes de recherche, la recherche appliquée, les technologies maîtrisées, les équipements scientifiques, les relations scientifiques en France et les projets. A terme, il couvrira l'ensemble des laboratoires français et européens.

L'organisation de voyages d'études, la participation aux grands Salons européens et la mise en place d'outils de communication (2) (plaquettes, film, lettre bimestrielle) complètent le dispositif de sensibilisation des industriels bretons, dont quatre-vingt ont reçu depuis le début de l'année la visite de la mission Britta.

(1) La Bretagne et la Picardie sont les deux seules régions à avoir intégré les biotechnologies dans leur contrat de plan Etat-région. Le programme breton se distingue notamment par l'aide apportée aux indus-

(2) Un colloque est ainsi organisé à Rennes le 4 octobre, dans le cadre de Britta. Il suivra des études prospectives en biotechnologies. Rencontres : colloque « Biotechnologies, études prospectives », CRITT-biotechnologie-chimie fine, 11, rue du Clos-Courmel, 35700 Rennes, tél. : (06) 96-36-33-30.

Financièrement, la région accepte de prendre des risques, avec les industriels en tant que partenaire, seule ou en complément des aides de l'Etat. Un accord de collaboration a été signé avec l'ANVAR. De l'affinement d'un projet au choix commun d'un expert, Britta assure son soutien technique d'aides spécifiques pour le financement de programmes de recherche industrielle, l'aide à l'achat de brevets, licences ou études prospectives, le financement de stages dans des centres de recherche pour acquérir de nouvelles technologies, l'aide au recrutement de cadres en recherche-développement.

peuvent ou encore le financement d'outils de recherche et de programmes de recherches collectives. Une quinzaine de dossiers industriels ont déjà bénéficié d'une aide régionale.

La réussite du troisième volet relatif à la recherche d'investisseurs extérieurs à la Bretagne pour y favoriser l'implantation de nouvelles activités en biotechnologie dépendra pour une large part de celle des deux premiers (recherche et industrie) alors même qu'une centaine d'entreprises nord-américaines ont déjà été sollicitées.

CHRISTIAN TUAL

## Des industriels sur le Campus

A la suite d'une réflexion engagée par l'association Bretagne biotechnologies alimentaires entre les laboratoires de recherche et les entreprises collectant du lait sou-

cieuses de diversifier leurs productions, quatorze industriels laitières se sont regroupés pour créer en janvier 1990 la SA Bionov. Son objet : étudier les paramètres de concentration et de séchage adaptés aux molécules extraites du lait et répondant aux besoins des entreprises utilisatrices de ce type de produit : fabricants de produits diététiques par exemple.

Concentrateur Leguillier spécial protéines pour l'évaporation sous vide et tour d'atomisation Niro à multiples effets pour déshydrater des concentrés seront opérationnels fin mars 1991 dans un bâtiment dont la construction débute en octobre près du labora-

toire de recherche de technologie laitière de l'INRA situé sur le campus agronomique de Rennes. L'investissement de 7 millions de francs est supporté pour moitié par les industriels et pour moitié par le programme Britta (Etat ou région). En outre, des industriels se sont engagés à louer ces outils sur une période de cinq ans.

De son côté, l'INRA (dont l'un des responsables, Jean-Louis Maubois, est à l'origine de Bionov) a décidé de lancer un programme recherche-développement qu'elle n'aurait pu réaliser sans cet équipement. Les enseignants de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie de Rennes devraient aussi pouvoir profiter de la proximité de cette chaîne de technologie alimentaire et les industriels comprennent aussi bien tirer parti de cette future collaboration avec les ingénieurs ou élèves ingénieurs.

C. T.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### RÉSULTAT NET DE 2 MILLIARDS DE FRANCS AU PREMIER SEMESTRE ET HAUSSE DE 16 % DE L'AUTOFINANCEMENT

Le résultat net consolidé (part du groupe) s'est maintenu à un niveau élevé au premier semestre 1990 en atteignant 2 019 millions de francs.

L'autofinancement progresse de 16 % par rapport au premier semestre 1989.

Les principaux chiffres consolidés du groupe se présentent comme suit, en millions de francs :

	1990	1989
Chiffre d'affaires	34 082	33 209
Dotations aux comptes d'amortissement et de provisions	(2 176)	(2 218)
Résultat d'exploitation	4 557	4 750
Frais financiers nets	(614)	(672)
Charges hors exploitation	(127)	(284)
Résultat courant des sociétés intégrées	4 044	3 916
Résultat de réalisation d'actifs	(176)	95
Impôts sur les bénéfices	(1 447)	(1 576)
Résultat net du groupe	2 019	2 382
Résultat net (part du groupe)	2 019	2 382
Autofinancement	4 577	3 960
Investissements industriels	2 287	2 833
Investissements en titres	2 285	3 386

Les ventes représentent 34,1 milliards de francs contre 33,2 milliards l'an dernier, soit une hausse de 2,6 %. A structure comparable et en francs français, elles demeurent stables par rapport au niveau atteint lors de la première période de 1989. Elles ont été affectées par la baisse de plus de 10 % des cours moyens du dollar US et de la livre sterling par rapport au franc sur la période de référence, par les effets à court terme du plan Colson au Brésil qui devraient s'atténuer au cours du deuxième semestre et par des tensions sur les prix dans quelques secteurs.

Par contre, elles ont bénéficié du bon niveau d'activité des marchés allemands et français.

L'analyse des résultats par activité industrielle fait apparaître de nouveaux progrès pour les branches conditionnement et céramiques industrielles, la maintenance des performances globales de la branche isolation, un léger recul de celles des branches papier-bois, fibres de renforcement et également vitrage, qui avait bénéficié en 1989 d'un premier semestre particulièrement dynamique. Deux branches ont des résultats en baisse sensible : les matériaux de construction, en raison du poids que représente l'Amérique du Sud dans celle-ci, et la construction, qui a été affectée par la perte dégragée sur la cession de sa filiale SADEFA.

Ces résultats sont obtenus après des dotations aux amortissements de 1 971 millions de francs, contre 1 612 millions de francs au 30 juin 1989, et aux provisions de 205 millions de francs contre 606 millions de francs. Les dividendes repus des sociétés non consolidées atteignent 229 millions de francs, en regard de 123 millions de francs au premier semestre 1989.

L'examen par zone géographique montre une nouvelle avancée des résultats de la France, qui contribue à hauteur de 41 % à l'autofinancement et au résultat net du groupe, une amélioration sensible des résultats des autres pays d'Europe, avec une progression particulièrement forte de l'Allemagne et un recul des résultats de l'Amérique du Nord et du Sud.

Les investissements industriels restent soutenus et sont très largement couverts par l'autofinancement qui représente 13,4 % du chiffre d'affaires contre 11,9 % au 30 juin 1989.

Les investissements en titres sont moins importants qu'au premier semestre 1989. Ils incluent notamment la majeure partie de l'achat de SOLAGLAS au Royaume-Uni, mais n'incluent pas l'acquisition de la société NORTON, qui est une opération relevant du deuxième semestre.

Le résultat net est sensiblement affecté par les réalisations d'actifs, qui dégrèvent une perte exceptionnelle de 176 millions de francs (contre un résultat positif de 95 millions au premier semestre 1989) en raison de l'impact négatif de la cession de la SADEFA, filiale de Pont-A-Mousson S.A.

Le total des fonds propres du groupe s'est accru de 1,2 milliard de francs en s'élevant de 30,6 milliards le 31 décembre 1989 à 31,8 milliards au 30 juin 1990. Simultanément, l'endettement net est passé de 10 milliards à 10,8 milliards de francs. La compagnie de Saint-Gobain, société mère du groupe, dégage un résultat courant de 690 millions de francs contre 468 millions de francs au premier semestre 1989.

Jeudi 20 septembre 1990.

Service des relations avec les actionnaires  
Tél. : (1) 47-62-33-33 - Minitel : 3615 Code GOBAIN

## Un baladeur à cassette digitale

Les cassettes digitales (DAT, Digital Audio Tape) feront prochainement leur apparition commerciale à grande échelle. Ces cassettes, de petite taille et de longue durée (quatre heures), reproduisent un son aussi bon que celui des disques compacts. Mais leur essor avait jusqu'ici été bloqué en raison d'un différend opposant les fabricants et les maisons de disques pour des problèmes de droits de reproduction. Les maisons de disques craignant que la qualité des copies des DAT ne fasse baisser leurs ventes. Le MITI (ministère japonais du commerce et de l'industrie) ayant, en juin dernier, donné son accord pour une production en masse, Sony vient d'annoncer la commercialisation prochaine d'un baladeur, d'un autoradio et d'un magnétophone utilisant ces cassettes numériques. Tous ces matériels seront pourvus du système SCMS (Serial Copy Management System) retenu par les autorités japonaises, permettant qu'un disque compact ne soit copié qu'une fois et une seule sur une cassette numérique.

Le baladeur passera 630 grammes avec sa batterie et sera vendu au Japon 98 000 yens (3 800 francs environ). Il sera disponible en France dès le printemps prochain.

En revanche, il faudra attendre décembre 1991 pour se procurer l'autoradio sur l'Hexagone. Il sera pourvu d'un tuner FM/AM ; son prix de lancement, au Japon, est de 120 000 yens (4 600 francs).

## VOS AFFAIRES ONT BESOIN D'UN CADRE SUPERIEUR :



VOS BUREAUX POUR UN JOUR, UN MOIS, UN AN, OU VOTRE CENTRE DE CONFERENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Élysée. Situé autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer "le cadre de vos décisions stratégiques". Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipée de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 40.07.30.07.

Regus  
CENTRE D'AFFAIRES

# Journée Yves MONTAND sur France Inter

Jeudi 27 Septembre

France Inter



## COMMUNICATION

Les actionnaires de la Cinq devant le CSA

## Les responsables socialistes s'interrogent sur les ambitions d'Hachette

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a reçu, lundi 24 septembre, les principaux protagonistes du coup de théâtre qui, à la fin de la semaine dernière, a ébranlé la cinquième chaîne : d'une part MM. Robert Hersant et Yves de Chaisemartin ; d'autre part MM. Jean-Luc Lagardère et Yves Sabouret. Ces réunions préfigurent d'autres séances de travail avec les autres actionnaires de la chaîne : le groupe Berlusconi d'abord, et les trois banques candidates à l'achat d'actions (le Monde daté 23-24 septembre). Une procédure suivie attentivement par la classe politique, qui se pose à la fois des questions relatives aux règles anti-concentration, à la méthode du CSA et à la viabilité du paysage télévisuel dessiné en 1987, lors de l'octroi des autorisations.

M. Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette, ne doute de rien. En tout cas pas des chances de la Cinq de devenir, à court terme, « une grande chaîne généraliste, faite pour tous les Français » (...); plutôt « une chaîne haut de gamme », destinée « à devenir la première », comme il l'a déclaré lundi 24 septembre à sa sortie du Conseil supérieur de l'audiovisuel. La chance souriant aux audacieux, il en est sûr, au CSA, que cet optimisme a séduit, peut-être même convaincu des effets positifs de la nouvelle secousse qui affecte la Cinq. Mais d'autres sont restés perplexes, pour ne pas dire sceptiques sur la viabilité d'une chaîne en bien mauvaise santé. L'audience de l'actuel PDG de la Cinq, M. Robert Hersant, venu expliquer, une heure avant, aux neuf « sages » les raisons de son désengagement, les avait-il été largement initiés sur l'après du défi en cours. Le patron du Figaro, un brin déstabilisé, avait expliqué les difficultés rencontrées à la tête de la Cinq depuis plus de trois ans. Difficultés dues notamment, selon lui, à un tour de table instable et mal équilibré, dans lequel la présence du groupe italien Berlusconi a pesé d'un poids déterminant.

## « Au vu de tous »

Des intentions de l'Italien, on sait cependant peu de choses, si ce n'est son intérêt intact pour la chaîne qu'il a lui-même créée, dès 1986, avec Jérôme Seydoux, son souci d'y vendre les programmes dont il possède des stocks, son accord pour y investir encore des sommes considérables... pourvu que le consensus existe sur la vocation de la chaîne à réinventer, son style et ses objectifs. Consensus disparu - s'il a jamais existé, - à en croire les déclarations d'intention de M. Sabouret, actuellement co-directeur général de la chaîne, vraisemblablement demain son PDG. Car sans trop détailler ses projets, le tandem d'Hachette s'est employé à esquiver, devant le CSA, une chaîne nouvelle formule, débarrassée de sous-produits américains et fer de lance de la production nationale... De là à prédire le départ prochain du groupe Berlusconi, il n'y a donc qu'un pas que les membres du CSA franchissent dans l'ensemble allègrement.

Mais la procédure ne fait que commencer, encore incertaine dans la forme, et rendue imprévisible par les nombreux signaux officiels adressés par le pouvoir au CSA. Dans les jours qui viennent, le Conseil entend donc recevoir les autres actionnaires ou futurs investisseurs de la Cinq - le groupe Berlusconi bien sûr et puis les quatre nouvelles banques que l'on dit proches de Jean-Luc Lagardère - afin de connaître leur projet. Il attend également du groupe Hachette la communication d'un ensemble de documents portant sur le projet d'entreprise, la liste des entreprises dans lesquelles Hachette a des participations, les engagements que le groupe se dit prêt à souscrire et la façon dont il entend s'y prendre pour respecter les divers quotas. Ensuite seulement il affirmera la procédure, le président Jacques Bouteiller n'ayant pas l'organisation d'auditions publiques. « Il est bon que le public connaisse les données du problème et que les engagements se prennent au vu de tous ».

Au vu de tous ? Au vu des professionnels et de la classe politique, en tout cas, pour qui le CSA affronte là le troisième rendez-vous décisif de sa jeune histoire, après la nomination du PDG d'Antenne 2-FR 3 et l'épineux dossier satellite. Ici, on fait état des ambitions du groupe Hachette, qui voudrait bien que cette redistribution des cartes lui ouvre enfin la porte de la presse écrite, et, pourquoi pas, celle du Parisien libéré et de l'Equipe dont Hachette détient 32,6 %. Là, on rapporte de discrètes mais vives interventions du groupe Bouygues, opérateur de TF 1, accusé de militer pour une réattribution de la Cinq

pour mieux en retarder le redémarrage. Les robes noires pourraient trouver le chemin des prétroires si, d'aventure, une maladresse venait à se glisser dans la procédure.

Intéressée, aussi, la classe politique, qui suit avec une attention croissante ce nouveau feuilleton de la rentrée. Attention bonhomme au RPR, où, si l'on en croit M. Michel Péricard, « on n'a pas de préférence pour un groupe ou pour un autre » et où « on estime absolument nécessaire l'existence de groupes français multi-médias ». Attention plus sous-cilleuse à l'UDF, où, à titre personnel, le député PR François d'Aubert se dit partagé entre « le souhait de voir la France dotée de groupes de taille internationale et le risque de voir apparaître dans l'Hexagone des abus de position dominante ». « J'aimerais, dit-il, que cette nouvelle concentration ne se fasse pas au détriment des producteurs indépendants et que les filiales de Hachette ne jouissent pas de l'essentiel des programmes de la Cinq ».

Mais c'est bien sûr au sein de la majorité et du Parti socialiste que le débat, feutré jusqu'ici, se fait plus vif et les interrogations plus tranchées. Après le soulèvement - « tout plutôt que Robert Hersant » - et la bienveillance naturelle à l'égard d'Hachette et de ses dirigeants, qui ont su mettre les formes, - l'heure est venue des questions de fond. Et notamment celle de la concentration.

C'est M. Michel François, ancien conseiller à l'Elysée, aujourd'hui député socialiste, qui s'interroge pour le pluralisme et d'un éventuel pacte entre Hersant et Hachette. C'est M. Frédéric Bredin, secrétaire national du PS à l'audiovisuel, qui insiste sur son souci de « la plus grande transparence. L'octroi des chaînes s'est fait après des auditions publiques. On peut espérer que la même procédure sera respectée. Pour les candidats malchanceux contre Robert Hersant lors de l'attribution de la Cinq, ce serait la logique et la justice. L'échec de la Cinq, qui sanctionne la loi Létard et montre que la médiocratie et la violence des images n'assurent pas la réussite financière d'une chaîne, devrait également être l'occasion d'une réflexion sur le paysage audiovisuel, notamment la répartition d'une télévision musicale et une diffusion élargie de la SEPT ».

## Les tables de la loi

Ces préoccupations rencontrent toutes un écho - un relais ? - au gouvernement, où les ministres de la culture et de la communication se retrouvent dans un coude à coude direct - l'indépendance du CSA oblige - pour souhaiter que le débat en cours ne soit pas escamoté. Bref, c'est toute une frange de la majorité qui prend date aujourd'hui : au Conseil de mener ses délibérations d'une façon transparente et d'utiliser les armes dont il dispose pour faire respecter très précisément les dispositions de la loi. Une loi qui lui enjoint d'apprécier « l'intérêt de chaque projet pour le public, au regard des impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socio-culturels, la diversification des opérateurs et la nécessité d'éviter les abus de position dominante ». La loi est la loi et ses tables ne seront pas oubliées.

Reste enfin la lancinante constatation faite dès l'été 1988 par M. Catherine Tasca - « Il y a une chaîne généraliste de trop » - justifiée a posteriori par l'échec de Robert Hersant. De nombreux responsables politiques s'interrogent sur les déclarations de matamore de M. Jean-Luc Lagardère et la nouvelle chaîne « haut de gamme » qu'il promet. Les mêmes causes ne produisent-elles pas les mêmes effets ? Et qui donc, si ce n'est le CSA, porterait la responsabilité - s'il laissait faire sans débattre - d'un paysage audiovisuel français perpétuellement déséquilibré ?

ANNICK COJEAN ET PIERRE-ANGEL GAY

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Jean et Agnès PLANCHAIS, ses grands-parents, Christophe et Anabelle PLANCHAIS, née Bayato, ont la joie d'annoncer la naissance de

## Amélie

le 22 septembre 1990.

56, rue de l'Amiral-Mouchez, 75013 Paris.

- M. LÉCOT, M. et M<sup>me</sup> JULIA DRICOT, Olivier et Nathalie,

sont heureux d'annoncer l'arrivée de

## Antoine,

le 3 septembre 1990.

- Nostalgie et Olivier PAGE sont heureux d'annoncer la venue au monde de

Vincent Cao Minh,

né le 22 septembre 1990, à Paris.

66, rue du Théâtre, 75013 Paris.

- Bénédicte FARTHOUDAT et Jean-François DANON partagent avec

Flora et Claire la joie d'annoncer la naissance de

## Vincent,

le 10 août 1990.

18, rue Dugommier, 75012 Paris.

## Mariages

- Béatrice ABOLLIVIER, adjoint au maire du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris,

et

Eric RAOULT, député de la Seine-Saint-Denis, premier adjoint au maire du Raincy,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré par M. Jacques Chirac, maire de Paris, le 21 septembre 1990, à la mairie du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et par le Père Phalip, curé du Raincy, en l'église Notre-Dame du Raincy.

- M. et M<sup>me</sup> Alain ISAAC-SIBILLE, le docteur et M<sup>me</sup> Bruno ROUSSILLE,

ont la joie de faire part de leur mariage de

Serge et Marie-Gabriel,

qui se sont mariés le samedi 29 septembre 1990, à 13 heures, en l'église de Lasbougues (Lot).

25, rue François-Genin, 69003 Lyon.

9, rue Joseph-Poux, 11000 Carcassonne.

17, rue de Baci, 75006 Paris.

- M. Roland TOULOUSE, M. et M<sup>me</sup> Alain Tinel,

M. François TEZENAS du MONICEL, et M<sup>me</sup> Bénédicte Chevillat,

sont heureux de faire part de leur mariage de

Magali et Olivier,

qui se sont mariés le 15 septembre 1990, à l'abbaye d'Abbaye (Landes).

## Décès

- Yvan et Huguette Bellaïche, Max et Nicole Bellaïche,

Paul et Simone Bellaïche, ses enfants,

Alayne et Michel Vandestein et Thomas,

Michel Guillemot et Fanny, Sophie, Florence, Frank,

Carole et Jean-Marie, ses petits-enfants,

et arrière-petits-enfants, Les familles Hayat, Franco, Haggag, Séphar et Bellaïche,

ont la tristesse de faire part du décès de

Alice BELLAÏCHE, née Séphar,

survenue le 24 septembre 1990.

Les obsèques auront lieu ce mardi 25 septembre.

Départ du convoi à 15 heures à l'hôpital Tenon.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin à 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

46, boulevard Beaumarchais, 75011 Paris.

15, rue Carpeaux, 92400 Courbevoie.

64, avenue de La Motte-Picquet, 75013 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du dimanche 23 septembre 1990 :

## UN DÉCRET

- N° 90-839 du 21 septembre 1990 portant statut particulier des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière.

- M. Jacques BOLOTTE, M<sup>me</sup> Chantal Bolotte, Pascal Bolotte et Nathalie, M<sup>me</sup> Ariette Gruyer, Et toute la famille, font part du décès de

M<sup>me</sup> Nicole BOLOTTE,

à l'âge de cinquante-sept ans.

3, rue d'Agén, 44800 Saint-Herblain, 19, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Amélie Bouy, M. et M<sup>me</sup> Henri Bouy, M. et M<sup>me</sup> Bernard Bouy, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Battistelli et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Liliane Cebrian, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane BOUY,

survenu le vendredi 21 septembre 1990.

Le service religieux sera célébré le jeudi 27 septembre, en l'église Sainte-Genoviève-des-Grandes-Carrières, 174, rue Championnet, Paris-18<sup>e</sup>, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre.

- M. le professeur Yves Chapuis, M. Robert Chapuis, architecte,

Leurs épouses Et leurs enfants, Les familles Grandperrin et Boisset, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-cinquième année, de

M<sup>me</sup> Roger CHAPUIS, née Blanche Grandperrin,

Les obsèques ont eu lieu à Pontoise, le lundi 24 septembre 1990.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Raymond Ebbo, M. et M<sup>me</sup> Pierre Ebbo, M. et M<sup>me</sup> Bernard Fontaine, M. et M<sup>me</sup> Bernard Feillet, M. et M<sup>me</sup> Simone Ebbo, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Eliane EBBO, née Léry,

pupille de la nation, ingénieur chimiste ICT 49,

leur épouse, mère, sœur et belle-sœur.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 25 septembre 1990, à 12 heures, en l'église de Vésinet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, villa de la Terrasse, 75017 Paris.

- Jean et Irène Nemo, Pierre et M<sup>me</sup> Nemo, Claude et Philippe Lebas, André et Geneviève Nemo, Michelle et Gilles Pionon, Louis Nemo, Paul et Hélène Nemo, Jacques et Andrée Nemo, Philippe et Catherine Nemo, ses enfants,

Yvan et Marie-Luce, Dominique, François et Lucia, Pierre-Yves et Marie-Laure, Jean-Marie, Sophie, Noëlle, Xavier, Pierre, Marion, Véronique, Pascale, Bénédicte, Sophie, Julie, Valérie, Raphaëlle, Eric, Mathias, Sarah, Gaëlle, Capucine, Elisabeth, Marie et Jean, ses petits-enfants, Les familles Dodart, Beibedier-Mathibet, Rambaud, Beugnot, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

veuve du général Jean Nemo, survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

Une messe d'enterrement aura lieu à Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, jeudi 27 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 septembre, à 14 heures, au cimetière de la Guillotière (Rhône).

De la part de La direction, La rédaction, Et de ses amis d'Europe 1.

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

Une messe d'enterrement aura lieu à Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, jeudi 27 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 septembre, à 14 heures, au cimetière de la Guillotière (Rhône).

De la part de La direction, La rédaction, Et de ses amis d'Europe 1.

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

Une messe d'enterrement aura lieu à Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, jeudi 27 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 septembre, à 14 heures, au cimetière de la Guillotière (Rhône).

De la part de La direction, La rédaction, Et de ses amis d'Europe 1.

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

Une messe d'enterrement aura lieu à Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, jeudi 27 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 septembre, à 14 heures, au cimetière de la Guillotière (Rhône).

De la part de La direction, La rédaction, Et de ses amis d'Europe 1.

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a quittés le jeudi 6 septembre 1990.

Une messe d'enterrement aura lieu à Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15<sup>e</sup>, jeudi 27 septembre, à 16 heures.

L'inhumation aura lieu le vendredi 28 septembre, à 14 heures, au cimetière de la Guillotière (Rhône).

De la part de La direction, La rédaction, Et de ses amis d'Europe 1.

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Paris. Vacheresse. Manigod.

M. Philippe Jossereand, son fils,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Boulaine, et leurs enfants,

ses frères, belle-sœur, neveux et nièces, La famille Jossereand,

Toutes les familles parentes, Ses nombreux amis, font part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline JOSSEAND, née Bruc-Borlaine,

survenue le 22 septembre 1990, à l'âge de soixante-deux ans, à Saint-Cloud.

La cérémonie religieuse aura lieu à Vacheresse (Haute-Savoie) le samedi 29 septembre à 10 h 15.

A l'église, une collecte sera faite en faveur de la recherche médicale.

Des dons peuvent être adressés à l'ARC, BP 300, 94803 Villejuif Cedex.

- M<sup>me</sup> Simone Laurent, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> François Laurent, ses enfants,

M<sup>me</sup> Huguette Laurent, Parents, alliés Et amis,

Ses anciens élèves de l'IDHEC, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Hugues LAURENT, commandeur des Arts et des Lettres, architecte-décorateur de films,

survenue à son domicile de Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes), le 16 septembre 1990, dans sa cent sixième année.

- M<sup>me</sup> Marc Le Beller, son épouse,

Hervé et Gaëlle Le Beller, ses enfants,

M<sup>me</sup> Joseph Le Beller, sa mère, M. et M<sup>me</sup> Pierre Le Beller et leurs enfants,

Les familles Lauriol, Depoid, Rouquet, Ses parents, ses amis, qui l'ont entouré jusqu'au dernier moment, ont la douleur de faire part du décès de

Marc LE BELLER, administrateur en chef de 1<sup>re</sup> classe des affaires maritimes, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier

de l'Ordre national du Mérite, chevalier du Mérite maritime.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 26 septembre 1990, à 10 h 30, à la chapelle du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal, 75003 Paris, par Mgr Michel Dubost, évêque des armées.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, villa de la Terrasse, 75017 Paris.

- Jean et Irène Nemo, Pierre et M<sup>me</sup> Nemo, Claude et Philippe Lebas, André et Geneviève Nemo, Michelle et Gilles Pionon, Louis Nemo, Paul et Hélène Nemo, Jacques et Andrée Nemo, Philippe et Catherine Nemo, ses enfants,

Yvan et Marie-Luce, Dominique, François et Lucia, Pierre-Yves et Marie-Laure, Jean-Marie, Sophie, Noëlle, Xavier, Pierre, Marion, Véronique, Pascale, Bénédicte, Sophie, Julie, Valérie, Raphaëlle, Eric, Mathias, Sarah, Gaëlle, Capucine, Elisabeth, Marie et Jean, ses petits-enfants, Les familles Dodart, Beibedier-Mathibet, Rambaud, Beugnot, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Denise NEMO, née Dodart,

veuve du général Jean Nemo, survenue le 23 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité en l'église Saint-Léon, sa paroisse, Paris-19<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10-12, rue Frémicourt, 75013 Paris.

- Monique PARAUT, sténo-rédactrice de presse à Europe 1, nous a



**Profession**

**LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DE L'ARENTE**

**DIRECTEUR D'AF**

**COMITÉ D'ANGLO-AMÉRICAIN**

Chargé de mettre en œuvre la stratégie de développement touristique de l'Ardenne, vous serez responsable de la gestion et de leur mise en œuvre des services touristiques et de leur promotion. Vous serez en contact avec les professionnels concernés. Vous serez en contact avec les professionnels concernés.

A 35 ans, vous êtes titulaire d'un Baccalauréat + 4, vous possédez une expérience professionnelle de 10 ans (dans le secteur privé ou institutionnel) ainsi que de bonnes connaissances dans le domaine de la gestion et de l'aménagement du territoire.

Si vous vous sentez concerné, merci d'envoyer CV (lettre manuscrite + photo) + présentations à Sophie VORUZ - PROFESSIONS TOURISTES 12-14, rond-point des Champs Elysées 75008 PARIS qui vous garantira réponse et confidentialité.

**La Région d'Ile-de-France**

recrute

**pour son service de la formation professionnelle**

**UN CHARGÉ DE MISSION**

**FONCTIONS :**

- Relations avec les organisations professionnelles.
- Préparation et suivi des accords de branches.
- Études sur l'adéquation emploi formation.

**PROFIL :**

Ce poste s'adresse de préférence à un(e) jeune diplômé(e) sciences po. ou sciences éco. ayant, si possible, une expérience de 3 à 5 ans de la gestion des ressources humaines en entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à :

**RÉGION D'ILE-DE-FRANCE DAG-SP**  
251, rue de Vaugirard - 75015 Paris

**AMIENS**

LA VILLE D'AMIENS, CAPITALE DE LA RÉGION PICARDIE  
136 000 habitants - 1 heure de Paris

recrute par voie de mutation, détachement, liste aptitude ou contrat

**SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION**

Chargé de mettre en œuvre la stratégie de communication de la Ville, il travaille directement sous l'autorité du Maire et en liaison avec les agences de communication au service de la mairie. Outre une parfaite maîtrise des techniques de communication, ce poste requiert de réelles qualités de manager (gestion budgétaire, ressources humaines, organisation du service). Par ailleurs, il aura la responsabilité du volet relations publiques et protocole.

**Profil :**

- Dynamisme.
- Sens de l'équipe et de l'organisation.
- Qualités relationnelles.
- La pratique de l'anglais serait particulièrement appréciée.

**SON CHEF DU SERVICE AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

Chargé de mettre en œuvre une nouvelle organisation, il aura à coordonner et animer les unités constituant le service (hygiène et santé, développement social urbain, logement-emploi) et à favoriser les relations avec le centre communal d'action sociale.

**Profil :**

- Bonnes connaissances des problèmes sociaux et des relations entre les partenaires institutionnels.
- Connaissances juridiques appréciées.
- Esprit de dialogue et de participation.

**SON CHEF DU SERVICE EDUCATION**

Chargé de mettre en œuvre une nouvelle organisation de ce service, il aura à coordonner et animer les unités le constituant. Ses interventions le conduiront à développer les relations avec les partenaires extérieurs (directeurs d'écoles, parents d'élèves, associations). Il participera à la réalisation de projets importants concernant notamment l'université de Picardie, la jeunesse, la restauration scolaire.

**Profil :**

- Bonne connaissance du milieu éducatif.
- Esprit de dialogue et de négociation.
- Créativité.

Ces deux derniers postes correspondent à des emplois d'administrateur ou de directeur territorial.

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez téléphoner au 22-97-41-73. Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et photocopies de vos diplômes) à :

**M. LE DÉPUTÉ-MAIRE, BP 2720, 80027 AMIENS CEDEX**  
Avant le 25 octobre 1990

**SERS**

**SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION DE STRASBOURG**

Société d'économie mixte en pleine expansion, entreprise du développement local participant activement à l'essor de l'agglomération strasbourgeoise, la S.E.R.S. renforce son équipe par le recrutement de plusieurs cadres. De larges responsabilités et perspectives d'avenir sont offertes pour les profils suivants :

- Aménageur de parc scientifique et technologique**  
Ingénieur ou universitaire de formation économique (3<sup>e</sup> cycle ; connaissances techniques appréciées), intéressé par la conduite opérationnelle, l'ingénierie immobilière et les relations au niveau le plus élevé, il sera chargé également de la promotion du parc, de la recherche et de l'installation des entreprises ainsi que de l'organisation de rencontres scientifiques et culturelles ; anglais et allemand souhaités. (Réf. A/6743AM).
- Deux responsables d'opérations**  
Ingénieurs du B.T.P., intéressés par la conduite de plusieurs opérations d'aménagement et de construction, dont ils auront la responsabilité globale aux plans technique, financier et commercial. (Réf. A/6793M).
- Chef de projet à vocation économique**  
Ingénieur, Sup de Co ou universitaire de formation économique (maîtrise), intéressé par la conduite opérationnelle de plusieurs parcs d'activités ou secteurs urbains en voie de développement, à vocation essentiellement tertiaire, dont il aura la responsabilité globale aux plans technique, financier et commercial. (Réf. A/6743BM).
- Attaché juridique et foncier**  
Diplômé en droit, intéressé par l'expertise immobilière accompagnant la conduite opérationnelle, il aura en charge le conseil juridique, la rédaction de contrats, le suivi des problèmes de contentieux et d'assurance ainsi que la prospection foncière (formation pouvant être assurée au sein de l'entreprise). (Réf. A/6744M).

Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting Group**  
CREATING BUSINESS ADVANTAGE

**VILLE DE MULHOUSE**

**CONDUIRE LE DÉVELOPPEMENT**

Avec 110.000 habitants (250.000 pour l'agglomération) Mulhouse emploie plus de 2.000 personnes au service de sa population. Ville en pleine mutation, nous souhaitons en accélérer le développement et avons décidé de renforcer son équipe de direction dans différents secteurs stratégiques. A cet effet, nous recherchons :

- Secrétaire Général Adjoint DIRECTEUR DES RESSOURCES**  
Responsable des « prestations internes » à l'ensemble des Services, sous l'autorité du Secrétaire Général, il sera chargé de la modernisation des Services Municipaux, plus particulièrement sous l'angle du management des Ressources Humaines, de l'organisation, de l'informatique... Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (I.E.P. ESC ou équivalent) ou à une personne exerçant des fonctions équivalentes dans une ville de moindre importance, et souhaitant s'épanouir dans un cadre lui donnant les moyens de son ambition. (Réf. 110909 / M).
- Secrétaire Général Adjoint DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT**  
Placé à la tête des Services Economiques, Touristiques et Urbanistiques, il aura pour mission principale le développement de l'attractivité de MULHOUSE et d'une manière générale de suivre les dossiers traduisant l'ambition d'une grande ville. Ce poste ne sera confié qu'à un candidat de formation supérieure (si possible économique) ayant une bonne connaissance du montage et du fonctionnement des Grands Dossiers. Une expérience de Chargé de Mission du développement économique auprès d'une collectivité territoriale pourrait être un plus. (Réf. 110910 / M).
- Secrétaire Général Adjoint DIRECTEUR DE L'ANIMATION**  
Cette personne sera chargée de la direction de l'Enseignement, des Services Culturels (y compris dans leurs aspects scientifiques et techniques) et des Sports. Sans être obligatoirement spécialiste, le candidat recherché devra avoir exercé des responsabilités opérationnelles dans l'un des domaines placés sous son autorité. (Réf. 110911 / M).
- DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES TECHNIQUES**  
En charge de la gestion des Services Techniques Municipaux, la personne recherchée sera particulièrement attentive au respect des coûts et des délais, tout en restant sensible à la qualité des prestations. Ce poste ne pourra être confié qu'à un Ingénieur ayant déjà exercé des responsabilités similaires. (Réf. 110912 / M).

L'ensemble des postes suppose outre les qualités techniques requises, des capacités managériales et un sens des contacts humains. Ils sont ouverts par priorité (mais non exclusivement) à des cadres territoriaux de catégorie A.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo, en précisant la référence retenue, à notre Conseil, qui vous garantira son entière discrétion.

**Staff Consultants**  
23 boulevard de l'Orangerie 67000 Strasbourg

STRASBOURG  
PARIS  
LYON  
NEW-YORK



# Le Monde *des* Cadres

## ACCENTUER NOTRE INTERNATIONALISATION

Notre département International recherche les RESPONSABLES des trois zones suivantes :

- Pays de langue allemande
- Europe du Sud
- Pays industrialisés non européens

Dans un groupe en forte expansion, vous êtes chargés de bâtir un portefeuille de clientèle étrangère à qui vous proposerez :

- des prêts et des montages financiers complexes.
- des opérations de fusions-acquisitions.
- des produits de placement et du conseil financier.

Vous confierez ensuite ces affaires aux entités spécialisées du groupe CREDIT NATIONAL, pour qu'elles en assurent, en coopération avec vous, l'étude et la mise en place.

Vous devrez également rechercher des partenaires pour des sociétés et fonds créés par le CREDIT NATIONAL, assurer l'interface entre le siège et les établissements bancaires de votre zone, ainsi que le suivi de l'activité de nos filiales locales.

Diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion, vous aurez une expérience de 5 à 7 ans à l'étranger (de préférence en entreprise) ou en France, (de préférence une société étrangère), dans la vente de concepts ou de produits sophistiqués. Vous avez surtout l'ambition de contribuer à transformer un leader français en un opérateur international.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite (avec CV, photo et indication de votre rémunération) au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.



**Crédit National**

## Alan Patricof Associés

MMG Patricof Group

Société du Groupe International indépendant MMG Patricof, nous sommes pionniers et leaders du Venture Capital en France.

Rompus aux techniques de financement et à la direction opérationnelle, nos associés mettent leur savoir-faire et leur expérience au service d'entrepreneurs très ambitieux au niveau national et international.

Le développement de notre activité nous amène à renforcer notre équipe en intégrant plusieurs :

## Chargés d'Affaires

A ce titre, vous vous verrez confier par les Directeurs associés, des missions spécifiques : études économiques et financières, analyses de marché, audit, suivi de dossier ... Les qualités et performances dont vous ferez preuve dans cette activité vous permettront d'évoluer progressivement vers une position d'associé.

Agé de 26-28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou commerciale et parlant couramment l'anglais, vous avez une première expérience dans des activités d'audit, de conseil ou d'analyse financière.

Vous avez une bonne aisance relationnelle, de l'autonomie et un réel pouvoir de conviction. Si travailler dans un environnement dynamique, international et intellectuellement stimulant vous motive, alors écrivez sous réf AA/307/01 aux Conseils en Recrutement Associés - 58 Avenue Kléber - 75016 PARIS.

LES CONSEILS  
EN RECRUTEMENT  
ASSOCIÉS



## A.T. KEARNEY

recherche plusieurs

### junior - senior consultants

● A.T. KEARNEY est un des trois premiers groupes de conseil en stratégie et management dans le monde avec 1 000 consultants dont 350 en Europe. Sa mission est d'aider les directions générales de grandes entreprises industrielles et de services à se développer et à améliorer rentabilité et compétitivité.

● A.T. KEARNEY recherche des candidats de haute valeur, diplômés des grandes écoles (X, Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, Telecom, ENA, HEC, ESSEC...) avec une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise (industrie, services et banques...). Evidemment ces candidats devront avoir une excellente maîtrise de l'anglais et si possible de l'allemand.

Prière d'adresser votre candidature à Sandrine Briant, A.T. Kearney, 30, av. George-V, 75008 Paris

Notre Groupe qui emploie plusieurs milliers de personnes, développe une politique de personnel qui met l'accent sur la gestion des Ressources Humaines. Pour renforcer la structure "Ressources Humaines" d'un de nos établissements, nous créons un poste de :

## Responsable formation développement

- Au sein d'une équipe d'une quinzaine de personnes, vous :
- identifierez les besoins en formation émis par les opérationnels et les salariés, ■ élaborerez et mettez en oeuvre le plan de formation,
  - participez à la création d'actions de formation appropriées,
  - jouez un rôle permanent de conseil auprès des salariés dans le suivi et la mise en oeuvre de leurs projets professionnels.

De formation supérieure, vous justifiez, nécessairement d'une toute première expérience en gestion individuelle du personnel, acquise idéalement au sein d'une structure importante du tertiaire. Vos qualités relationnelles, votre sens de l'écoute et votre capacité de conviction vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 5849 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



WANNER ISOFI, filiale du Groupe SGE, 1ère entreprise française d'isolation, 1,3 milliard de CA, 2500 personnes, recherche pour réaliser les objectifs de croissance de son activité acoustique

## HARGES D'AFFAIRES ACOUSTIQUE

Vous aurez pour mission de développer une clientèle industrielle et du bâtiment, et l'entière responsabilité d'affaires, des études jusqu'au suivi des travaux.

De formation INGÉNIEUR, débutant ou 1ère expérience, vous êtes autant motivé par la dimension commerciale que par la dimension technique de la fonction.

Ces postes à pourvoir à LILLE, METZ, PARIS et ROUEN vous permettront rapidement de prendre la responsabilité de centre de profit.

Merci d'adresser votre candidature à WANNER ISOFI, 250 Route de l'Empereur, 92508 RUEIL MALMAISON Cedex.

## Yves Rocher

MORBIHAN

REUSSIR EN BEAUTÉ

Avec 7000 personnes, 5 milliards de francs de CA, 800 références commercialisées par 600 magasins franchisés et par VPC, Yves ROCHER est la première marque française de Produits de beauté. Dans le cadre du développement d'un important projet logistique, sa Direction de la Distribution Magasins basée à la Gocilly souhaite s'adjointre un

## Jeune Ingénieur Etudes et Organisation

Débutant ou presque, diplômé d'une école d'ingénieurs - type AM ou équivalent - vous êtes par tempérament un généraliste et vous recherchez un poste complet offrant capacité d'analyse et aisance relationnelle à tous niveaux. Votre réussite dans ce poste "transpilote", votre efficacité et votre aptitude à travailler en équipe vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe diversifié et performant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo en précisant la référence J/AMO à notre conseil Olivier PLESSE, Conseil Ressources Humaines - 71 avenue Aristide Briand - 35000 RENNES qui vous garantira discrétion et réponse rapide.



One of the world's leading construction and service groups is seeking for its head office in St-Quentin-en-Yvelines a

## Translator

A native English-speaker with a perfect command of French, you must be able to translate from French to English, and vice-versa and work from German.

You must have a university degree in translation of technical, financial and legal documents. 3 to 5 year experience is desirable.

Please send CV to Denise Klément, DPGF, 1 avenue Eugène Freyssinet, 78061, SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



صكا من الوصل



## Alan Patricof Associés

## Chargés d'Affaires

## Responsable formation développement

## Translator

## Jeunes Clientèle Entreprises



BANQUE WORMS

La Banque WORMS offre une gamme de services et de financements à forte valeur ajoutée pour une clientèle de moyennes et grandes entreprises européennes, opérateurs de marchés, professionnels de l'immobilier...

La banque WORMS met à la disposition de cette clientèle d'affaires un réseau national de proximité (24 agences) et l'appui de ses différents départements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence EXP/90 à LA BANQUE WORMS - Direction des Relations Sociales et du Personnel 1 place des degrés Cedex 58 - 92059 PARIS LA DEFENSE

## Ecoles de Commerce - Option finance

Vous êtes Jeune Diplômé : après une formation de 4 mois au siège et en agence, vous assurez la gestion et le développement d'un portefeuille d'entreprises dans l'une de nos implantations de province.

Vous possédez une première expérience dans ce domaine : nous vous confions des responsabilités de conseil et d'encadrement.

Débutant ou expérimenté, nous misons sur vos talents commerciaux et techniques, votre potentiel, votre mobilité et adaptabilité pour vous faire évoluer au sein de notre structure ; les opportunités de carrière y sont nombreuses.

## Professionnels

### DIRECTEUR DE POLE TOURISTIQUE INTERNATIONAL H/F

Vous êtes dirigeant d'entreprise et dynamique. Vous avez une expérience de 10 ans minimum dans le secteur du tourisme international. Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau universitaire. Vous serez placé sous l'autorité d'un directeur général.

Agé de 35 à 45 ans, vous parlez l'anglais couramment. Vous avez une expérience réussie dans l'un des domaines suivants : gestion d'office de tourisme important (+ 20 000 lits), gestion de village de vacances ou d'hébergements touristiques lourds, responsabilité dans une grande entreprise de tourisme ou d'hôtellerie.

Si vous vous sentez concerné, merci d'envoyer votre curriculum vitae (photo) et vos références à Sophie VORUZ - PROFESSIONNELS TOURISME 12-14, rond-point des Champs Elysées 75008 PARIS qui vous garantira réponse et confidentialité.

## CEGOS, 1<sup>ER</sup> GROUPE FRANÇAIS DE CONSEIL EN MANAGEMENT, FORMATION ET RECRUTEMENT

66 Vous êtes un professionnel des Achats Industriels, devenez un Expert reconnu 99

### CONSULTANT FORMATEUR H/F ACHATS INDUSTRIELS

A 30/35 ans, Ingénieur, vous avez complété vos connaissances par une formation en Gestion. A la tête du service Achats d'une entreprise industrielle depuis au moins 5 ans, vous maîtrisez aujourd'hui parfaitement la technique des achats (organisation, négociation, qualité, logistique). Devenir consultant formateur vous amènera à analyser et à diagnostiquer les besoins en formation de grands clients et les conseiller dans ce domaine. Vous construirez et animerez, pour eux, des méthodologies de formation adaptées.

Vous prendrez également en charge l'animation des stages existants que vous ferez évoluer. Devenir consultant formateur vous amènera à vous dépasser en conceptualisant et en communiquant vos connaissances et votre expérience.

Bien sûr, CEGOS vous transmettra son savoir-faire et vous deviendrez rapidement l'Expert reconnu.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4117 M à Françoise GIRARD - CEGOS - Division Recrutement, Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

## Banque d'Affaires - Corporate Finance

## Consultant

### Paris

Agé de 27 à 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience de banque d'affaires ou des opérations financières (M & A, LBO, émissions, syndications, etc.). Vous souhaitez élargir vos compétences techniques en vue d'acquies une dimension commerciale, marketing et managériale.

Le Groupe MICHAEL PAGE, l'un des leaders Européens du recrutement financier, coté à la Bourse de Londres, vous propose d'intégrer son équipe CITY.

spécialisée dans le recrutement et l'approche directe d'hommes des marchés et de banquiers d'affaires. Notre rapide expansion en France et en Europe permet d'envisager d'excellentes possibilités d'évolution pour des candidats à fort potentiel.

Contactez Bertrand Stark au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page City, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. BS69MO.



Michael Page City  
Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

## USAir Airline

Dans le cadre de son développement international USAir, la compagnie aérienne américaine ayant la plus grande fréquence de vols, recrute pour son bureau de Paris.

USAir recherche un candidat expérimenté pour le poste de Directeur-Réservations pour notre bureau de réservations à Paris. Pour réussir, le candidat devra avoir 3 à 5 années d'expérience en tant que cadre ou gestionnaire dans l'industrie des transports aériens ou des voyages.

Cette personne devra pouvoir s'exprimer couramment en français et en anglais, aussi bien par oral que par écrit. USAir offre un salaire compétitif et d'excellents avantages sociaux y compris de nombreuses possibilités de voyage.

Les candidats qualifiés doivent remettre leur curriculum vitae (donnant leur numéro de téléphone), salaire souhaité, et demande d'entretien, de préférence en anglais, à :

Temple, Barker & Sloanne  
48, rue Vivienne - 75002 PARIS

## LA RECHERCHE INDUSTRIELLE AU CETIAT :

### l'Opportunité de mettre en oeuvre un nouveau Marketing

Pour développer ses activités Le CETIAT recrute à Villeurbanne (69)

### INGENIEUR MARKETING

qui aura pour mission de participer à l'élaboration de notre plan de marketing et à sa réalisation.

Anglais nécessaire pour contacts internationaux.

Envoyez c.v., photo et prétentions au Directeur du Marketing, CETIAT, Plateau du Moulin, 91400 ORSAY



## LILLE - EUROCITÉ

recherche son

## RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

La Ville de Lille recherche son nouveau responsable de la Communication : un profil issu du journalisme, une bonne pratique du multimédia et une bonne expérience de la communication institutionnelle sont les atouts décisifs pour celle ou celui qui rejoindra très rapidement l'équipe municipale de Pierre Mauroy.

### Venez vivre les années 90 à Lille

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, accompagnée d'un C.V. et de vos prétentions à :

Monsieur le Maire de Lille,  
avant le 15 octobre, Hôtel de Ville,  
BP 667 - 59033 LILLE CEDEX

## BUREAU D'ETUDES D'URBANISME REGION PARISIENNE

### CHARGÉ(E) D'ETUDES

FORMATION : URBANISME OPERATIONNEL ET DROIT DE L'URBANISME

ENVOYER CANDIDATURE ET CV SOUS LE NUMERO 3800 A AGENCE CENTRALE DE PUBLICITE B.P. 229, 93523 SAINT-DENIS CEDEX, QUI TRANSMETTRA

## La Ligue de l'enseignement

Mission nationale d'action culturelle

recrute pour département (s) français

### DÉLÉGUÉS(ES) CULTURELS(LES) DÉPARTEMENTAUX

auprès des Fédérations départementales

- Action culturelle.
- Concept et mise en application projet culturel départemental.
- Médiateur culturel.
- Bonne connaissance des collectivités locales et secteur associatif.
- Recrutement conception ASC : groupe 7 (niveau III, bac + 2, DEFA, BTS + expérience professionnelle).
- Grande disponibilité.

Adresser : CV, lettre manuscrite + photo à MNAC - 3, rue Récamier, 75341 PARIS CEDEX 07



GROUPE SOUYGUES

# Larousse

"Un nouveau souffle dans l'édition"

## UN EDITION EXPERIMENTE (H/F)

Nous vous confierons la responsabilité de la création de nouveaux produits au sein de notre filiale "Fascicules", la Société des Périodiques Larousse.

En relation étroite avec le département Marketing, vous aurez pour mission la création et le développement de nos ouvrages, tant pour le marché national que pour le marché international.

Vous aurez, par ailleurs, la responsabilité de la gestion des produits dans le cadre de budgets.

Vous serez assisté par une équipe de production interne et externe dont vous aurez en charge l'animation et le suivi.

Une excellente connaissance de l'édition (5-10 ans), la maîtrise de ce type de produits, une bonne appréhension d'un environnement Marketing, l'esprit d'initiative et de création, la capacité de communiquer constituent les critères essentiels de réussite dans ce poste.

Une bonne connaissance des langues anglaise et espagnole serait un plus.

Les personnes intéressées par ce poste peuvent adresser leur dossier de candidature sous réf. EDIT-SPL à : LIBRAIRIE LAROUSSE, Christophe LHUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, 17, rue du Montparnasse 75298 PARIS CEDEX 06.



## Pour progresser chez SMAC ACIEROID, inutile d'enfoncer les portes. Elles sont ouvertes.

### CHARGE DE RECRUTEMENT / RELATIONS ECOLES

**Portes ouvertes :** faire ses gammes à la Direction des Ressources Humaines de SMAC ACIEROID, leader français du second œuvre du BTP, c'est s'ouvrir les portes d'une évolution rapide (2/3 ans) vers une fonction plus généraliste. Appartenir au vivier SMAC ACIEROID n'est pas une vaine promesse...

Ni un engagement à prendre à la légère : Vous serez chargé pendant cette période d'assurer l'intégralité de la procédure de recrutement pour le siège social de notre entreprise de près de 5000 personnes. Parallèlement, vous gèrerez les outils de suivi de votre activité (tableaux de bord, statistiques, bourse de l'emploi).

**Ne pas enfoncer les portes ouvertes :** lutter contre les recettes et les idées toutes faites est bien dans notre état d'esprit. Ainsi, c'est sur votre capacité d'initiative et d'adaptation à la nouveauté que vous serez choisi. Ces qualités trouveront un emploi à leur mesure dans le management d'un projet de relations écoles "hors norme" que nous mettons en place pour l'année 1991.

Universitaire ou Ecole de Commerce, de formation Bac +4/ Bac +5, la Direction des Ressources Humaines attend votre candidature avec photo sous réf. SSO/3890 au 1 av. Eugène Freyssinet BP 6 GUYANCOURT - 78062 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.



SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

### Une étape formative...

## JEUNE ADJOINT AU D.R.H.



Première institution interprofessionnelle française dans le domaine de la prévoyance collective (1400 collaborateurs - 48 centres).

Rattaché au D.R.H. le titulaire du poste aura pour principales missions :

- le suivi administratif des dossiers (embauches, licenciements),
- le suivi de la réglementation en droit social,
- la préparation des données nécessaires à la tenue des CE, DP, ...
- la mise en place des contrats particuliers (qualification, adaptation, ...),
- l'élaboration d'outils nécessaires à la décision (statistiques, tableaux de bord, bilan social),
- le conseil auprès des opérationnels dans la gestion de leur personnel.

Pour cette création de poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire d'une première expérience. Il a acquis de bonnes connaissances en droit du travail et une pratique de l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 19/1785 J à :

EGOR S.A.  
8, rue de Bern - 75008 PARIS  
Tel. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON LILLE NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

L'un des leaders de l'industrie française (ciment, matériaux, bioactivités, 30 milliards de CA, 30 000 personnes), recherche pour la Direction du développement des Ressources Humaines de la filiale CEMENTS LAFARGE (7 milliards de CA, 4700 personnes), un jeune professionnel passionné par le recrutement de candidats de valeur qui contribueront à la réussite de notre entreprise.



## Responsable du Recrutement

En relation étroite avec le Directeur de la gestion des Ressources Humaines, vous assurerez l'ensemble des missions de recrutement d'ingénieurs et cadres de notre entreprise.

De formation supérieure, vous souhaitez valoriser, dans un poste à forte responsabilité, votre compétence et votre expérience d'au moins 2 ans en entreprise ou en cabinet.

Votre réussite dans cette fonction et l'utilisation correcte de l'anglais vous ouvriront de belles perspectives de carrière dans la fonction Ressources Humaines du groupe.

Pour ce poste, basé à Saint-Cloud, merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo, et prétentions) sous la référence M/212/L à notre conseil : MILO Ressources Humaines - 3 avenue des Ternes 75017 PARIS ou de lui téléphoner pour un premier contact au 47.64.05.18.



## Création de la fonction Développement Social

ESC ou équiv.

Paris

Cet important Groupe Français, leader dans son domaine d'activité, crée au sein de la DPRH la fonction "Développement Social" destinée à mettre en œuvre toute action d'évolution et de progrès social. Le candidat retenu, en liaison avec le responsable de la mission, participera étroitement à la réflexion menée dans ce domaine, recherchera et étudiera toutes propositions d'innovation, établira et assurera le suivi des procédures, etc. En liaison avec le Service Qualité, il prendra en charge l'ensemble de la formation Qualité du personnel Cadres et Employés (organisation, animation et suivi des stages, relations avec les intervenants extérieurs, etc.). Cette fonction de tout premier plan offre une vision d'ensemble de l'entreprise. Elle sera confiée à un candidat âgé d'environ 28 ans, issu d'une Grande Ecole de Commerce (ou équivalent) ayant exercé pendant au moins 2 ans des fonctions polyvalentes. Une expérience Qualité serait un plus, l'aisance rédactionnelle et relationnelle vont de soi. De larges perspectives de carrière sont offertes à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 9777 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



## Responsable de la comptabilité en milieu industriel

IMPORTANTE  
IMPRIMERIE  
DE PRESSE

Dans le cadre de notre stratégie de développement, nous recherchons un professionnel de la comptabilité en milieu industriel. Rattaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous lui confierons la responsabilité de la Comptabilité générale et analytique (arrêtés mensuels, bilan, déclarations, ...). Il veillera à la maintenance de l'outil informatique et à la mise en place de ses modules périphériques. Pour ce poste, nous recherchons un professionnel de la comptabilité de formation supérieure (DECS) possédant une dizaine d'années d'expérience au sein de PMI et familiarisé à l'outil informatique. Organisation et méthode, esprit d'équipe et sens des responsabilités, autant de qualités déterminantes pour ce poste basé en banlieue Sud-Est.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 40311M.



ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

## Informez ceux qui informent

La vocation de notre organisme est d'imaginer et de mener des actions de promotion collective sur le lait et les produits laitiers.

Il est clair que le lait, le fromage, le beurre, les yaourts ont une telle image auprès du public que la qualité des produits est depuis toujours la préoccupation majeure des producteurs et des transformateurs. Leurs exigences et leurs performances en ce domaine sont de très haut niveau.

Il faut que cela se sache et c'est votre mission. Vous êtes le spécialiste "Communication-Qualité" de la profession laitière. Tous les aspects industriels, scientifiques, médicaux, socio-culturels de l'alimentation et des produits laitiers vous intéressent. Il vous faut anticiper l'information les concernant auprès d'un réseau relationnel solide qui vous permette ensuite d'agir au niveau des responsables de presse et, à travers eux, au niveau des prescripteurs d'opinion et du grand public.

Trois personnes pour vous assister. Vous rendez-compte vous-même au responsable de notre département Information.

A 35 ans, vous êtes obligatoirement un professionnel de la communication institutionnelle (expérience en agence ou en cabinet de RP sur des budgets type agro-alimentaire ou médicaux) et vous connaissez très bien les responsables des rubriques hygiène, cuisine, santé, vie de société... de la grande presse et des magazines qui seront vos interlocuteurs privilégiés.

Merci de vous intéresser à nous en adressant votre dossier à SEFOP notre Conseil sous la réf. LCD 988 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.



MEMBRE DE SYNTHE

Contrôle  
en mil

RECHERCHE DE  
Consult

صكنا من الزميل



**tres**

**progresser chez SMAC ACIEROID,**  
de renforcer les portes. Elles sont ouvertes.

**CHARGES DE RECRUTEMENT RELATIONNELLES**

SMAC ACIEROID est une entreprise spécialisée dans la fabrication de portes blindées. Elle recherche des personnes motivées et dynamiques pour renforcer son équipe de recrutement.

**SMAC ACIEROID**

**Latana Copper**

**Responsable du Recrutement**

Latana Copper est une entreprise spécialisée dans la production de produits en cuivre. Elle recherche un responsable du recrutement pour gérer l'ensemble des recrutements de l'entreprise.

**USAir Airline**

USAir Airline est une compagnie aérienne américaine. Elle recherche des personnes motivées et dynamiques pour renforcer son équipe de recrutement.

**ceux qui**

ceux qui sont motivés et dynamiques sont les bienvenus chez nous. Nous recherchons des personnes qui ont une expérience dans le recrutement et qui sont capables de gérer une équipe.

**JEUNE DIPLOME**

**Assistant au responsable des systèmes d'information**

Assurances - Au sein de la branche grand public, le service systèmes d'information, chargé de garantir la synergie et la cohérence globale des décisions comme des actions concernant ces systèmes, recherche son assistant. Celui-ci participera à la préparation du budget informatique de la branche et à la conduite d'études générales. Il devra en outre prendre en charge le suivi quotidien du budget informatique et aura la maîtrise d'ouvrage de certaines études. Il sera également chargé de collecter les informations sur les nouveautés technologiques. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieurs, ESCAE...), débutant ou disposant d'une première expérience. Poste basé à Paris 7°. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2160M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting Group**

**HUMAN RESOURCES**

**Creating Business Advantage**

**2 CONSULTANTS SENIOR**

**EN ORGANISATION**

Responsable d'audits d'organisation et de fonctionnement, animateur d'actions qualité, vous maîtrisez les différents outils d'analyse que vous avez déjà utilisés dans une fonction précédente (Réf. 311 M).

**EN RESSOURCES HUMAINES**

- Prendre en charge des actions de conseils et de formation pour des entreprises privées et publiques,
- Encadrer les intervenants spécialisés,
- Animer des groupes de travail
- Contrôler personnellement le développement de vos missions (Réf. 312 M).

L'une de nos missions vous motive ?

Profil : 30 ans environ, diplômés de l'enseignement supérieur (Bac + 4), vous connaissez le monde de l'entreprise par une première expérience acquise de préférence dans un Cabinet-Conseil. Parler espagnol est un plus.

Les postes sont basés à Toulouse et de brefs mais fréquents déplacements sont à prévoir sur la région et aux sièges parisiens.

Merci d'adresser votre candidature détaillée en précisant la référence du poste choisi, à Monique BEAUVIR, EUROSELECTION, 98 route de la Reine 92513 Boulogne c.s. Tél. : 47 12 51 51. Fax : 47 12 51 60.

**CONSEIL ET FORMATION EN MANAGEMENT D'ENTREPRISE**

Implanté depuis 1954 en Région Midi-Pyrénées le groupe CRP consolide son développement et étend son équipe de 20 consultants permanents

**EURO SELECTION**

**MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

**Consultant senior**

PA Consulting Group : avec 2.500 personnes, nous sommes leader parmi les cabinets internationaux de conseil en management et technologie et implantés depuis près de 30 ans en France. Notre activité de conseil en gestion des ressources humaines (20 consultants) se développe très rapidement en étroite synergie avec nos autres métiers (conseil en informatique, en recrutement et en stratégie). Nous recherchons un consultant senior. Maître des relations avec vos clients, vous réaliserez des missions d'audit social, gestion des carrières et des rémunérations, conduite du changement, communication... Au sein d'une équipe qui cultive la qualité de l'ambiance de travail, vous bénéficierez d'une large autonomie dans un contexte international. Professionnel des ressources humaines, vous avez plus de 10 ans d'expérience du conseil en entreprise ou en cabinet et vous alliez pragmatisme et exigence de qualité. Vous parlez couramment l'anglais. Pour ce poste, base à Neuilly-sur-Seine, écrire à L. DUMONT, en précisant la référence A/067M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.14. (PA Minitel 36.15 code PA)

**PA Consulting Group**

**HUMAN RESOURCES**

**Creating Business Advantage**

**Responsable de la gestion commerciale**

**Analyser et affiner les stratégies commerciales adaptées à chaque zone géographique**

**VMC**

1 700 personnes, 3 usines, sur le marché des emballages industriels, de la verrerie de table (Verreco, Crescendo...) et des bocaux à conserves (Le Parfait), réalise 1 Md de F de CA dont 30 % à l'export.

**BSN**

Directement rattaché au Directeur Commercial grand public France et Export, vous animez et contrôlez la gestion de l'action commerciale en relation étroite avec le marketing. Vous intervenez pour mettre au point des outils de suivi fiables et opérationnels notamment sur l'harmonisation des conditions tarifaires de nos clients. Vous êtes le responsable du service spécial de l'activité. Grâce à votre esprit de synthèse, vous assurez la liaison avec les responsables commerciaux et marketing. Une expérience commerciale, notamment à l'export, vous permettra de mieux comprendre les préoccupations de nos équipes de vente. De formation supérieure, diplômé ESC ou Ingénieur, vous maîtrisez l'analyse budgétaire. Un anglais courant est nécessaire pour dialoguer avec nos clients et participer aux foires et salons. Votre réussite à ce poste vous permettra de saisir des opportunités d'évolution au sein du Groupe BSN. Poste basé à Reims. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 64 M4 à Hervé et Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

**HM**

**Hervé & Millet Conseil**

**Contrôleur de gestion en milieu industriel**

**IMPORTANTE IMPRIMERIE DE PRESSE**

Dans le cadre de notre stratégie de développement, pour maîtriser notre gestion, nous recherchons un jeune contrôleur de gestion. Rattaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous vous confierons la mise en place d'un contrôle de gestion dynamique. Vous prendrez en charge l'établissement des budgets, la production du tableau de bord et du reporting et le suivi des investissements. Vous participerez activement au plan à moyen terme. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion, de formation ESC/Dauphine, possédant une expérience réussie similaire de 5 ans en milieu industriel. Esprit de synthèse et d'analyse, adaptabilité et organisation, et sens de la communication, autant de qualités exigées pour réussir dans ce poste basé en banlieue Sud / Est de Paris. Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 4039/M.

**PAUL-EMILE TAILLANDIER**

**ETHIQUE ET RECRUTEMENTS**

**GESTION DE LA QUALITE BATIMENT-INDUSTRIE**

**Ile-de-France - St-Etienne Limoges - Tours**

Nous sommes l'une des premières sociétés de prestations intellectuelles de France (environ 1 000 ingénieurs et cadres). Croissance, pérennité, forte culture d'entreprise, sont les éléments marquants de notre notoriété et de notre réussite. Notre vocation : METTRE NOTRE MATIERE GRISE ET NOTRE SAVOIR-FAIRE AU SERVICE DES ENTREPRISES.

**Ingénieurs consultants H/F**

Notre ambition : développer la promotion de la Qualité chez nos clients, une activité qui réalisera en 1990 un CA significatif : +25 % sur 1989. Votre opportunité : faire un métier passionnant et enrichissant en complétant nos équipes en Ile-de-France, à St-Etienne et à Tours pour le secteur Bâtiment, à Limoges pour le secteur Industrie. Après une formation à notre approche, vous prendrez en charge un portefeuille de clientèle et assurerez en toute autonomie la réalisation des missions de diagnostic, de formation, de PAQ... Agé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous justifierez d'une première expérience réussie en gestion industrielle dans le Bâtiment ou l'Industrie. Un Master Qualité constituera un "plus". Votre fibre commerciale, votre qualité d'écoute, votre tempérament de goguenard, votre excellent relationnel, vous incitent à nous rejoindre. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence 9044/LM, en précisant la localisation géographique qui vous intéresse, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

**GRP Gilbert Raynaud & Partners**

**CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES**

**RECHERCHE DE CADRES**

SENANQUE, Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants, appartient au GROUPE PLEIADE, GIE de 10 Cabinets (30 Consultants) assurant une couverture nationale. Nous recherchons un

**Consultant H/F**

Vous serez accueilli dans une équipe très soudée de généralistes du recrutement, travaillant dans un climat collégial. Vous conduirez en pleine autonomie des missions dans des secteurs d'activités très variés, par voie d'annonces et approche directe, avec un souci de développement commercial. Vous avez une formation supérieure de préférence en psychologie et nécessairement une première expérience dans le domaine des Ressources Humaines, acquise en entreprise ou en cabinet. Vous souhaitez intégrer une équipe de taille moyenne très sensibilisée aux aspects qualitatifs de prestations "sur mesure" et de fidélisation. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 00913 M à : SENANQUE - 103 rue La Fayette - 75010 Paris.

**Senanque**

**INFORMATION MINTEL 3616 CODE UGE • PLEIADE**

**JEUNE CHEF DE PRODUIT EDITION**

Nous sommes une des plus importantes maisons d'édition en France et en Europe dans nos spécialités. Outre des ouvrages scientifiques, nous publions notamment des livres de sciences humaines et de management destinés à l'enseignement supérieur et aux milieux professionnels ; nous recherchons le chef de produit de ce département. En étroite liaison avec les éditeurs, vous analyserez le marché, proposerez puis définirez les actions promotionnelles et commerciales afin de développer les ventes des livres du fond et des nouveautés. Vous étalonnerez et stabiliserez les fichiers destinés à la promotion et à la vente. De formation commerciale ESC ou universitaire, vous avez une première expérience acquise dans la commercialisation de produits ; la connaissance de la VPC et/ou de l'édition est un atout supplémentaire. Au-delà de l'expérience, c'est votre personnalité qui fera la différence. La rémunération varie de 150 à 200 000 F/an. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence E/044 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Holvay - 75009 PARIS.

**ornicar**

**Chef de Publicité**

**COMMUNICATION DE RECRUTEMENT ET PETITES ANNONCES H/F**

**FF 300.000 - 400.000 ±**

Recherché par I.C.A., le leader mondial de la Communication de Recrutement auprès des cadres de haut niveau. Minimum 3 ans d'expérience réussie en Agence pour évoluer vers des responsabilités de Consultant en Communication de Recrutement et promouvoir nos nouveaux services et technique haute performance auprès des entreprises et des Conseils en Recrutement. Informations détaillées concernant le poste et l'entreprise sur Minitel : consultez le 3615 code ICA (taper "5" et "envoi" pour rubrique Ingénieurs et I.C.A. Cadres). L'adresse de réponse vous sera également communiquée sur minitel.



# Le Monde des Cadres

**LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE**  
recrute  
**des documentalistes**  
**du cadre départemental**

**Par voie de détachement**  
Conditions :  
- Être titulaire du grade au sein de la fonction publique.

**Par voie de concours**  
Conditions :  
- Être de nationalité française.  
- Être âgé de quarante ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1990.  
- Être titulaire :  
soit d'une licence, soit d'un diplôme ou certificat figurant sur une liste arrêtée par le premier ministre chargé de la fonction publique pour le recrutement de documentalistes du secrétariat général du gouvernement ;  
et d'un diplôme de spécialisation en documentation délivré par les universités ou Instituts universitaires de technologie.

Date limite des inscriptions : 31 octobre 1990  
Date des épreuves écrites : 5 et 6 décembre 1990

Retrait des dossiers d'inscription à la :  
Direction du personnel départemental  
1<sup>er</sup> bureau - Recrutement, pièce 002  
2, rue Tirard, 94000 Créteil  
(Métro : Créteil-Université)  
Tél. : 43-99-84-00 - Poste 4412

Toute correspondance devra être adressée à :  
L'HOTEL DÉPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE  
Direction du personnel départemental  
1<sup>er</sup> bureau - Recrutement  
Avenue du Général-de-Gaulle  
94011 CRÉTEIL CEDEX

**DOCUMENTALISTE**  
H/F

Cabinet international de recherche de cadres recrute, en vue de son développement, un Documentaliste responsable de :

- la constitution et l'exploitation de la documentation,
- la gestion du fichier sur informatique.

Ce poste requiert :

- formation supérieure,
- expérience en entreprise,
- pratique de l'anglais,
- maîtrise de l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 6934 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Service national d'accueil téléphonique,  
dans le secteur social, en cours de création  
**CHERCHE**  
**SON DIRECTEUR(TRICE)**

- 35 ans minimum ;
- expérience de direction ;
- double formation et/ou pratiques professionnelles dans des secteurs d'activité diversifiés ;
- pratique des situations de négociation, notamment dans le secteur public ;
- maîtrise des problèmes de gestion et des enjeux de l'animation dans l'entreprise ;
- il (elle) aura la responsabilité d'une structure d'une cinquantaine de salariés dont 3 cadres de direction ;
- saire annuel : 240 000 francs brut ;
- implantation : Paris ;
- disponibilité rapide souhaitée.

Les candidatures sont à adresser à :  
**SOCUS**  
3, rue Dulong, 75017 Paris (discrétion assurée).

Le conseil général de l'Eure  
recrute pour son  
service d'aide aux RMIISTES  
**1 CADRE SOCIAL**

- Fonction : création d'un service spécialisé intégré dans le service social départemental pour l'analyse, la mise en place et le suivi des projets d'insertion.
- Profil : diplôme social de conseiller en économie sociale et familiale de préférence, expérience d'encadrement et formation supérieure souhaitées.
- Statut : négociable selon expérience.

Candidatures à adresser à M. le président du conseil général de l'Eure, Hôtel du Département, boulevard G.-Chauvin, 27001 EVREUX CEDEX, avant le 15 octobre 1990.

Pour tous renseignements : tél. 32-31-50-50, poste 55-56.

LA PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN  
recherche par voie de mise à disposition  
**UN CHARGÉ DE MISSION**  
**A TEMPS PLEIN**

Fonctionnaire de catégorie A, formation supérieure, expérience indispensable. Le dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) devra être adressé à la préfecture de la région LIMOUSIN - Secrétariat général pour les affaires régionales - 87031 LIMOGES CEDEX. Tél. : 55-44-19-50.

**CENTRE DE FORMATION PARIS**  
l'un des leaders dans son domaine  
(commerce, gestion, communication, informatique)  
recherche  
**PROFESSEURS PERMANENTS**

De formation commerciale ou gestion, niveau 3<sup>me</sup> Cycle ou Grande Ecole. Expérience minimum 5 ans en formation ou en entreprise.

Outre leurs enseignements, ils auront la responsabilité des programmes de formation et du suivi des stagiaires de niveau BAC + 2 à BAC + 5 lors de leurs formations et de leurs stages en entreprise.

Envoyer CV + Photo + Lettre manuscrite à :  
**COMMUNICATIS - Réf 130 -**  
**16 bis rue Jouffroy - 75017 PARIS**

**ARCHITECTE**  
Dirigeant d'une importante agence d'architecture et d'ingénierie,  
recherche son  
**ATTACHÉE DE DIRECTION**

Très bonne culture générale et formation supérieure pour une candidate de 30 ans environ, à la personnalité affirmée, prête à secondier, avec efficacité et dynamisme, le chef d'entreprise, et à mettre au service de cet important cabinet son enthousiasme, sa polyvalence, ses capacités de communication et de rédaction.

La connaissance du milieu bâtiment ou immobilier serait un avantage.

Envoyer CV, lettre de motivation, photo et prétentions au  
**CABINET HERBERT,**  
12, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS  
à l'attention de Michelle LORJOIS

**secc** • Génie climatique  
• Ventilation  
• Tuyauteries Industrielles

Nous sommes une société dynamique, en pleine expansion, à la pointe des Techniques de Génie Climatique. Pour conforter notre croissance, nous recherchons

**CHARGE D'AFFAIRES CONFIRME**

A environ 30 ans, spécialisé en Génie Climatique, titulaire d'un BTS, DUT ou d'un diplôme d'ingénieur, votre professionnalisme repose sur 4 à 5 ans d'expérience dans des fonctions similaires où vous avez su faire preuve d'autonomie.

Organisé, doté d'un excellent contact humain et soucieux de rentabilité, vous aurez l'entière responsabilité d'affaires sur le plan technique, commercial et financier.

Un débutant motivé sera toujours le bienvenu.

Poste basé à Asnières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M 265 à C.J.L. - 23bis, rue Pierre Gaultier - 75016 PARIS

**Chantal Kenwyn**

VILLE DE CHERBOURG  
VILLE CENTRE D'AGGLOMÉRATION  
RECRUTE  
pour le THÉÂTRE DE CHERBOURG - SCÈNE NATIONALE  
**UN DIRECTEUR**

confirmé qui aura la mission de diriger et d'animer le Théâtre et le secteur des Arts Plastiques.

Les candidatures sont à adresser au plus tard le 15 octobre à :  
Monsieur le Maire de Cherbourg,  
Hôtel de Ville, BP 823, 50108 Cherbourg Cadex,  
et à Monsieur le Directeur du Théâtre et des Spectacles,  
Ministère de la Culture, de la Communication des Grands Travaux et du Bicentenaire,  
53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Organisme européen situé à Strasbourg  
cherche  
**UN ATTACHÉ DE DIRECTION**  
de haut niveau  
(formation grandes écoles, universités, etc.)

ayant une très bonne connaissance des structures économiques de développement régional et d'appui aux entreprises, si possible dans un contexte européen, et une expérience du commerce international

POUR  
prendre en charge le développement d'opérations économiques inter-régionales en France et à l'étranger ; il devra être à même d'animer un réseau de consultants et de mener à bien des opérations de rapprochement d'entreprises.

Langues souhaitées : anglais, espagnol, si possible allemand.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions  
sous n° 8055, le Monde Publicité,  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Organisme de tourisme et de congrès  
RECHERCHE POUR ORLÉANS  
**UN DIRECTEUR**

Expérience souhaitée dans les domaines du tourisme, des congrès, marketing et gestion.

Anglais écrit, parlé couramment indispensable.

Autre langue souhaitée.

Niveau bac + 4.

Adresser candidature manuscrite + CV avec photographie sous n° 8044 au Monde Publicité 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**Communiqué.**

François BETI, 42 ans, DESS de Psychologie Sociale et Industrielle, responsable du Service Recrutement et Gestion des cadres de Renault Véhicules Industriels, a rejoint Sirca Rhône-Alpes comme partenaire.

Il a contribué au redressement de Renault V.I. où pendant 15 ans, il a occupé différentes fonctions à la direction des Affaires Sociales en charge de problèmes de gestion des carrières, de formation, de relations sociales, de rémunération et de recrutement.

Précédemment, il a été responsable recrutement à la Compagnie Bancaire.

**Sirca Rhône Alpes**  
Paris-Lyon-Madrid-Libonne

Vous avez le niveau BAC + 5, formation gestion des entreprises ou droit des affaires.  
Vous êtes dégagés des obligations militaires.

Rejoignez  
**LA SOCIÉTÉ HOLDING D'UN GROUPE DE LOGISTIQUE PUBLICITAIRE**

En forte expansion, 220 personnes, C.A. 300 MF. Banlieue parisienne

Après une année d'intégration et de formation à nos métiers, vous deviendrez  
**L'ADJOINT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
de la Société Leader du Groupe

A terme le poste peut évoluer vers la Direction de l'une des entités du Groupe.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo à notre partenaire-conseil  
**TANGELLE**  
24, rue Étienne-Marcel - 94210 LA VARENNE-SAINT-HILAIRE

**Passionné par le fond, vous saurez mettre les formes.**

Dièse, agence conseil en stratégie et communication, recherche Jeune Diplômé (Grande Ecole de Commerce, Sciences Po) pour prendre en charge un puis plusieurs projets chez nos clients.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo à Laurent DEMENE, Dièse, 6-8 Rue St SABIN 75011 Paris.

**Chantal Carlin**  
**Jérôme Lancrenon Ivan Pacaud**

Ont le plaisir de vous communiquer les nouvelles coordonnées de CLP associées à compter du 17 septembre 1990.

Cabinet de conseil en gestion des ressources humaines et recherche de cadres dirigeants par approche directe et par annonce.

70, rue de Montparnasse  
75015 Paris  
Tél. : 45.33.62.62 Fax : 45.38.60.60

**C . L . P**  
a s s o c i é s

LA VILLE DE CAEN  
(115 000 habitants, université)  
recrute sur concours  
pour son école d'art  
**UN PROFESSEUR**  
**PLASTICIEN GRAPHISTE**

chargé des enseignements PAO, DAO, conception, fabrication, imagerie électronique pour l'option Arts graphiques.

Maîtrise de la langue anglaise nécessaire.

Renseignements et dépôts de candidature :  
Hôtel de Ville, Esplanade J.-M.-Louvain, 14000 CAEN  
Tél. 31-30-41-00 / 31-85-20-62 (Ecole des beaux-arts)

150 من المليون



# Le Monde des Cadres

**GRUPE EUROPEEN**  
en pleine expansion (CA FF16 milliards - 8 usines)  
recherche pour sa filiale française

## Directeur de la Communication France 330 KF+

Votre mission sera, dans un premier temps, de mettre en place un plan de communication en France auprès des clients, des leaders d'opinion et du personnel des usines, puis d'assurer concrètement le suivi des différentes actions.

De formation supérieure, bilingue anglais/français, vous avez l'expérience de la fonction communication dans une multinationale.

Posta basé en Normandie.

Merci d'adresser CV et prétentions en mentionnant la référence 1060

**ETATS MAJORS CONSULTANTS** 27 villa Wagram St Honoré, 75008 PARIS

Ressources Humaines High Tech

## INGENIEURS D'AFFAIRES A LA DIRECTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU GROUPE

Ingenieur de préférence électromécanicien, vous avez une expérience de cinq années au minimum en recherche ou industrie lourde.

Habitué à traiter des tâches de développement des projets jusqu'au suivi des réalisations (budgets, planning), vous aurez la responsabilité d'affaires importantes en France et à l'étranger. L'anglais est indispensable à ce poste, l'espagnol souhaité.

Si la perspective de rejoindre un groupe en plein développement sur un site particulièrement attractif situé à l'Ouest de Paris, vous intéressez.

Adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous réf. MICT1 à notre Conseil qui vous garantira une discrétion absolue. **SECUR COMSA**, 11, rue Jean Monnet 75008 PARIS.

Le Groupe Ciments Français, diversifié dans les matériaux de construction : ciment, granit, béton prêt à l'emploi, bétons industriels réalise un CA de 15 Mds F.

Présente dans 14 pays, 17.000 collaborateurs dont plus de la moitié à l'international participent à la même œuvre : progresser par les solutions techniques.

Aujourd'hui, CEMENTS FRANÇAIS adhère au groupe d'entreprises industrielles de dimension internationale.



L'INSTINCT DU FUTUR

## Consultant en communication corporate

Notre agence, filiale d'un important groupe de communication, est spécialisée en communication d'entreprise (institutionnelle et financière). Nous réalisons un chiffre d'affaires de l'ordre de 100 millions de francs. Pour faire face à notre fort développement, nous souhaitons intégrer un consultant auprès du Directeur-Conseil d'un des départements.

Ce consultant conseillera sa clientèle dans l'élaboration de la meilleure stratégie à appliquer pour atteindre les objectifs de communication de l'entreprise. Il l'aidera à mettre en œuvre la stratégie et les plans d'actions retenus. Enfin, il s'assurera de la bonne exécution des actions.

De formation supérieure, vous connaissez bien l'entreprise. Vous maîtrisez le Marketing et les outils de communication et vous connaissez bien les médias. Vous souhaitez intégrer une équipe de qualité travaillant sur des méthodologies originales et modernes. Alors adressez CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence MD/270.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75116 PARIS.

**LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES**



## 50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS recherche

### SON CHEF DE RUBRIQUE

pour les secteurs : droit de la consommation, crédit, banques, placements, assurances.

Rédaction grand public souhaitée.

Adresser C.V. + prétentions à : **L'INC (Institut national de la consommation)** 80, rue Lecourbe - 75732 Paris Cedex 15

## S'investir dans l'immobilier...

et devenir partenaires "marketing" de nos clients : les plus grands promoteurs, investisseurs et aménageurs, français et étrangers. Formation supérieure et première expérience souhaitée. Qualités relationnelles et pédagogiques, esprit de synthèse et forte motivation pour l'immobilier. Envoyer C.V., lettre et photo à : **grecam**, 12, rue Hamelin - 75116 PARIS.

## MISSION DSQ - GRANDE VILLE DE L'OUEST BUREAU D'ETUDES

RECHERCHE POUR INTEGRATION DANS L'EQUIPE OPERATIONNELLE

**UN(E) ASSISTANT(E) AU CHEF DE PROJET**

ENVOYER CANDIDATURE ET CV SOUS LE NUMERO 3799 A AGENCE CENTRALE DE PUBLICITE BP 229, 93523 SAINT-DENIS CEDEX, QUI TRANSMETTRA

Importante Société d'Édition Encyclopédique recherche

## Editeur HF

ayant une formation scientifique et, de préférence, une expérience de l'édition.

Adresser votre dossier complet sous réf. 12446 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HCA 19/21 Boulevard Gambetta - 92130 ISSY LES MOULINEAUX Confidentialité assurée.

L'AMBITION DE LA FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE AU SERVICE DES CAISSES REGIONALES 70 000 SALARIES - DETERMINER LE CREDIT AGRICOLE DE CADRES DIRIGEANTS COMPETENTS, ENTREPRENANTS ET ORIENTES VERS LA REUSSITE.



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

## CONSEIL EN GESTION DES CARRIERES DES CADRES A FORT POTENTIEL

Notre mission est d'aider les entreprises du Groupe à préparer et sélectionner leurs Cadres dirigeants et à gérer leur carrière.

Au sein de l'équipe Gestion et carrières des cadres dirigeants, votre responsabilité propre sera de :  
• promouvoir une politique active de gestion des carrières des jeunes cadres à potentiel;  
• aider les entreprises du Groupe dans leurs opérations de recrutement;  
• promouvoir l'image du Crédit Agricole auprès des universités et des grandes écoles.

De formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience en gestion des ressources humaines et si possible en recrutement, le goût des contacts avec des chefs d'entreprise et des cadres de haut niveau, et la passion d'aider des hommes et des femmes à transformer leur potentiel en vraie compétence.

Votre propre carrière pourra, selon vos goûts, évoluer à Paris ou en Province, dans la gestion des ressources humaines ou dans d'autres métiers bancaires, à des niveaux de responsabilité en rapport avec votre ambition et vos résultats.

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Directeur Général de la Fédération Nationale du Crédit Agricole 48, rue la Boétie - 75008 Paris.

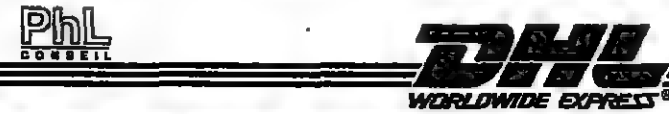
DHL, Worldwide Express livre colis et documents urgents en porte-à-porte dans le monde entier. Avec 20 000 collaborateurs dans 180 pays, une flotte aérienne de plus de 100 appareils, nous sommes le leader international d'un marché en forte progression. Pour répondre aux attentes de nos clients internationaux à qui nous apportons un service essentiel à la réussite de leurs affaires, nous recherchons aujourd'hui notre

## OPERATIONS MANAGER

Sous l'autorité du Directeur des Opérations Aéroportuaires Internationales, vous managez l'établissement douane/transit de Roissy CDG. Garant de la qualité de service sur le site (respect des échéances et des procédures) vous organisez l'activité, et animez un effectif opérationnel de 100 personnes, dans un contexte logistique pointu et fortement informatisé.

A 30 ans et plus, vous êtes rodé au management d'équipes opérationnelles dans un environnement de préférence transport, ou industrie et BTP. En véritable manager, vous savez concevoir et planifier votre action et en déléguer l'application auprès de vos adjoints. Meneur d'hommes, disponible, bon contact "terrain", autorité douanière et aéroportuaire, réseau DHL, votre réussite à ce poste nécessite la pratique professionnelle de l'anglais.

Merci d'adresser : CV + photo + lettre manuscrite + prétentions sous référence CB 26 à DHL Conseil, 32 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.



## Consultant - H/F Senior - Partenaire

Proximité Aix-en-Provence

CAPFOR MEDITERRANEE S.A., rattachée au Groupe CAPFOR-FRANCE, est spécialisée dans la consultation en Ressources Humaines, Management et Communication.

Nous intervenons dans le Sud Méditerranéen mais aussi sur toute la France et parfois à l'étranger. Notre croissance est forte, nos objectifs de développement ambitieux.

Nous recherchons un Consultant confirmé sachant créer, gérer et développer une clientèle dont une partie lui sera apportée. Maîtrisant les différentes techniques de recherche et d'évaluation, il est en mesure de mener à bien des missions très diverses de recrutement de Cadres.

Il rejoindra une équipe fortement motivée et fonctionnant sur trois valeurs fondamentales de comportement : loyauté, sérieux et innovation. Il trouvera une structure rodée et efficace pour soutenir son action.

Après intégration, il bénéficiera d'un vaste espace de liberté et de responsabilité, et pourra être partenaire au niveau de la société et du groupe.

Merci de téléphoner à notre P.D.G., Jacques CARLOTTI ou à Pierre VIROLE, Directeur Associé au (16) 42.75.05.53, les 2, 3, 9 et 10 octobre prochains de 18h00 à 20h00.

Informations complémentaires : Minutiel : 3615 Code CAPFOR.



PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - ARLES - BORDEAUX - BRISTOL - CHAMBERS - CHATELAIN - LYON - MONTPELLIER - NANTES - NICE - NORD - ORLÉANS - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TULSA

## SOCIETE D'EDITION LITTERATURE GENERALE

Nous éditions des ouvrages destinés à un large public. Nos contacts privilégiés avec la presse audiovisuelle, les milieux politiques, le monde des affaires facilitent la promotion de nos publications. Pour renforcer notre présence parmi les médias, nous recherchons un

## ATTACHE DE PRESSE CONFIRME H/F

Assisté d'une attachée de presse junior, vous proposerez et mettrez en œuvre la politique de communication de la société en assurant :

- la mise en place d'actions presse pour la promotion de nouveautés : rédaction des dossiers de presse, éditorial de couverture...
- la conception de campagnes ou l'organisation d'événements visant à accroître la notoriété de la société.

A 30/40 ans, vous disposez d'une expérience de 5 ans environ, réussie dans un poste similaire. Culture générale, aisance relationnelle et rédactionnelle, méthode et organisation sont les atouts qui vous permettront de réussir et de contribuer aux projets ambitieux de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence E/649 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Holévy - 75009 PARIS.

**ornicar**

**dgi** La Direction Générale des Impôts recrute sur concours

## 392 Inspecteurs des Impôts

FORMATION EN ECOLE REMUNEREE. Diplôme exigé : Licence, BTS, DUT ...

Inscriptions jusqu'au 29 octobre 1990.

Renseignements : C.E.P. 17 rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 42.66.93.16 ou 47.42.10.00 ou Directions Départementales des Services Fiscaux.



# Le Monde de la Fonction Commerciale

## RANK XEROX

### NOS EQUIPEMENTS HETEROGENES FERONT APPEL A VOTRE ESPRIT DE SYNTHESE

Ingénieurs vente systèmes Rouen, Caen, Lyon

Après une période de formation sur nos produits, vous disposerez des meilleurs atouts pour convaincre les décideurs. Les Ingénieurs Vente Systèmes trouvent chez Rank Xerox un environnement ouvert à tous les talents, propice à toutes les ambitions.

Aussi à l'aise dans la négociation que dans la diagnostic des besoins, votre connaissance des technologies informatiques et des réseaux vous permettra de proposer aux professionnels des grandes entreprises des solutions performantes, et d'étudier avec eux le mode de financement adapté.

De formation supérieure, vous avez une expérience des logiciels et des réseaux en environnement gros systèmes.

De tempérament commercial, ouvert au dialogue et désireux de partager votre expérience, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

Postes à pourvoir à **ROUEN, CAEN et LYON.**

Merci d'adresser votre candidature sous réf. IVLM.217 (en précisant la ville désirée) à **RANK XEROX, DRH, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.**

## DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

### TOURS

Filiale d'un important groupe agro-alimentaire, 9 MdF de CA, 7000 personnes: notre société, évoluant sur le marché du "Petit-Déjeuner" en circuits modernes et spécialisés, souhaite intégrer son manager opérationnel.

Responsable d'un centre de profit, il aura en charge le développement de l'entreprise et disposera des moyens néces-

saires à la mise en place d'une politique de rentabilité.

Ce poste évolue s'adresse à un stratège réaliste, diplômé d'une école de commerce - ESSEC, Sup de Co - ayant acquis une réelle expérience Marketing/Vente dans l'univers Grande Consommation et/ou Agricole.

Merci de faire part de votre intérêt par lettre manuscrite (+ CV et photo) sous réf. M/DCM à

### KONEX CONSEILS

11, rue de Fg Polssomnière - 75009 PARIS, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.



## LES BATISSEURS DE SOLUTIONS

ASSURANCES ET PREVOYANCE INTERNATIONALES

REJOINDRE A.P.I. UN GRAND DE LA PREVOYANCE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons

## 3 COMMERCIAUX JUNIORS

- Nous concevons des Régimes de Prévoyance Collective France et Expatriés.
- Vous avez entre 25 et 30 ans.
- Vous possédez une formation supérieure et de préférence une première expérience en Courtage ou en Compagnie.
- Bien sûr vous maîtrisez au moins une langue étrangère.
- Votre dynamisme et votre sens commercial font de vous un(e) battant(e).
- Si vous vous reconnaissez, alors rejoignez sans plus tarder notre équipe commerciale.
- Votre rémunération sera motivante et votre formation assurée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) sous la réf. 9/M au Département Recrutement de A.P.I., 10, rue Henner, 75009 PARIS.



Notre groupe est le n° 1 mondial de l'électrotechnique : 130 milliards de francs de chiffre d'affaires, 240.000 salariés dans 180 pays ; ces deux dernières années, plus de 60 acquisitions, pour 22 milliards de francs ; plus de 6 milliards de francs de résultats en 1989 : une progression de 65 %... En France, nous ne sommes "que" 3.800 personnes, mais nous y avons aussi des objectifs de développement ambitieux. En particulier, pour notre filiale ABB Drives (450 personnes, 3 établissements) spécialisée dans la conception, la production et la vente de systèmes d'entraînements à base de moteurs électriques et de variateurs. Nous recrutons, pour cette filiale, trois collaborateurs :

## CREER LA FONCTION MARKETING

### Produits industriels

**Fontainebleau** - Rattaché au directeur général, ce responsable devra assurer la mise en place de la fonction marketing dans l'entreprise, définir une politique dans ce domaine et la mettre en œuvre, en liaison avec les responsables des quatre centres de profit : analyse du marché et de son évolution, positionnement des produits, détermination du "mix-marketing",

identification des créneaux de développement... Ce poste, basé près de Fontainebleau, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, parlant anglais, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, possédant une expérience de 5 ans minimum dans une fonction marketing et/ou commerciale relative à des produits industriels (Réf. A/S8587M).

## RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT

### Variateurs de vitesse

(courant continu et fréquence variable)

**Fontainebleau** - Il dirigera et animera une équipe constituée d'une quinzaine de personnes (ingénieurs commerciaux, techniciens, responsables produits, administration commerciale). Cette équipe a pour vocation le négoce de produits industriels achetés dans le groupe (à l'étranger essentiellement) et intégrés dans les solutions techniques proposées aux clients. Ce

poste, basé près de Fontainebleau, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, parlant couramment anglais, diplômé d'une école d'ingénieurs (électricité, électrotechnique) et possédant une expérience de 5 ans minimum dans une fonction technico-commerciale comportant l'animation d'une équipe (Réf. A/S8588M).

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

### Moteurs et systèmes d'entraînement

**Nantes** - Intégré au réseau de vente qui comprend une vingtaine d'ingénieurs technico-commerciaux, il sera chargé de développer sur l'Ouest, à partir de Nantes, la vente de nos systèmes d'entraînement électriques à vitesse variable. Ce poste s'adresse à

un candidat âgé d'au moins 25 ans, ayant au minimum une formation Bac + 2 (DUT, BTS ou ingénieur en électrotechnique) et une première expérience dans la vente de produits électriques industriels (Réf. A/S8589M).

Pour ces trois postes, la rémunération de départ sera fonction du niveau de compétence acquis par les candidats. Elle inclut une part variable sur réalisation des objectifs. Des perspectives de carrière intéressantes peuvent être envisagées dans le groupe. Ecrire en indiquant vos prétentions et en précisant la référence choisie à Christine BERNET pour la référence A/S8587M, à Gil MASSON pour les références A/S8588M et A/S8589M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group

HUMAN RESOURCES - Creating Business Advantage

## L'UNION REUSSIE DE LA TECHNIQUE ET DU MANAGEMENT

A environ 35 ans, votre formation supérieure et votre maîtrise de l'univers informatique vous ont permis de déployer votre talent commercial à la direction d'un centre de profit.

Associez votre talent à notre savoir-faire qui a su engendrer la confiance de nos grands comptes régionaux et nationaux.

Devenez l'un de nos futurs Directeurs d'agence et saisissez une opportunité de carrière sur un marché en forte expansion.

Venez partager nos valeurs de rigueur, de qualité, d'excellence professionnelle en contactant Catherine Carrasset - Sopra - Direction des Ressources Humaines - 3, rue Lauriston 75116 Paris, sous réf. DA.

Toute la rigueur que l'on attend d'une SSII

**SOPRA.**  
Ingénierie informatique

هكذا من الامم







## MARCHÉS FINANCIERS

La mainmise de l'industriel breton sur la société de négoce

## M. François Pinault fusionne son groupe avec la CFAO

«NI OPA ni OPE en 1990». M. François Pinault a pris grand soin de ne pas démentir les assurances données à la COB en juin dernier. Subtilité de langage, le rapprochement des groupes Pinault SA et de la CFAO - cette vénérable société de négoce dont l'homme d'affaires breton a pris les rênes il y a six mois à peine - revêtira la forme d'une fusion (nos dernières éditions du 25 septembre). Les conseils d'administration des deux sociétés ont approuvé lundi 24 septembre à l'unanimité le projet de fusion ou plutôt d'absorption de la CFAO (31,1 milliards de chiffre d'affaires en 1989) par le groupe Pinault SA (10,2 milliards de chiffre d'affaires l'an passé).

La parité retenue - six actions Pinault pour cinq actions CFAO - est plutôt favorable aux détenteurs de titres de la Compagnie française d'Afrique occidentale. Le papier Pinault remis en échange de titre CFAO est valorisé à 307,50 francs, ce qui permet d'envisager une belle plus-value potentielle dès la reprise des cotations, l'action Pinault se négociant vendredi 21 septembre à 422 francs.

Les actifs de la CFAO - et notamment son flamboyant siège social avenue d'Iéna dont la vente devrait rapporter 1,5 milliard de francs - justifient ce coup de pouce, selon M. Patricia Barbizet, directeur financier du groupe Pinault.

Des considérations plus «politiques» peuvent également expliquer ce bon accord actionnaires de la CFAO. Car si l'aval du conseil d'administration de Pinault SA ne posait pas vraiment problème (la famille Pinault et le Crédit lyonnais, banquier traditionnel du groupe y détiennent à eux deux 84 % des droits de vote), l'approbation de celui de la CFAO - dont Pinault ne contrôle que 33,13 %

du capital - était plus délicate. Sans avoir à déboursier un centime, et sous réserve d'un blanc-seing des deux assemblées générales extraordinaires convoquées le 14 décembre prochain, l'homme d'affaires breton dirigera un nouvel ensemble au chiffre d'affaires de 32,4 milliards de francs et doté d'une capacité d'autofinancement évaluée à «plusieurs milliards».

Cette entité - d'ores et déjà baptisée Pinault - sera organisée en quatre sous-holdings correspondant à quatre métiers distincts : la distribution spécialisée (57 % du chiffre d'affaires du nouveau groupe) avec la CDME (distribution de matériel électrique) et Pinault Distribution (matériaux de construction), la location de matériel aux entreprises avec Pinault Service et Grace Equipement, les activités industrielles dans le bois (Isoray, Compagnie internationale d'ameublement, Pinault emballage) et le commerce international (activités africaines de Pinault et de la CFAO).

La naissance de ce nouveau poids lourd du négoce n'est en fait que la conclusion logique d'une lente montée en puissance, dont on a peine à croire qu'elle n'ait été préméditée. En janvier dernier, M. François Pinault prenait pied dans la CFAO, en février il franchissait le seuil des 20 % avant de se propulser un mois plus tard à la présidence de la société de négoce.

Selon le schéma financier retenu, sa participation dans le nouvel ensemble sera minoritaire. La Financière Pinault, holding de tête créé par la famille Pinault et la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais contrôlera 35 à 40 % de l'entité Pinault-CFAO, le reste du capital étant réparti entre les AGF (6 %), Clinvest (6 %), l'UAP (2 %), l'Assurance (1,5 %), le groupe Schneider (2,5 %) et le public (pour environ 40 %). Toutefois, le numéro un français du bois n'exclut pas, à la faveur de désengagements de certains de ces actionnaires (notamment Parifinance) d'augmenter sa participation.

CAROLINE MONNOT

Après la fusion des deux groupes

## Lyonnaisse-Dumez va se resserrer sur ses activités prioritaires

Lyonnaisse-Dumez, après la fusion des deux groupes - approuvée à 99,1 % par l'assemblée générale de Dumez et à 98,7 % par celle de la Lyonnaisse des eaux - va se resserrer sur ses activités prioritaires (environnement et aménagement). «Tout ce qui ne concourra pas à notre stratégie ou n'apportera pas une contribution durable aux résultats sera valorisé pour être réinvesti dans les industries de base», a déclaré lundi 24 septembre M. Jérôme Monod, président du nouveau groupe, qui s'apprête à «pourchasser» tout ce qui ne sera pas «conforme» aux objectifs annoncés (le Monde du 25 septembre).

## AGRICULTURE

## M. Nallet présente ses excuses à son homologue britannique à propos des brebis brûlées

Le ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a présenté ses excuses à son collègue britannique, M. John Gummer, lundi 24 septembre à Bruxelles, à propos des brebis britanniques importées que des éleveurs français ont brûlées vivantes le mois dernier.

Le ministre français a assuré que les éleveurs britanniques seraient indemnisés, ajoutant que douze procédures

judiciaires avaient été ouvertes contre les auteurs de ces exactions. M. Nallet a expliqué les violences par un sentiment d'injustice que les éleveurs français ressentent, et il a demandé que la CEE prenne toutes les mesures pour faire remonter les cours et assurer une concurrence loyale dans le Marché commun.

□ Accord commercial entre Air France et USAir. - Le président d'Air France et celui d'USAir ont signé, le 22 septembre, un accord commercial (le Monde du 22 septembre). Cet accord prévoit que les deux compagnies recherchent des synergies sur leurs vols transatlantiques respectifs. D'autre part, les deux partenaires faciliteront leurs correspondances en harmonisant leurs horaires. Malgré ses difficultés actuelles qui l'amènent à licencier 3 600 de ses 50 660 salariés, USAir est, pour Air France, le partenaire recherché outre-Atlantique depuis des mois, en raison de sa première place sur le marché intérieur américain où elle assure 3 000 vols par jour.

□ Continental refuse l'offre de Pirelli. - L'industriel allemand Continental a refusé, lundi 24 septembre, l'offre que lui a faite la semaine dernière l'italien Pirelli de fusionner leurs secteurs pneumatiques. «Pas ainsi M. Pirelli, mais la

porte reste ouverte pour d'autres négociations», a déclaré devant la presse M. Horst Urban, président du directoire de Continental. Il a ajouté qu'une coopération entre les deux entreprises augmenterait leurs chances de renforcer leurs positions sur le marché du pneu, qui est très concurrentiel.

□ Les AGF achètent la compagnie belge Escant. - AGF international, filiale du groupe public Assurances générales de France, a acheté au groupe britannique Prudential 100 % de l'Escant, seizième compagnie d'assurances belge. La transaction, qui sera ratifiée le 28 septembre, s'effectuera au prix de 9,4 milliards de francs belges (1,5 milliard de francs).

Les AGF, qui disposaient d'une implantation en Wallonie (AGF Belgium), sont maintenant présentes en Flandre. L'ensemble représente 10 milliards de francs belges de primes (1,6 milliard de francs), 5 % du marché et se positionne au septième rang des compagnies d'assurances du pays.

## NEW-YORK, 24 septembre ↓

## -2,36 % au plus bas depuis juin 1989

Wall Street a glissé sous le barre des 2 500 points lundi, cédant fortement du terrain sous la pression de la nouvelle flambée des cours du pétrole et après la confirmation de difficultés dans le secteur bancaire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a chuté à 2 452,97 en baisse de 59,41 points (-2,36 %), atteignant ainsi le niveau le plus bas depuis le 30 juin 1989 (2 440,06). Quelque 164 millions d'actions ont été échangées. Les investisseurs anticipent une vague de mauvaises nouvelles en provenance du secteur bancaire, après l'annonce la semaine dernière par Chase Manhattan d'une série de mesures, dont la suppression de 5 000 emplois, entrant dans le cadre d'un vaste plan de restructuration.

Cette annonce, qui n'avait pas surpris les marchés financiers déjà au courant des problèmes de crédit auxquels sont actuellement confrontés les banques, renforce toutefois les craintes de récession, indiquent les analystes.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 24 sept.
Alcoa	87 1/2	83 3/4
Alle	31 3/8	30 3/4
Boeing	100 1/2	98 1/2
Chase Manhattan	12 3/4	11 1/4
Deutsche Bank	34 5/8	33 7/8
Exxon	60 1/2	59 1/2
Ford	51 1/4	50 1/2
General Motors	33 3/4	32 1/2
IBM	108 3/4	107 1/2
Intel	48 5/8	47 3/8
ITT	70 7/8	70
Johnson & Johnson	64 1/4	64 1/4
Merck	100 1/2	99 1/2
Pharmacia	100 1/2	99 1/2
Union Carbide	15 1/4	14 1/2
Westinghouse	28 1/4	27 1/2
Yates Corp.	35 3/4	34 7/8

## LONDRES, 24 septembre ↓

## Au plus bas depuis 19 mois

Des craintes persistantes de récession en Grande-Bretagne, une soudaine flambée des cours du pétrole et l'ouverture en forte baisse de Wall Street se sont conjuguées lundi 24 septembre pour pousser une nouvelle chute des cours à la Bourse de Londres. L'indice Footsie a, pour la première fois depuis le début 1989, chuté sous la barre des 2 000 points à 1 990,3, abandonnant ainsi 1,7 % par rapport à vendredi.

La publication des chiffres du déficit commercial en Grande-Bretagne pour le mois d'août, bien inférieur aux prévisions (1,13 milliard de livres), a entraîné un début de reprise, mais celle-ci a été stoppée par la chute des cours du pétrole et des actions.

L'annonce, par la Confederation of British Industry (CBI), que la confiance des entreprises est au plus bas depuis huit ans a aussi contribué à la baisse. Par ailleurs, l'annonce de la fusion d'une entreprise britannique sur trois s'attend à voir sa production diminuer au cours des quatre prochains mois.

□ 118 réductions d'emplois à France Ebauches SA. - Le fabricant de mouvements de montres à quartz, France Ebauches SA (653 personnes), a annoncé, lundi 24 septembre, un plan de 118 suppressions d'emplois pour la mi-novembre sur les sites de Besançon, Mâcon et Val de Saône (Doubs). Selon la direction, «l'aggravation de la concurrence internationale et les répercussions des événements du Proche-Orient» engendrent «une baisse des ventes significative et durable» qui nécessite une adaptation de la production. Ces mesures seront accompagnées d'un plan social d'incitation au temps partiel, aide au départ volontaire, contrats avec les entreprises régionales pour le reclassement du personnel.

□ Autres Finances prend 7 % d'Air. - Autres Finances, filiale du Crédit lyonnais, va prendre 7 % du capital d'Air, un fonds d'investissement dirigé par M. Jean-Charles Naouri, au terme d'une augmentation de capital réservée de l'ordre de 130 millions de francs. Les deux entités consolideront par avance une coopération qui s'illustre dans les LBO. Les deux partenaires cherchent à profiter de la baisse des marchés financiers pour faciliter les successions et restructurations d'entreprises.

□ Sita s'étend en Grande-Bretagne. - Sita, filiale britannique de Sita (groupe Lyonnaisse des eaux), spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets, vient d'obtenir des contrats de collecte et de traitement pour deux districts londoniens. Créée en novembre 1988, Sitaclan dessert

## PARIS, 25 septembre ↓

## Nouvelle détérioration

Les valeurs françaises ont de nouveau baissé, mardi, dans un marché inquiet, affichant un recul de près de 1 %, au bout d'une heure et demie de cotation, et supérieur à 1,5 % en début d'après-midi. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, la baisse se situait aux alentours de 2 %.

Après avoir, la veille, cessé, pendant la séance, son saut de résistance (1 500 points) et atteint son plus bas niveau depuis le mois de décembre 1988, la Bourse de Paris avait esquissé, mardi matin, une timide reprise. Mais le mouvement fut de courte durée en raison de la tension croissante des taux d'intérêt, qui entraîna un nouvel écroulement de l'indice CAC 40 continuant de s'affaiblir, s'approchant des 1 450 points, saut critique évoqué il y a à peine une semaine de jours dans les prévisions les plus pessimistes des analystes boursiers, en cas de conflit armé dans le Golfe.

Conséquence de la déprime des marchés financiers, l'or joua à nouveau son rôle de valeur refuge, le lingot bondissant de 3,8 % et par la même occasion propulsant la mine de Salsigne en tête des valeurs françaises les plus appréciées de la séance. Ce regain d'intérêt pour le métal jaune profitait aussi aux mines inscrites aux valeurs étrangères, dont on comptait une dizaine parmi les quinze plus fortes hausses de la séance. Les valeurs françaises en baisse étaient entamées par Pinault, conséquence de la fusion avec la CFAO ; l'on relevait aussi Labon, Luchaire et les Ciments français.

## TOKYO, 25 septembre ↓

## Au plus bas de l'année

La Bourse de Tokyo a atteint mardi son plus bas niveau de clôture pour l'année, affecté par l'envoie du pétrole et la baisse des marchés étrangers. Après un week-end de trois jours, les boursiers ont constaté qu'il n'y avait pas d'argent frais sur le marché, d'où ce mardi soit le premier jour du terme boursier d'octobre. L'indice Nikkei termine en baisse de 418,51 points, soit 1,78 % à 23 358,32.

A New-York, lundi, les cours pétroliers ont marqué une hausse de 9 % par rapport à vendredi, après la menace d'une attaque des puits de pétrole du Proche-Orient. En conséquence, le cours japonais a réagi, accusant une baisse de 339,05 points dès le premier quart d'heure.

Un professionnel a souligné la faiblesse du volume des échanges pour un premier jour de terme boursier : 230 millions d'actions, le plus faible volume depuis les 200 millions du 20 août, et contre 430 millions vendredi dernier.

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 25 sept.
Alcoa	87 1/2	83 3/4
Alle	31 3/8	30 3/4
Boeing	100 1/2	98 1/2
Chase Manhattan	12 3/4	11 1/4
Deutsche Bank	34 5/8	33 7/8
Exxon	60 1/2	59 1/2
Ford	51 1/4	50 1/2
General Motors	33 3/4	32 1/2
IBM	108 3/4	107 1/2
Intel	48 5/8	47 3/8
ITT	70 7/8	70
Johnson & Johnson	64 1/4	64 1/4
Merck	100 1/2	99 1/2
Pharmacia	100 1/2	99 1/2
Union Carbide	15 1/4	14 1/2
Westinghouse	28 1/4	27 1/2
Yates Corp.	35 3/4	34 7/8

## FAITS ET RÉSULTATS

□ 118 réductions d'emplois à France Ebauches SA. - Le fabricant de mouvements de montres à quartz, France Ebauches SA (653 personnes), a annoncé, lundi 24 septembre, un plan de 118 suppressions d'emplois pour la mi-novembre sur les sites de Besançon, Mâcon et Val de Saône (Doubs). Selon la direction, «l'aggravation de la concurrence internationale et les répercussions des événements du Proche-Orient» engendrent «une baisse des ventes significative et durable» qui nécessite une adaptation de la production. Ces mesures seront accompagnées d'un plan social d'incitation au temps partiel, aide au départ volontaire, contrats avec les entreprises régionales pour le reclassement du personnel.

□ Autres Finances prend 7 % d'Air. - Autres Finances, filiale du Crédit lyonnais, va prendre 7 % du capital d'Air, un fonds d'investissement dirigé par M. Jean-Charles Naouri, au terme d'une augmentation de capital réservée de l'ordre de 130 millions de francs. Les deux entités consolideront par avance une coopération qui s'illustre dans les LBO. Les deux partenaires cherchent à profiter de la baisse des marchés financiers pour faciliter les successions et restructurations d'entreprises.

□ Sita s'étend en Grande-Bretagne. - Sita, filiale britannique de Sita (groupe Lyonnaisse des eaux), spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets, vient d'obtenir des contrats de collecte et de traitement pour deux districts londoniens. Créée en novembre 1988, Sitaclan dessert

au total sept districts d'une population totale de 900 000 habitants, représentant aujourd'hui un chiffre d'affaires d'environ 70 millions de francs.

□ Aussolat Rey table sur une hausse de ses bénéfices. - La société papetière française Aussolat Rey compte dégrader cette année un bénéfice supérieur à celui de 1989, en dépit de l'augmentation des prix du pétrole, qui pèse particulièrement lourd sur les comptes des fabricants de papier. Aussolat Rey a réalisé au premier semestre un bénéfice net de 111,7 millions de francs, en hausse de 49 % par rapport au premier semestre 1989 (74,8 millions de francs), à la suite de cette filiale du groupe américain International Paper. Ce résultat tient compte d'un résultat exceptionnel de 23 millions de francs (contre 8 millions de francs en 1989). Au premier semestre, le résultat courant s'est établi à 161 millions de francs (+ 33 %), en dépit d'une concurrence accrue sur le marché des papiers d'impression. Le chiffre d'affaires n'a connu dans le même temps qu'une évolution «modérée» (+ 1,7 %) pour s'établir à 2,96 milliards de francs.

□ Moulinex prend le contrôle de la société méditerranéenne Vistar. - Moulinex a fait passer de 31,92 % à 74,36 % sa participation dans la société méditerranéenne Vistar (électroménager), qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 104 millions de francs. Cette prise de contrôle se fait par l'achat aux actionnaires mexicains de 50 % des titres qu'ils détiennent et simultanément par une augmentation de capital.

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amoco Assoc.	400	396	IM.S.	1000	1000
Amstel	185	185	IN	280	280
B.A.C.	185	185	IP.B.M.	128	128
Bp. Tonnell.	170	170	Loca Invest.	302	298 10
B.L.C.M.	800	805	Locat.	100 20	100
Bouss (Syl)	370	355	M&M	124 50	120
Châles de Lyon	205	210	M&M	195	192 30
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	2748	2740	M&M	176	176
Calson	940	940	Oliveri Logist.	580	580
Carif	427	422	Om. Gen. Fr.	914	905
C.E.F.	451	438	Prudenc	90	90
C.E.G.P.	323	313 50	Prudenc Assur.	327	327
C.F.P.I.	206	206	Publ. P&G	486	471 50
Ciments d'Origny	251	243 50	Rand	600	591
C.N.I.M.	480	480	Rhone-Alp. Em. (L.)	318	318
Colson	1044	1022	S&W Midgton	215	209
Compt.	258	246	S.C.G.P.M.	451 10	411 80
Comeng	285 10	273 70	Ségis B.	230	230
Conforama	785	778	Select Invest. (L.)	102 80	102 40
Crest	287	286 50	Selsia	448 90	447
Dalme	210 50	210 50	S.M.T. Goupil	190	190
Dapla	475	443	Sopra	197 50	185
Dalme	784	675	Sopra	170	170
Danachy Worms Co.	542	542	T.P.I.	252 50	250
Danachy et Gm.	244 20	240	Thermor H. Lyl.	225	225
Danachy	850	850	Union Fin. de Fr.	383	381
Davie	438 50	448 50	Val et Ce	138 50	133
Dalme	178 50	178 50	Y. St-Laurent Group	803	779
Edisons Bedford	243	235 20			
Edisons	11 45	11 45			
Europ. Populac.	384 80	380 70			
Fraser	150	144			
Gavner	850	850			
Gavner	358	346			
G.P. Group (L.)	244 20	240			
Grand Lys	429	429			
Grouvign	170 10	168			
Guilbert	788	809			
L.C.C.	229	220			
L.D.A.	315	315			
Léonard	130	130			

## LA BOURSE SUR MINUTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 24 sept. 1990

Nombre de contrats : 25 065

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Sept. dernier	Déc. dernier
Bourgeois	440	15	42
CGE	520	5	54
Elf-Aquitaine	680	53	27
Emmenthal SA-PIC	40	0,96	4,60
Enro Disneyland SC	100	1	23
Evros	458	6,50	15,50
Lafarge-Corpe	498	6	6
Michellin	70	3,50	10
Midi	920	30	65
Parfums	440	6	25
Parfums-Rosant	520	10	40
Parfums SA	520	10	11
Rhône-Poulenc CI	240	11	25
Salut-Gohin	380	12	35,45
Sources Perrier	1 200	5	96
Société générale	440	17,50	33
Stent Financiers	380	12	48
Thomson-CSF	90	14,20	1

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 sept. 1990

Nombre de contrats : 63 813

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	95,72	95,76	95,72
Précédent	96,60	96,62	96,54

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

Déc. 90

Mars 91

Déc. 90

Mars 91

96

1,41

2

1,60

2,16

## INDICES

## CHANGES

## Dollar : 5,22 F ↓

Le dollar s'échangeait en baisse mardi 23 septembre, à 5,20 F contre 5,2340 F lundi au fixing, réagissant au marasme des marchés financiers. Le yen était faible en raison de la nouvelle poussée du prix du brut. Après avoir nettement progressé lundi, la livre s'échangeait en léger baisse à Paris à 9,81 F contre 9,8325 F lundi au fixing.

FRANCOFORT 24 sept. 25 sept.  
Dollar (en DM) 1,508 1,582  
Tokyo 24 sept. 25 sept.  
Dollar (en yen) Ferni 136,70

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (25 sept.) 9 15/16 - 15/16

New-York (24 sept.) 8 3/16 - 14/16

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)

21 sept. 24 sept.

Valeurs françaises 72,90 71,50

Valeurs étrangères 81,40 80,40

(SIBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC 418,30 418,06

(SIBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 543,53 1 582,52



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 25 SEPTEMBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu



Les incendies dans le sud de la France

## Un pilote de Tracker tué en Corse

Une accalmie du mistral, espérée pour les prochaines heures par la météorologie nationale, devrait permettre aux 3 000 pompiers engagés dans le Var et les Alpes-Maritimes de « stabiliser » la situation. Plusieurs dizaines de départs de feu, souvent d'origine criminelle selon les gendarmes, ont été maîtrisés dans la journée de lundi 24 septembre. Aux portes de Cannes, des habitants du quartier de la Croix durent être évacués. En Haute-Corse, où près de 4 000 hectares ont été détruits depuis jeudi 20 septembre, 350 pompiers étaient encore mobilisés, dans la soirée de lundi, par deux incendies. C'est dans ce secteur qu'un pilote de Tracker a trouvé la mort, lundi 24 septembre, son avion ayant été plaqué par le vent contre la montagne au cours d'une opération de largage d'eau.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant

Dans le Var, ravagé depuis cinq jours par de multiples incendies, la reprise du vent a ravivé, dans l'après-midi de lundi, les principaux foyers. Plusieurs alertes au feu entre Lorgues et Draguignan, à Roquebrune et au Lavandou, ont mobilisé pompiers et sauveteurs, mais surtout un violent incendie a éclaté peu avant 15 heures, en bordure de l'autoroute, au péage des Adrets, dans le massif de l'Estérel.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Les menaces

contre Mme Bhutto  
L'ancien premier ministre pakistanais cité à comparaître en justice. 8

## Les débats au PCF

M. Marchais juge que les analyses de M. Fiterman sur l'Est et l'URSS sont « excessivement optimistes ». 10

## M. Giscard d'Estaing

à « L'heure de vérité »  
L'ancien président de la République durcit le ton face aux socialistes. 10

## Affaire Médéric

Le président argentin ne protégera pas M. Médéric contre la justice française. 10

## SECTION B

## Le pape et les universités catholiques

Jean-Paul II fixe les règles du jeu. 12

## SCIENCES • MÉDECINE

● Tcheliabinsk-40 sort de quarantaine : L'arbre un et indivisible  
● Lancement des satellites civils : un marché à ciel ouvert. 13 à 15

## Le retour de Mory Kanté

Avec son nouvel album, le griot mandingue veut tenir les promesses de la world music. 16

## « Les Enfants Tanner »

une voix, une appartenance  
Du théâtre pur : la rencontre miraculeuse d'un auteur, Robert Martin Walser, et d'un metteur en scène, Joël Jouanneau. 17

## Diagonales

« Qu'en pense Bénazet ? », par Bertrand Poirot-Delpech. 17

## SECTION C

## Les conséquences

de la crise du Golfe  
L'emballage des prix du pétrole et la chute des marchés boursiers. 21

## Avant la réunion du FMI

Les pays riches vont aider les plus pauvres. 23

## Technologies

En Bretagne un réseau de laboratoires, dans les biotechnologies est mis en place par l'université et des entreprises. 25

## Services

Abonnements... 5  
Annonces classées... 27 à 35  
Carnet... 26  
Marchés financiers... 36-37  
Météorologie... 19  
Mots croisés... 17  
Radio-Télévision... 19  
Spectacles... 18  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1990 a été tiré à 567 665 exemplaires.

Pour protester contre le manque de greffiers

Le conseil des prud'hommes de Bobigny veut suspendre ses audiences à partir du 1<sup>er</sup> octobre

Réuni en assemblée générale, le conseil des prud'hommes de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a décidé, lundi 24 septembre, à l'unanimité, de voter la suspension des audiences à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Si des fonctionnaires attachés aux prud'hommes se sont déjà mis en grève dans le passé, c'est la première fois que des conseillers, aussi bien patrons que salariés, lancent un tel mouvement. Ils protestent contre le nombre insuffisant de greffiers d'audience ; cette situation provoque des délais de jugement beaucoup trop longs : de seize mois en 1990, ils pourraient être de deux ans en 1991.

Pour un peu, ces trois-là seraient repartis avant la fin de l'audience avec leur colère entière. Depuis un an déjà, ils attendent qu'on leur paie leur dû : toutes ces heures passées, l'été 1989, à construire un pavillon de banlieue et qu'on a « oublié » de leur régler. Ils ne comprennent pas bien la procédure, se demandant qui sont ces quatre hommes en costume, le cou ceint d'une médaille, qui leur demandent encore et encore des papiers, des fiches de paie, qui les interrogent un peu comme s'ils étaient un tant soit peu coupables !

## Seize mois d'attente

JEAN-PAUL GIRAUD

## Depuis le début de l'année

## Huit sauveteurs sont décédés

Le décès d'un pilote de Tracker, lundi 24 septembre, lors d'une opération de largage d'eau en Balagne (Haute-Corse), est le huitième parmi les combattants du feu depuis le début de l'année :

Le 21 juin, dans le premier grand incendie de l'année, à Cabasson (Var), trois pompiers volontaires et un civil périssent dans le premier grand incendie de l'été ;

Le 2 août, un sapeur-pompier bédouin, âgé de vingt-deux ans, trouve la mort en combattant un incendie qui s'était déclaré dans un champ, à Lamotte-Warfusée, près d'Amiens (Somme).

Le 14 août, le pilote d'un hélicoptère bombardier d'eau s'écrase à Désaignes (Ardèche).

Le 22 août, dans les Alpes-Maritimes, un pompier volontaire trouve la mort dans un accident de camion, aux abords d'un feu qui s'était déclaré dans le moyen pays niçois.

Les incendies de l'été 1989 dans le Midi de la France avaient provoqué la mort de 14 sauveteurs et de 4 civils, selon le CIRCOSC (Centre interrégional de coordination de la sécurité civile).

□ THAILANDE : quarante-trois morts lors d'une explosion à Bangkok. — Au moins quarante-trois personnes ont été tuées et plus de cent autres blessées, lundi 24 septembre dans le centre de Bangkok, par l'explosion d'un camion-citerne transportant du gaz liquide, qui s'est écrasé contre plusieurs immeubles. — (AFP).

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 490 F  
PANTALONS 130 F VESTONS 1 680 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Ne parlez pas, on vous coupe

Vous connaissez la nouvelle ? Dès le mois d'avril, on va pouvoir téléphoner à l'œil dans tout l'Hexagone. C'est une offre de la société Phonomans, réservée d'abord aux abonnés des Yvelines. Il y en a vraiment qui ont de la veine ! Vous appelez un numéro vert. On vous branche sur votre correspondant, ne quittez pas, on vous parle, et vous avez le droit de bavasser pendant huit minutes pour pas un rond. Enfin, huit minutes, pas exactement. La conversation sera interrompue toutes les soixante secondes par des messages publicitaires.

Soixante secondes de conversation utile, c'est énorme. Ça demande un effort d'écoute et d'attention — Elle a combien, j'ai pas compris... 38,9 ?... — qui mérite bien une pause au demeurant bourrée d'informations pas utiles non plus.

— Allô, c'est toi ?... C'est encore moi, chef. Ici le salon Ford. Ils ont sorti une nouvelle Fiesta. J'ai réussi à l'essayer, chef... Elle ne coûte que 49 900 F... Non, c'est pas lui, c'est moi. Je voulais te demander : tu veux pas venir ?... Les vacances vous manquent déjà ?

Allez au Salon de la caravane et du camping-car...

— Attends, je te suis pas bien. Là, tu veux partir en voyage ?

— Mais non, pas du tout, j'ai envie de... Trois soins de Biotherm, une offre exceptionnelle, un cadeau choc, en vente chez votre dépositaire...

— Tu peux pas y aller toute seule ? Franchement, là, je suis débordée. J'ai un rapport à remettre... Avec le microportable XXX, Toshiba a coupé dans le vif, c'est l'empreinte de demain. — Non, demain, je peux pas. Je pensais qu'on pourrait passer cet après-midi chez... Conforama, le pays où la vie est moins chère.

— Ecoute, t'es bien mignonne, mais il n'y en a pas près de chez moi, et, je te répète, j'ai pas la tête à ça... Réfléchissez ! Epson vous propose trois nouveautés. Qui pourrait en faire autant ? Personne... T'es personne qui pourrait t'accompagner ? Où ça, d'ailleurs ? Ça fait une heure que tu me denses au bout du fil et tu m'as même pas dit où tu voulais aller... Dans les supermarchés Champion, quand on s'engage, c'est à fond !

— Ça, pour dépanner les copines, t'es vraiment champion. Allez, tchao, c'est bien la dernière fois que je t'appelle !

Ancien directeur du bureau parisien de Reuter

## Harold King est mort

Harold King, ancien directeur du bureau parisien de l'agence Reuter, est décédé lundi 24 septembre à Nogent-sur-Marne, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Pendant un bon tiers de siècle, Harold King a été le plus français, ou tout au moins le plus francophile et, à coup sûr, le plus gaulliste des journalistes britanniques. Il avait, petit-fils d'un pasteur presbytérien, fils du psychiatre allemand Wilhelm König et d'une mère anglaise, né le 13 octobre 1898 à Berlin, il avait anglicisé son nom lorsqu'en 1914 ses parents avaient gagné la Grande-Bretagne.

Après avoir été le secrétaire de l'écrivain Jérôme K. Jérôme, puis journaliste au *Wall Street Journal* et au *Financial Times*, il entre en 1939 à l'agence Reuter comme correspondant à Paris. Le fait de se retrouver à Londres le 18 juin 1940 devait lui fournir son premier titre de gloire gaulliste. Envoyé en Union soviétique, il couvrit notamment la bataille de Stalingrad et l'entrée de l'armée rouge en Pologne, avant de rejoindre à Alger, en 1944, la première interview du général de Gaulle, puis de débarquer en Provence, comme accredité auprès des alliés.

Installé dès lors à Paris, grand amateur de beaux-arts et gastronome averti — « le *carnement* a été tué à la guerre de 39 », affirmait-il — parcourant à pied de jour comme de nuit les rues de la capitale, faisant de longues promenades dans la campagne française, très introduit dans les milieux politiques, il a développé le bureau parisien de l'agence Reuter en imposant à ses journalistes l'esprit de concurrence, l'exigence de

l'exactitude et de la rapidité au prix de coups de colère mémorables.

C'est lui qui, le premier, avait annoncé le verdict du procès Pétain, étant convenu avec un juré que celui-ci porterait une pochette pour indiquer que le maréchal était condamné à mort. Il se sentait investi d'une sorte de mission pour faire connaître la France à l'étranger. C'est une dépêche Reuter, transmise depuis Evian en 1962, qui annonça la signature de la paix en Algérie. Ce soir du 30 août, l'empêcheur pas de rédiger des « bulletins » dans lesquels

il marquait son soutien à de Gaulle, auquel il vouait une admiration telle qu'il épousait ses choix politiques.

Harold King était commandeur de la Légion d'honneur. Converti sur le tard au catholicisme, pratiquant fervent, il avait épousé le sculpteur d'origine roumaine Irène Codreanu, décédée en 1985. Il avait pris sa retraite en 1967, avec le titre de directeur adjoint de l'agence Reuter, et il avait obtenu — tout un symbole — qu'on y ajoute « en résidence à Paris ».

ANDRÉ PASSERON

**CAPÉLOU** LE GRAND DU PETIT CONVERTIBLE

**GRAND CHOIX EN EXPOSITION**  
(0,65 et 0,80 - 1,20 et 1,40)

LIVRAISON GRATUITE ET RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

132 37, Av. de la République 75011 PARIS  
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro Parmentier

**COMMENT LIRE DIX FOS PLUS VITE ?**

HAKABOUT

**lecture rapide**

HAKABOUT

Exceptionnel du 10 au 25 septembre

**100 PEUGEOT 90 au prix de revient**

● 205 XL, XR et Green ● 405 GR et GR automatique  
● 205 Diesel 3 ou 5 portes ● 405 MI 16  
● 205 XAD ● 505 GL, ST et Familiale  
● 205 GTI 130 cv ● 605 SV 3 litres  
● 309 GLD et SRD ● 605 SR 3 litres

toujours plus avec la griffe

**NEUBAUER** PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

MINTEL 3615 NEUBAUER